Chapitre VIII

La Révolution se termine

I – LES AFFAIRES POLITIQUES PENDANT LA PERIODE DU DIRECTOIRE

Avec la Constitution de l'an III, le Directoire, nouveau régime de la France, apparaît à la fin du mois d'octobre 1795. Simultanément les institutions locales sont profondément réorganisées.

Les communes ne sont plus administrées sur place, mais par une "administration municipale" propre à chaque canton. Chaque commune doit ainsi élire un agent municipal qui la représente au sein de cette administration municipale cantonale et un adjoint. Les décisions locales sont prises par cette administration au niveau du canton. Simultanément, les districts sont supprimés et les départements sont administrés par une "administration centrale."

A – Les assemblées primaires

Afin d'assurer le passage à ce nouveau régime l'assemblée primaire du canton de Saint-Laurent est convoquée le 6 septembre 1795 à deux heures de l'après-midi dans le temple de l'être suprême de Saint-Laurent conformément à la loi du 5 fructidor an III (22 août 1795) "sur les moyens de terminer la Révolution." Compte tenu du nombre de votants inscrits dans le canton, deux assemblées sont constituées, l'une devant regrouper les 789 électeurs des communes de Saint-Laurent, La Chaumusse, Le Lac-des-Rouges-Truites et "Le Fort-du-Plane" et l'autre les 602 électeurs des communes de Saint-Pierre, Rivière-Devant, Grande-Rivière et Prénouvel. Un bureau est constitué pour chacune des deux assemblées, mais les explications semblent communes. Selon le procès-verbal, la première assemblée est composée de 190 électeurs et la seconde de 150 votants. Les deux assemblées votent séparément et l'acte constitutionnel est adopté à l'unanimité dans chaque assemblée. Compte tenu de l'heure tardive les deux assemblées décident de se réunir à nouveau deux jours plus tard pour procéder à des élections.

Deux assemblées sont donc ainsi constituées au même lieu le 8 septembre suivant dans les mêmes conditions. Les assemblées doivent procéder à l'élection des sept électeurs du canton. En fait, seuls trente-huit électeurs se sont déplacés et les deux assemblées s'unissent pour cette élection. Les votants déposent leur bulletin dans un vase et, après dépouillement, sont déclarés élus les citoyens Laurent Chanez 27 voix, Laurent Besson 23 voix, Jacques-Ignace Bailly 17, Basile Brasier 14, François-Joseph Janier 13, François-Joseph Ferrez 11 et François-Xavier Bouvet 11, "ce qui forme la majorité absolue et relative des suffrages." Il a été donné à ces électeurs "plein et entier pouvoir de choisir pour membre du corps législatif les

citoyens qu'ils jugeront les plus dignes, en leur âme et conscience, de la confiance publique tant parmi les membres de la Convention que dans le nombre des autres citoyens de la République, qu'ils croiront réunir les qualités requises¹."

Un document isolé non daté² donne pour sa part la liste des "électeurs du district de Saint-Claude au département du Jura." Y sont indiqués au titre du canton de Saint-Laurent "Laurent Chanez, maire à Saint-Laurent, Laurent Besson, négociant audit lieu, Jacques-Ignace Bailly, notaire au Fort du Plane, Basile Brasier, maire à la Grande-Rivière, François-Joseph Janier-Dubry négociant à Prénovel, François-Joseph Ferrez négociant à Saint-Pierre [frère aîné d'Ambroise Ferrez, maire de Saint-Pierre et de Basile Ferrez, administrateur du district] et François-Xavier Bouvet de Saint-Laurent." Il apporte donc une précision pour François-Joseph Janier-Dubry de Prénovel mais pose au moins deux interrogations. Laurent Chanez est un marchand aisé de La Chaumusse et son frère, Alexandre Chanez qui demeure à Salave, est alors maire de Saint-Laurent. L'un des deux frères a donc été élu. Peu après Laurent Chanez est élu agent municipal de La Chaumusse mais refuse le poste. Il paraît assez difficile de trancher pour affirmer qu'Alexandre Chanez aurait été élu et non Laurent. De même François-Xavier Bouvet, le dernier élu, est indiqué "de Saint-Laurent." Cependant, l'ancien maire de Saint-Laurent est décédé depuis septembre 1794 et, justement, Alexandre Chanez l'a remplacé dans cette fonction. Ce François-Xavier Bouvet élu ne peut donc être que l'actuel agent national de Saint-Pierre. Il est d'ailleurs le beau-fils d'Alexandre Chanez. Il semble que chacune des assemblées aurait dû élire séparément les électeurs : la première assemblée, plus nombreuse, quatre électeurs, et la seconde assemblée trois seulement. En fait, on a inversé ces nombres puisque quatre électeurs appartiennent à la deuxième assemblée. La mention de François-Xavier Bouvet "de Saint-Laurent" permettait éventuellement d'éviter cet écueil.

Ces électeurs élus se retrouvent avec les élus des autres cantons du Jura à Lons-le-Saunier du 12 au 21 octobre 1795 pour procéder à l'élection des députés des nouveaux conseils créés, mais on sait que les deux tiers des membres des assemblées devaient être membres de la Convention. Ils élisent également les cinq membres de l'administration centrale du département du Jura.

Les électeurs du canton sont de nouveau appelés le 1^{er} germinal an V (21 mars 1797) à élire les électeurs qui les représenteront pour les élections du stade supérieur. Les assemblées primaires se tiennent dans deux centres. L'une des assemblées tenue dans la ci-devant église de Saint-Laurent, rassemble la section nord comprenant les électeurs des communes de Saint-Laurent, Fort-du-Plasne, La Chaumusse et la Rivière-Devant. La seconde appelée section du midi se tient dans la ci-devant église de Saint-Pierre et comprend les électeurs des communes de Saint-Pierre, Grande-Rivière, Prénovel et Le Lac-des-Rouges-Truites. On a cherché semble-t-il à rééquilibrer la composition de ces deux assemblées. La section du midi composée de 755 électeurs inscrits doit élire quatre électeurs et la section du nord regroupant 687 électeurs inscrits ne doit procéder à la nomination que de trois électeurs. Le nombre des électeurs que le canton doit nommer est déterminé à raison de un électeur pour 200 électeurs inscrits ce qui correspond bien à sept électeurs.

Je ne connais pas le résultat de ces élections. Cependant, on procède simultanément à l'élection d'un assesseur du juge de paix pour remplacer Ambroise

Ferrez de Saint-Pierre, qui a donné sa démission. Dans la section nord, Joseph-Augustin Bénier-Rolet de Saint-Pierre obtient 19 voix sur 19 votants et dans la section du midi, Jean-Baptiste Thévenin de Saint-Pierre obtient 37 voix sur 40 votants tandis que Joseph-Augustin Bénier-Rolet obtient 3 suffrages. Jean-Baptiste Thévenin est donc élu assesseur du juge de paix à la majorité absolue de 37 voix sur 59 votants.

De nouvelles assemblées primaires se déroulent les 1^{er} et 2 germinal an VI, dans des conditions similaires. Il convient, après l'élection des électeurs du canton, d'élire le juge de paix et les assesseurs. Ils sont 328 électeurs à participer dans les deux assemblées à l'élection du juge de paix et Laurent-Augustin Besson, ancien membre de la Commission administrative, est élu avec 255 voix. Basile Ferrez de Saint-Pierre obtient 61 suffrages, François-Célestin Mathieu 5, Alexandre Radaz, l'ancien juge de paix 2, Basile Ferrez des Poncets 2 et Jean-Baptiste Thévenin de Saint-Pierre 1. En conséquence de son élection, Laurent-Augustin Besson démissionne de sa fonction de commandant de la garde nationale et prête le serment exigé par la loi.

On procède ensuite dans chacune des assemblées à l'élection de 4 assesseurs par commune, excepté pour Saint-Pierre où trois seulement doivent être élus. Pierre-Auxibie Thévenin, Joseph Romand, Augustin Ferrez et François-Joseph Perret sont élus pour la Chaumusse à l'unanimité sur 30 votants. De même, Alexandre Chaussin le vieux, Bon Bastien, Claude-Joseph Gousset et Germain Brasier sont élus pour Grande-Rivière; Pierre-Louis Martinez, Jean-Alexis Grand, Alexis-Victor Brasier-Chanez et Jean-Baptiste Macle pour Le Lac-des-Rouges-Truites; François-Joseph Janier-Dubry, Désiré Janier-Dubry, Désiré Janier et Pierre-Antoine Guyettand pour Prénoval; Pierre-Amable Janet, Alexandre Roche de Sur la Côte –c'est-à-dire celui qui est agent municipal de la commune, et non celui de Sur le Moulin- Joseph Maillet-Guy et Pierre-Joseph Thorel pour Rivière-Devant; Henry-Joseph Brenet et Pierre-Joseph Besson de Saint-Laurent ont de même obtenu l'unanimité, Ambroise Roydor des Juras et Alexandre Chanez dudit lieu ont obtenu la majorité; Raphaël Groz, Basile Ferrez et Basile Delezai pour Saint-Pierre ont obtenu l'unanimité et enfin Pierre-Alexis Cattin, Urbain Thouverez, Augustin Cordier et Antoine Pierrottet pour Fort-du-Plasne ont obtenu la majorité.

Ces deux assemblées primaires élisent ensuite le président de l'administration municipale du canton et Joseph Martinez est réélu à l'unanimité.

Le résultat des élections des assemblées primaires n'est pas retranscrit sur le registre de délibérations de l'administration cantonale pour ce qui concerne les élections des électeurs chargés de participer aux élections au niveau départemental. Cependant deux fascicules donnent le nom des électeurs issus de ces élections primaires de mars 1798 et mars 1799³. C'est ainsi que l'on retrouve comme électeurs pour le canton de Saint-Laurent pour l'an VI (élu en mars 1798) : Ferrez, Gros, Chanez, Thouverez, Célestin Bailly et Martinez.

Pour l'an VII, ces électeurs du canton de Saint-Laurent sont : Raphaël Bénier-dit-le-Moine (de Saint-Pierre, né en 1767), Laurent-Augustin Besson (de Saint-Laurent, ancien membre de la Commission administrative du Jura), Germain Brasier (le frère de Basile Brasier, ce dernier étant lui-même électeur pour le canton de Saint-Claude), Alexis-Victor Brasier-Chanez (du Lac-des-Rouges-Truites et futur

maire de cette commune de 1813 à 1820), Emmanuel Martin (de Saint-Laurent, ancien administrateur du district) et Zozime Pierrottet (de Rivière-Devant, né en décembre 1772 à Fort-du-Plasne, ancien commandant de la garde nationale du midi du canton.) De même, Henry-Joseph Janier-Dubry des Piards est l'un des électeurs élus par l'assemblée primaire du canton de La Rixouse.

B - Deux Grandvalliers, membres de l'administration centrale du Jura

Par suite des soubresauts politiques que connaît le Directoire, les administrateurs élus du département sont remplacés à plusieurs reprises par le Directoire exécutif de la République. C'est ainsi que Basile Ferrez de Saint-Pierre, ancien administrateur du district de Saint-Claude, puis commissaire du directoire exécutif au canton de Saint-Laurent, est, avec d'autres, nommé par le Directoire exécutif, membre de l'administration centrale du département du Jura le 24 octobre 1797. Etant nommé peu après le coup d'état du 18 fructidor an V (4 septembre 1797), on pourrait croire qu'il est teinté de jacobinisme. Ce n'est cependant pas tout à fait le cas. On reprochait par exemple aux anciens administrateurs démis de leurs fonctions d'avoir fait radier un grand nombre de prêtres de la liste des émigrés, mais Basile Ferrez avait efficacement contribué à faire rentrer d'émigration son frère, le prêtre non assermenté Félix Ferrez. Aussi Basile Ferrez est-il de ceux que les Jacobins républicains jurassiens de Paris, menés par Pierre-Alexandre Lémare et ses amis, combattent vigoureusement. De nomination en réélection, Basile Ferrez demeure administrateur du département où il dirige en particulier le domaine des "travaux et établissements publics." Mais en juillet 1799, le Directoire considère que l'incivisme domine dans le Jura et que "l'influence d'un grand nombre de fonctionnaires y concourt à la dépravation de l'esprit public." Basile Ferrez est donc destitué avec les autres administrateurs du Jura.

Le Directoire nomme pour les remplacer des jacobins convaincus dont le Grandvallier Pierre-Alexandre Lémare, ancien membre de la Commission administrative du Jura, et, on va le voir, ancien agent municipal de Grande-Rivière, représentant sa commune à l'administration communale du canton. Lémare devient le 28 août, et pour quelques mois, président de l'administration centrale départementale ainsi "régénérée" qui destitue de suite de nombreux élus parmi les agents municipaux des cantons. Lémare retourne à Paris sous le Consulat, crée une école appelée "l'Athéna de la jeunesse," puis combat l'empereur Napoléon.

Le coup d'état du 18 brumaire (9 novembre 1799) est proche. Alexandre Lémare et les autres administrateurs jurassiens sont à leur tour destitués et Basile Ferrez est à nouveau l'un des administrateurs nommés peu après par les trois consuls. Il demeure membre de cette administration centrale jusqu'à la prise de fonction du préfet en mars 1800.

C - L'administration municipale du canton de Saint-Laurent

Chaque commune doit élire un agent communal pour la représenter au sein de cette administration municipale du canton que nous nommerons souvent en abrégé administration cantonale ou administration municipale. Cet agent s'occupe sur place

des affaires propres à la commune et d'y faire exécuter les décisions prises collégalement par l'administration cantonale. Il s'occupe par exemple, le plus souvent après accord ou sur instruction de son administration cantonale, et fréquemment aidé par des habitants nommés ponctuellement, d'effectuer le recensement de la population, de suivre la répartition des impositions, de donner la liste des professionnels assujettis au nouvel impôt de la patente, d'estimer les sommes dues par chacun pour l'utilisation des communaux, d'appeler des militaires récalcitrants sous les drapeaux, de répartir entre les habitants des réquisitions décidées par des autorités supérieures, de passer des marchés avec des entrepreneurs pour le besoin de la commune, de choisir des gardes champêtres ou forestiers, de surveiller l'observation des lois concernant la religion, etc.... Il est également chargé de la tenue de l'état civil dans sa commune. Antérieurement les décisions étaient prises au sein de la commune et le travail des municipalités pouvait être réparti entre les différents élus. Désormais, les décisions sont prises au niveau du canton et le travail attendu de chaque agent est assez important. Les communes doivent également élire un adjoint pouvant suppléer l'agent communal.

1) Les premières élections pour choisir les agents communaux

L'actualité locale va souvent tourner autour de l'élection des agents communaux de chaque commune. Cependant ceux-ci vont souvent démissionner de leur poste. Il faudra donc de nouvelles élections ou les désigner. Afin de mieux rendre compte du cafouillage initial, je tente de décrire ces événements de manière chronologique.

Une assemblée primaire des habitants du canton se tient à Saint-Laurent le 6 novembre 1795 au cours de laquelle Basile Ferrez est élu président de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent. Cette même assemblée primaire élit de même les assesseurs du juge de paix dont Ambroise Ferrez et probablement le juge de paix, qui demeure Alexandre Radaz. Cependant, à une date voisine, Basile Ferrez est désigné par le Directoire, en qualité de commissaire du directoire exécutif, fonction qu'il doit exercer auprès de l'administration cantonale et assez proche de celle que l'agent national exerçait antérieurement auprès des municipalités. Ne pouvant évidemment exercer les deux fonctions, Basile Ferrez opte pour celle de commissaire du directoire exécutif. En conséquence, une nouvelle assemblée primaire du canton est réunie le 15 novembre au cours de laquelle Joseph Martinez, entrepreneur demeurant à Saint-Laurent, est élu président de l'administration municipale⁴.

A la même date du 6 novembre se déroulent généralement de même une consultation des habitants de chaque commune qui doivent élire un agent municipal qui représentera la commune dans l'administration municipale cantonale et un adjoint chargé de le suppléer.

Les habitants de La **Chaumusse** sont ainsi réunis le 15 brumaire an IV, -ou 6 novembre 1795- "en la maison commune dudit lieu" selon convocations faites au domicile des habitants depuis 10 jours, "à l'effet de nommer et élire un agent municipal et un adjoint conformément à la loi et l'arrêté du département" du 19 octobre dernier. Les citoyens les plus âgés de l'assemblée constituent un bureau

provisoire. Le citoyen Augustin Ferrez, maire, est ensuite élu président au scrutin secret. L'assemblée élit de même trois scrutateurs de un secrétaire. Ensuite, l'élection de l'agent municipal est faite à bulletin secret et par appel nominal et les citoyens déposent leur billet dans l'urne. Le citoyen Laurent Chanez, négociant, est élu agent municipal par onze voix sur vingt votants. Le citoyen Alexis Brenet est ensuite élu adjoint par dix-sept voix sur vingt votants.

Les habitants de **Saint-Pierre** assemblés "à la chambre de la commune" procèdent de même ce 6 novembre à une heure de l'après-midi. Le citoyen François-Joseph Bénier-dit-le-Moine est élu "agent de l'administration municipale" par 12 voix sur 25 votants, puis le citoyen François-Xavier Bouvet, ancien agent national de la commune, est élu "adjoint municipal" par 19 voix sur 25 votants.

Cependant, de nouvelles élections doivent être organisées à Saint-Pierre le 19 novembre pour remplacer ces élus. Il s'est en effet avéré que l'agent municipal est "connu comme étant neveu pour affinité d'un émigré^a." L'adjoint élu est pour sa part "connu comme étant le beau-frère du citoyen Simon Poncet pour affinité nommé adjoint de la commune de Saint-Laurent et neveu du citoyen Laurent Chanez nommé agent municipal de La Chaumusse^b." En conséquence, le citoyen Raphaël Martin est élu agent municipal par 13 voix sur 19 votants et Claude-François Gros est élu adjoint par 11 voix sur 21 votants.

Les habitants de **Prénoel** sont également réunis le 15 brumaire à dix heures du matin dans l'église de Prénoel. Cependant seuls douze électeurs assistent à cette assemblée et il est décidé d'en appeler une autre. "Convoqués au son de la cloche," à la requête d'Alexandre Janier, officier municipal et de Pierre-Antoine Jean, agent national, les électeurs sont en effet plus nombreux deux jours plus tard le 8 novembre "à une heure du soir." Le citoyen Désiré Janier, fils d'Antide Janier est élu agent municipal par 17 suffrages sur 28 votants. Le citoyen Jean-Pierre Guyettant réunit ensuite 14 voix sur son nom et il est proclamé "adjoint de l'agent municipal."

De la même manière sont élus :

- à Fort-du-Plasne, Urbain Thouverez agent municipal et le notaire Jacques-Ignace Bailly, adjoint;
- à Grande-Rivière, Ambroise Maillet-Guy, agent municipal et Joseph-Augustin Pichon, adjoint.

^a François-Joseph Bénier-dit-le-Moine est fils de Hélène Amable Guygrand, sœur du prêtre réfractaire et émigré François-Joseph Guygrand. Le neveu est d'ailleurs également le filleul du prêtre. On peut remarquer à ce sujet que Basile Ferrez, aussi de Saint-Pierre, est frère d'un prêtre émigré, ce qui n'a pas semblé poser de problème pour son élection de président de l'administration cantonale et pour sa désignation comme commissaire du directoire exécutif.

^b Siméon Poncet de Salave a épousé Marie-Joseph Bouvet, sœur de François-Xavier Bouvet. Ce dernier a épousé en secondes noces Reine Chanez, fille d'Alexandre Chanez, maire de Saint-Laurent et frère de Laurent Chanez.

- au Lac-des-Rouges-Truites, Pierre-Louis Martinez en qualité d'agent municipal et Jean-Claude Cassard, adjoint;
- à Rivière-Devant, Pierre-Joseph Roche, agent municipal (frère du notaire Jean-Félix Roche) et Joseph Maillet-Guy, adjoint;
- à Saint-Laurent, Laurent Besson, agent municipal et Simon Poncet, adjoint.

Une première réunion de cette administration municipale cantonale se tient au chef-lieu de canton le dimanche 22 novembre dans une chambre au rez-de-chaussée du presbytère.

Le citoyen Emmanuel Martin, ancien administrateur du district, est élu secrétaire à l'unanimité des participants. Il accepte à la condition cependant d'avoir un greffier pour adjoint, "vu la multiplicité des ouvrages à faire" et le citoyen Laurent Ferrez est désigné comme greffier à l'unanimité également "et après avoir cherché tous les moyens d'économie possible, il a été arrêté qu'il leur serait accordé annuellement à chacun d'eux la valeur du prix de 200 miriagrammes de froment payable par trimestre, ce qu'ils ont accepté sous les réserves qu'ils ne seront tenus d'aucune fourniture quelconque et ont pris place au bureau." Il faut sans doute apprécier le souci d'économie de cette administration, même si on peut être surpris qu'elle commence par embaucher deux personnes. Le myriagramme est un multiple d'une mesure nouvelle correspondant, comme son nom l'indique, à 10 000 grammes, soit encore 10 kilogrammes. La rémunération annuelle est donc fixée à la valeur de 2 000 kilos de froment. Les secrétaire et greffier bénéficient ainsi d'une indexation assez extraordinaire, mais on sait que l'inflation que connaît l'assignat en ce moment atteint des sommets. Les particularités de cette inflation de fin 1795 et début 1796 sont traitées dans les chapitres consacrés l'un à l'emprunt forcé de l'an IV et l'autre aux partages des communaux. Au cours de la séance suivante on apprend que Laurent Ferrez sera logé avec sa famille dans le presbytère, qu'il remplira également les fonctions de concierge archiviste, sera chargé de la propreté du local et de faire le feu. Ainsi, "les administrés auraient plus de facilité et de promptitude à obtenir ce dont ils auraient besoin."

Le président Joseph Martinez et les agents de Fort-du-Plasne et du Lac-des-Rouges-Truites participent à cette première réunion avec les adjoints du Lac-des-Rouges-Truites, La Chaumusse et Rivière-Devant ainsi que Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif. Tous les autres membres sont absents, malgré les convocations envoyées par le président aux anciens agents nationaux des communes. Certains agents auraient d'ailleurs donné leur démission et le président n'a pas encore reçu les procès-verbaux des élections de Grande-Rivière et de Prénovel.

Et de fait, certains ont déjà démissionné et d'autres le font dans les jours qui suivent. On peut ainsi noter les démissions successives de Laurent Besson et Siméon Poncet, respectivement agent et adjoint de Saint-Laurent, d'Ambroise Maillet-Guy, des Chauvins, "agent de la commune de la Grande-Rivière," de Laurent Chanez, agent de La Chaumusse, de Joseph-Augustin Pichon, adjoint de Grande-Rivière et de Raphaël Martin agent de Saint-Pierre. On constate que la perspective d'accomplir ces missions ne provoque généralement aucun enthousiasme !

En exécution de la loi, Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif, est donc amené à requérir l'administration municipale d'ordonner aux citoyens des communes qui n'ont ni agent ni adjoint "de s'assembler à la diligence et sur la

convocation du citoyen maire ou agent national près ladite commune pour procéder à une nouvelle élection." L'administration municipale cantonale constate qu'effectivement différents dossiers de la compétence des agents municipaux traînent et ordonne le 6 décembre 1795 la convocation d'assemblées communales pour remplacer les agents démissionnaires.

A la suite de la démission de Laurent Chanez de sa charge d'agent municipal, une nouvelle assemblée des électeurs de la commune de La Chaumusse est réunie le dimanche 20 décembre, "ensuite de convocation faite ce jourd'hui à la messe paroissiale de Saint-Laurent." Le formalisme de la réunion précédente est respecté et "le citoyen Joseph Paris a été élu agent municipal par douze voix sur quatorze votants" ce qu'il a accepté par sa signature.

Cependant le dossier des nouvelles élections n'avance pas dans les autres communes et l'administration constate le 21 décembre, au cours d'une réunion exceptionnelle, que les communes de Saint-Laurent, Grande-Rivière et Saint-Pierre n'ont toujours pas d'agent, qu'on ne peut opérer certaines réquisitions de foin et "que l'état civil des citoyens ne peut y être constaté à défaut d'officier public." Le président voudrait donc désigner des administrateurs temporaires mais on décide de patienter encore une semaine, puis encore un peu.

Une assemblée des électeurs est convoquée à Saint-Pierre le 20 décembre en vue de procéder au remplacement de Raphaël Martin qui a donné sa démission de son poste d'agent municipal par exploit de l'huissier Thouverez. Ce même citoyen Raphaël Martin est cependant réélu agent municipal de la commune par 12 voix sur 21 votants.

Néanmoins, on ne peut décidément pas compter sur lui et Raphaël Martin démissionne à nouveau de son poste. Une nouvelle assemblée électorale, dont seul le mois de nivôse est précisé à titre de date sur le registre de délibérations de Saint-Pierre, se tient à la chambre commune pour procéder au remplacement de l'agent municipal Raphaël Martin, "qui a donné une seconde démission." Finalement Raphaël Groz^a est élu "agent de l'administration municipale de cette commune" par quatorze voix sur quinze votants. On peut constater que les électeurs n'ont pas participé nombreux à cette consultation électorale.

Le président de l'administration cantonale voit sa patience en partie récompensée puisque le 3 janvier 1796 seul l'agent municipal de Saint-Laurent ne comparait pas lors de cette réunion hebdomadaire. **Les autres communes** sont en effet représentées par leur agent : Désiré Janier pour Prénovel, Pierre-Louis Martinez pour le Lac-des-Rouges-Truites, Joseph Paris pour la Chaumusse, Urbain Thouverez pour Fort-du-Plasne, Pierre-Joseph Roche pour Rivière-Devant, Raphaël Gros pour Saint-Pierre et enfin Pierre-Alexandre Lémard^b, agent de Grande-Rivière.

Nomination de l'agent de la commune de Saint-Laurent

^a Fils du notaire Désiré Groz, cette famille écrit généralement son nom Groz.

^b Ou Lémare, ancien membre de la commission administrative du Jura. Je suis ici l'orthographe du registre, qui est celle usuelle dans le Grandvaux pour ce patronyme, comme pour le précédent nom Groz.

L'administration cantonale constate au cours de la réunion suivante que malgré les mesures qu'elle a notifiées à la précédente municipalité de Saint-Laurent pour obtenir l'élection d'un agent, aucun résultat n'a été obtenu, "les citoyens nommés ayant persisté à donner leur démission." Bien évidemment, "cette insouciance apporte journellement des entraves à la marche de l'administration." Heureusement la loi autorise dans de tels cas, les administrations cantonales "à s'adjoindre des administrateurs temporaires pris dans le sein de la commune" défailante. Le choix de l'assemblée se porte unanimement sur Ambroise Roydor de Salave, l'ancien agent national de Saint-Laurent. Celui-ci se présente devant l'administration cantonale et représente "qu'il ne pouvait accepté pour plusieurs motifs, notamment qu'étant beau-frère du citoyen Pierre-Joseph Roche, agent de la commune de Rivière-Devant, il ne pouvait siéger avec lui." Il a en effet épousé une sœur de Pierre-Joseph Roche et du notaire Jean-Félix Roche. Un espoir s'envole et il faudra donc trouver un autre agent.

L'administration cantonale exige donc que l'ancien maire ou agent national de Saint-Laurent convoque à nouveau les électeurs pour élire un agent municipal. Ils seront tenus responsables de la non exécution de l'arrêté qui est pris et surtout de la non fourniture de foin et de chevaux que Saint-Laurent doit fournir pour une réquisition. Cependant aucune amélioration n'est constatée.

L'administration cantonale informe le 29 janvier 1796, l'administration centrale du Jura de cette situation. "Malgré les mesures prises tant par la ci-devant municipalité de Saint-Laurent que par nous, cette commune n'est point représentée ce qui porte un préjudice considérable aux habitants de cette commune et entrave totalement notre marche. Veuillez donc prendre les mesures nécessaires et nous indiquer la marche que nous devons suivre." En réponse, l'administration centrale demande de convoquer à nouveau les électeurs de Saint-Laurent pour le 14 février. A défaut de résultat, l'administration municipale du canton nommera provisoirement "un commissaire pour remplir les fonctions d'agent municipal qui sera rétribué au dépend des contribuables de la commune."

Des affiches sont donc apposées plusieurs jours à l'avance. Cependant, le président de l'administration cantonale et le ci-devant maire se rendent sur place et attendent plus d'une heure. Il n'a pas été possible de constituer le bureau. Personne ne s'est présenté à l'assemblée, "quoique beaucoup de monde était sur la place."

L'administration décide aussitôt qu'il faut faire choix d'un sujet probe, patriote, intelligent aimant le travail et le bien de ses administrés." Plusieurs noms sont proposés, mais "le citoyen Pierre-Joseph Cordier le jeune a réuni la grande majorité des suffrages et a été nommé commissaire pour remplir provisoirement les fonctions d'agent municipal pour la commune de Saint-Laurent, lequel ayant été appelé a dit qu'il se trouvait très flatté du choix que l'on venait de faire, que malgré le peu d'expérience qu'il avait en fait d'administration, il accepterait volontiers si ses facultés lui permettaient de continuel sacrifices pour l'intérêt de la chose publique, mais qu'étant père de famille ne vivant que de son travail et ayant depuis la Révolution presque toujours rempli des fonctions publiques, notamment depuis deux ans qu'il a rempli sans interruption les fonctions d'officier public et jusqu'à ce jour quoique tous les autres membres de la municipalité ayant cessé leurs fonctions, ce qui lui a porté un préjudice considérable, pourquoi il désirerait qu'il lui fut accordé une indemnité tant pour le service qu'il a rendu jusqu'à ce jour, que pour le travail

auquel il sera assujéti dans une commune aussi populeuse et qui se trouve arriérée faute d'avoir été représentée."

L'administration cantonale "connaissant la vérité des faits avancés par le citoyen Cordier" et qui, surtout, avait déjà l'accord de principe de l'administration du Jura, décide, "qu'il lui sera accordé la somme de cent livres en numéraire par chaque trimestre que dureront ses fonctions, laquelle somme sera répartie au marc la livre de l'imposition de tous les contribuables de la commune de Saint-Laurent, ce qui a été accepté par ledit Cordier." Cette décision devra être homologuée par l'administration centrale du département. On peut remarquer qu'à cette date les assignats n'ont plus de valeur et ne circulent plus. L'indemnité payée en numéraire peut donc ne plus être indexée.

Difficultés pour former une administration cantonale stable. Les agents municipaux veulent être rémunérés ou indemnisés

Les séances de l'administration cantonale se déroulent en principe chaque dimanche à dix heures du matin. Mais, "peu d'agents se rendent aux séances avant d'finé." Aussi, après le 8 mai 1796, le début de ces séances est-il fixé à treize heures "précises." Au début du mois d'octobre et pour tenir compte du fait "que les jours sont très courts" en hiver, il est décidé que l'ouverture des séances se fera désormais à "neuf heures précises du matin." On peut remarquer que l'on ne tient donc pas compte des décadis et autres jours du calendrier révolutionnaire. Selon les séances on constate, outre la présence quasi automatique du président et du commissaire du directoire exécutif, la présence habituelle de cinq à huit agents communaux, en incluant parmi eux le commissaire nommé pour Saint-Laurent. Parfois, l'un d'eux est remplacé par son adjoint.

Les dépenses de fonctionnement de l'administration municipale cantonale sont à la charge des huit communes concernées "qui y pourvoient au moyen des sols additionnels au rôle" de chaque commune. Cette administration fait établir un cachet portant pour exergue "Administration municipale du canton de Saint-Laurent, dans le centre la statue de la liberté et au bas d'icelle, département du Jura."

Cependant, la rémunération versée au commissaire nommé pour Saint-Laurent faisait des envieux parmi certains agents communaux qui ne comprenaient pas la raison d'une telle discrimination en faveur de leur collègue. Raphaël Groz, agent de la commune de Saint-Pierre, se présente au bureau de l'administration municipale le 30 juillet 1796 et demande "acte de la démission qu'il donne d'agent municipal à laquelle il a été nommé (...) et a allégué pour motif de cette démission son incapacité bien reconnue." La suite va démontrer qu'il cherche en fait à obtenir une indemnité pour poursuivre ses fonctions. Et Raphaël Groz ne se présente plus aux réunions hebdomadaires de l'administration municipale, pas plus d'ailleurs que Claude-François Gros, adjoint de Saint-Pierre qui l'avait pourtant remplacé occasionnellement dans le passé.

Cette situation est évoquée par l'administration municipale cantonale dans sa séance du 7 août et l'on envisage de le remplacer par un commissaire temporaire -qui serait en fait l'agent démissionnaire- rémunéré par sa commune. Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif intervient pour demander que les habitants de Saint-Pierre soient consultés "pour remplir la place soit gratis, soit moyennant la

rétribution qui sera fixée." L'administration cantonale décide qu'en attendant "le citoyen Raphaël Gros sera requis de continuer ses fonctions jusqu'à son remplacement" et qu'il devra convoquer une assemblée des habitants de Saint-Pierre pour délibérer sur ce sujet et le remplacer.

Pierre-Joseph Roche présente à son tour sa démission d'agent municipal de Rivière-Devant le 12 août en alléguant également "son incapacité de remplir ladite fonction." Joseph Maillet-Guy l'imita le 14 août, avant le début de la réunion hebdomadaire, et démissionne de son poste d'adjoint municipal de la même commune en alléguant son incapacité. L'administration municipale retient alors immédiatement pour Rivière-Devant des mesures identiques à celles qui avaient été décidées pour Saint-Pierre.

Les habitants des deux communes de Saint-Pierre et de Rivière-Devant sont certainement convoqués en assemblée électorale, mais le président de l'administration municipale observe le 21 août, qu'au mépris des arrêtés antérieurement pris, ces habitants "n'ont point indiqué de citoyen pour remplir les places d'agents qui sont vacantes dans les deux communes." L'administration municipale décide alors qu'il y a urgence à pourvoir à ces remplacements et "nomme le citoyen Ambroise Ferrez de Saint-Pierre –frère de Basile, pourtant commissaire du directoire exécutif- pour remplir les fonctions d'agent temporaire de la commune de Saint-Pierre et le citoyen Jean-Félix Roche, notaire Sur le Moulin, –frère du démissionnaire- pour remplir les fonctions d'agent temporaire pour la commune de la Rivière-Devant." Les deux citoyens ainsi désignés recevront une copie de la délibération "avec réquisition de s'y conformer."

Mais aussitôt informés, les deux intéressés démissionnent immédiatement. Jean-Félix Roche n'accepte pas cette fonction et invoque "l'éloignement du chef-lieu du canton, les occupations et devoirs attaché à (son) état de notaire (1) empêchant de remplir avec l'exactitude qu'elle exige." Ambroise Ferrez, donne quant à lui, sa démission d'agent temporaire au "motif que sa santé ne lui permet pas d'accepter, étant d'une trop faible complexion." On constate néanmoins qu'à partir du 14 août Raphaël Gros participe régulièrement aux séances de l'administration municipale, signe probablement suffisant pour laisser un doute sur la réalité des propositions faites aux deux remplaçants temporaires. La mise en scène correspondante a pu être faite pour démontrer à l'administration départementale l'impossibilité du remplacement par un cheminement électif.

Sur ces entrefaites, Pierre-Louis Martinez présente également le 24 août sa démission d'agent municipal du Lac-des-Rouges-Truites "à cause de l'éloignement du chef-lieu où est situé (son) domicile." (On pourra découvrir dans le chapitre consacré aux affaires militaires, le rôle important pris par Pierre-Louis Martinez dans l'émeute de février 1796, pour empêcher l'arrestation d'un militaire marié de sa commune qui refusait de rejoindre son unité.)

A la séance du 28 août, Raphaël Gros de Saint-Pierre et Alexandre Roche de la Rivière-Devant présentent en fait, devant les membres de l'administration municipale, leur candidature aux fonctions d'agent de leur commune respective et déclarent notamment qu'ils "étaient plus que jamais dévoués à se rendre utiles à leurs concitoyens, mais que leur fortune ne leur permettant pas de sacrifier leur temps sans une légère indemnité, ils étaient prêts à accepter les places d'agents temporaires,

si on les en trouvait dignes et si on leur accordait de quoi les dédommager du temps qu'ils déroberont à la subsistance de leur famille."

La décision est prise aussitôt. "L'administration, louant le zèle desdits Gros et Roche et connaissant le vœu de leur commune, ainsi que leurs facultés qui ne leur permettent pas de faire des sacrifices au préjudice de leur intérêt particulier, arrête, le commissaire du directoire exécutif entendu, qu'elle nomme le citoyen Raphaël Gros agent temporaire de la commune de Saint-Pierre, et le citoyen Alexandre Roche, agent temporaire de celle de la Rivière-Devant, sous les conditions qu'il leur sera accordé à chacun vingt livres par mois payables par chaque commune en sols additionnels, le tout néanmoins sous l'approbation de l'administration centrale du Jura, ce qui a été accepté par lesdits Roche et Gros." Bien évidemment, le nouvel agent temporaire Alexandre Roche démissionne simultanément de la place d'adjudant du bataillon de la garde nationale à laquelle il avait été élu et il faudra convoquer une assemblée des officiers et sous-officiers pour procéder à son remplacement. L'agent temporaire nommé pour Saint-Laurent est rémunéré sur la base de 100 livres par trimestre et les deux nouveaux sur une base de 60 livres seulement. Il y a sûrement plus de travail à accomplir pour Saint-Laurent ! Au moment de signer le procès-verbal, "un membre" observe cependant qu'une erreur a été commise dans sa rédaction. Ainsi, il est précisé in fine qu'il n'a rien été stipulé avec les deux agents qui ont été nommés "et que si une indemnité a été accordée et convenue, elle avait été fixée antérieurement à toute nomination et sans leur participation." Ainsi, on comprend plus facilement qu'ils ont fait connaître au cours de cette séance les sacrifices qu'ils étaient prêts à consentir pour leur communauté, mais que le montant de leur indemnité a été fixé avant ...

En ce qui concerne la commune du Lac-des-Rouges-Truites, l'administration cantonale met en place le même jour une procédure similaire à celle adoptée précédemment et demande au citoyen Pierre-Louis Martinez de convoquer en assemblée les citoyens de sa commune et, en attendant, "de continuer ses fonctions jusqu'à son remplacement." En outre, comme Ambroise Ferrez avait précédemment été nommé pour Saint-Pierre, et sans attendre le résultat de la consultation électorale, le citoyen Alexis-Victor Brasier-Chanez est d'ores et déjà désigné pour remplir la place d'agent municipal temporaire du Lac-des-Rouges-Truites. On prépare visiblement une solution semblable à celle retenue pour Saint-Pierre et Rivière-Devant.

Et effectivement, Pierre-Louis Martinez rend compte au cours de la séance du 11 septembre, que malgré tous les efforts qu'il a déployés, "il n'a pu parvenir à faire assembler" les habitants du Lac-des-Rouges-Truites et demande qu'un agent soit nommé pour le remplacer. L'administration communale décide donc, avant de désigner ce remplaçant, qu'une indemnité de vingt livres par mois, semblable à celle décidée précédemment pour deux communes, lui sera accordée. Elle nomme ensuite à l'unanimité des suffrages le citoyen Pierre-Louis Martinez à la place "d'agent temporaire de cette commune "ce qu'il a accepté."

Dès la fin du mois de septembre, l'un des membres bénéficiant ainsi d'une "légère indemnité" demande que la somme promise soit portée "sur le rôle des charges locales à faire dans chaque commune." L'administration cantonale décide donc d'inviter l'administration centrale du Jura "de vouloir bien l'autoriser à répartir sur le rôle des charges locales à faire, les sommes promises aux différents agents

temporaires pour indemnités accordées tant par elle que par les communes." Elle justifie également longuement cette situation notamment par le fait que les agents concernés sont tous peu fortunés et qu'ils ne "peuvent plus suffire aux frais qu'occasionnent leur déplacement fréquent et leur perte de temps." En outre, dans le cas où ils seraient "forcés malgré leur zèle de donner leur démission," cela entraînerait inévitablement "la désorganisation totale de l'administration."

En décembre, le citoyen Urbain Thouverez, présente à son tour sa démission. Il explique qu'il "s'est dévoué à sacrifier son temps et ses soins pour l'intérêt général" mais que sa "fortune ne lui permet pas de continuer plus longtemps" ses fonctions d'agent municipal de Fort-du-Plasne. Une assemblée des habitants de Fort-du-Plasne est convoquée mais personne ne veut remplacer l'agent. L'assemblée cantonale décide donc le 18 décembre qu'Urbain Thouverez poursuivra ses fonctions moyennant une indemnité fixée à 150 livres jusqu'au premier germinal prochain (21 mars 1797.)

Au cours de cette même réunion, le citoyen Désiré Janier, agent municipal de Prénoval, indique à son tour "qu'étant très éloigné du chef-lieu, il ne peut assister à une séance surtout dans le mauvais temps sans perdre deux journées, ce qui lui occasionne une perte de temps considérable et l'entraîne dans des dépenses onéreuses (sic) à sa famille et dit qu'il se trouve forcé de donner sa démission, à moins qu'on ne lui accorde une indemnité pour qu'il puisse, sans trop préjudicier à ses intérêts, continuer ses fonctions." L'administration cantonale décide aussitôt "de l'inviter de continuer ses fonctions" et de lui accorder une indemnité de 120 livres jusqu'au premier germinal prochain.

Ne voulant pas être en reste, Joseph Paris donne sa démission d'agent de la commune de La Chaumusse au début de la séance suivante "pour des motifs à lui connus." Mais Laurent Chanez, qui à l'origine avait été élu pour remplir cette fonction et l'un des habitants les plus aisés de cette commune, intervient et dit que "toujours animé du patriotisme d'un bon et généreux républicain, sachant que l'administration ne peut fêter, (...) et ne voulant pas que sa commune soit grevée de la rétribution que l'administration pourrait accorder à un agent temporaire, jusqu'à l'époque des prochaines élections, fait de nouveau le sacrifice de rémunérer ledit Paris de ses propres deniers pour occuper la place d'agent municipal de sa commune jusqu'à la prochaine élection." Joseph Paris reprend donc sa démission et l'administration cantonale se dit satisfaite du désintéressement de Laurent Chanez. On peut constater que les temps ont bien changé. Ce n'est évidemment pas de nos jours que l'on remercierait unanimement un généreux mécène qui voudrait rémunérer le maire d'une grande ville !

2) Election et renouvellement des membres de l'administration communale en l'an V.

De nouvelles élections partielles doivent être organisées dans les communes du canton entre le 1^{er} germinal et le 20 germinal an V -du 21 mars au 9 avril 1797- pour élire de nouveaux agents municipaux et de leur adjoint. On doit normalement procéder à un tirage au sort au niveau cantonal pour déterminer les communes dans lesquelles ces élections auront lieu. Cependant, il convient tout d'abord de procéder au renouvellement complet de tous les agents municipaux qui ont démissionné et,

comme on a vu ci-dessus qu'ils sont nombreux, on ne sera donc pas tenu de recourir au sort. Pour que la situation soit encore plus claire, Désiré Janier agent de Prénovel, Jean-Claude Cassard adjoint du Lac-des-Rouges-Truites, Jean-Modeste Prost adjoint de Grande-Rivière, et Alexis Brenet adjoint de La Chaumusse, donnent, ou confirment, leur démission.

Pierre-Alexandre Lémare agent de Grande-Rivière est le premier à remettre le procès-verbal de l'élection de sa commune. Comme il est le seul agent à ne pas avoir démissionné et à être issu des élections passées, les électeurs de Grande-Rivière ont procédé seulement à l'élection de l'adjoint et le citoyen Jean-Pierre Chaussin a été élu à ce poste.

Les électeurs de Rivière-Devant ont élu Alexandre Roche pour agent municipal, qui est donc "continué," et le citoyen Zozime Pierrottet pour adjoint. A Fort-du-Plasne, le notaire Joseph-Alexis Cattin est élu agent et le citoyen Raphaël Groz est réélu à cette même fonction à Saint-Pierre. Le citoyen Joseph-Augustin Barbaud est pour sa part élu agent municipal de Saint-Laurent et Laurent Besson adjoint. Au Lac-des-Rouges-Truites, les citoyens François-Xavier Jouffroy et Pierre-Louis Martinez sont élus respectivement agent communal et adjoint.

Dès leur élection, ces cinq agents demandent une indemnité annuelle pour l'exercice de leur fonction. A défaut, le citoyen Raphaël Gros prie l'administration d'agréer sa démission et "de faire choix d'un citoyen qui voulut remplir les fonctions gratis." Ses collègues expriment les mêmes exigences. L'administration cantonale, qui à vrai dire est constituée de ceux qui réclament ces indemnités, "considérant les difficultés qu'elle a éprouvées l'année dernière pour la nomination des agents," arrête "puisque c'est le vœu du peuple," qu'il convient de leur verser les indemnités annuelles qu'ils demandent. Alexandre Roche, Raphaël Groz et Joseph-Augustin Barbaud recevront donc chacun une indemnité annuelle de 300 livres, tandis que celle de Joseph-Alexis Cattin et de François-Xavier Jouffroy ne sera que de 200 livres. Il semble que, sauf à Fort-du-Plasne, le montant de ces indemnités ait été fixé au cours de chacune des assemblées électorales de ces communes.

L'administration met plus tard l'accent sur l'activité des agents "dont les fonctions sont nombreuses, journalières et responsables et entraînent par les déplacements qu'elles occasionnent des frais et dépenses indispensables." Nous avons communiqué au début de ce chapitre quelques exemples concernant l'activité multiple de ces agents et il n'est donc pas douteux que leur fonction nécessite de consacrer pas mal de temps à l'activité publique, sans compter les critiques qu'ils sont sans doute amenés à essayer régulièrement de la part de leurs concitoyens ... Selon une vision actuelle des choses, il paraît donc tout à fait naturel qu'ils perçoivent un dédommagement. En août, les indemnités annuelles des agents de Fort-du-Plasne et du Lac-des-Rouges-Truites sont également portées à 300 livres.

Situation confuse à La Chaumusse

Deux délibérations de **La Chaumusse** concernant cette période sont reportées sur un registre de cette commune⁵. Une assemblée électorale est réunie le 13 germinal an V (2 avril 1797) "à la maison commune à deux heures après-midi ensuite de convocation faite à chaque domicile des particuliers." Elle fait suite à une précédente convocation faite pour le décadi 10 germinal qui n'a pu se tenir faute de participants en nombre suffisant. L'assemblée du 13 germinal procède pour sa part à

l'élection de son bureau, mais à six heures du soir, il fait nuit, et elle décide de poursuivre cette séance le 15 germinal prochain à neuf heures du matin.

L'assemblée du 15 germinal débute à dix heures du matin "au domicile du citoyen Claude-Henry Besson, lieu ordinaire des assemblées communales." Augustin Ferrez, qui préside l'assemblée, rappelle que, conformément à la loi, les assemblées électorales ne doivent pas débattre de problèmes étrangers à l'objet de leur convocation, et que les membres du bureau élu sont personnellement responsables de l'éventuelle infraction. On ne pourra donc se plaindre ni du régime en place, ni d'une administration municipale éloignée, ni de l'absence de partage des communaux. Pierre-Simon Bénier est ensuite élu agent municipal par 20 voix sur 27 votants. Aucun adjoint n'est élu. Mais dès ce même jour, Pierre-Simon Bénier donne sa démission "pour cause légitime."

Pierre-Simon Bénier ne présente cependant sa démission devant l'administration cantonale que le 16 avril 1797. Il est alors trop tard pour procéder à l'élection de l'agent puisque ce délai expirait le 20 germinal ou 9 avril. L'ancien agent Joseph Paris est alors requis de convoquer une assemblée des habitants, non pas pour élire un agent, mais pour proposer des "candidats pour remplir temporairement les fonctions d'agent de la commune."

Selon le registre des délibérations de l'administration cantonale à la date du 30 avril, une assemblée des citoyens de la commune de La Chaumusse désigne "plusieurs candidats" pour remplir les fonctions d'agent temporaire. Bien que le registre de cette commune cité précédemment mentionne les délibérations prises ainsi que les élections des années révolutionnaires postérieures, le procès-verbal de cette assemblée n'est pas reporté sur ce registre, ce qui occasionne un doute sur une délibération réellement démocratique. Quoi qu'il en soit, l'administration communale, "voulant faire choix d'un citoyen réunissant les qualités requises, en patriotisme, en lumière, en zèle et en (volonté ?) à faire le bien de ses administrés," nomme à l'unanimité le citoyen François-Célestin Mathieu pour agent temporaire de La Chaumusse "moyennant l'indemnité qui sera trouvée juste et raisonnable." Le citoyen François-Célestin Mathieu accepte le poste lors de la séance suivante, mais invoque "les sacrifices nombreux qu'il a fait pour la Révolution et ses affaires domestiques" pour exiger une indemnité. L'administration municipale lui accorde une indemnité annuelle de 400 livres, montant vraisemblablement demandé par l'intéressé et qui est plus élevé que celles accordées à ses collègues. Quelques jours plus tard, le citoyen Pierre-Auxibie Thévenin est nommé adjoint de cette commune.

A **Prénoval**, le citoyen Pierre-Antoine Jean, ancien agent national de la commune, est élu avant le 20 germinal agent municipal et Jean-Pierre Guyettant est pour sa part réélu adjoint. Pierre-Antoine Jean, qui est petit agriculteur et menuisier, ne paraît devant l'administration cantonale que le 23 avril 1797 et déclare "qu'il donnait sa démission motivée sur ce que les occupations journalières et son défaut de fortune qui ne pouvait être suppléé par aucune indemnité, ne lui permettaient pas de correspondre aux vœux de ses concitoyens." Ainsi, Pierre-Antoine Jean, qui est pourtant célibataire, ne peut pas exercer cette fonction d'agent même s'il perçoit une indemnité. L'administration municipale décide alors, de manière identique à ce qu'elle a fait pour La Chaumusse, qu'une assemblée des habitants doit être convoquée. Finalement, cette même administration nomme le 14 mai Désiré Janier

agent temporaire de la commune de Prénovel. Désiré Janier demande également une compensation et l'administration fixe son indemnité annuelle à 300 livres.

Joseph Martinez, président de l'administration municipale remarque alors fin mai qu'il est un des rares membres de cette administration qui ne perçoit pas d'indemnité. Il est cependant "sans fortune et chargé d'une nombreuse famille et il ne peut continuer plus longtemps les pénibles fonctions qu'il occupe actuellement sans qu'il lui soit accordé une légère indemnité." L'administration, qui connaît "la vérité des faits allégués par le président," lui accorde une indemnité annuelle de 300 livres.

Origine sociale des agents des communes

A plusieurs reprises les agents municipaux font référence à l'état de leur fortune pour justifier l'indemnité qu'ils revendiquent. Nous pouvons tenter d'apprécier cette situation de fortune grâce aux états établis en 1796 pour l'emprunt forcé dont nous consacrons l'étude dans la suite de cet ouvrage. Nous indiquons dans ce chapitre quelques observations pour la bonne compréhension de ces données, cependant les comparaisons relatives par commune demeurent généralement valables et permettent quelques constats.

On remarque tout d'abord que lors des élections de fin 1795 des agents municipaux, ce sont généralement des notables fortunés qui sont élus. Il en est ainsi des élections de Laurent Chanez, le commerçant le plus fortuné de La Chaumusse, de Laurent Besson, mentionné en deuxième place à Saint-Laurent et d'Ambroise Maillat-Guy le fils du deuxième plus riche habitant de Grande-Rivière. Dans une moindre mesure, figurent également parmi les notables élus Désiré Janier, mentionné en quatrième place sur l'état de Prénovel, Raphaël Martin de Saint-Pierre porté en 20^e position, Pierre-Louis Martinez, le fils de Jean-Baptiste indiqué en 11^e place sur l'état du Lac-des-Rouges-Truites et Pierre-Joseph Roche, le fils d'Alexis, mentionné en 9^e position sur l'état de Rivière-Devant. On peut également certainement considérer comme notable Urbain Thouverez de Fort-du-Plasne, qui ne figure pas sur l'état de sa commune en raison du partage des biens réalisé avec ses frères. Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif, est mentionné en 15^e place sur l'état de la commune de Saint-Pierre et doit également être rangé parmi les notables de sa commune. Il ne demande pas à être indemnisé, mais sa fonction est rémunérée par le pouvoir.

Dans le canton voisin de La Rixouse, Henry-Joseph Janier-Dubry, qui reste agent municipal des Piards jusqu'en février 1799, est inscrit en deuxième place sur l'état de fortune établi par sa commune. Il convient cependant de relativiser l'importance de chaque commune. A titre d'exemple, sa fortune ne le situerait qu'à la 18^e place de celles de Prénovel.

Les agents qui les remplacent de 1795 à 1797 sont généralement d'un niveau de fortune moins important. On ne trouve pas sur ces états de fortune ni Joseph Martinez, entrepreneur en bâtiment, le président de l'administration cantonale dont le domicile est judicieusement déterminé à Saint-Laurent, ni Pierre-Joseph Cordier ou Joseph-Augustin Barbaud, choisis successivement pour agents de Saint-Laurent, ni Joseph Paris de La Chaumusse, ni Alexandre Roche de Rivière-Devant, ni Raphaël Groz, qui tente de faire fonctionner un atelier d'armes à Saint-Pierre, ni le notaire Désiré Groz, père de cet agent.

La situation patrimoniale du notaire Joseph-Alexis Cattin est un peu meilleure puisqu'il figure à la 22^e place de l'état de Fort-du-Plasne. Enfin on peut classer en 1797 parmi les notables Désiré Janier de Prénovel déjà cité, François-Xavier Jouffroy, cultivateur porté en 8^e position sur l'état de fortune du Lac-des-Rouges-Truites et François-Célestin Mathieu mentionné en 6^e place sur l'état de La Chaumusse et probablement le plus fortuné des membres de cette administration de mai 1797. Parmi les quatre derniers nommés, seul François-Xavier Jouffroy mentionne "sa modique fortune" pour motiver sa demande d'indemnité.

Pierre-Alexandre Lémare est le seul agent élu ou remplaçant qui ne réclame pas d'indemnité. Les documents consultés ne permettent pas d'en connaître la raison officielle. Cependant, en sa qualité de percepteur nominal de Grande-Rivière, il perçoit une rétribution "de neuf deniers pour livre." Nous avons également remarqué qu'il était susceptible de percevoir sa pension ecclésiastique. Si cette hypothèse s'avérait fondée, il a sans doute voulu éviter de percevoir un double dédommagement public. L'agent n'est pas mentionné sur l'état des plus fortunés de Grande-Rivière. Cependant son frère Germain Lémard et son père Claude-Joseph figurent respectivement à la 35^e et à la 45^e place de ce document. Par rapport aux autres fils de famille dont le père est en vie, par exemple Pierre-Joseph Roche et Pierre-Louis Martinez cités ci-dessus, cette considération rend leur situation non comparable. On a peut-être tenu compte du fait que Germain Lémard a été émancipé par son père et qu'il exploite en propre une partie du domaine paternel. Si l'on rend les données comparables en ajoutant les fortunes du père et du fils, Claude-Joseph Lémard, le père de l'agent, serait porté à la 20^e place des fortunes de Grande-Rivière, ce qui permet à coup sûr de le ranger parmi les notables.

Vers une administration cantonale fonctionnarisée coupée de sa base électorale

A la suite de la réception d'une circulaire de l'administration centrale du Jura, l'administration municipale procède le 14 mai à la constitution de quatre commissions ou "bureaux." Les citoyens Joseph-Augustin Barbaud et Alexandre Roche "occuperont le bureau des domaines," qui comprend ce qui a rapport à la conservation et à l'aliénation des domaines nationaux, les biens de ceux qui ont émigré, ainsi que le paiement des pensionnaires ecclésiastiques. Les citoyens Joseph-Alexis Cattin et Raphaël Groz "occuperont le bureau" –siègeront à la commission- des établissements publics et s'occuperont donc des transports publics, des routes et chemins, les édifices et monuments nationaux, les secours publics, l'instruction publique, l'économie rurale et l'industrie manufacturière. On dirait maintenant que leur domaine d'activité est vaste. François-Célestin Mathieu et Désiré Janier siègeront à la commission des contributions, suivront les contributions directes et indirectes et "la comptabilité en général."

C'est sans surprise que l'on retrouve François-Xavier Jouffroy et surtout Pierre-Alexandre Lémare dans la dernière commission ... de police, administration, militaire et contentieux qui suit tout ce qui concerne la tranquillité publique, le libre exercice des cultes, le contentieux des communes, la police locale, le partage des communaux et "tout ce qui a rapport à l'établissement des administrations municipales, des assemblées communales et tous les objets non compris dans les

attributions des autres bureaux." Une deuxième section de cette commission s'occupe de ce qui intéresse la gendarmerie, la garde nationale, les militaires invalides, les secours à accorder aux parents des défenseurs de la patrie, la marine, les manufactures d'armes, les convois et relais militaires, les voitures publiques, postes aux lettres et chevaux.

Depuis décembre 1796, l'administration s'est abonnée pour six mois au "Journal des hommes libres de tous les pays ou le Républicain." Cet abonnement s'avère "utile" et on décide donc en juin 1797 et 1798 de le renouveler pour un an. Il est "en même temps" à la disposition de tous les administrés.

Les séances de travail de cette administration sont à partir de mai 1797 fixées hebdomadairement le mercredi à 9 heures précises, jour du marché de Saint-Laurent. On se plaint d'ailleurs du manque de ponctualité de certains membres et il est décidé de laisser tout au plus une heure de battement après l'heure fixée. Ceux qui arriveront après ce délai sont menacés d'être dénoncés à l'administration centrale du Jura s'ils n'ont pas de raison valable.

Nous avons vu précédemment que Pierre-Alexandre Lémare est envoyé fin septembre 1797 à Paris par l'administration cantonale afin de tenter d'obtenir le maintien à Saint-Laurent du bureau de poste et de la brigade de gendarmerie. Au moment de signer le procès-verbal de la réunion, Raphaël Groz, l'agent de Saint-Pierre, se plaint que la nomination du citoyen Lémard est intervenue "après que la séance a été levée et par conséquent clandestine." Mais ses autres collègues soutiennent que la décision a été prise régulièrement "dans un réajournement (...) en l'absence dudit Gros qui s'était retiré." Pierre-Alexandre Lémare reste alors à Paris, où il s'intéresse de très près de la politique à niveau plus élevé. Peu à peu, l'adjoint de Grande-Rivière Jean-Pierre Chaussin le remplacera dans ses fonctions d'agent municipal de cette commune. Pierre-Alexandre Lémare a oublié de remettre les papiers de la commune dont il est dépositaire et il faudra aller les chercher chez son père.

Basile Ferrez est peu après nommé administrateur du département du Jura. Après son acceptation en novembre, il doit être remplacé à son poste de Commissaire du directoire exécutif auprès de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent. Raphaël Groz, agent de Saint-Pierre, est provisoirement appelé par ses pairs à le suppléer, jusqu'à son remplacement par le directoire exécutif.

3) Renouvellement des agents en l'an VI

On a vu précédemment, que Joseph Martinez avait été réélu président de l'administration municipale à l'unanimité le 2 germinal par les assemblées primaires du canton, Il convient de plus, avant le 21 germinal an VI, (10 avril 1798) de procéder à de nouvelles élections pour les agents municipaux qui n'ont pas été élus en germinal an V. Les nouveaux élus prendront leurs fonctions le 1^{er} floréal suivant (20 avril 1798.)

A Grande-Rivière, le citoyen Jean-Pierre Chaussin, ancien adjoint, est élu le 30 mars agent, en remplacement de Pierre-Alexandre Lémare, et Alexandre

Chaussin l'aîné, adjoint. A la même date, le citoyen Jacques-Ignace Bailly est élu adjoint de Fort-du-Plasne et Pierre-Joseph Gros adjoint de Saint-Pierre.

Le citoyen Jean-Pierre Guyettant est élu agent pour la commune de Prénovel et Ambroise Janier, adjoint. Cependant, l'agent présente sa démission dès le 11 avril 1798 en la motivant par ses charges de famille qui ne lui permettent pas d'accepter cette place. (Il est pourtant marié sans enfant.) L'administration municipale renomme donc le citoyen Désiré Janier agent temporaire pour cette commune.

L'agent municipal du Lac-des-Rouges-Truites a convoqué les électeurs à deux reprises, mais il "n'a pu obtenir même assez de monde pour former le bureau." Aucun agent n'a donc été élu dans cette commune. L'administration du canton désigne en conséquence l'ancien agent François-Xavier Jouffroy, agent temporaire pour la commune "du Lac."

Contrairement à ce qui se passe au Lac-des-Rouges-Truites, de nombreux électeurs de La Chaumusse participent le 12 germinal à l'élection de l'agent municipal et chacun d'eux prête individuellement le serment de haine à la royauté et à l'anarchie, de fidélité et d'attachement à la République et à la Constitution de l'an III. François-Joseph Perret est élu agent par 32 voix sur 47 votants et Joseph Paris est à son tour élu adjoint par 24 voix sur 40 bulletins.

Cependant, François-Joseph Perret déclare de suite qu'il donne sa démission et l'inscrit, d'une plume mal assurée, sur le registre de La Chaumusse. "Je déclare à la semblée donner ma démission à cause de la nécessité de travailler pour la subsistance [subsistance] de sa famille, ne vouloir faire la charge d'agent à moins que on ne lui donne quatre cens livre pour se nourrir et sa famille." Signé FJperret. François-Joseph Perret ne fait pas partie des plus riches habitants de son village, et comme d'autres agents élus ou pas, il demande d'évidence une indemnité de 400 livres. Ce que l'on ne sait pas, c'est si les habitants de La Chaumusse consentaient de lui verser cette indemnité ou pas.

C'est François-Célestin Mathieu, agent en exercice encore pour quelques jours, qui présente le 11 avril à l'administration municipale, le procès-verbal de l'élection de François-Joseph Perret. Il recopie également -dans un meilleur français- le texte de sa démission et la communique à ses collègues. Cette administration considère que la démission de l'élu "est bien donnée puisque l'administration ne peut être autorisée à lui accorder cette somme." Et l'administration nomme pour le remplacer à titre d'agent temporaire François-Célestin Mathieu auquel elle avait accordé précédemment une indemnité de 400 livres. Alors pourquoi ne pas l'accorder à son successeur régulièrement élu et qui en a beaucoup plus besoin que François-Célestin Mathieu ? L'indemnité annuelle de 400 livres continuera donc à être versée audit Mathieu nommé et non élu. On devrait bien sûr dénoncer ce scandale si l'on était certain que les habitants préféreraient verser cette somme prélevée sur leurs impôts à celui qu'ils ont élu plutôt qu'à son remplaçant "temporaire."

Les trois agents temporaires ainsi nommés, Désiré Janier, François-Xavier Jouffroy et François-Célestin Mathieu acceptent leur nomination le 18 avril 1798 et se disent "flattés de la confiance dont l'administration -c'est-à-dire eux-mêmes- voulait bien les honorer (et) qu'ils consentaient volontiers à faire encore le sacrifice

de se dévouer de nouveau à la chose publique et rendre service à leurs administrés au préjudice de leur intérêt propre qui déjà en avait souffert." Le président les félicite pour "leur constance et leur persévérance à faire le bien." Il n'est désormais plus question dans le registre de l'administration des indemnités versées aux agents, ce qui ne veut absolument pas dire qu'elles n'existent plus.

Peu après, Laurent Besson présente le 8 mai la démission de sa fonction d'adjoint municipal de la commune de Saint-Laurent attendu qu'il a "des infirmités et incapacités qui (l') empêche de continuer." Le citoyen Laurent Brenet, marchand à Saint-Laurent, est désigné pour le remplacer. Mais il refuse aussitôt : "Je ne veux ny d'agent, ny d'adjoint de Saint-Laurent pour mon compte. Ces charges sont inutiles à moy." Joseph-Augustin Barbaud, l'agent de Saint-Laurent estime cependant "que les affaires multiples dont il était chargé le mettait hors d'état de pouvoir continuer sans l'aide d'un adjoint." Sur sa proposition, le citoyen Pierre-Simon Maillet-Guy, dont le patriotisme et les lumières sont parfaitement connus de l'administration, est nommé le 29 juillet adjoint de la commune. Il est présent à la séance et il accepte de suite.

Désiré Janier, agent de Prénoel précise le 8 juin à l'administration que lors des dernières élections, "l'assemblée avait nommé un adjoint sous le nom d'Ambroise Janier, sans autre distinction de nom et qu'aucun d'eux n'a voulu être désigné de préférence et n'en a voulu accepté." La commune de Prénoel n'a donc pas d'adjoint et sur la proposition de l'agent, l'administration cantonale nomme le citoyen Pierre-Antoine Guyettant en qualité d'adjoint provisoire de la commune de Prénoel. Le procès-verbal masque une bonne partie de la vérité. S'il est vrai que vivent à Prénoel deux Ambroise Janier-Dubry, il n'y a en fait qu'un Ambroise Janier et le résultat des élections était donc connu sans ambiguïté. Cet Ambroise Janier né en 1768 est le propre fils de Désiré Janier. Il avait été élu comme adjoint du citoyen Jean-Pierre Guyettant qui refusa le poste. La fonction d'agent de Désiré Janier fut alors prolongée par l'administration municipale et Ambroise se retrouva ainsi adjoint de son père ... Mais Pierre-Antoine Guyettant présente sa démission d'adjoint temporaire le 18 juillet "motivée sur ce que mes facultés ne me permettent pas d'occuper cette place, faisant déjà un sacrifice au-delà de mes facultés d'avoir accepté la charge d'assesseur." L'administration le remplace alors par Désiré Janier-Dubry, frère de l'agent des Piards. On voit bien ici qu'il n'y a pas de confusion entre Désiré Janier et Désiré Janier-Dubry. Désiré Janier-Dubry est lui-même remplacé en novembre par Basile Guyettand.

Tentatives pour faire observer le calendrier révolutionnaire

On a pu remarquer que si le calendrier révolutionnaire est bien en place, les habitants du Grandvaux continuent néanmoins de vivre au rythme des semaines du calendrier grégorien. Les pouvoirs publics entendent réagir contre cette situation. En novembre 1797, le ministre de l'intérieur informe les administrations du projet dont s'occupe le corps législatif de rendre férié le jour du décadi, 10^e jour de la décade, jour auquel aucun fonctionnaire public n'exercera son emploi. L'administration cantonale déclare alors qu'elle veut "faire observer le décadi dans toutes les communes." Il ne s'agit en fait que d'un vœu.

Cependant le Directoire prend de nouvelles mesures en avril 1798. Notamment, les séances de l'administration municipale devront dorénavant être fixées le décadi. Le décadi 20 floréal an VI (9 mai 1798), un lieutenant de gendarmerie en résidence à Lons-le-Saunier accompagné de trois gendarmes se présente devant les membres de l'administration communale. Ils constatent incidemment que les réunions se tiennent effectivement le jour du décadi. Mais ils amènent également avec eux trois citoyens qui travaillaient ce jour décadi, ce qui est, disent-ils, contraire aux lois et l'officier établit un procès-verbal. Jean-Pierre Meunier, Pierre-Alexis et Pierre-Marie Brenet, tous trois ouvriers maçons, qui ont été surpris à travailler ce jour, sont remis entre les mains de l'administration cantonale. De fait, ces trois ouvriers réalisaient un mur pour clôturer le jardin du citoyen Laurent-Augustin Besson. Ce dernier vient d'être élu juge de paix du canton et on ne peut vraiment pas dire qu'il montre le bon exemple. Le juge suit les gendarmes et il n'est pas content d'être ainsi mis en cause. Il présente cependant les textes de loi concernés. Il s'avère en fait "qu'il n'y a que les ouvriers travaillant pour le compte de la République" qui sont tenus de chômer la journée du décadi. Aussi, l'administration cantonale passe à l'ordre du jour et "renvoie les ouvriers continuer leurs travaux."

Les marchés devront désormais être tenus selon un rythme décadaire et non plus hebdomadaire. Il appartient à l'administration du canton d'en fixer le jour, mais avant de le faire elle veut coordonner sa décision avec ce qui se passera dans les marchés environnants à Morez, Clairvaux, etc. En tous cas, les marchés sont désormais interdits les décadis. On décide donc, en attendant de déterminer le nouveau jour de tenue du marché de Saint-Laurent, que lorsque le marché "se trouvera au jour du décadi, il sera renvoyé au lendemain."

Après une mûre réflexion, on arrête qu'il convenait de fixer le jour de marché "pour qu'il pût facilement s'alimenter dans différents marchés de la plaine." Le jour du marché du chef-lieu du canton "doit être fixé deux jours après celui de Lons-le-Saunier, un jour après celui de Clairvaux et Champagnole, (...) et celui de Morez, un jour après le nôtre." L'administration décide donc le 17 août que les marchés de Saint-Laurent se tiendront désormais tous les octidis, "à commencer au huit de la première décade de vendémiaire prochain" (29 septembre 1798.) Dans le même temps, une loi nouvelle demande de faire la lecture des lois au chef-lieu de canton et interdit aux administrations cantonales de tenir leurs séances le jour du décadi. Le nouveau jour de tenue des séances de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent est alors fixé à l'octidi.

A partir d'octobre 1798, les mariages civils du canton doivent être célébrés le décadi par le président de l'administration municipale, Joseph Martinez, dans le temple de la raison de Saint-Laurent. Au mois de nivôse an 7, le mois des neiges, il y a foule pour se marier, d'autant que de nouvelles lois sur la conscription ont été promulguées. C'est ainsi que huit mariages sont célébrés le 10 nivôse, vingt mariages le 20 nivôse (9 janvier 1799) et cinq seulement le 30 nivôse.

Lors de la célébration des vingt mariages du 20 nivôse, les mariés, venant de toutes les communes du canton, attendent impatiemment avec leurs parents et les invités. A n'en pas douter, ils auraient préféré que cette cérémonie civile s'accomplisse comme antérieurement dans leur commune d'origine. Il faut lire

préalablement les lois et, compte tenu du grand nombre de mariages, le cérémonial se prolonge et bien sûr, en plein hiver, certains laissent apparaître leur mécontentement. Le président fait part de ces désordres lors de la séance de l'administration cantonale du 28 nivôse, mais sans rappeler les vingt mariages à célébrer. "Le président a dit qu'il était scandalisé de voir combien peu les cérémonies décadaires étaient respectées et avec le peu de respect le peuple y assistait." C'est ensuite le très jacobin agent de la Chaumusse François-Célestin Mathieu qui poursuit. On a vu "les plus criants abus et les plus affreux désordres se commettre et se multiplier impunément dans nos assemblées décadaires, la licence et le désrespect sont venus audacieusement insulter à nos plus belles institutions républicaines et transformer en une orgie abominable le sanctuaire des lois." Il s'agit à n'en pas douter "d'une caste d'individus pervers, de vermine dévoratrice qui ronge et mine nos corporations, (...) qui violent les lois (...) et où les aboyeurs d'un noir troupeau ou des hordes de malveillants viennent dilater leur bile et égarer leur oisiveté en ricanant les fonctionnaires et leurs fonctions." C'est ainsi qu'ils sont venus nombreux au temple (pour des mariages civils), qu'ils ont interrompu la lecture des lois, -vingt mariages c'est déjà long, mais si en plus on fait la lecture préalable des lois nouvelles, c'est une éternité- "ridiculiser le mariage, fomenter le désordre, provoquer les citoyens tranquilles par des propos ironiques et méprisants." Bref, le reproche de l'administration est très long. On a même vu qu'un "citoyen a été assez indécent pour fumer la pipe en signant l'acte de son hymen, (... ou encore) des groupes de femmes et de filles impudentes se percher en tas comme des poules d'Inde sur le dossier des bancs et là, dans des postures les plus scandaleuses et les plus indécentes."

Pas un mot, pour demander aux mariés de venir plus tard, ou pour limiter le nombre de mariages au cours d'un décadi. A n'en pas douter, "ces odieuses prévarications ne sont autre chose que des ramifications du fanatisme qui sait tirer parti de la racaille." On veut encore "ressusciter le trône et la féodalité que la philosophie et la saine raison ont su pulvériser." Aussi, "pour prévenir et empêcher de pareils abus," l'administration municipale prend des mesures de police. Les futurs mariés seront désormais placés devant avec les témoins, mais les cérémonies de mariage "ne seront faites qu'immédiatement après la lecture des lois" et le public y assistera "dans le respect et le silence." S'il le faut on dressera un procès-verbal et, dans les cas les plus graves, on appellera la garde nationale ou la gendarmerie.

Plus tard, un arrêté du 25 janvier 1799 de l'administration centrale du Jura "recommande très expressément" à tous les fonctionnaires publics d'assister "régulièrement" à ces réunions décadaires.

L'administration départementale présidée par Lémare complète ces obligations par un arrêté du 7 octobre 1799 : "Il sera fait lecture tous les décadis au chef-lieu de chaque canton de tout ce que les papiers nouvelles contiendront de plus intéressant, tant pour instruire le peuple de la situation de l'intérieur et des armées que pour lui inspirer le sentiment de la force et de la dignité, le respect envers ses magistrats, l'obéissance aux lois, l'amour de la patrie et l'exercice des vertus républicaines." On lira également les actes de l'administration centrale "propres à raviver l'esprit public." En conséquence, les administrations municipales sont autorisées à s'abonner par trimestre "à un journal républicain⁶."

Secrétaire de l'administration et commissaire du pouvoir exécutif

On se souvient que dès sa formation à la fin de l'année 1795, l'administration cantonale s'était entourée d'un secrétaire Emmanuel Martin et d'un greffier Laurent Ferrez et que leur rémunération annuelle avait été indexée sur le cours du froment. En septembre 1797, l'administration centrale du Jura se mêle de nommer et de fixer le traitement du secrétaire en chef de l'administration cantonale "sans son avis préalable." Cependant le citoyen Martin exerce son emploi "au contentement de tout le monde et est un républicain connu par son instruction et ses principes et ne peut être destitué sans motif." Par ailleurs l'administration estime "qu'un seul secrétaire ne peut suffire au travail considérable du bureau, puisque les modiques sommes de 800 livres ne suffisaient pas pour en salarier deux." Il est donc décidé que les deux secrétaires poursuivront leur emploi sans réduction de salaire puisqu'il y a "impossibilité de se procurer des secrétaires à un moindre salaire." En fait la rémunération annuelle totale des deux secrétaires est ramenée à 1200 livres, sans y comprendre le logement de la famille Ferrez.

L'administration centrale du Jura, à laquelle appartient désormais Basile Ferrez, revient sur ce sujet à la fin du mois de décembre 1797 et fixe de nouvelles règles. Le citoyen Martin est confirmé dans son emploi de secrétaire de l'administration municipale du canton. Son traitement annuel est fixé à 900 livres "à charge de rétribuer un adjoint." Les deux secrétaires sont, paraît-il, prêts à donner leur démission et l'administration du canton maintient les deux secrétaires aux conditions de rémunération antérieures. La question reste en l'état pendant quelques temps mais l'administration cantonale s'incline finalement en mai 1798 en ramenant la rémunération annuelle totale des deux secrétaires à 900 livres. Lors du contrôle ultérieur des comptes de l'an V de l'administration municipale, l'administration centrale remet en cause une dépense excédentaire de 133 francs versés au secrétaire et au greffier, mais n'exigea probablement pas le remboursement.

Un accord a certainement été pris avec Emmanuel Martin. En effet, par arrêté du directoire exécutif du 3 juin 1798, ce dernier est nommé commissaire du pouvoir exécutif près l'administration municipale du canton de Saint-Laurent et il est installé à ce poste le 18 juin. Le citoyen Laurent Ferrez est nommé de suite secrétaire général de l'administration en remplacement du citoyen Martin et aux "mêmes clauses et conditions que l'était" ce dernier. Il se hâte bien sûr d'accepter ce traitement annuel de 900 livres.

Laurent Ferrez est également nommé en décembre 1798 concierge de la maison d'arrêt du canton dont le lieu est également fixé au presbytère de Saint-Laurent. Elle sert alors surtout comme point de départ pour ceux qui sont mis en arrestation. Peu de personnes doivent normalement y séjourner. Aussi, sa rétribution annuelle n'est fixée qu'à hauteur de 60 francs. Pour le reste, il fournira le pain et l'eau aux prisonniers "sauf à lui à se faire rembourser par qui de droit le pain qu'il aura fourni et au prix courant sans que cette dernière fourniture puisse tomber à la charge du canton."

4) Nouveaux agents en l'an VII

Des élections doivent se dérouler dans toutes les communes du canton de Saint-Laurent en germinal an VII, (mars, avril 1799) en vue du renouvellement des

agents municipaux, à l'exception de celle de Grande-Rivière où agent et adjoint ont été élus l'an passé.

Les élections de La Chaumusse ont lieu au domicile de l'agent François-Célestin Mathieu le décadi 10 germinal an VII (30 mars 1799) à quatre heures et demie décimales -tentative pour diviser la journée en 10 heures, donc peu avant 11 heures du matin, heure traditionnelle, - ces lieux, jours et heures ayant été fixés par délibération de l'administration municipale du canton. François-Célestin Mathieu est élu président de l'assemblée. A l'issue des deux premiers tours de scrutin, les électeurs doivent choisir entre François-Célestin Mathieu et François-Louis Bénier qui ont obtenu le plus de voix. Finalement, François-Célestin Mathieu est élu au troisième tour par 19 voix sur 34 votants.

De semblables élections se déroulent ainsi au même moment dans six autres communes du canton. A Saint-Laurent, le citoyen Alexandre Radaz est élu agent et le citoyen Ambroise Roidor, des Juras, adjoint. Urbain Thouverez et Pierre-Alexis Magnin sont élus agent et adjoint de Fort-du-Plasne. A Rivière-Devant, le citoyen Alexandre Roche de Sur la Côte est élu agent et le citoyen Ambroise Maillet-Guy (des Mussillons, né en 1776) est élu adjoint. Le citoyen Roche fait cependant observer devant l'administration municipale "que la nomination du citoyen Ambroise Maillet-Guy en qualité d'adjoint devenait nulle en ce qu'il n'avait pas l'âge requis par la loi" de 25 ans. Cette administration nomme donc pour le remplacer le citoyen Joseph Maillet-Guy comme adjoint temporaire de la commune.

Les procès-verbaux des élections de Saint-Pierre et de Prénovel posent tous deux des problèmes. L'administration du canton décide donc de les envoyer pour examen à l'administration centrale du Jura qui décidera des solutions à retenir.

A Saint-Pierre, le procès-verbal constate l'élection de Jean-Baptiste Thévenin au deuxième tour de scrutin comme agent municipal, mais il y a deux homonymes et on ne sait pas lequel est élu. Le citoyen Pierre-Joseph Gros a pour sa part été élu adjoint de ce village. On vient de remarquer qu'à Saint-Laurent, Ambroise Roidor des Juras a été élu, ce qui le distingue de son homonyme de Salave. De même à Rivière-Devant, l'agent élu est de "Sur la Côte" (à l'est de l'église de l'Abbaye) ce qui le distingue de celui qui demeure Sur le Moulin.

En attendant qu'une décision soit prise le citoyen Raphaël Groz est invité à continuer de remplir les fonctions d'agent. Raphaël Groz, "sous le prétexte que ses affaires ne lui permettent pas de continuer plus longtemps les fonctions d'agent," n'accepte cependant pas cette solution. L'administration lit à nouveau le procès-verbal des élections de Saint-Pierre, constate selon un témoin, "qu'il n'y avait dans l'assemblée qu'un Jean-Baptiste Thévenin qui est le maître," qu'il a été élu par 12 voix sur 21 votants et "lequel a déclaré accepter la commission, ce qui lève donc ce doute puisque ce ne peut être celui qui n'était pas à l'assemblée." Aussi vu l'urgence, Jean-Baptiste Thévenin le maître, est invité à remplir les fonctions d'agent de sa commune. Le lecteur a sans doute compris que ce Jean-Baptiste Thévenin, né en 1757, était "recteur d'école" à Saint-Pierre de 1780 à 1790. De 1800 à 1806, il sera appelé "instituteur," exerçant probablement son métier à l'Abbaye. Il est ensuite engagé comme instituteur en octobre 1809 à Bletterans, où il décède au printemps 1812⁷.

Le procès-verbal de Prénovel comporte pour sa part "beaucoup de défauts de formalités," en ce sens que l' "on a (sic) nullement suivi les procédés indiqués dans

l'instruction sur les assemblées." Le citoyen Désiré Janier est invité à participer aux séances de l'administration municipale en attendant la décision de l'administration centrale. Cependant, sans autre explication, le citoyen François-Joseph Janier-Dubry élu agent par l'assemblée de Prénovel, est invité peu après à venir siéger au sein de l'administration municipale. Jean-Pierre Guyettant demeure l'adjoint de la commune.

François-Xavier Jouffroy continue à siéger comme agent de la commune du Lac-des-Rouges-Truites. Il est parfois remplacé par son adjoint Donat Martin.

Destitution de trois agents par Lémare

On se souvient que Pierre-Alexandre Lémare est nommé membre de l'administration centrale du Jura au cours de l'été 1799. Il accourt de Paris pour prendre ses fonctions à Lons-le-Saunier où il est élu président. Des mesures conformes à son engagement politique sont alors prises rapidement. Il est probablement renseigné de ce qui se passe dans le canton par Emmanuel Martin, le commissaire du Directoire exécutif et par le président Joseph Martinez.

L'administration centrale du Jura prend un arrêté le 20 septembre 1799 qui suspend provisoirement de leurs fonctions François-Joseph Janier-Dubry, agent municipal de la commune de Prénovel, Jean-Baptiste Thévenin, agent municipal de la commune de Saint-Pierre et François-Xavier Jouffroy, agent municipal de celle du Lac-des-Rouges-Truites. Ces agents, en effet, "compromettent la chose publique par leur égoïsme, leur insouciance, leur faiblesse et leur condescendance pour les prêtres réfractaires, les conscrits, réquisitionnaires et déserteurs." Il faut bien trouver une motivation pour suspendre ceux dont les idées sont les plus éloignées de celles de la nouvelle administration centrale du Jura. L'administration municipale informe par courrier les trois agents concernés. On y lit une phrase curieuse : Votre adjoint est invité à administrer votre commune "jusqu'à ce que vous ayez justifié de votre conduite à l'administration centrale et que vous soyez réintégré dans l'exercice de vos fonctions."

Les membres restant de l'administration municipale du canton sont chargés de nommer de suite des "suppléants provisoires" pour les remplacer. Cette administration désigne donc le 30 septembre le citoyen Désiré Janier-Dubry -frère de Henry-Joseph, ci-devant agent des Piards- pour agent provisoire de la commune de Prénovel, Basile Delezay, agent provisoire de Saint-Pierre et Alexis-Victor Brasier-Chanez pour agent provisoire "de la commune du Lac." L'administration leur écrira de suite pour les "inviter à venir partager avec leurs collègues les tâches pénibles que leur impose la confiance de leurs administrés."

Cependant Basile Delezay démissionne de suite de cette place, "n'ayant pas la capacité nécessaire, ne sachant pas écrire et pouvant à peine signer son nom, étant d'ailleurs sans bien, sans fortune et chargé d'une nombreuse famille qui n'a de ressources pour vivre que le produit d'une grange dont (il est) fermier^a." L'administration municipale considère que les motifs allégués "sont suffisants pour

^a Les affaires du père et de l'oncle de Basile Delezay étaient gravement compromises. Ils furent contraints de vendre en 1772 leur belle ferme située aux Croyets, hameau de Saint-Pierre. Augustin Thévenin de Saint-Pierre racheta les fonds et les donna à ferme à Basile Delezay et à sa mère. Le dernier contrat de neuf ans de 1791 prévoit un loyer annuel de 504 livres.

démontrer l'impossibilité où il est d'exercer cet emploi." Le citoyen Augustin Bénier-Rolet est donc désigné pour le remplacer comme agent provisoire de Saint-Pierre. (Il s'agit en réalité de Joseph-Augustin Bénier-Rolet, le ci-devant officier municipal de Saint-Pierre.)

Le citoyen Désiré Janier-Dubry donne également sa démission d'agent provisoire de la commune de Prénoval. Par lettre, "il prétend avoir des motifs assez plausibles pour ne pouvoir accepter cette place." Cependant l'administration municipale considère que les motifs pourtant détaillés de son courrier "ne sont pas assez forts pour faire accepter sa démission." Ledit Janier-Dubry est donc invité par courrier à exercer les fonctions pour lesquelles il a été nommé. "Nous sommes persuadés que vous êtes assez instruits et les autres motifs ne sont guère plus admissibles. Vous avez notre confiance; nous vous croyons bien dans le cas de réprimer les abus. Ainsi nous vous invitons à répondre à notre confiance en acceptant."

Mais Désiré Janier-Dubry maintient sa démission et Prénoval n'est pas représenté pendant plusieurs décades aux séances de l'administration cantonale. Finalement cette dernière décide le 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), sur la proposition de Jean-Pierre Guyettant, adjoint de la commune, de le remplacer par Claude-Henri Janier. Ce nouvel agent de Prénoval assiste à une réunion de l'administration cantonale puis donne sa démission le 2 décembre "motivé sur ce que je ne sais pas écrire et que mes facultés ne me permettent pas d'accepter cette place." Il y a alors à Prénoval deux homonymes Claude-Henry Janier-Devant, appelés couramment Janier, et tous deux notables en 1795, sans compter un Claude-Henry Janier-Dubry. Cette précision permet d'estimer que celui qui démissionne est probablement le plus âgé, né en 1742.

Lorsqu'ils ont connaissance du coup d'état du 18 brumaire réalisé par Bonaparte, Pierre-Alexandre Lémare et ses amis de l'administration centrale du Jura songent à résister en ordonnant aux différents cantons, sous peine de mort, de faire rassembler les colonnes mobiles et une partie de la garde nationale. Ils précisent pour rassurer "il ne s'agit que du bien du peuple⁸."

Aussi, il n'est pas étonnant que les trois consuls remplacent ces administrateurs du département. La nouvelle administration centrale du Jura considérant que la suspension prononcée antérieurement "est une suite de l'esprit désorganisateur qui animait les membres destitués de la précédente administration et qu'ils n'ont cessé de manifester dans leurs actes jusqu'au jour de leur destitution prononcée par les consuls de la République," annule le 7 janvier 1800, l'arrêté de destitution des trois agents François-Joseph Janier-Dubry, François-Xavier Jouffroy et Jean-Baptiste Thévenin. Ils sont donc rappelés aux fonctions qu'ils occupaient, étant remarqué d'ailleurs qu'ils "ont conservé la confiance" de leurs concitoyens qui les ont élu.

Mais, dès le 29 novembre 1799, une proclamation du corps législatif était affichée partout pour annoncer "l'heureux changement opéré." La Révolution est terminée. Pour la dernière fois dans notre récit, les fonctionnaires publics du canton de Saint-Laurent prêtent solennellement serment le 9 décembre 1799 : "Je jure d'être fidèle à la République une et indivisible, fondée sur l'égalité, la liberté et le système

représentatif." Le président Joseph Martinez prête ce serment suivi des différents agents communaux, des adjoints, d'Emmanuel Martin, commissaire du gouvernement, du secrétaire de l'administration, du juge de paix et des assesseurs, des huissiers et des notaires, du receveur de l'enregistrement, des employés des douanes, des gardes forestiers et champêtres, des instituteurs et institutrices⁹.

Alors qu'elle avait adressé des félicitations au Directoire pour le coup d'état du 18 fructidor an V, la jacobine administration municipale du canton de Saint-Laurent s'abstint vis-à-vis des consuls. Cependant, comme partout en France, les habitants du canton sont invités à accepter ou à refuser la nouvelle Constitution instaurant le Consulat. L'administration municipale envoie les résultats fin décembre au ministre de l'intérieur et il s'avère "qu'aucun individu ne l'a rejetée."

D - Quelques lignes sur Les Piards et l'administration du canton de La Rixouse

Les citoyens composant la commune **des Piards** sont assemblés pour élire leur agent municipal le 8 novembre 1795 "en la maison commune." Après constitution du bureau, Henry-Joseph Janier-Dubry est élu agent municipal "à la pluralité absolue" des votants. Joseph-Augustin Martine le vieux, est ensuite élu "adjoint de l'agent municipal." Seuls huit citoyens "sachant signer" apposent leur signature au procès-verbal. Les électeurs ne devaient pas être beaucoup plus nombreux ! L'agent communal des Piards est appelé à siéger dès le 15 novembre suivant au sein de l'administration municipale du canton de La Rixouse.

Henry-Joseph Janier-Dubry donne cependant sa démission le 6 mars 1796. Il "représente à ses collègues qu'il ne peut continuer d'occuper sa place à raison des frais qu'exige le déplacement et des ouvrages continuels que lui donne sa place. Il invite le conseil à jeter ses vues sur quelque autre citoyen de sa commune plus en état que lui de faire les sacrifices que demande la place d'agent." Le conseil attend cependant la réunion suivante pour prendre position¹⁰. L'adjoint municipal des Piards démissionne à son tour et l'administration du canton désigne "provisoirement" le 13 mars le citoyen Janier-Dubry pour exercer "les fonctions qu'il a abdiquées jusqu'à son remplacement." Mais cette situation provisoire va se poursuivre très longtemps. Contrairement au registre de délibérations du canton de Saint-Laurent, celui de La Rixouse ne fait pas état de rémunération versée aux agents municipaux, ce qui ne permet pas de déterminer leur situation à cet égard. Gaspard Piard, l'ancien maire, est élu peu après adjoint de la commune des Piards, mais il démissionne de ce poste le 3 avril 1796.

Lors de la séance de l'administration cantonale du 19 juin 1796, Javelot, le commissaire du Directoire exécutif présente sa démission, désirant opter pour une place d'instituteur. L'administration pense d'abord "qu'aucun membre de la municipalité n'a assez l'usage des affaires publics (sic) pour en remplir les fonctions" et lui demande de rester à son poste. Cependant dès la séance du 26 juin Henry-Joseph Janier-Dubry est désigné par cette administration pour remplir les fonctions de "substitut du commissaire du Directoire exécutif." Son poste est confirmé le 17 juillet et Janier-Dubry continuera de l'occuper "provisoirement" mais de manière régulière au cours des mois qui suivent.

A cette époque, le Directoire consulte les administrations municipales cantonales dans le dessein éventuel de modifier le découpage des cantons. Après une délibération du 19 février 1797, l'administration de Saint-Laurent répond le 21, qu'il lui apparaît que les communes "des Chaux-des-Prez, des Piards, du Château-des-Prez et de la Chaux-du-Dombief" doivent appartenir au canton de Saint-Laurent. "C'est en vain, poursuit-elle, que l'observateur impartial recherche les raisons qui ont pu les faire distraire du canton de Saint-Laurent où tout les appelle, leurs habitudes, leur commerce, leur proximité. (...) Les Piards, avant la Révolution faisaient partie du Grandvaux et ne faisaient qu'une commune avec celle de Prénovel qui est encore de ce canton, leurs bois et leurs communaux sont pareillement indivis et réclament une administration commune. Les Chaux-des-Prez sont un hameau placé au bout de la Grande-Rivière et qui paraît n'être qu'une continuation de cette commune la plus considérable du canton. Le Château des Prez est dans la même situation à l'égard de la Rivière-Devant aussi l'une de nos communes et n'en est qu'un démembrement tout au moins inutile."

L'administration de Saint-Laurent développe ensuite longuement son argumentation. Pour elle, il faudrait parvenir à la suppression du canton de La Rixouse et "la création et la conservation d'un pareil canton est la plus monstrueuse superfertation politique." Les autres communes de ce canton pourraient être réparties entre les cantons de Morez, Longchaumois et Saint-Claude. D'ailleurs, "un seul indigène, le citoyen Henry-Joseph Janier, actuellement suppléant du commissaire du Directoire exécutif est un homme instruit, mais qui malheureusement, ne peut remplir plus d'une fonction." L'administration termine son long exposé par : "Le même amour du bien public qui a inspiré notre travail, saura vous le faire apprécier." Une copie du courrier est adressée aux administrations des cantons de Morez, Longchaumois et Saint-Claude, mais pas à celle du canton de La Rixouse ...

C'est donc sans aucune concertation que l'administration du canton de La Rixouse délibère précisément ce 21 février sur ce délicat sujet. Elle constate que la création de son canton résulte de l'acte constitutionnel qui ne peut pas être modifié. En outre, les communaux de Prénovel sont indivis avec ceux des Piards et "la police sur ces objets souffre beaucoup de la différence du canton." Prénovel est également bien plus près de La Rixouse que de Saint-Laurent et ces "raisons aussi convaincantes détermineront sans doute le Corps législatif à réunir la commune de Prénovel au canton de La Rixouse, sans que les cantons environnants puissent demander la réunion d'aucune commune du canton." Là également, l'argumentation du canton est beaucoup plus développée que ce simple résumé.

Henry-Joseph Janier-Dubry, qui cumule les fonctions de commissaire du directoire exécutif et d'agent municipal des Piards, donne sa démission d'agent municipal le 21 mars 1797, alors que l'on approche de la période de renouvellement par les électeurs de la commune. Personne cependant ne veut de cette place et l'administration du canton de La Rixouse nomme le 23 avril Jean-François Martine pour agent des Piards et Jean-Jacques Piard pour adjoint. Jean-François Martine refuse le poste et Henry-Joseph Janier-Dubry est à nouveau nommé dans les jours qui suivent pour exercer "provisoirement les fonctions d'agent municipal des Piards." Henry-Joseph Janier-Dubry considère que ces fonctions sont incompatibles

avec celles de commissaire du directoire exécutif provisoire et il démissionne à nouveau le 15 octobre 1797 de sa place d'agent des Piards. Dans les faits, il est à nouveau désigné par l'administration du canton comme agent municipal des Piards et il continue d'exercer les deux fonctions.

Par arrêté de l'administration centrale du Jura du 24 décembre 1797, les membres de l'administration du canton de la Rixouse, à l'exception d'Henry-Joseph Janier-Dubry, sont provisoirement suspendus jusqu'à la décision qui doit être prise par le Directoire. En attendant, cette même administration centrale désigne les nouveaux agents provisoires des communes. Il est reproché à cette administration cantonale d'avoir favorisé et protégé des prêtres insoumis. Le Directoire valide cette décision deux mois plus tard.

De nouvelles élections sont prévues pour le mois de mars 1798. Le Directoire donne ses recommandations. Il faut "éloigner des fonctions publiques les amis des rois, les fanatiques hypocrites protégeant les prêtres réfractaires, les anarchistes féroces, ces hommes flattant tous les partis, ces esprits turbulents qui n'engendrent que des discordes, ceux des aristocrates de toutes couleurs qui sont connus malgré leur masque, mais de les confier à des hommes justes, à des républicains vertueux et prononcés, à des hommes connus par leur patriotisme constant et soutenu." Pourra-t-on trouver de tels hommes ? Mais de toute manière, les autorités supérieures ne se gênent pas pour destituer ceux qui ne conviennent pas. Ce sera donc plus patriotique et républicain ainsi.

Le citoyen Dominique Martena de La Rixouse est ainsi élu président de l'administration municipale du canton de La Rixouse. Le Directoire désigne à cette époque le citoyen César-Marie Fèvre de Saint-Claude, ci avant commissaire du Directoire exécutif près le canton des Bouchoux, comme commissaire près l'administration du canton de La Rixouse. Henry-Joseph Janier-Dubry est alors élu le 1^{er} avril agent municipal des Piards et Jean-Jacques Piard adjoint.

Le nouveau commissaire se montre immédiatement très exigeant dans son nouveau poste et des heurts se produisent avec les membres de l'administration du canton. C'est probablement la raison pour laquelle Henry-Joseph Janier-Dubry présente sa démission le 20 mai 1798 et la justifie : Il avait accepté son élection, "mais le peu de connaissance qu'il réunit en matière d'administration et étant déjà dans un âge à ne pouvoir varier dans ses connaissances, il demande que l'administration accepte sa démission qu'il entend donner par la présente." Cependant, le registre de délibérations permet de constater qu'Henry-Joseph Janier-Dubry retrouve en fait sa place quelques semaines plus tard.

Le commissaire du Directoire exécutif Fèvre dénonce le président de l'administration de La Rixouse auprès de l'administration centrale du Jura. En conséquence, par arrêté du 11 février 1799 signé de Barras président du Directoire, Dominique Martena est suspendu de ses fonctions de président de l'administration de La Rixouse. Les faits reprochés sont précis : "Au lieu de se prêter à l'exécution des lois contre les déserteurs, il a au contraire, admis quatre conscrits de la commune de Valfin à contracter mariage pendant la nuit, afin des les soustraire à l'arrestation." On connaissait des prêtres réfractaires mariant clandestinement les fidèles. Et maintenant, voilà des mariages civils nocturnes ! Ce maire indigne sera bien entendu poursuivi devant les tribunaux pour ce délit.

L'administration cantonale est chargée de pourvoir à son remplacement. Et c'est ainsi que le 17 février, le citoyen Henry-Joseph Janier-Dubry est élu à la pluralité absolue des suffrages président de l'administration municipale du canton de La Rixouse par les membres de cette administration. Comme il n'habite pas au chef-lieu du canton, il obtient que le citoyen Joseph-Marie Monnet, agent municipal de La Rixouse, soit désigné pour le suppléer "lorsque la nécessité l'exigera." Cette même administration désigne Jean-Jacques Piard pour exercer les fonctions d'agent municipal de Piards et le citoyen Jean-Claude Martine pour son adjoint. Henry-Joseph Janier-Dubry se voit confirmer à son poste de président de cette administration par l'assemblée primaire du canton qui se tient le 21 mars suivant.

Une réunion de l'administration du canton de La Rixouse est sans doute prévue pour le 6 août 1799. Il semble que cette réunion ait été annulée à cause des opérations de fauchage et de rentrée des foins et aucun membre de l'administration ne se déplace. Cependant César-Marie Fèvre, le commissaire du Directoire exécutif critique ces absences alors que des problèmes importants sont à délibérer. Claude-Denis Favier, le juge de paix du canton donne sa démission le 11 août "pour causes à moi connues et que je dédirai en temps et lieu." Henry-Joseph Janier-Dubry l'invite ce même 11 août : "Je soussigné Henry-Joseph Janier-Dubry, cultivateur, domicilié dans la commune des Piards, président actuel de l'administration municipale du canton de La Rixouse, déclare par le présente que je donne ma démission de la susdite place de président à cause que je suis trop éloigné du chef-lieu de canton." Joseph-Augustin Labourier, agent municipal de la commune de Lézat présente également sa démission le même jour à cause de son infirmité et de son éloignement du chef-lieu de canton.

Une réunion se tient ce 11 août et les membres de l'administration du canton pressent les démissionnaires de revenir sur leur décision. "L'administration municipale voit avec regret que les citoyens Favier, juge de paix, homme de mérite par ses talents et pacifique quitte ses fonctions, n'ayant pas motivé sa démission, arrête qu'elle n'est pas acceptée, n'y celle du Président, homme intelligent, entendu sur toutes sortes de matières, surtout pour la partie des contributions, ni celle de l'agent municipal de Lézat doué de civisme, qui a toujours mérité la confiance et des administrateurs et des administrés de sa commune. L'administration municipale considérant que ce ne peut être qu'un individu qui les a portés à quitter leur place arrête qu'ils seront invités (...) de vouloir continuer leurs fonctions." On peut penser que l'individu concerné peut être Fèvre. Le juge de paix revint sur sa décision, mais Henry-Joseph Janier-Dubry ne parut plus à l'administration du canton.

Henry-Joseph Janier-Dubry conserve néanmoins la confiance des nouveaux membres de l'administration centrale du Jura et de Lémare son tout nouveau président. Un arrêté du 29 août 1799 rapporte une décision antérieure et remplace les membres du Jury départemental créé pour la mise en place d'un emprunt forcé. Henry-Joseph Janier-Dubry "de La Rixouse, ex commissaire du canton" est l'un des nouveaux membres du jury de taxation qui doit notamment procéder au dépouillement des rôles dans le département pour mettre des bases en place. Il s'agit sans doute de la confirmation de ses compétences exprimées par l'avis de l'administration du canton de La Rixouse qui écrivait qu'il était un homme "entendu sur toutes sortes de matières, surtout pour la partie des contributions." Par décision

du 24 septembre, il reçoit même une indemnité de 142 francs et 16 centimes pour vingt et un jours de travail et frais de déplacement.

Pour leur part, Basile Brasier, agent municipal de Saint-Claude et Joseph Martinez, président de l'administration municipale de Saint-Laurent sont nommés membres du jury de révision de ce même emprunt. Basile Brasier, qui a fort à faire à la suite de l'incendie de Saint-Claude, refuse. Joseph Martinez reçoit lui une indemnité de 120 francs et 56 centimes pour son travail. A la suite du coup d'état de brumaire, cet emprunt forcé sera finalement abandonné¹¹.

II - La vente des biens nationaux ecclésiastiques (Deuxième partie)

Nous avons examiné dans un chapitre précédent les premières ventes effectuées en 1791 de biens nationaux d'origine ecclésiastiques survenues dans le Grandvaux. Nous poursuivons ici, l'étude des ventes réalisées postérieurement, soit qu'elles constituent la suite naturelle des cessions antérieures (rentes, biens vendus de manière différée, lacs), soit qu'à la suite des mesures de déchristianisation et des prêtres jugés inutiles d'autres biens soient mis en vente et principalement les presbytères et demi arpents qui avaient été réservés aux prêtres.

Par contre nous n'aborderons pas dans cette partie, la vente des biens des émigrés qu'ils soient prêtres ou non.

1) Les rentes.

Les établissements religieux étaient souvent bénéficiaires de rentes créées avant la Révolution. C'est le cas par exemple des Annonciades, convent de religieuses à Saint-Claude. Ce jour 24 septembre 1793, 4 rentes de cet établissement sont adjudgées aux enchères publiques¹². L'une de ces rentes est au capital de 200 livres constituée au profit des cy-devant Annonciades de Saint-Claude par Pierre-Joseph Guyettant Jacques de Prénoval à la caution solidaire d'Augustin Fèvre (alors) vicaire audit lieu, par acte reçu Vincent, notaire à Saint-Claude le 16 septembre 1749, les intérêts de cette rente se payant au taux de 5%. Conformément à la loi, Claude-Antoine Guiettant de Prénoval (neveu de Pierre-Joseph Guyettant souscripteur) a fait la soumission d'acquérir cette rente le 30 juillet 1793, pour le montant minimum possible de 112 livres et 10 sous. Au cours de cette séance du 24 septembre 1793 personne ne surenchérit, et la rente en question de 200 livres a été donnée à Claude-Antoine Guiettant de Prénoval pour ce montant de 112 livres et 10 sous (soit pour 56,25 % de sa valeur nominale). Ce montant sera à payer au receveur dans le délai d'un an avec tous les intérêts.

Du point de vu financier, cette opération est avantageuse pour l'acquéreur surtout dans le cas présent où Augustin Febvre, devenu entre temps curé de La Rixouse, est une caution très solvable. Dans les faits de telles rentes ont souvent été acquises par les débiteurs et leurs dettes se trouvaient ainsi éteintes à des conditions avantageuses pour eux. On n'oublie pas, en outre, que les règlements sont effectués en assignats dont la valeur est fortement dépréciée.

Dans le cas présent, il est possible, et même probable, que Claude-Antoine Guiettant, l'acheteur de la rente, l'ait acquise dans un but familial visant à l'extinction

de la rente et non pour espérer en tirer un profit sur les descendants de Pierre-Joseph Guyettant Jacques et leur caution. (En effet, dans l'hypothèse inverse le prêtre Augustin Febvre ou les débiteurs n'auraient sans doute pas manqué de surenchérir.)

2) Les bâtiments de l'Abbaye.

On a vu précédemment que le 28 janvier 1791, le département avait décidé de surseoir à la vente des deux maisons de l'Abbaye dans l'attente des opérations de circonscription des paroisses. Les deux communes de Rivière-Devant et de Grande-Rivière avaient ensuite déclaré qu'elles y logeaient leur curé. Ce motif ne peut plus être retenu depuis le premier janvier 1793 et les administrateurs du district décident le 8 août 1793 que les deux maisons seront mises en vente le 26 août suivant. La période fédéraliste se termine justement à cette époque et ce dossier est repoussé à une date ultérieure¹³.

Les données religieuses sont par la suite considérablement modifiées et les deux constructions sont mises aux enchères¹⁴ les 11 vendémiaire et 27 vendémiaire an III (18 octobre 1794) devant les administrateurs du district dont fait partie Emmanuel Martin de Saint-Laurent.

Et l'on reprend mot pour mot la description faite par les experts (voir ci avant préparation des ventes de biens nationaux en 1790.) Sont donc à vendre :

Article premier : Une maison soit grange pour loger les fruits avec jardin, etc. estimée 800 livres.

Article deuxième : Une autre maison contiguë à la précédente appelée maison du sacristain, etc.... estimée 700 livres.

On peut remarquer que l'on n'a pas modifié les montants estimés, malgré la forte perte de valeur des assignats.

De nouvelles conditions de règlement ont été fixées prévoyant désormais un règlement en dix termes annuels égaux, le premier devant avoir lieu dans le mois de l'adjudication. Aucune enchère n'a lieu le 11 vendémiaire et une nouvelle séance d'adjudication est organisée le 27 vendémiaire an III.

Alexandre Chaussin et Claude Henri Janet ont été nommés commissaires par la municipalité de l'Isle (ci-devant Grande-Rivière), mais aucun commissaire n'a été désigné par la municipalité de Rivière-Devant.

On peut être surpris de lire que la vente est réalisée "sans entendre préjuger sur la question de savoir si les domaines dont il est question sont situés sur le territoire de la Grande-Rivière ou sur celui de la Rivière-Devant." C'est donc bien une des rares fois où le vendeur (la Nation) n'est pas en mesure d'indiquer sur quelle commune sont situés les biens immobiliers qu'il vend...

Ambroise Girod de La Ferté, territoire de La Rivière-Devant et Félix Saule font monter les enchères mais François-Xavier Roche habitant Rivière-Devant emporte le premier lot pour 7 400 livres.

Les enchères du 2^e lot, en comparaison restent stables et Basile Brasier de l'Isle l'emporte à hauteur de 1250 livres. Il déclare qu'il est associé pour un tiers chacun à Claude-Henri Janet et Alexandre Chaussin fils d'Alexis, tous de la commune de l'Isle. Ainsi cette association a permis que la maison du sacristain ne soit vendue que 1 250 livres, pour une estimation de 700 livres faite en 1790.

Un différent surgit entre les acquéreurs des deux maisons. Le 31 mai 1795, le directoire du district de Saint-Claude¹⁵ écrit au citoyen Prost, notaire à Longchaumois qui avait participé à l'expertise des maisons. Pour terminer les difficultés existantes, il lui est demandé de se rendre "jeudi prochain 16 prairial" à 10 heures du matin au lieu de l'Abbaye au Grandvaux, avec Basile Ferrez, l'un des membres du directoire et les commissaires qui assistaient à l'estimation des 2 maisons. Ils auront pour but de terminer les différents élevés entre les citoyens Basile Brasier, Alexandre Chaussin, et Claude-Henri Janet, acquéreurs de l'une des maisons et François-Xavier Roche acquéreur de l'autre. "Vous dont le caractère naturellement conciliant, vous qui pouvez trancher cette difficulté, faites espérer au directoire que vous réunirez vos efforts" ... On ne sait pas si l'expert Prost, se rendit sur les lieux, lui qui 2 ans après ses travaux, n'était toujours pas payé entièrement de ses journées d'expertise de l'automne 1790¹⁶...

Le 21 avril 1801, Alexandre Chaussin vend¹⁷ sa part dans la maison nationale, ci-devant maison du sacristain située à l'Abbaye en Grandvaux attenante à l'église dudit lieu, les autres portions appartenant toujours à Basile Brasier demeurant à Saint-Claude et Claude-Henri Jannet des Chauvins, à Claude-Joseph Martelet, prêtre, ex-curé de Molinges pour le prix de 500 francs numéraire métalliques (or et argent, donc) que ledit Chaussin a reçu. Basile Brasier demeurant à Saint-Claude est témoin de l'opération. Le prix de revient d'Alexandre Chaussin, à valeur constante, s'établit à environ 30 F s'il a payé partie en octobre 1794 et le solde en juin 1795.

3) Le demi arpent de la cure de Fort-du-Plasne.

Les prêtres ne peuvent plus exercer légalement leur ministère et les lopins de terre qui leur ont été conservés sous le nom de demi arpents doivent donc être vendus ainsi que les presbytères. Ce 31 août 1795, il est procédé à la vente¹⁸ des demi arpents de Bois-d'Amont, Fort-du-Plasne, Les Bouchoux, Lect et Martignat.

Pour Fort-du-Plasne, la pièce de terre réservée (voir Biens nationaux - première partie à la date du 3 mai 1791) ne comprend pas le jardin potager. Le notaire Bailly lance les opérations d'adjudication à 2 500 livres et rarement on aura entendu un aussi grand nombre d'enchères. Finalement Pierre-Alexis Macle du Lac-des-Rouges-Truites se voit adjuger la pièce pour 21 100 livres. Il faut dire que les assignats connaissent leurs derniers mois de vie et qu'une livre assignat de cette époque ne vaut plus que la valeur de 2,5 % de la livre de 1790. (La valeur de vente correspond donc approximativement à 527 livres de 1790.)

4) Les pièces de terre de la fabrique de Saint-Pierre.

La Convention nationale par un décret du 3 novembre 1793 déclare propriété nationale tout l'actif affecté aux fabriques des églises.

A la suite de la démission forcée des prêtres, le dynamique préposé de l'enregistrement de Morez, également régisseur des domaines nationaux, s'enquiert dès mai 1794 auprès des administrateurs du district des biens des fabriques des églises pouvant exister dans son ressort. Il lui est répondu¹⁹ que le district n'a jamais vendu de biens appartenant aux fabriques et que le district ne connaît que la fabrique de Rochepierre (Saint-Pierre). Les administrateurs le chargent de se renseigner et de les informer "pour que nous aliénions ces biens sans délai."

Le 13 juin 1796, un rapport²⁰ est établi à la demande de Raphaël Groz et Raphaël Bénier-dit-le-Moine de Saint-Pierre. Alexandre Raddaz, juge de paix du canton de Saint-Laurent, expert nommé par délibération du département du Jura et François-Joseph Ferrez de Saint-Pierre, expert nommé par les deux soumissionnaires pour expertiser des biens selon le revenu de 1790. Les experts se transportent en la commune de Saint-Pierre chez le citoyen Basile Ferrez, commissaire du pouvoir exécutif qui va accompagner les experts. Ceux-ci sont d'avis que les cinq pièces de terre contenant environ trois journaux et demie situés à Saint-Pierre et Saint-Laurent dépendant de la fabrique de l'église de Saint-Pierre valaient en 1790, un revenu de 41 livres. Dans ces conditions ce revenu capitalisé 22 fois, donne automatiquement un capital et une valorisation de 902 livres. Ces données ne sont pas modifiées malgré les observations des soumissionnaires qui remarquent que "les cinq pièces de terre avaient été très mal cultivées et étaient dans la plus grande détérioration, que de longtemps elles ne seront rétablies pour en tirer quelques fruits."

Le 21 messidor an IV, soit 9 juillet 1796²¹, les administrateurs du département vendent à Raphaël Groz et Raphaël Beignier dit le Moine de Saint-Pierre ces cinq pièces de terre pour le prix de 902 livres. Les acquéreurs doivent en outre supporter les frais d'expertise.

Par deux actes du 14 octobre 1796²² Raphaël Groz et Raphaël Bénier-dit-le-Moine les deux acquéreurs vendent trois des champs qu'ils viennent d'acquérir de la nation. Le champ La Gouille situé à Saint-Pierre d'une contenance d'un journal et demi est vendu au citoyen François-Joseph Ferré de Saint-Pierre (qui était l'un des experts) moyennant le prix de 1200 livres payé comptant. Les champs appelés sous La Roche contenant demi journal situé à Saint-Pierre et Les Lottes contenant trois quarts de journal situé sur le territoire de Saint-Laurent sont par ailleurs vendus à François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal de Saint-Pierre moyennant la somme de 1070 livres payée comptant en numéraires (or et argent, donc).

Ainsi donc, malgré les détériorations constatées sur les pièces de terre et les défauts de culture, les deux acquéreurs des biens nationaux ont pu obtenir de bons profits...

5) Le lac de l'Abbaye

Raphaël Gros –je suis l'orthographe de l'acte- de Saint-Pierre, fait soumission le 20 juillet 1796 pour acquérir le lac de l'Abbaye "situé aux communes de la Grande-Rivière et Rivière-Devant" provenant de l'évêché de Saint-Claude. Conformément à la loi, il demande une expertise et nomme Félix Gros comme l'un des experts. La vente sera payable, moitié au comptant et moitié dans les trois mois. (Le même jour, le même Raphaël Gros fait également soumission d'acquérir le lac des Brenets, situé au devant de la maison de Jean-Pierre Brasier, le père de Basile Brasier, commune de La Grande-Rivière, mais je n'ai pu découvrir la vente de ce lac.)

L'expertise concernant la valorisation du lac de l'Abbaye se déroule dans des conditions similaires à celle développée ci-dessus concernant les biens de la fabrique de Saint-Pierre. Le lac de l'Abbaye est estimé 605 livres à partir du revenu annuel de 1790 évalué à 27 livres 10 sols.

Ce lac est donc vendu le 4 août 1796 au citoyen Raphaël Groz pour le prix de 605 livres.

Comme il l'a fait antérieurement (voir ci-dessus fabrique de Saint-Pierre), Raphaël Groz cherche à revendre tout ou partie de son acquisition et ne pouvant réaliser le profit escompté, il vend finalement à perte le 27 novembre 1796 les trois quarts du lac de l'Abbaye à Basile Ferrez, Claude-François Gros et François-Célestin Poncet dudit Saint-Pierre, chacun pour un quart, pour le prix de 300 livres en numéraires métalliques reçu ci-devant.

Raphaël Groz continue par ailleurs à avoir besoin d'argent pour des raisons familiales et vend finalement le 31 juillet 1803 le quart qui lui reste du lac à Jean-Félix Roche, notaire demeurant sur le Moulin, pour le prix de 60 francs payé comptant²³.

Dans cette spéculation, Raphaël Groz a donc subi une perte relativement importante et le lac de l'Abbaye ne se révèle pas un placement avantageux.

6) Les presbytères

Dans sa séance du 29 mai 1796, l'administration municipale du canton de Saint-Laurent observe que tous les presbytères du canton font l'objet d'une soumission et qu'il n'y a pas d'autre bâtiment national dans ce canton²⁴. Les membres remarquent que les bâtiments destinés au logement des instituteurs ou destinés par la loi à un service public ne sont pas vendus. Les presbytères de Fort-du-Plasne, Saint-Pierre et l'Abbaye sont occupés par les instituteurs depuis l'organisation des écoles primaires. Celui de Saint-Laurent est occupé pour le logement de l'administration du canton, du concierge et du brigadier de la gendarmerie et il paraît difficile de trouver un autre logement à Saint-Laurent.

Cette administration du canton vient justement de proposer un "arrondissement" territorial pour l'implantation des instituteurs, qu'elle a prévu à Saint-Laurent avec le sud du Lac-des-Rouges-Truites, Fort-du-Plasne "avec l'autre partie du Lac", Saint-Pierre avec La Chaumusse et "La Grande-Rivière avec La Rivière-Devant." Prénoval n'est pas nommé.

L'administration du canton décide donc de présenter une pétition à l'administration centrale du Jura et au Directoire exécutif pour faire connaître la situation du canton indiquée ci-dessus et que les presbytères "sont tous placés au centre des arrondissements des instituteurs," que les presbytère "du Fort-du-Plane, Saint-Pierre et l'Abbaye sont à moitié usés, et (...) qu'il soit sursis à l'adjudications des susdits presbytères."

A la suite d'une visite, les agents municipaux de Saint-Pierre, Grande-Rivière et Saint-Laurent, "seules communes du canton où les presbytères sont destinés aux écoles primaires," font le point en août 1797. Il en résulte que le presbytère de Saint-Pierre nécessite pour 50 livres de réparations et qu'il peut être évalué à 605 livres. Celui de La Grande-Rivière exige 72 livres de réparations et a été estimé à 650 livres. Enfin celui de Saint-Laurent nécessite 25 livres de réparations et a été évalué à 1 000 livres²⁵.

Le presbytère de Fort-du-Plasne.

Jean-François Vidat (?) (Cf. Jean-François Michel ?), instituteur au Fort-du-Plasne s'est vu antérieurement amodier la cure ou une partie de la cure du lieu. Par décision du 30 septembre 1795²⁶, il obtient également l'amodiation du jardin de cette cure. Au printemps 1796, le bâtiment est indiqué comme étant assez vaste et occupé par un instituteur et une institutrice.

A la suite de la soumission présentée par Claude-Etienne Thouverez "du Fort-du-Plane", pour acquérir la maison presbytère, jardin et dépendances situés au Fort-du-Plasne, Pierre-Xavier Monnier, président de l'administration municipale du canton des Planches, expert nommé par le département et François-Célestin Mathieu de La Chaumusse, expert nommé par le soumissionnaire établissent leur rapport le 6 juin 1796²⁷. Accompagnés du citoyen Urbain Thouverez, agent municipal de la commune du Fort-du-Plasne et de Claude-Etienne Thouverez, le soumissionnaire, ils se rendent sur place et évaluent la maison presbytérale et le petit jardin potager au revenu annuel en 1790 à 50 livres et "conformément à la loi, lequel revenu multiplié par 18 fois donne la somme de 900 livres."

L'agent municipal parle plus ou moins de cette maison qui a été utilisée par l'instituteur des écoles primaires et voudrait que l'administration centrale, déclare cette maison inaliénable. Il signale également qu'un petit carré de terrain d'environ 40 pieds carrés au vent du presbytère, lors de la vente du demi arpent, a été réservé pour servir de passage pour aller puiser l'eau à la fontaine qui se trouve plus au levant et à midy du presbytère et ledit terrain appartient à la commune et se trouve inaliénable.

Après réflexion semble-t-il, les administrateurs du département du Jura vendent le 21 juillet 1796 le presbytère, jardin et aisances du Fort-du-Plasne à Claude-Etienne Thouverey du Fort-du-Plasne pour 900 livres, montant correspondant à l'évaluation des experts.

Une contestation s'élève par la suite. Claude-Etienne Thouverez voudrait utiliser le petit terrain qu'il pensait avoir acquis avec le bâtiment, alors que l'agent communal, soutenu par l'administration cantonale, soutient que ce terrain n'a pas été compris dans l'estimation du bien et qu'il reste communal.

Le presbytère de Saint-Laurent.

Les deux experts Joseph Martinez, entrepreneur de bâtiment résidant à Saint-Laurent, -et président de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent-expert nommé par les administrateurs du département du Jura et François-Célestin Mathieu de La Chaumusse, expert nommé par le citoyen Alexandre Chanez, cessionnaire du citoyen Pierre-Louis Besson de Lons-le-Saunier établissent le 30 mai 1796 leur rapport d'évaluation du presbytère de Saint-Laurent. Ils se transportent "à Saint-Laurent chez le citoyen Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Saint-Laurent" puis sur place avec Alexandre Chanez. Ils estiment que les maison, jardin et aisances composant la ci-devant cure de Saint-Laurent valait en 1790 un revenu annuel la somme de 72 livres ce qui multiplié par 18 donne en capital 1296 livres.

Au dos de ce document on peut découvrir la mention : "suspendre, chef lieu d'école. V(endu) le 13 brumaire an 6." Des dispositions légales prévoient en effet que ces presbytères ne seront pas vendus lorsqu'ils sont utilisés pour le logement des instituteurs ou pour école ou service public. Il y a tout lieu de penser que la

municipalité de Saint-Laurent a ensuite modifié l'affectation du bâtiment qui est ensuite vendu²⁸ le 3 novembre 1797 (13 brumaire an 6) à Alexandre Chanez, qui avait soumissionné en l'an IV, pour le prix estimé par les experts de 1296 livres. Cette vente est effectuée à charge pour l'acquéreur "de loger l'administration municipale (cantonale) moyennant rétribution qui sera réglée à l'amiable jusqu'à ce qu'elle ait pu se procurer un logement ailleurs" et à charge également de payer les vacations d'experts et commissaires et les droits d'enregistrement.

Par acte du 26 décembre 1797, Alexandre Chanez de la commune de Saint-Laurent revend²⁹ "la maison cy-devant presbytérale de Saint-Laurent, jardin" et dépendance qu'il a acquise le 13 brumaire dernier, à trente personnes nommément citées de La Chaumusse et Saint-Laurent. Ce sont les citoyens François-Célestin Mathieu, Augustin Ferré, Pierre-Auxibi Thévenin, Laurent Chané, François-Joseph Thévenin, Félix Poncet, Emmanuel Brenet, François-Félix Besson et Joseph Romand de la commune de La Chaumusse, Pierre-Célestin Bouvet, Laurent-Augustin Besson, Claude-Henry Brenet, Pierre Barnabé Brasier, Alexis Besson, Valentin Mathieu-Besson, Jean-Félix Bouvet, Henry-Joseph Renaud, Joseph-Julien Besson, Pierre-Joseph Bouvier, Joseph-Augustin Barbaud, Basile Thouveré, Emmanuel Guy, Alexandre Raddaz, Laurent Guy, Laurent Brenet, Jean-Pierre Guy-Trapet, Claude-Joseph Tartavel, Emmanuel Martin, Pierre-Joseph Croyet et Pierre-Marie-Ferdinand Ferrez de la commune de Saint-Laurent, ici présents, stipulants et acceptants pour eux et les leurs. Ce transport (cette vente) est fait pour le prix de 1 200 livres que les acquéreurs promettent solidairement payer au cédant dans 15 jours prochain et presque tout le monde signe.

Ainsi les paroissiens de Saint-Laurent achètent ce presbytère qui appartient à la nation. Cependant le premier avril 1781³⁰, les "habitants de Saint-Laurent, La Chaumusse et Salave formant la paroisse de Saint-Laurent," à vrai dire peu nombreux ce jour là et certainement peu désireux de contribuer à une nouvelle charge, avaient demandé la constitution d'un rôle de 3 000 livres "pour pourvoir à la construction du presbytère de Saint-Laurent." Les habitants pouvaient choisir d'effectuer une contribution en nature. Par exemple chaque voiture de sable prise à l'Abbaye était évaluée 30 sols, chaque voiture de sable prise au Jourat (Les Jourats, hameau de Saint-Laurent) 15 sols, la voiture de bois, etc.

Ils se voient donc forcés de racheter leur presbytère. On constate à ce sujet que les habitants de La Chaumusse avaient également contribué à la construction de ce presbytère. Il est vraisemblable que les habitants des deux communautés pensent à la restauration du culte catholique et au logement d'un prêtre plus ou moins officiel.

Le 19 février 1798, le notaire Désiré Groz établit pour ce presbytère trois actes qu'il numérote³¹. Nous suivrons cet ordre.

Acte d'association pour l'acquisition du presbytère de Saint-Laurent, somme générale de 1350 livres : c'est l'intitulé que donne le notaire à ce premier acte. Le 19 février 1798, les 30 habitants de La Chaumusse et Saint-Laurent qui sont sous-acquéreurs (et tous cités nommément) du cy-devant presbytère de Saint-Laurent le 26 décembre 1797 ont par la présente associé dans ladite acquisition les citoyens ci-après nommés et pour les sommes qu'ils ont données de manière que chacun, tant ses sous-acquéreurs que des citoyens associés y aura droit à proportion de la somme

que chacun sera déclaré avoir donné pour faire la somme totale de 1350 livres à laquelle existe ladite acquisition tant en principal que frais nécessaires. "Suivent les prénoms et noms des associés commençant par ceux de Saint-Laurent" dont nous extrayons (en livres, sols et deniers) :

Veuve d'Emmanuel Rousset et fils	81	7 s	9 d
Jean-Alexis et Pierre-Félix Besson	33	17	10
Daniel Roidor et frères	8	5	6
Pierre-Joseph Besson le jeune	42	2	9
Laurent Besson	51	7	10
Pierre-Alexis Cordier	0	18	9
Emmanuel Guy de bise	0	6	8
Alexandre Raddaz	6	7	10
Jean-Baptiste Besson (l'ancien maire, en fait pour lui et son frère Ambroise, notaire)	60	6	3
Jean-Pierre Guy-Trapet	0	19	11
Jean-François Rosset	0	2	0
Jean-Louis Besson	14	17	1
Basile Thouverez, frères	20	1	3
Laurent-Augustin Besson	16	8	1
Pierre-Célestin Bouvet et frères (à prendre à la lettre : les fils de François Xavier Bouvet, ancien maire de Saint-Laurent, mais pas les filles)	66	8	9
Laurent Martin, chirurgien	7	15	3
Joseph Martinez	2	2	10
Pierre-Barnabé Brasier	6	15	4
Claude-Henry Brenet	14	19	11
Joseph-Augustin Barbaud	2	4	11
Alexis Besson	19	8	0
Claude-Louis Besson	21	1	5
Suzanne et Rose Guy	0	1	3
Alexandre Chanez	63	13	9
Valentin Mathieu-Besson	9	16	4
Joseph-Julien Besson	19	0	11
Amable Piad	9	18	5
Pierre-Louis Bouvet	6	19	8
Pierre-Joseph Croyet	1	1	10
Augustin Ferrez, Pierre-Marie-Ferdinand, son fils et ses autres fils	6	19	0

On relève ensuite parmi les associés de la commune de La Chaumusse :

Augustin Ferrez (ancien maire)	65 l	1 s	6 d
Laurent Chanez	36	7	1
François-Joseph Thévenin de bise	5	6	2
Louis-Amédé Thévenin et frères	18	14	4
François-Célestin Mathieu	34	7	9

François-Félix Besson	13	18	11
Félix Poncet	4	13	5
Alexis Brenet	15	19	10
Joseph Romand	6	7	6
François-Joseph Bénier de sur Le Pré	8	9	2
Désiré Brasier-Chanez	1	16	4
Joseph Paris	1	1	5
Pierre-Joseph Paris	4	14	4
Félix Ferrez (le prêtre)	8	19	2
Basile Gros	1	19	2
Augustin Besson (le prêtre)	2	0	0
Pierre-Augustin Brenet Jeanneton	0	11	2
Ambroise Bénier	16	19	4
Jean-Baptiste Benoit	1	2	7
Laurent Brasier-Chanez	1	3	1
François-Joseph Perret	0	10	3
Alexis Benoit-Maigre	1	6	2
François-Joseph Bouvet (dit-Maréchal, de Saint-Pierre, pour sa mère)	2	2	5
Augustin Benoit Bouteillon	0	11	5
Abel Thouverez	0	11	0

La présente association faite sans autre réserve "que celle de maintenir la procuration passée ce présent jour par lesdits sous-acquéreurs aux citoyens Alexandre Chanez, Jacques Poncet, Pierre-Célestin Bouvet, Basile Thouverez, Laurent-Augustin Besson et Pierre-Joseph Besson le jeune de Saint-Laurent, Augustin Ferrez, François-Célestin Mathieu et François-Joseph Bénier de La Chaumusse (...) pour gérer et administrer ladite acquisition en bon père de famille de manière cependant que les charges seront réparties chaque année à chacun des acquéreurs et coassociés à proportion de son déboursé."

Nous dénombrons la souscription par 161 personnes (ou groupes familiaux) pour Saint-Laurent dont au moins 46 de Salave et des Poncets et 86 cotisants pour La Chaumusse. En fait, il apparaît que dans les deux communes, il a été procédé de la même manière que l'on établissait antérieurement une répartition de charges à caractère religieux. A ce titre, on établit l'équivalent d'une imposition proportionnelle à la masse des biens imposables des contribuables; dans le cas présent, des personnes qui n'habitent pas dans les deux communes sont également appelées associés, pas forcément toujours de leur plein gré... Le tout pour gérer un bâtiment qui officiellement ne peut pas servir de presbytère actuellement.

Par le deuxième acte du 19 février 1798, Alexandre Chanez de Salave, hameau de la commune de Saint-Laurent reconnaît avoir reçu présentement comptant des 30 acquéreurs désignés le 26 décembre 1797, la somme de 1 200 livres selon l'acte de vente de la maison presbytérale de Saint-Laurent du 6 nivôse dernier. Il est précisé que "les citoyens dénommés habitants de La Chaumusse" ont payé 374 livres et que "ceux dénommés habitants de la commune de Saint-Laurent ont payé" 826 livres soit le total de 1 200 livres.

Pour sa part, Alexandre Chanez avait acquis le bien au prix de 1296 livres majoré des frais d'expertise et d'enregistrement. A partir du moment où il participe à la contribution pour l'achat du presbytère (voir ci-dessus) et où l'argent recueilli est suffisant, il est probable, qu'il reçoit plus que les 1 200 livres mentionnés.

Par le troisième acte du même jour, les 30 sous-acquéreurs du presbytère de Saint-Laurent désignés par l'acte du 26 décembre 1797 nomment pour leurs procureurs généraux spéciaux et irrévocables Alexandre Chanez, Jacques Poncet, Pierre-Célestin Bouvet, Basile Thouverez, Laurent-Augustin Besson, Pierre-Joseph Besson le jeune -le propriétaire, avec ses fils, de la nitrière de Saint-Laurent- de Saint-Laurent, Augustin Ferrez, François-Célestin Mathieu et François-Joseph Bénier de la commune de La Chaumusse, auxquels ils donnent plein et entier pouvoir de pour eux et en leur nom administrer ladite acquisition et ses dépendances en bon père de famille, amodier, réparer, payer les charges, percevoir les revenus et faire le nécessaire. Ils devront cependant rendre compte au premier nivôse de chaque année. La présente procuration est valable pour le temps et espace de six années et "à condition que les actes faits en vertu d'icelle par lesdits fondés de pouvoir, seront signés de la majorité." Voici donc l'équivalent d'un conseil d'administration de neuf membres nommé pour six ans.

Selon le procès-verbal de l'administration communale cantonale du 19 mai 1798, les communes de Saint-Laurent et de La Chaumusse "sont devenues propriétaires" du presbytère avec ses dépendances. L'administration cantonale occupe une partie du bâtiment et donne son accord pour payer un loyer. A cette fin, l'agent municipal de Saint-Laurent rencontrera "les procureurs spéciaux de ces deux communes" pour prendre un arrangement. Deux pièces du presbytère situées à l'étage sont alors réservées à titre d'usage de maison d'arrêt du canton. Laurent Ferrez qui est concierge et secrétaire de l'administration du canton, occupe une partie du rez-de-Chaussée.

Le presbytère de Prénovel

La petite cure de Prénovel est habitée en avril 1796 "par le ministre du culte." Mais elle est libre de toute occupation par la suite. On peut probablement penser qu'il n'y a alors pas d'instituteur dans la commune. Le citoyen Léon Augustin Marmet résidant à Lons-le-Saunier fait soumission en septembre 1798 d'acquérir la cure avec le jardin et dépendances en conformité des lois. L'administration cantonale nomme alors deux experts pour estimer ces biens. Ceux-ci accomplissent rapidement leur tâche mais commettent une erreur d'application de la loi. Le rapport est donc rectifié début mars 1799 et la vente intervient certainement peu après.

Le presbytère de l'Abbaye

Les bâtiments de l'Abbaye vendus en 1794 ne comprenaient pas le presbytère du lieu. En avril 1796, celui-ci est décrit comme un bâtiment vaste alors utilisé pour le logement de l'instituteur, de l'institutrice et du ministre du culte. Le citoyen Pierre-Louis Barbe, dont le domicile n'est pas précisé, fait soumission en octobre 1798 pour acquérir ce ci-devant presbytère. L'administration municipale cantonale nomme donc deux experts pour estimer ce bâtiment. Le rapport correspondant est remis,

après rectification, au début du mois de mars 1799, ce qui a probablement permis la vente du bien.

III - L'EMPRUNT FORCE DE L'AN IV

1) Les données de base

Le Directoire, à peine installé, se voit confronté à la grave crise financière qu'ont connue les régimes précédents. De nouveaux assignats avaient été émis massivement par la Convention en début d'année 1795. De ce fait l'assignat ne vaut plus en novembre 1795 que 1% de sa valeur nominale. Le directoire espère recueillir des espèces métalliques et, simultanément, que l'emprunt contribuera à faire redresser le cours de l'assignat.

Alors que je l'on ne peut consulter que très peu de documents relatifs aux impositions, on dispose au contraire des documents établissant nominativement cet emprunt forcé sur les citoyens les plus aisés. Le dépouillement permet donc de connaître les personnes les plus fortunées du Grandvaux et ainsi d'effectuer certaines analyses sociales.

Une loi du 19 frimaire an IV -10 décembre 1795-, crée un emprunt forcé payable par le quart des citoyens les plus aisés. L'administration centrale départementale doit fournir la liste des citoyens tenus de satisfaire à cet emprunt d'après les éléments de notoriété publique ou d'après les revenus des personnes et surtout, pour la campagne, les revenus présumés des propriétés foncières. Pour être plus certains d'assurer une bonne assiette pour cet emprunt, les prêteurs étaient répartis en 16 classes. La 16^e et dernière classe comprenait les particuliers dont la fortune était au moins égale à 500 000 livres et qui devaient verser un montant proportionnel à leur fortune³².

Les autres contribuables du département, formant la quasi totalité des prêteurs de la campagne, étaient répartis en nombre égal entre les 15 autres classes. Le 15^e des habitants appartenait ainsi à la 15^e classe, un nombre égal à la 14^e classe, etc. ...

Le montant de la somme à prêter par chacun dépendait ainsi de la classe à laquelle il était affecté :

1 ^{re} classe	50 livres
2 ^e classe	60 livres
3 ^e classe	80 livres
4 ^e classe	100 livres
5 ^e classe	200 livres
6 ^e classe	300 livres
7 ^e classe	400 livres
8 ^e classe	500 livres
9 ^e classe	600 livres
10 ^e classe	700 livres

11 ^e classe	800 livres
12 ^e classe	900 livres
13 ^e classe	1 000 livres
14 ^e classe	1 100 livres
15 ^e classe	1 200 livres

L'emprunt devait être payé en numéraire métallique ou en matière d'or ou d'argent. Il pouvait également être payé en grains (céréales), selon le cours de 1790, mais on a pu constater que ce cours était très largement inférieur au cours pratiqué et donc que personne n'était véritablement tenté de payer de cette manière. Les assignats étaient également reçus en paiement mais pour le centième de leur valeur nominale.

Le ministre des finances privilégie la rapidité et les rôles devaient normalement être mis en recouvrement pour le 5 janvier 1796, délai qui s'avéra tout à fait irréaliste. Sur ces bases, le premier tiers du montant de l'emprunt devait être payé avant le 20 janvier et le solde avant le 20 février. Pour aller plus vite, le ministre recommande à l'administration une certaine approximation, d'autant plus qu'il ne s'agit pas d'un impôt mais d'un prêt. Au moment du paiement, il devait être délivré au prêteur un récépissé muni de 10 coupons de valeur égale chacun à un dixième du prêt. Ces coupons étaient ensuite admis en paiement des impositions dues mais étalées sur 10 ans.

Pour obtenir le capital présumé de chacun, on multiplie par vingt son revenu supposé. Des rentiers peuvent, avec la dépréciation de la monnaie reflétée par les assignats, être classés parmi les pauvres. Il en est paradoxalement de même du propriétaire qui donne en location son domaine agricole et dont le montant du loyer, fixé en principe pour neuf ans, n'a pas évolué. On constate cependant, qu'en fait les propriétaires qui louent leurs domaines, demandent de plus en plus un loyer fixé en nature. Pour le moment, le fermier agricole doit être taxé en raison des revenus du domaine même s'il n'en est pas le propriétaire.

Le travail administratif de détermination des fortunes démarre avec lenteur et généralement les nouvelles administrations cantonales des campagnes agissent dans un sens de minoration de la valeur des biens. Pour parvenir à la sélection du quart des contribuables les plus imposés du département, ces administrations cantonales doivent communiquer le tiers des contribuables les plus importants de leur canton.

On peut remarquer que d'après ce système, il n'est pas nécessaire de connaître avec précision la fortune de chacun, pour connaître le montant à payer, puisque celui-ci ne dépend que de la classe à laquelle le prêteur est affecté. Aussi des réclamations s'élèvent de partout. Celle de l'administration municipale cantonale de Morez du 2 janvier 1796 est une des premières et se classe parmi les plus virulentes : "Nous ne pouvons vous dissimuler que ce travail nous a coûté bien des peines et nous a causé bien des dégoûts, par l'arbitraire qui l'accompagne, et par les injustices inévitables qui peuvent en résulter, quand on a une donnée aussi vague que celle indiquée." Cette administration fait remarquer ensuite que le canton est pauvre et qu'aucun des contribuables n'a fait de fortune et "pas même de bénéfice dans la Révolution."

L'administration centrale du département elle-même, redoute des secousses. Elle constate qu'il faudra descendre jusqu'à 20 000 livres pour constituer la

15^e classe, jusqu'à 10 000 livres pour la 14^e classe et à 4 000 livres pour la 11^e classe. Dans ce cas le montant de la somme à prêter serait égal à 20 % de son patrimoine et on va frapper trop lourdement des citoyens qui ne sont pas aisés et "qui manquent même du nécessaire." Il faudrait surtout taxer les particuliers "qui ont amassé des fortunes subites, les fermiers qui ont fait de très gros bénéfices au préjudice des propriétaires ou des rentiers qui sont à classer parmi les pauvres." L'administration du Jura constate qu'un propriétaire foncier ayant un patrimoine de 499 000 livres doit payer 1 200 livres au titre de l'emprunt forcé et que la loi n'a pas pu vouloir qu'un autre propriétaire ayant un patrimoine de 10 000 livres doive payer autant. Des plaintes s'élèvent de toutes part et "les administrations municipales sont insultées et menacées." Elle adresse donc une longue réclamation au Directoire et demande qu'une nouvelle méthode plus équitable soit mise en place.

Cette même administration départementale prend le 11 février 1796 un arrêté qui modifie et allège sensiblement l'assiette de l'emprunt en espérant un accord du Directoire. Les classes des prêteurs dépendront désormais du patrimoine de chacun :

15 ^e classe	de 55 000 à 500 000 livres	1 200 livres
14 ^e classe	50 000 à 55 000 livres	1 100 livres
13 ^e classe	45 000 à 50 000 livres	1 000 livres
12 ^e classe	40 000 à 45 000 livres	900 livres
11 ^e classe	35 000 à 40 000 livres	800 livres
10 ^e classe	30 000 à 35 000 livres	700 livres
9 ^e classe	25 000 à 30 000 livres	600 livres
8 ^e classe	20 000 à 25 000 livres	500 livres
7 ^e classe	15 000 à 20 000 livres	400 livres
6 ^e classe	10 000 à 15 000 livres	300 livres
5 ^e classe	7 000 à 10 000 livres	200 livres
4 ^e classe	5 000 à 7 000 livres	100 livres
3 ^e classe	3 000 à 5 000 livres	80 livres
2 ^e classe	2 000 à 3 000 livres	60 livres
1 ^{ere} classe	1 000 à 2 000 livres	50 livres

Chaque administration municipale devait immédiatement confectionner les rôles d'après ce barème et les prêteurs devaient verser les fonds aussitôt après. Il était prévu également près de l'administration centrale "des commissaires des différentes parties du département à l'effet d'examiner et de comparer les évaluations, et d'élever ou de réduire les fortunes en les ramenant au juste point de leur valeur."

Cependant, simultanément, une loi du 15 février 1796 tentait de modifier la première loi. Les fortunes les plus importantes étaient désormais taxées sur la base du cinquantième et l'administration n'était plus tenue de maintenir un nombre égal de prêteurs dans chaque classe. D'un autre côté, le ministre des finances approuvait la répartition préparée par l'administration départementale sous réserve qu'en définitive le trésor récolte la même somme.

2) Les contribuables les plus aisés du Grandvaux

Joseph Martinez, le président de la nouvelle administration municipale du canton de Saint-Laurent, reçoit le soir du 29 décembre 1795, le texte de la loi sur l'emprunt forcé. Il sait qu'elle lui parvient avec un grand retard. Dès le lendemain, il convoque par courrier les agents ou adjoints des municipalités. Il a reçu la loi avec l'instruction qui était jointe "portant qu'il y a tellement urgence, que les états doivent être envoyés au département le six du courant (27 décembre) à défaut de quoi l'administration centrale nous taxera d'office. Vous voyez donc qu'il n'y a pas de temps à perdre. En conséquence, vous êtes avertis de vous rencontrer aujourd'hui à dix heures du matin au bureau de l'administration, d'y apporter les rôles des impositions foncières et mobilières de 1793 (vieux style) et prendre en même temps tous les renseignements possibles sur les facultés particulières et commerciales des habitants de votre commune. Salut et fraternité."

Le président de l'administration cantonale écrit le même jour à l'administration départementale pour signaler qu'il vient de recevoir sa lettre datée du 20 décembre. Il prévient cette administration qu'elle ne pourra recevoir le résultat le 27 décembre comme demandé.

Les agents de l'administration municipale cantonale se réunissent une première fois de manière extraordinaire le 31 décembre 1795. Sont présents Joseph Martinez président, Pierre-Louis Martinez "agent de la commune du Lac", Pierre-Joseph Roche de Rivière-Devant, Joseph Paris de La Chaumusse, Jean-Pierre Guyettant, adjoint de Prénovel, Jacques-Ignace Bailly adjoint de Fort-du-Plasne, Basile Ferrez, commissaire du directoire exécutif et Martin fils, (Emmanuel) secrétaire³³.

Les agents de chaque commune doivent se renseigner "soit sur les changements de domicile, soit sur les facultés particulières, soit foncières, rentières ou commerciales" des contribuables. Ils doivent également "établir quel est le nombre des contribuables de son arrondissement qui peuvent être atteints par l'emprunt forcé."

La réunion suivante se tient le 3 janvier 1796. Parmi les présents, absents lors de la réunion précédente, on note : Désiré Janier agent de la commune de Prénovel, Urbain Thouverez agent de celle de Fort-du-Plasne, Raphaël Groz agent de celle de Saint-Pierre et Pierre-Alexandre Lémard agent de la commune de Grande-Rivière. On cherche à appliquer des règles communes au canton. Il est ainsi décidé que si plusieurs citoyens sont imposés habituellement en commun dans un seul article d'imposition, ils seront imposés séparément pour l'emprunt forcé. Ainsi par exemple, des frères communiens verront leur patrimoine divisé et c'est le montant unitaire de ces biens qui sera pris en considération. (On aurait peut-être pu écrire des frères et sœurs communiens, mais on pourra remarquer que les femmes sont quasiment absentes des états dressés.) Cette solution de diviser les patrimoines de personnes dont le patrimoine est commun peut être avantageux pour les intéressés, notamment comme on le verra dans le cas où ce patrimoine devient inférieur à 1000 livres, mais, compte tenu des critères retenus, il va se révéler au contraire pénalisant en faisant cumuler des sommes prêtées, alors que la masse du patrimoine aurait donné un moindre assujettissement. On pourra le remarquer dans les tableaux ci-dessous où à plusieurs reprises des frères sont taxés sur la base d'un même capital.

On a pu observer qu'aucun agent ne représente la commune de Saint-Laurent, car on a pu constater que le poste d'agent municipal n'est pas très recherché. En

conséquence, Ambroise Roydor de Salave, le dernier agent national de cette commune, est, conformément à la loi, mis en demeure d'établir les états nécessaires pour l'emprunt forcé à Saint-Laurent. Le travail avance rapidement et la séance du 7 janvier est consacrée à la confection des tableaux des citoyens des huit communes du canton soumis à l'emprunt forcé et ces tableaux sont envoyés à l'administration centrale du département du Jura avec les rôles de l'imposition mobilière de l'année 1793.

Un "extrait du rôle général du quart imposé sur les plus imposables du département" est adressé le 13 janvier au plus tard aux percepteurs de chacune des huit communes et les redevables doivent leur verser d'urgence un acompte. Ceux qui veulent le faire en assignats doivent payer avant la fin du mois de nivôse. (20 janvier)

Le 27 janvier l'administration du canton enjoint aux percepteurs d'apporter d'urgence "au bureau de l'administration municipale le registre" où ils ont enregistré les sommes versées entre leurs mains pour acompte de l'emprunt forcé. Le registre sera arrêté par l'administration cantonale, c'est-à-dire qu'à l'avenir, on ne pourra en principe plus payer en assignats.

Les premières pétitions concernant cet emprunt forcé ne sont déposées qu'à partir du 15 février 1796. Ces demandes sont mentionnées ci-après à la suite de chacun des tableaux communaux.

Les précisions générales communiquées ci-dessus permettront de mieux comprendre les états établis pour le Grandvaux.

On trouve aux Archives départementales, les états préparés pour chaque commune, vraisemblablement par les agents des communes appartenant à l'administration municipale du canton. Ces états précisent le n° d'ordre, les noms et prénoms et souvent la profession, le montant du "capital présumé en fonds, rentes et industrie", et la somme à prêter par chacun et découlant du barème ci-dessus. Cependant la "somme à prêter" est parfois barrée pour les contribuables les plus importants et remplacée par une somme supérieure³⁴.

Cette correction correspond probablement à la révision envisagée par l'administration départementale pour tenter de mettre au même niveau les patrimoines comparables du département et aussi pour faire en sorte que la rentrée de l'emprunt soit significative. D'après les notes générales du département et d'après le résultat des corrections effectuées pour Saint-Pierre, il est probable que Basile Ferrez, en sa qualité de commissaire du pouvoir exécutif de l'administration du canton de Saint-Laurent, a participé à cette correction et aidé à augmenter le montant des sommes prêtées par chaque contribuable important et ce d'après des éléments touchant à la notoriété.

L'administration du canton ne reçoit le relevé des rôles résultant des états corrigés que le 24 avril 1796. Pendant plus de trois mois, l'administration départementale n'a rien arrêté et les contribuables ne savaient pas encore à quelle classe ils seraient en définitive assujettis. Les prêteurs qui ne l'ont pas encore fait sont alors tenus d'acquitter les sommes dues à leur percepteur communal qui reversera les sommes au receveur des contributions du département.

Pour ne pas alourdir cette étude je ne relèverai pas l'ensemble des noms cités mais procèderai seulement par extrait en précisant le n° du contribuable concerné, ce qui marquera éventuellement que d'autres contribuables n'ont pas été inclus. Je mentionnerai les noms des personnalités remarquées et souvent, ceux dont le nom a été cité dans le présent ouvrage. De même toutes les femmes, les quinze premiers et le dernier de chaque tableau seront systématiquement reportés.

Emprunt forcé : commune de Saint-Laurent

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Chanez Alexandre (1)	Marchand	18 560	400	1 200
2	Besson Laurent	Id	14 300	300	1 100
3	Besson Pierre-Joseph (2)	Id	11 160	300	1 100
4	Besson Jean-Louis	Laboureur	8 780	200	500
5	Besson Basile (3)	Notaire	6 590	100	
6	Besson Ambroise	Notaire	6 040	100	
7	Besson Jean-Baptiste (4)	Vit de ses rentes	6 040	100	400
8	Besson l'aîné Pierre-Joseph (5)	Id	4 780	80	300
9	Poncet Claude-François (6)		4 400	80	300
10	Bailly Célestin	Marchand	4 100	80	100
11	Brenet Claude-Henri (7)	Vit de ses rentes	3 700	80	1 000
12	Chanez Alexis	Laboureur	3 600	80	
13	Bouvet Pierre-Célestin (8)	Marchand	3 280	80	400
14	Bouvet Sulpice-Sévère		3 280	80	400
15	Bouvet Pierre-Régis		3 280	80	400
16	Bouvet Basile-Justin		3 280	80	400
17	Besson Alexis	Laboureur	2 780	60	
19	Jenoudet Claude-Henri	Cabaretier	2 430	60	
21	Maillet-Guy Pierre-Simon (9)	Cultivateur	2 240	60	
23	Roidor Alexandre	Cultivateur	2 050	60	
24	Roidor Ambroise (16)	Cultivateur	2 050	60	
25	Roidor François-Désiré (10)	Voiturier	2 120	60	100
26	Roidor Joseph-Marie (9)	Laboureur	2 050	60	
27	Jenoudet Joseph (9)	Voiturier	2 290	60	100
29	Piad Amable	Laboureur	2 140	60	
33	Marion, veuve Pierre-Alexis	Laboureur	1 310	50	
34	Roidor Hypolite (11)	Laboureur	1 290	50	
35	Besson Joseph-Augustin	Cabaretier	1 280	50	
37	Thouvez Basile (12)	Voiturier	1 930	50	100
38	Thouvez Pierre-Joseph (12)	Voiturier	1 930	50	100
39	Thouvez Pierre-Alexis (12)	Voiturier	1 930	50	100
40	Thouvez Médard (9), (12)	Voiturier	1 930	50	100
41	Mathieu-Besson Valentin	Voiturier	1 100	50	100

43	Besson Claude-Louis (13)	Voiturier	1 100	50	100
44	Besson Pierre-Félix (13)	Id	1 000	50	100
45	Bouvet Pierre-Louis (14)	Id	1 000	50	100
46	Brenet Laurent (15)	Marchand	1 000	50	200

1) Commandant de la garde nationale de Salave. Maire de Saint-Laurent de fin 1794 à 1795. Nommé électeur par l'assemblée primaire du canton de Saint-Laurent de 1792.

2) Frère de Laurent Besson, nommé à la deuxième place. Elu officier municipal en février 1790. Nommé électeur par l'assemblée primaire du canton en 1792. Il est imposé avec ses fils qui ont acquis la nitrière de Saint-Laurent

3) En ce qui concerne Basile et son frère Pierre-Joseph Besson, voir l'étude consacrée à la résistance aux lois portant égalité dans les successions.

4) Premier maire de Saint-Laurent, frère du notaire Ambroise. Ils ont normalement fait partage de leurs biens. La mention "vit de ses rentes," est cause du surplus demandé à Jean-Baptiste.

5) Frère du notaire Basile Besson. Les deux frères, après la disparition de la mainmorte, ont effectivement partagé leurs biens. Pierre-Joseph Besson, qui était célibataire, reçut moins de biens fonciers et bénéficia en contrepartie d'une rente. On voit (dans le montant corrigé) que cette formule le pénalise assez fortement par rapport à son frère.

6) Elu officier municipal en 1792. Acquéreur de biens nationaux.

7) Officier municipal, notable puis à nouveau officier municipal en 1794. On voit que sa profession indiquée de rentier, augmente de manière considérable la somme qu'il doit prêter. Claude-Henri Brenet a dû être très désagréablement surpris de devoir payer le montant de 1000 livres indiqué. Il dépose donc une réclamation vers le 15 mai 1796 dans laquelle il expose "qu'il a été porté sur le rôle de l'emprunt forcé pour une somme au dessus de ses facultés et demande à être porté au taux de la loi." On peut craindre qu'il n'ait pas bien compris le fonctionnement et le mode de fixation de la somme à prêter. Alors qu'elle a négligé de s'occuper de nombreuses autres demandes, l'administration du canton s'attache avec sérieux à son dossier. En comprenant sa propriété de Chapelle-des-Bois, "son revenu présumé n'est que de 261 livres 18 sols, ce qui nous paraît insuffisant pour le faire subsister étant âgé et réduit par l'effet de la maladie qu'il éprouve, hors d'état de faire aucun commerce." Elle déclare ensuite qu'il a été porté dans une classe bien au dessus de ses possibilités. Avec un grand retard, l'administration départementale du Jura décide le 15 avril 1797, de réduire de 1 000 livres à 200 livres le montant qu'il devra prêter.

8) Les quatre fils du défunt maire François-Xavier Bouvet Pierre-Célestin, Sulpice-Sévère, Pierre-Régis et Basile-Justin sont imposés séparément. Il semble que cette division leur fasse payer globalement une somme supérieure. Pierre-Célestin sera maire de Saint-Laurent et fait chevalier de Saint-Louis par Louis XVIII. Les trois autres frères sont alors âgés de 2 à 10 ans. Sulpice-Sévère et Pierre-Régis seront aubergistes à Paris et développeront une importante entreprise de commission de transport. Sulpice-Sévère épousera en secondes noces une fille d'Alexandre Chanez. Leur fils Alfred Bouvet développa encore l'affaire de transport avant de devenir maire de Salins. Basile-Justin demeurera à Rouen où il sera successivement commissionnaire en roulage puis receveur des postes.

9) Elu notable en février 1790.

10) François-Désiré Roidor est le premier voiturier nommé de Saint-Laurent. On remarque que l'administration le range à deux classes supérieures. Il en sera de même des autres voituriers nommés par la suite dans la liste. Ces voituriers semblent donc être rangés parmi ceux ayant "une bonne industrie." Le paradoxe est que ceux qui sont également voituriers sans être inscrits comme tels ne sont pas surtaxés. Par exemple Alexandre Roidor est indiqué comme voiturier lors du recensement de 1796, mais comme cultivateur sur le présent état : en conséquence, il n'est pas surclassé.

11) Hypolite Roydor -qui a environ 74 ans- fait une pétition un peu tardive vers le 20 février 1796 dans laquelle il "expose qu'il ne possède de biens en propriété que pour 504 livres et sans industrie. Son bien appartenant à ses enfants émancipés ne doit pas être porté sur l'emprunt forcé." Mais l'administration départementale a alors passé consigne de ne plus "entendre les réclamations autres que celles des particuliers qui se trouvent portés dans deux communes." L'administration du canton décide donc de ne pas donner suite à la réclamation.

12) Basile, Pierre-Joseph et Médard Thouverez sont des frères demeurant à Salave. Pierre-Alexis est également leur frère appelé encore Alexis ou Joseph-Alexis.

13) Claude-Louis Besson est un ancien volontaire de 1792. Claude-Louis et Pierre-Félix sont frères de Laurent-Augustin Besson qui lui n'est pas cité dans ce tableau. Selon un acte notarié de 1794, les fils de Basile Besson ne sont plus communiens avec leur père.

14) Pierre-Louis Bouvet, frère de l'ancien maire François-Xavier Bouvet. On constate la différence considérable de fortune avec les fils de ce dernier.

15) Agent national de l'an II.

16) De Salave, comme son frère Alexandre. Elu procureur de la commune en fin d'année 1791. Nommé agent national de la commune lors de l'épuration d'avril 1795.

En mai 1794, la municipalité de Saint-Laurent désignent neuf propriétaires parmi les plus aisés -et probablement parmi ceux qui ont le plus de chevaux- qui devront fournir chacun un cheval pour la réquisition en cours : Alexandre Chanez (1) Laurent Besson près l'église (2) Pierre-Joseph Besson le jeune (3) les fils de Basile Besson de Sur les Jourats, c'est à dire Laurent-Augustin Besson et ses frères (5), Claude-François Poncet (9), Claude-Henry Jenoudet (19), Alexandre Roidor et frère de Salave (23,24), Basile Thouverez et frères (37 à 40) et les frères Bailly. François-Xavier Bouvet, alors vivant, est exempté pour avoir déjà fourni deux chevaux à une réquisition précédente.

Emprunt forcé : commune de Fort-du-Plasne

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Bailly Jacques-Ignace (1)	Notaire	6 754	100	100
2	Catin Claude-Louis (2)	Laboureur	5 656	100	
3	Thouvez Alexandre (3)	Meunier	4 272	80	
4	Monnet du Cresonnière Alexandre (7)	Cultivateur	3 508	80	
5	Piad veuve Maréchal Marie-Anne	Id	2 932	60	
6	Baratte Zozime	Id	2 870	60	
7	Monnet du Cresonnière François-Xavier	Id	2 397	60	
8	Thouvez Claude-Etienne (4)	Id	2 396	60	
9	Chanez Gilbert	Id	2 323	60	
10	Martinez Pierre-Simon (5)	Id	2 297	60	
11	Chanez Pierre-Simon	Id	2 222	60	
12	Pierrottet Antoine (6)	Id	1 924	50	
13	Brocard Valentin (7)	Id	1 896	50	
14	Monnet Alexis	Id	1 838	50	
15	Cretin Ambroise	Id	1 827	50	
19	Baratte Claude (7)	Id	1 643	50	
20	Chanez Pierre-Denis (5)	Id	1 612	50	
21	Poilblanc Pierre-Joseph (7)	Id	1 583	50	
22	Catin Joseph-Alexis	Notaire	1 353	50	
23	Baratte Jean-Baptiste (7)	Cultivateur	1 340	50	
24	Monnet-Josi Joseph (7)	Id	1 314	50	
30	Morel Claude-Simon (7)	Id	1 088	50	
32	Martin-Gousset Claude-François	Id	1 008	50	

1) Elu maire en février 1790. Désigné électeur par l'assemblée primaire du canton de 1790.

2) Commandant de la garde nationale, puis maire. Fils du célèbre horloger Jean-Baptiste Cattin, Claude-Louis se fait appeler Cattini après la mort de son père survenue en 1767. Le rédacteur du tableau n'est probablement pas de Fort-du-Plasne.

3) Officier municipal, puis notable.

4) Il s'agit du capitaine.

5) Elu officier municipal en 1790.

6) Officier municipal à plusieurs reprises.

7) Notable en 1790.

Emprunt forcé : commune du Lac-des-Rouges-Truites

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Baratte Claude-Alexis (1)	Cultivateur	3 780	80	
2	Baratte Pierre-Augustin (1)	Id	3 780	80	
3	Cassard Alexis (2)	Négociant	3 630	80	
4	Rousset Pierre-Louis (3)	Cultivateur	3 148	80	
5	Grand Jean-Baptiste (4)	Négociant	3 164	80	
6	Baratte Joseph-Augustin (1)	Cultivateur	2 882	60	
7	Thouvez Antoine Joseph (15)	Négociant	2 846	60	
8	Jouffroy François-Xavier (6)	Cultivateur	2 534	60	
9	Martin Joseph-Mari	Négociant	2 074	60	
10	Martin Jean-Ignace	Voiturier	2 074	60	
11	Martinez Jean-Baptiste (7)	Laboureur	2 044	50	
12	Thouvez Emmanuel (8)	Négociant	2 010	60	
13	Thouvez François-Régis (8)	Id	2 010	60	
14	Michaud Pierre-Joseph (9)	Voiturier	1 964	50	
15	Brasier-Chanez François-Célestin (5)	Cultivateur	1 880	50	
16	Jouffroy Claude (5)	Horloger	1 352	50	
17	Thouvez Alexis (5)	Cultivateur	1 304	50	
18	Thouvez Marc-Joseph	Id	1 290	50	
19	Thouvez Fabien-Sébastien (10)	Cultivateur	1 288	50	
20	Macle Pierre-Simon (5)	Id	1 264	50	
23	Macle-dit-Gagaut Joseph (5)	Voiturier	1 190	50	
24	Martinez François-Joseph	Platineur	1 190	50	
25	Benoit Jacques	Tonnelier	1 140	50	
26	Michaud Pierre-Louis (10)	Voiturier	1 128	50	
27	Martinez Pierre-Joseph (11)	Cultivateur	1 118	50	
28	Thouvez Pierre-Joseph (11)	Négociant	1 082	50	
29	Macle Pierre-Alexis (12)	Cultivateur	1 102	50	
30	Martinez le jeune Pierre-Louis (13)	Id	1 056	50	
31	Jouffroy Angélique (homme)	Charpen- tier	1 030	50	
32	Martinez-Richard Pierre-Joseph (11)	Meunier	1 010	50	
33	Bénier Claude-Pierre (15)	Id	1 010	50	
34	Thouvez Joseph (14)	Cultivateur	1 010	50	
35	Thouvez Claude (14)	Ci-devant chantre	1 010	50	
36	Rousseau Claude-Charles (15)	Charpen- tier	1 000	50	

1) Fils de Pierre-Simon Baratte, qui était très aisé. Leur père est élu notable en 1790, mais aucun des fils ne semble participer à la vie publique.

2) Officier municipal, puis notable.

3) Il signe Rosset, mais ses contemporains indiquent le plus souvent Rousset. Notable, puis élu maire en 1792.

4) Premier maire de la commune.

5) Notable en 1790.

6) Elu maire en novembre 1791.

7) Procureur de la commune en 1790. Est remplacé en 1791 par son fils Pierre-Louis.

8) Emmanuel et François-Régis sont de jeunes frères. Leur fortune est ici séparée. Si leurs biens étaient cumulés, ils s'élèveraient à 4 020 livres et cela correspondrait à un prêt global de 80 livres seulement. On a vu qu'en 1794, les biens des deux frères étaient au contraire cumulés avec ceux de leurs cousins Pierre-Joseph et Ambroise, ce qui les désignait arbitrairement parmi les plus riches du village et les faisait choisir pour assurer les secours aux parents des défenseurs de la patrie.

9) Officier municipal puis notable.

10) Notable

11) Homonymes, dont un Pierre-Joseph Thouverez habituellement désigné Joseph.

12) Officier municipal en 1792.

13) Il y a des homonymes; il s'agit normalement de l'agent national, fils de Jean-Baptiste Martinez précité.

14) Ce Joseph Thouverez, est en principe frère du chantre. Elu notable en novembre 1790.

15) Notable, puis officier municipal.

Emprunt forcé : commune de La Chaumusse

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Chanez Laurent (1)	Négociant	12 780	300	1 000
2	Ferrez Augustin (2)	Id	10 880	300	1 000
3	Bénier Ambroise	Id	8 410	200	1 000
4	Thévenin Louis-Amédé (3)	Id	7 610	200	900
5	Bénier Pierre-Simon	Id	7 370	200	900
6	Mathieu François-Célestin (4)	Id	7 610	200	900
7	Ferrez François-Régis (5)	Id	5 040	100	800
8	Brenet Alexis (6)	Id	4 830	80	800
9	Romand Joseph	Id	3 640	80	800
10	Besson François-Félix (7)	Id	3 520	80	700
11	Paris Pierre-Simon	Id	3 400	80	500

12	Besson Augustin	Ex curé	2 900	60	
13	Bénier frères Augustin	Négociant	2 520	60	500
14	Bénier, Sur le prez, François-Joseph (8)	Cabaretier	1 540	50	
15	Benoit François	Laboureur	1 880	50	
16	Paris Claude (9)	Id	1 080	50	
17	Martinez Joseph-Augustin (10)	Id	1 000	50	

1) Frère d'Alexandre Chanez maire de Saint-Laurent en 1794.

2) Maire. Désigné électeur par les assemblées primaires du canton de Saint-Laurent de 1790, 1791 et 1792.

3) Officier municipal, puis agent national.

4) Commandant de la garde nationale à plusieurs reprises, greffier du juge de paix. Désigné électeur par les assemblées primaires du canton de 1790 et 1791.

5) Fils du maire. Il s'agit surtout des biens de sa femme situés aux Chauvins.

6) Procureur de la commune, puis notable.

7) Avait été élu officier municipal du Lac-des-Rouges-Truites en février 1790.

8) Officier municipal en principe.

9) Est indiqué journalier, lors du recensement de 1796.

10) Est qualifié cabaretier, lors du recensement de 1796. Il fait une réclamation vers le 28 février 1796 vu "qu'il ne possède pas assez de fonds et qu'il n'a pas d'industrie." L'administration municipale du canton prend la peine de répondre "qu'il a été porté par l'agent de la commune à 1 000 livres tant pour foncier, mobilière, qu'industrie."

Il me paraît utile d'effectuer un rapprochement avec le nombre de chevaux déclarés lors de la réquisition de ces animaux du printemps 1794 et mentionnés sur le registre de délibérations de la commune à la date du 11 floréal an II. Je regroupe sous cette appellation, les chevaux, juments, poulains et bidets déclarés alors par les propriétaires cités ci-dessus. Laurent Chanez possède 10 animaux, Augustin Ferrez 12, dont 9 sont alors absents -c'est-à-dire qu'ils effectuent en principe des transports sur les routes de France-, Ambroise Bénier 9; Louis-Amédée Thévenin 7, Pierre-Simon Bénier qui est alors "vivandier à l'armée de Moselle" 8 chevaux, François-Célestin Mathieu, et son père Alexis décédé depuis, ont 4 chevaux pour le père et 3 pour le fils, Alexis Brenet 6 animaux, Joseph Romand 7, Pierre-Simon Paris 3, Augustin Bénier et ses frères 10 animaux et les quatre frères sont sur les routes, François Benoit 4 animaux, Claude Paris 4 chevaux. Les cinq propriétaires désignés pour fournir un cheval pour cette réquisition sont alors dans l'ordre où ils sont cités : Augustin Ferrez, Alexis Brenet, François Bénier et ses frères (dont Augustin), Laurent Chanez et Joseph Romand.

Emprunt forcé : commune de Saint-Pierre

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Ferrez François-Joseph (1)	Marchand	9 956	200	400
2	Bénier-le-Moine Alexis (2)	Id	9 162	200	400
3	Thévenin Augustin (3)	Id	7 466	200	300
4	Bouvet Clément (4)	Id	7 376	200	300
5	Bouvet François-Xavier (5)	Id	7 174	200	300
6	Bouvet Pierre-Alexis (6)	Laboureur	7 074	200	300
7	Ferrez Alexandre (7)	Marchand	5 274	100	200
8	Thévenin Félix (8)	Id	5 000	100	200
9	Thévenin Ambroise (8)	Id	5 000	100	200
10	Ferrez Pierre-Joseph (1)	Id	4 934	80	200
11	Groz Pierre (9)	Id	4 336	80	200
12	Bouvet-dit-Maréchal F.-Joseph (10)	Id	4 316	80	100
13	Gros Pierre, Pierre-Joseph (sic) (2)	Id	4 220	80	100
14	Bouvet Pierre-Joseph (12)	Laboureur	3 436	80	100
15	Ferrez Basile (1, 13)	Commis- saire	3 420	80	100
16	Fromont Félix (14)	Marchand	3 296	80	100
17	Martin Pierre-Ignace	Id	3 114	80	100
18	Bénier-Rolet, de vent, Jean-Baptiste	Id	3 074	80	100
19	Fromont François-Xavier	Id	3 010	80	100
20	Martin Raphaël	Id	2 750	60	80
21	Bénier-Rolet de bise, Jean-Baptiste (11)	Laboureur	2 734	60	80
22	Bénier-Rolet Joseph-Augustin (11)	Id	2 640	60	80
23	Ferrez Ambroise (1, 15)	Id	2 400	60	80
25	Ferrez Claude-Henri (16)	Id	2 292	60	80
28	Ferrez Jean-Pierre (16)	Id	2 203	60	80
29	Vuillet-Bocheta Pierre-Joseph (17)	Marchand	2 284	60	80
30	Jacquillon François-Joseph (17)	Marchand	2 190	60	80
31	Beljacquet Claude-François (17)	Laboureur	2 155	60	80
35	Groz Marie-Anne		1 944	50	60
36	Bouvet Pierre-Louis (18)	Laboureur	1 784	50	60
37	Bouvet Julien (18)	Id	1 784	50	60
40	Fromont Basile	Id	1 766	50	60

1) Ferrez François-Joseph, Ambroise, Pierre-Joseph et Basile sont frères. Ils sont cousins germains d'Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse.

2) Officier municipal en 1790.

3) Officier municipal. Administrateur du district. Son fils Basile Thévenin, commandant du bataillon du midi de la garde nationale et élu électeur par l'assemblée primaire du canton de 1792. Ce fils Basile donne en 1794, de Chalon-sur-Saône, une aide appréciée au district de Condat pour alléger la disette des habitants.

4) Notable en 1792, puis officier municipal.

5) Officier municipal, notable, puis agent national.

6) Procureur de la commune, officier municipal. Propriétaire de la grange de la Maréchette à Saint-Laurent.

7) Notable, frère du maire de La Chaumusse.

8) Félix et Ambroise Thévenin sont frères et neveux d'Augustin Thévenin et d'Ambroise Ferrez et ses frères. Félix Thévenin est en 1794 et 1795 en réquisition pour les forges de Clairvaux. Il deviendra par son premier mariage en 1797, neveu de François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal et par son deuxième mariage, beau-fils de François-Joseph Janier-Dubry de Prénovel.

9) Aucun Pierre Groz (ou Gros) n'est recensé à Saint-Pierre ni en 1791, ni en 1796. On peut penser à Pierre-Alexandre Gros, élu notable en 1790.

10) Notable, puis agent national.

11) Joseph-Augustin : officier municipal, puis notable. Jean-Baptiste et Joseph-Augustin Bénier-Rolet sont frères. Par pétition, ils exposent le 14 février 1796 qu'ils possèdent en commun un domaine à Chapelle-des-Bois et c'est "pourquoi ils demandent à être réunis pour le paiement de l'emprunt forcé." Par son avis adressé à l'administration départementale, l'administration cantonale atteste la réalité des faits, en précisant cependant "que les frères Bénier n'étant point communiens, ils doivent être cotisés à part."

12) Probablement celui élu notable en 1790.

13) La profession indiquée est commissaire du pouvoir exécutif. Membre du conseil général du département en 1790, juge de paix, membre du directoire du district de Saint-Claude puis administrateur du département en octobre 1797.

14) Par pétition du 14 février 1796, Félix Fromont explique que sa sœur "mariée emporte la moitié de son bien et demande à ne pas être portée sur l'emprunt forcé vu qu'il ne possède que la moitié de son bien et n'a aucune industrie." L'administration du canton reconnaît la réalité du fait mais précise qu'elle l'ignorait lors de l'établissement des états. Elle précise ensuite "que les biens étant encore indivis, elle n'a pu faire d'estimation distincte et qu'au surplus si le pétitionnaire est dégrevé, la sœur doit être imposée d'autant en plus." On remarque cependant que si le patrimoine de Félix Fromont est divisé par deux, celui-ci devient inférieur à 1766, seuil marginal d'imposition à Saint-Pierre. La sœur est mariée à Pierre-Louis Maillet-Guy des Chauvins imposé à Grande-Rivière et l'on peut penser que ce n'est pas la sœur qui serait imposée mais le mari, dont le capital supposé serait majoré d'autant. Avec le système de classe, l'incidence est théoriquement faible.

Les parents des Fromont sont décédés avant 1771 sans avoir testé. Mais par convention lors de la rédaction du contrat de mariage de Marie-Joseph Fromont en 1783, son frère Félix avait promis de lui verser une dot de 3 000 livres. Le contrat a

pu être contesté ? En tout cas on peut remarquer une fois de plus que l'évaluation des biens faite pour l'emprunt forcé est inférieure à la valeur réelle.

15) Maire. Nommé, comme son frère Basile, électeur par l'assemblée primaire du canton de Saint-Laurent en 1791.

16) Claude-Henri et Jean-Pierre-Xavier Ferrez sont frères. Ils sont neveux d'Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse. Claude-Henri Ferrez est indiqué régulièrement laboureur jusqu'en 1806, puis voiturier. Au contraire son frère Jean-Pierre-Xavier est qualifié de marchand lors de son mariage en 1795 puis de voiturier. Leur père Pierre-Amable Ferez est en tout cas, l'un des marchands grandvalliers morts sur les routes de France, victimes de leur activité.

17) Notable.

18) Pierre-Louis et Julien Bouvet sont frères et neveux de Pierre-Alexis Bouvet. Ils ont pour frère Pierre-Simon Bouvet. Les deux plus âgés Pierre-Louis et Pierre-Simon sont partis comme militaires en 1793. Pierre-Simon Bouvet, fusilier de la 7^e compagnie de la 112^e demi-brigade est décédé à l'hôpital militaire de Venlo le 20 avril 1795 et n'est donc pas mentionné parmi les propriétaires. Par contre, on est en 1796, et on constate que les contemporains ne connaissent toujours pas le décès de Pierre-Louis Bouvet parti avec les hommes de la levée en masse, militaire incorporé au premier bataillon du Mont-Terrible, mort à l'hôpital militaire de Strasbourg le 9 octobre 1794. En 1804, la mère espère toujours le retour de son fils lorsqu'elle teste. Après le décès de leur père survenu en 1779, les trois garçons sont devenus propriétaires indivis du Moulin de l'Abbaye, mais leur mère, Catherine Bouvet, doit se démener pour rembourser les dettes.

Catherine Bouvet, veuve de François-Joseph Bouvet, effectue d'ailleurs une pétition le 14 février 1796 dans laquelle elle précise "que son fils Pierre-Louis Bouvet, volontaire est porté sur le rôle de l'emprunt forcé et qu'étant à la frontière, il en doit être exempt et puisque les deux autres frères y sont déjà pour lui." (sic ?) L'administration cantonale atteste que Pierre-Louis Bouvet est au service de la République et estime qu'il doit cotiser comme tous les citoyens aisés. Elle précise que dans le cas contraire, le capital du fils devrait être reporté sur la mère qui n'a pas été portée dans l'état.

Emprunt forcé : commune de Rivière-Devant

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Maillet-Guy Alexandre (1)		3 348	80	500
2	Thévenin Augustin (2)	Négociant	3 772	80	500
3	Maillet-Guy Pierre-Augustin(3)		3 000	80	500
4	Pierrottet Xavier (4)	Laboureur	2 793	60	
5	Pierrottet Zozime	Id	2 793	60	
6	Maillet-Guy Joseph	Id	2 228	60	
7	Fevre Jean-Baptiste	Id	2 023	60	
8	Fevre Claude-Joseph	Id	2 023	60	
9	Roche Alexis (5)	Id	1 990	50	
10	Fevre Euphrosine		1 723	50	

11	Gousset Antide (6)		1 304	50	
12	Mussillon Joseph (7)		1 268	50	
13	Roche Henri-Joseph		1 258	50	
14	Labbé Alexandre (6)		1 216	50	
15	Fevre Antide		1 154	50	

1) Des Mussillons, capitaine de la garde nationale en 1790.

2) Augustin Thévenin demanda à "être déchargé du supplément de l'emprunt forcé et l'administration du canton prit position en sa faveur en octobre 1797. Alexandre Mailliet-Guy l'imita peu après. (On verra ci-après que l'ensemble des contribuables de Rivière-Devant bénéficièrent d'un dégrèvement de 1 220 livres, ce qui représente 400 ou 420 livres de moins pour chacun des trois plus imposés de ce village.)

3) Semble être celui des Jeannez qui est l'homonyme du maire élu en 1792.

4) Maire de Rivière-Devant en 1794 et 1795.

5) Procureur de la commune en 1790. Epoux de Marie-Claudine Besson, sœur de Jean-Baptiste Besson, premier maire de Saint-Laurent. Père du notaire Jean-Félix Roche.

6) Elu notable en 1790.

7) Officier municipal.

Emprunt forcé : commune de Grande-Rivière

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Brasier Jean-Pierre (1)	Laboureur	7 500	200	1 200
2	Mailliet-Guy Pierre-Joseph (3)	Lab. Négoc	9 000	200	1 200
3	Brasier Basile (1, 2)	Id	7 000	200	1 200
4	Brasier Germain (1)	Id	7 000	200	1 200
5	Fèvre-Richard Jean-Baptiste(4)	Laboureur	7 000	200	400
6	Brenet Claude-Joseph (3)	Lab. Négoc	6 500	100	200
7	Martelet Pierre-Alexis (5)	Id	4 000	80	200
8	Martelet Raphaël (5)	Id	4 000	80	200
9	Janet Claude-Henri (6)	Id	4 000	80	200
10	Mailliet-Guy Dominique (7,9)	Id	3 500	80	200
11	Brenet Alexandre (8)	Id	3 400	80	200
12	Mailliet-Guy Pierre-Louis (9)	Id	3 500	80	200
13	Martelet Pierre-Joseph (10)	Ministre culte	2 800	60	100
14	Martelet Abel (11)	Négociant	3 200	80	100
15	Martelet François-Joseph (11)	Id	3 200	80	100
16	Martelet Ambroise (11)	Id	3 200	80	100
17	Martelet Alexandre (11)	Ministre culte	1 200	50	
18	Bouvet Henri-Jean (3)	Lab. Négoc	2 800	60	200
21	Janet Jean-Félix	Laboureur	2 500	60	

23	Guygrand Marie-Parfait (8)	Laboureur	3 000	80
24	Héritiers d'Alexis Janet le jeune	Id	2 300	60
25	Chaussin Alexandre le vieux	Id	2 400	60
26	Brenet Julien (12)	Lab. Négoc	2 200	60
28	Mussillon Jean-Baptiste (3)	Id	2 000	60
32	Fèvre Abel (13)	Id	1 800	50
35	Lémard Germain (14)	Id	1 500	50
36	Gousset Jean-Baptiste	Ex curé	1 500	50
39	Fèvre Augustin	Ex curé	1 300	50
40	Fèvre Alexandre, du Moulin Jean	Laboureur	1 300	50
41	Fèvre D'Aval Alexandre	Id	1 300	50
42	Fèvre, du Prel Cocu, Alexandre	Id	1 300	50
43	Chaussin Alexandre, de la Motte	Id	1 200	50
44	Guy Félix	Id	1 200	50
45	Lémard Claude-Joseph (15)	Id	1 200	50
46	Gousset Claude-Joseph (3)	Id	1 200	50
49	Janet Sophie, fille de fut Amable Janet	Id	1 200	50

1) Jean-Pierre Brasier, né en 1715, est père de Basile et de Germain. Germain Brasier est commandant de la garde nationale d'une partie de Grande-Rivière en 1790. Dès le 13 janvier 1796, l'administration cantonale écrit à Basile Chaussin, percepteur de la commune de Grande-Rivière et précise que "les citoyens Basile et Germain Brasier frères sont tirés à la 15^e classe et taxés à 1 200 livres." Le père est propriétaire de la quasi-totalité des biens et l'imposition séparée des fils ne s'explique à priori pas. L'administration cantonale de Saint-Claude intervint auprès de l'administration du département pour signaler que les évaluations qu'elle avait faites étaient notoirement plus élevées et plus sincères que celles faites ailleurs. L'imposition des fils Brasier pourrait donc venir de Saint-Claude, de l'acquisition qu'ils ont faite de biens nationaux à Saint-Claude au nom de leur père et de la profession qu'ils y exercent. On verra cependant que par la suite, l'imposition des deux fils fut annulée.

2) Procureur de la commune, puis maire. Administrateur du département.

3) Elu notable en 1790.

4) Premier maire de Grande-Rivière. Neveu d'Augustin Febvre, curé de La Rixouse et frère des prêtres réfractaires Joseph-Augustin et Alexandre Faivre. (Il faut bien convenir que l'orthographe de ce nom est très variée. L'ajout ponctuel de Richard, qui n'est pas usuel, est pour le distinguer d'un homonyme.)

5) Pierre-Alexis et Joseph-Raphaël Martelet sont frères et neveux du curé Pierre-Joseph Martelet. Pierre-Alexis élu officier municipal en février 1790. Joseph-Raphaël (ou Raphaël) élu notable à la même date.

6) Capitaine de la garde nationale puis officier municipal.

7) Procureur de la commune en 1793.

8) Elu officier municipal en février 1790.

9) Dominique et Pierre-Louis Maillet-Guy sont frères et demeurent aux Chauvins. Leur frère Pierre-Augustin habite les Jannets et semble celui cité dans l'état de Rivière-Devant. On peut constater, qu'en ce qui les concerne, le montant à prêter est moins important si l'on habite à Grande-Rivière qu'à Rivière-Devant. On voit également ici un effet de l'éclatement des fortunes lors des successions. Ces trois frères sont en effet fils de Valentin Maillet-Guy, décédé depuis peu, lequel était frère de Pierre-Joseph Maillet-Guy mentionné en deuxième place sur l'état des fortunes et dont la valeur des biens était sans doute assez proche.

10) L'ancien curé du Grandvaux est propriétaire du domaine des Farods et sa quote-part d'emprunt semble peu élevée.

11) Alexandre, Joseph-Abel, François-Joseph et Ambroise Martelet sont frères et neveux du curé du Grandvaux. Abel élu notable en février 1790.

12) Notable.

13) Ou Faivre Marie-Abel, délégué à la fête de la Fédération à Paris.

14) Notable. Décédé le 17 décembre 1796, frère de Pierre-Alexandre Lémare. Leur père n'a pas réparti ses biens. Les fonds dont il s'agit semblent correspondre essentiellement à ceux de la femme de Germain Lémard.

15) Père de Germain et Pierre-Alexandre Lémare.

Emprunt forcé : commune de Prénoval

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Janier-Dubry François-Joseph (1)	Cultivateur	8 409	200	900
2	Janier-Dubry Augustin (2)	Id	7 571	100	400
3	Guyettant Maurice	Id	4 310	80	100
4	Janier Désiré (3)	Id	3 581	80	300
5	Janier Claude-François (4)	Id	3 349	80	300
6	Janier-Dubry Ambroise (5)	Id	2 206	60	200
7	Janier-Dubry Claude-Henri (6)	Id	2 206	60	200
8	Belbenoit Pierre-Joseph	Id	2 816	60	100
9	Belbenoit Jean-François (7)	Id	2 716	60	100
10	Belbenoit Pierre-Antoine (8)	Id	2 157	60	100
11	Janier-Dubry Eugène	Id	2 402	60	100
12	Guyettant Pierre-Joseph (9)	Id	2 064	60	
13	Belbenoit Ambroise	Id	1 816	50	
14	Vuillomet Claude-Henri (4)	Id	1 790	50	
15	Belbenoit Jean-Baptiste (7)	Id	1 704	50	
16	Janier-Dubry Alexis (7)	Id	1 698	50	
17	Janier-Dubry Désiré (7)	Id	1 572	50	
18	Janier Isidore	Id	1 572	50	
19	Janier, le jeune, Jean-Pierre(10)	Id	1 476	50	
20	Janier Claude-Joseph (11)	Id	1 284	50	
21	Guyettant Jean-Baptiste (12)	Id	1 176	50	

1) Maire de Prénovel en 1791. Désigné comme électeur par les assemblées primaires du canton de 1791 et 1792.

2) Augustin Janier-Dubry, fils du précédent, devient maire de Prénovel à la fin de l'empire. Dans une pétition du 14 février 1796, François-Joseph Janier-Dubry et ses deux fils Augustin et Ambroise (né en 1767) "exposent qu'ils ont été portés séparément sur l'emprunt forcé et demandent à être réunis." L'administration du canton prévient l'administration du département qu'à sa connaissance ils habitent séparément mais qu'il n'est pas certain qu'ils aient des intérêts séparés "quoiqu'ils soient commun ensemble." Elle ne peut donc pas donner plus de précisions. (On remarquera qu'Ambroise Janier-Dubry frère d'Augustin n'est pas mentionné parmi les prêteurs.)

François-Joseph Janier-Dubry dépose une nouvelle réclamation en septembre 1797 pour demander que son fils Augustin "ne soit pas porté sur l'emprunt forcé, vu qu'il est communier avec lui." Le percepteur de la commune constate que François-Joseph Janier-Dubry est seul porté sur les rôles et l'administration du canton atteste "que ce ne peut être que par erreur que les pétitionnaires ont été portés séparément sur le rôle de l'emprunt forcé" et demande qu'il soit fait droit à cette demande. (Un dégrèvement de 1 000 livres fut finalement opéré à Prénovel, dont Augustin Janier-Dubry fut certainement l'un des bénéficiaires.)

3) Officier municipal en 1790. Il demanda "à être dégreuvé de la somme de deux cent vingt livres portée au rôle supplétif de l'emprunt forcé" et l'administration municipale du canton reconnut la légitimité de sa demande en octobre 1797. Agent municipal de Prénovel de décembre 1795 à avril 1799.

4) Elu officier municipal en 1790.

5) Né en 1749, commandant de la garde nationale.

6) Elu officier municipal en 1791. Ambroise et Claude-Henri Janier-Dubry sont frères.

7) Elu notable en 1790. Jean-François Belbenoit, Pierre-Joseph et Ambroise sont frères.

8) Premier maire de Prénovel.

9) Elu notable en 1792.

10) Il s'agit en principe de celui des Bérods, né en 1738, élu plusieurs fois notable.

11) Il y a aussi des homonymes. Il s'agit ici "du vieux", frère du précédent. Elu notable en février 1790, comme son frère.

12) Il y a également des homonymes. Il doit s'agir de celui né en 1773. Il travaille probablement comme bûcheron requis aux forges de Clairvaux.

Emprunt forcé : commune des Piards

Il est rappelé que cette commune n'appartient pas alors au canton de Saint-Laurent et qu'elle fait partie du canton de La Rixouse. Les états dressés pour ce canton sont plus sommaires et rares ont été les majorations opérées pour les sommes à prêter

N°	Nom et prénom	Profession	Capital	Somme à prêter à l'origine	Montant corrigé
1	Louis Martine (1)	Fermier en partie	4 000	100	
2	Claude-Marie Vincent (2)		1 223	50	
3	Joseph-Marie Vincent (3)		1 414	50	
4	Henry-Joseph Janier-Dubry (4)		1 469	50	
5	Joseph-Augustin Martena (5)	Fermier en partie	1 200	50	
6	Claude-Joseph Piard (6)		1 100	50	

1) Premier maire des Piards. On a pu voir dans le chapitre consacré au fédéralisme jurassien que ses fils exploitent en location, un domaine Guirand des Piards. En 1795, ce domaine était encore exploité par le père, c'est la raison de la mention "fermier en partie."

2) Notable.

3) Frère du précédent, notable également.

4) Administrateur du district, administrateur du département, commandant de la garde nationale du canton de La Rixouse, etc. ...

5) N'est pas originaire des Piards. Exploite un 2° domaine Guirand.

6) Il s'agit du jeune, qui est réformé.

On peut constater que peu de personnes participent à l'emprunt forcé aux Piards.

Pour cette commune j'ai pu consulter le rôle établi pour la contribution foncière de 1792³⁵. C'était l'imposition de 1793, qui devaient servir à l'établissement de cet emprunt forcé. Néanmoins, il est possible de faire un rapprochement entre l'emprunt forcé et ce document. On y relève notamment, pour ce qui concerne ce sujet, les revenus servant alors de base à certaines impositions notamment à la contribution foncière.

1- Denis-Grégoire Guirand, revenu de 224 livres.

4- Claude-Joseph Piard, revenu de 51 livres 6 s. (Par recoupement, il s'agit du vieux.)

8- Claude-Marie Vincent, revenu 159 livres 11 s.

9- Claude-Joseph Piard le jeune, revenu 113 livres 10 s.

10- Laurence Piard, femme d'Alexandre Fèvre demeurant au Prel-Cocu, revenu de 49 livres et 16 sols.

22- Joseph-Marie Vincent, revenu 167 livres 18 s.

24- Henry-Joseph Janier-Dubry revenu de 221 livres 6 s.

25- François-Michel Guirand, médecin (guillotiné en 1794, ses biens devaient revenir à la nation), revenu de 230 livres.

26- Jean-Gaspard Guirand, maréchal des logis de gendarmerie demeurant à Morez, (frère du précédent, il était déjà curé en 1768 et a donc choisi de se reconverter) revenu de 210 livres et 2 sols.

31- Louis Martine, revenu de 126 livres 19 sols.

On y trouve également Gaspard Piard, maire des Piards en 1792 pour un revenu de 83 livres et 16 sols, Alexis Janier-Dubry, frère d'Henry-Joseph et habitant à côté de lui, revenu de 55 livres et 16 sols, ainsi que d'autres personnes demeurant en dehors de la commune, tels que les frères d'Henry-Joseph Janier-Dubry demeurant à Prénovel et imposés aux Piards pour une scie.

Si l'on divise les capitaux des trois personnes dont le capital n'est pas arrondi, on trouve un quotient de 6,6 pour Henry-Joseph Janier-Dubry, 7,7 pour Claude-Marie Vincent et 8,4 pour Claude-Marie Vincent. Théoriquement ce coefficient, calculé sur le revenu de 1793, aurait dû être de 20 ou 18.

Les trois autres assujettis à l'emprunt forcé ont un montant de capital qui est arrondi parce que la partie de capital qui résulte de la partie louée n'est pas fixée avec précision. On déduit par exemple que Claude-Joseph Piard exploite la propriété qui appartient à Laurence Piard sa tante. Le revenu propre à ses propriétés et de 113 livres et celui des propriétés de sa tante de presque 50 livres soit un total de 163 livres. On voit qu'il est cependant moins imposé que Claude-Marie Vincent dont les propriétés ont un revenu de 159 livres. Les biens loués sont donc moins capitalisés que les biens propres ce qui est très normal.

On peut constater que les trois propriétés des Guirand ont un revenu assez comparable. Joseph-Augustin Martena est donc compté comme exploitant l'une d'elle et Louis Martine les deux autres. On peut également remarquer que les trois plus grosses propriétés des Piards sont détenues par les Guirand.

Denis-Grégoire Guirand et Gaspard Guirand sont tous les deux assujettis à l'emprunt forcé à Saint-Claude sur la base d'un capital présumé de 6 000 livres. Si leur patrimoine des Piards est compris dans ce capital, ce n'est certainement pas sur la base de la pleine propriété. Ils doivent donc verser chacun 100 livres au titre de l'emprunt forcé.

Comparaison avec la détermination des capitaux de Prénovel.

Avant 1786 Les Piards et Prénovel ne formaient qu'une seule communauté administrée par des échevins communs et des commis uniques. En 1782 et comme pour les années antérieures, les commis calculèrent les impositions des habitants de la communauté, dont la copie des rôles a été déposée aux Archives départementales³⁶. Ces impositions étaient alors réalisées sur la base des travaux d'arpentement effectués en 1776-1777 sur demande des habitants des Piards et Prénovel.

On peut alors comparer les impositions des habitants. Un examen minutieux permet de remarquer par exemple que la valeur des propriétés Guirand était alors supérieure à celle des propriétés de François-Joseph Janier-Dubry. De même, l'imposition de la propriété des Vincent peut être comparée à plusieurs habitants de Prénovel. On peut également analyser d'autres impositions d'habitants des Piards dont les impositions de 1782 et 1792 peuvent être comparées. J'épargnerai au lecteur

le détail des comparaisons ou des calculs effectués. On arrive à la conclusion qu'il faut multiplier par environ deux les capitaux indiqués pour les frères Vincent et pour Henry-Joseph Janier-Dubry pour les mettre approximativement au même niveau que Prénovel. Dans ces conditions, trois ou quatre contribuables supplémentaires devraient apparaître sur l'état des Piards comme ayant un capital égal ou supérieur à 1 000 livres. Par exemple, Gaspard Piard cité ci-dessus apparaîtrait ainsi avec un capital d'environ 1 400 livres.

On voit par cette recherche, que les capitaux calculés dans chaque commune, dépendent des bases retenues servant à leur fiscalité. Dans les années 1797-1798, les agents de certaines communes se plaindront d'ailleurs auprès de l'administration cantonale, en dénonçant le fait que les bases des impôts de chaque commune ne sont pas identiques entre elles et que de ce fait, les contribuables de certaines communes sont défavorisés.

3) Analyses des données

Il est rappelé que l'administration du département demandait initialement un état limité au tiers des contribuables et que par la suite elle limita la souscription des emprunts forcés aux seules personnes dont le capital estimé était d'au moins 1 000 livres. Ces états doivent donc être examinés en ayant en tête ces précisions.

Dans une correspondance du 2 avril 1796, le ministre des finances parvient à la conclusion que le nombre de prêteurs devrait correspondre à 5 % de la population du département. (Il devrait y avoir 14 010 prêteurs pour les 280 200 habitants du Jura. Dans les faits les administrateurs du Jura imposèrent 15 187 citoyens, car ils firent payer plus du quart des contribuables grâce à la règle d'imposition jusqu'à 1 000 livres parmi les citoyens classés entre la proportion d'un quart et celle de un tiers.)

En retenant cette proportion de 5 %, nous allons tenter de déterminer le résultat pour chaque commune du Grandvaux et le comparer avec le nombre de contribuables assujettis à l'emprunt.

Communes	Population en 1790	Nombre théorique de prêteurs	Nombre de prêteurs constatés	Capital marginal
Saint-Laurent	1 088	54	46	1 000
Grande-Rivière	1 052	53	49	1 200
Lac-des-Rouges-Truites	913	46	36	1 000
Saint-Pierre	777	39	40	1 766
Fort-du-Plasne	755	38	32	1 008
La Chaumusse	592	30	17	1 000
Prénovel	390	19	21	1 176

Rivière-Devant	388	19	15	1 154
Les Piards	173	9	6	1 100

Tableau présentant les caractéristiques comparées de l'emprunt forcé

On devine assez facilement qu'à Saint-Laurent, Le Lac-des-Rouges-Truites, Fort-du-Plasne, La Chaumusse et Les Piards, tous les contribuables dont le capital présumé était d'au moins 1 000 livres ont participé à l'emprunt forcé. Au contraire dans les communes de Grande-Rivière, Saint-Pierre, Prénovel et Rivière-Devant, la clause limitant le versement de l'emprunt aux plus aisés des contribuables a joué. Cette limitation devrait concerner le tiers des contribuables, mais il semble, d'après le standard du département, que cette limitation ait été effectuée sur la base du quart des contribuables.

J'ai émis l'idée que Basile Ferrez de Saint-Pierre, en sa qualité de commissaire du pouvoir exécutif pour le canton de Saint-Laurent, a participé aux opérations tendant à augmenter le montant de l'emprunt forcé des contribuables considérés comme étant les plus aisés selon des critères de "notoriété." On remarque tout d'abord, comparativement aux communes de Saint-Laurent et La Chaumusse, les faibles majorations pratiquées pour Saint-Pierre. C'est ainsi que François-Joseph Ferrez, le frère du commissaire, pour un capital en principe calculé de près de 10 000 livres, voit sa contribution portée de 200 à 400 livres. Il en est de même pour les autres contribuables de Saint-Pierre dont la majoration est relativement faible. On peut notamment être surpris du capital relativement faible retenu pour Augustin Thévenin, qui avec ses neveux possède un dépôt à Chalon-sur-Saône. On pourra peut-être objecter que les biens situés dans un autre département donnent lieu à une autre cotisation.

L'état dressé pour la commune de La Chaumusse est, dans un premier temps, soumis à des corrections similaires à celles de Saint-Pierre. La contribution de Laurent Chanez est d'abord majorée de 200 livres seulement et celle d'Augustin Ferrez, le cousin germain du commissaire, est portée de 300 à 400 livres. Un nouvel examen de la situation de la commune est ensuite réalisé, probablement par un autre commissaire, au cours duquel sont opérées les très fortes majorations que l'on peut constater.

On a pu remarquer les majorations assez fortes effectuées pour Saint-Laurent et observer comment les rentiers et les voituriers subissent, par notoriété, une imposition pénalisante.

L'état de Grande-Rivière est intéressant à examiner à plus d'un titre. La consigne donnée était d'arrondir le capital supposé des contribuables à la dizaine de livres. Saint-Laurent et La Chaumusse ont suivi cette règle, mais Saint-Pierre a communiqué les capitaux en livres sans arrondi. Au contraire, à Grande-Rivière, les capitaux sont arrondis à la centaine. L'agent communal, Pierre-Alexandre Lémard, s'est donc servi du capital obtenu pour chaque contribuable, et l'a majoré en fonction de "la notoriété", c'est-à-dire de l'idée qu'il se faisait de la fortune de chacun. Après, pour trois capitaux présumés de 7 000 livres, comment apprécier que pour deux

d'entre eux le montant du prêt doit être de 1 200 livres alors que pour le troisième, il doit être de 400 livres seulement ?

Le tableau ci-après reprend le total des sommes demandées par commune à l'origine et après correction en avril 1796 pour le canton de Saint-Laurent.

Communes	Population en 1790	Montant initial à prêter	Montant corrigé prêté
Saint-Laurent	1 088	3 840	10 160
La Chaumusse	592	2 140	10 060
Grande-Rivière	1 052	3 690	8 950
Saint-Pierre	777	3 500	5 360
Lac-des-Rouges-Truites	913	2 030	2 030
Fort-du-Plasne	755	1 830	1 850
Prénoval	390	1 410	3 310
Rivière-Devant	388	890	2 150
Totaux du canton		19 330	43 870

Tableau récapitulatif des montants d'emprunt prévus initialement puis majorés par la suite

Les sommes portées initialement en prêt correspondent au tableau dressé par l'administration du canton de Saint-Laurent le 6 avril 1796 qui constate alors que pour le canton il y avait un prêteur dans la septième classe, 4 dans la sixième classe, 17 dans la 5^e classe, 11 dans la 4^e classe, 46 dans la 3^e classe, 70 dans la 2^e classe et 107 prêteurs dans la première classe.

Les sommes correspondant aux montants corrigés sont ceux communiqués le 17 mai 1796 au préposé du receveur général à Saint-Claude. L'administration du canton précise alors que l'administration départementale l'a informé "que les citoyens Jean-Pierre, Basile et Germain Brasier, père et fils (voir Grande-Rivière) sont réduits sur ledit rôle à la somme de 1 200 livres au lieu de celle de 3 600 livres." Un nouvel avis sera donc donné ultérieurement.

4) Le paiement de l'emprunt

Nous avons vu précédemment que normalement un tiers du montant de l'emprunt devait être payé avant le 20 janvier 1796 et le solde avant le 20 février. En fait, devant la baisse continue de la valeur des assignats une nouvelle loi du 23 décembre 1795 n'admet le paiement en assignats sur la base d'une valeur de 1 pour cent que jusqu'au 20 janvier 1796. Le montant qui n'aura pas été payé à cette date ne pourra plus être réglé en assignats et ce même si les rôles concernant l'emprunt forcé n'ont pas encore été établis à cette date. Par contre ceux qui auront

versé une somme supérieure au montant dont ils seront en définitive soumis pourront se faire rembourser en assignats de l'excédent payé.

Une nouvelle loi accorde après le 20 janvier la possibilité de payer la moitié de l'emprunt forcé en assignats. Puis une nouvelle loi corrige le tout, permettant aux citoyens assujettis à des classes de l'emprunt forcé égales ou inférieures à 600 livres de payer jusqu'au 29 février la totalité de la somme en assignats sur la base de 1 %. Ceux qui sont assujettis dans une classe supérieure ne pourront plus réglés que la moitié de la somme qu'ils doivent en assignats. Après ces dates, les assignats ne seront acceptés que sur une base plus faible. Une loi du 9 mars permet encore de payer en assignats jusqu'au 19 avril 1796 sur la base de 1 % de la valeur des assignats. Peu après les assignats furent remplacés par les mandats territoriaux.

Le lecteur aura compris que le fait de payer en assignats équivaut à payer moins que le montant prévu en valeur métallique pour l'emprunt forcé. Ainsi une table établie pour le département du Jura en juin 1797 donne une valeur de l'assignat égale à 1 % vers le 20 novembre 1795, 0,8 % vers le 20 décembre 1795, 0,6 % vers le 20 février 1796 et seulement 0,3 % vers le 20 mars 1796.

Les contribuables qui avaient des assignats eurent donc, à différentes étapes, intérêt à se précipiter chez leur percepteur et à payer en assignats et par anticipation un montant le plus proche possible de ce qu'ils estimaient qu'ils seraient en définitive redevables, sachant que le montant individuel de l'emprunt n'était pas encore déterminé définitivement. Sur ce sujet, le lecteur pourra d'ailleurs se reporter au chapitre consacré à "la maison aux fleurs de lys" pour constater comment le notaire Jean-Amédée Colomb de Saint-Claude s'est hâté de vendre en début d'année 1796 une maison située à Saint-Pierre pour effectuer son versement à l'emprunt forcé, en assignats, dans la caisse du trésor public.

Je n'ai pu consulter pour le Grandvaux les états de versement et le choix fait par les contribuables. Cependant, ceux établis pour Chaux-des-Prés et pour Saint-Claude permettent de comprendre comment il fut procédé.

L'état établi pour la commune de Saint-Claude en date du 3 avril 1796 présente les 195 contribuables de cette ville assujettis à l'emprunt forcé, le montant d'emprunt dont ils sont redevables et surtout la somme déjà prêtée en assignats. Vingt-cinq des trente plus gros contribuables de la ville avaient déjà versé en assignats une somme égale ou supérieure à la valeur de 1 000 livres métalliques. Beaucoup avaient versé un montant supérieur à la somme dont ils étaient finalement redevables et le percepteur devait, à la date du document, leur rembourser le montant trop versé. Le 30^e contribuable de Saint-Claude par exemple, avait versé 110 000 livres en assignats qui était retenu pour une valeur de 1 100 livres métalliques. Ce contribuable ne fut assujetti en définitif que pour 500 livres et le percepteur devait donc lui rembourser une somme 60 000 livres en assignats. On constate que la très grande majorité des assujettis de Saint-Claude paya en assignats.

L'examen de l'état réalisé par le percepteur de Chaux-des-Prés en 1798 montre de même que les neuf contribuables de cette petite commune étaient assujettis pour une valeur de 690 livres en numéraires mais qu'ils avaient versé l'équivalent de la valeur de 1 760 livres en assignats. Par contre le percepteur ne remboursa aucune somme et les contribuables reçurent des coupons de la valeur de leur versement imputables pendant 10 ans sur leurs impositions futures. Par

exemple, Noël Grandperrier et Hyacinthe Janier ne furent assujettis à l'emprunt forcé que pour 60 livres chacun. Le premier paya, avant de connaître son montant d'imposition, une valeur de 270 livres en assignats et il reçut 10 coupons de 27 livres à valoir sur ses impositions futures. Au contraire, le second ne paya en assignats que la valeur de 60 livres et reçut 10 coupons de 6 livres. Dans une certaine mesure, on peut donc penser que par ce biais, Noël Grandperrier rentabilisa mieux la valeur de ses assignats ...

Des Grandvalliers payèrent sans doute aussi en assignats. Une lettre de l'administration cantonale de Saint-Laurent du 22 germinal an VII –11 avril 1799- nous apprend que Claude-Etienne Thouverez de Fort-du-Plasne versa ainsi à titre d'acompte une somme de 5 000 livres en assignats au receveur de Lons-le-Saunier, montant retenu pour 50 livres pour l'emprunt forcé dont il fut en définitif redevable.

Les réclamations furent nombreuses et les administrateurs du département s'en plaignirent amèrement.

L'administration communale du canton de Saint-Laurent compléta le 29 décembre 1797 un tableau récapitulatif des éléments de l'emprunt forcé. Chacune des communes du canton était reprise avec le montant des rôles établis et le montant total de 43 870 livres mentionné ci-dessus. Cet état précise ensuite que des décharges ont été accordées à hauteur de 2 400 livres pour la commune de Grande-Rivière (confirmation du dégrèvement accordé aux fils de Jean-Pierre Brasier), 1 000 livres pour Prénovel, 1 220 livres pour Rivière-Devant et 1 200 livres pour Saint-Laurent (dont les 800 livres accordées à Claude-Henri Brenet.) Les dégrèvements octroyés dans le canton s'élevaient donc à 5 820 livres et le montant de l'emprunt ne s'établissait plus alors qu'à 38 050 livres. Cependant une somme de 160 livres restait encore à recouvrer dans la commune de Rivière-Devant.

5) Parenté et mariages entre les plus fortunés

Les enfants des plus riches des habitants du Grandvaux se marient généralement ensemble. On a déjà donné tout au long de l'étude des exemples de parenté et, sauf exceptions, je ne les rappellerai pas.

Alexandre Chanez de Saint-Laurent est frère de Laurent Chanez classé en tête des personnes aisées de La Chaumusse. Leur sœur a épousé Augustin Thévenin nommé en 3^e position sur la liste de Saint-Pierre. Reine Chanez, fille d'Alexandre, a épousé en 1790 François-Xavier Bouvet de Saint-Pierre inscrit au 5^e rang des fortunes.

J'ai déjà évoqué les Besson de la chapelle Saint-Laurent dont l'ancêtre Claude était assez aisé pour faire bâtir une chapelle à la fin du XVII^e siècle. Les élus Ferrez de Saint-Pierre et de La Chaumusse font partie de cette famille. De même Pierre-Alexis Bouvet de Saint-Pierre classé en 6^e position sur la liste des fortunes de cette commune. Les neveux et nièces de Pierre-Alexis Bouvet, enfants de ses frères, en font également partie. Parmi ceux-ci une nièce épousa François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal de Saint-Pierre en 1789.

De même Alexis Roche classé en 9^e position à Rivière-Devant a épousé une fille Besson comme Basile Besson, notaire et père de Laurent-Augustin Besson, mentionné au 5^e rang à Saint-Laurent.

Ce même Laurent-Augustin Besson et son frère Joseph-Julien épousèrent deux sœurs Baratte issues d'une famille très respectable de Fort-du-Plasne. Le fait qu'elles n'avaient pas de frère pour leur disputer l'héritage de leurs parents ne pouvait qu'arranger la fortune des descendants des frères Besson. Les sœurs Baratte sont les nièces de Zozime Baratte cité en 6^e position sur la liste de Fort-du-Plasne.

Alexandre Maillet-Guy, classé en première position à Rivière-Devant a épousé une sœur d'Henry-Joseph Janier-Dubry des Piards. Ce dernier a d'ailleurs épousé Marie-Anne Maillet-Guy, sœur de Pierre-Augustin Maillet-Guy des Jannets classé au 3^e rang à Rivière-Devant et de Dominique et Pierre-Louis Maillet-Guy des Chauvins mentionnés en 10^e et 12^e position à Grande-Rivière.

J'ai déjà indiqué ailleurs que Jean-Baptiste Faivre, des Faivres, inscrit en 5^e position sur l'état de Grande-Rivière a épousé en 1774 une sœur de Laurent-Augustin Besson de Saint-Laurent

Jean Baptiste Faivre est voisin de Claude Joseph Lémard et cette rubrique permet également de préciser que Anne-Françoise Midol-Monnet (ou par abréviation Monnet seul) la mère de Pierre-Alexandre Lémare est originaire de Fort-du-Plasne d'une famille probablement plus aisée que ne l'était celle de Claude-Joseph Lémard. Le prénom Pierre-Alexandre correspond d'ailleurs à un prénom très en vogue à Fort-du-Plasne et au Lac-des-Rouges-Truites.

François-Joseph Janier-Dubry cité en première place sur l'état de Prénovel a épousé en 1755 la cousine germaine d'Alexandre Chanez de Saint-Laurent.

Les mariages de certains des enfants de François-Joseph Janier-Dubry sont représentatifs de mariages entre enfants des parents les plus fortunés de cette époque. Thérèse Janier-Dubry épouse en 1777 Alexis Janet "le jeune" de Grande-Rivière. Ce dernier décède en 1794 laissant au moins quatre enfants vivants. Ils sont cependant mentionnés sur une seule ligne sous la rubrique n° 24 "Les héritiers d'Alexis Janet le jeune." Il n'est pas douteux que dans le cas présent, la mention séparée des fortunes de chaque enfant leur aurait permis de ne pas être assujettis à cet emprunt. Suite à un procès ultérieur, on peut d'ailleurs remarquer que la fortune mentionnée de ces enfants s'avère largement sous-évaluée.

Ambroise, fils de ce François-Joseph Janier-Dubry, épouse en 1796 Catherine, une fille d'Alexandre Chanez de Saint-Laurent. Marie-Joseph fille de François-Joseph Janier-Dubry épouse en 1791 Jean-Baptiste Thévenin frère de Félix et Ambroise Thévenin mentionné en 8^e et 9^e position sur l'état de Saint-Pierre. Mais le jeune mari décède rapidement et la veuve épouse en secondes noces en 1794 Daniel Thévenin cousin germain du premier mari et fils d'Augustin Thévenin 3^e fortune de Saint-Pierre. Le couple s'installera à Chalon-sur-Saône et la femme y décèdera en 1839.

Le destin de Marie-Françoise Janier-Dubry née en 1775, troisième et dernière fille de François-Joseph Janier-Dubry est plus extraordinaire. Elle épouse en 1798 Basile Chanez né en 1778, premier fils vivant de Laurent Chanez mentionné en première place sur l'état de La Chaumusse. Mais Basile Chanez, qui semble très amoureux, décède sans enfant en 1806. Marie-Françoise Janier-Dubry épouse alors

en secondes noces en 1807 Félix Thévenin de Saint-Pierre, précité. Celui-ci est alors un important négociant installé au faubourg Saint-Laurent à Chalon-sur-Saône avec son frère et ses cousins Thévenin, et ses très fortunés descendants feront d'importantes donations à cette ville. Marie-Françoise Janier-Dubry décèdera à Chalon-Sur-Saône, comme sa sœur, le 6 octobre 1848.

IV - LES PARTAGES DES COMMUNAUX ET QUELQUES ASPECTS CONCERNANT LEUR GESTION

A la veille de la Révolution, les communaux sont fréquemment l'objet de problèmes dans les différentes communautés du Grandvaux. Les terres devraient normalement être réservées à l'usage de parcours pour faire paître les bovins. Cependant, selon les lieux, on remarque de nombreuses terres communales cultivées soit tout à fait régulièrement, soit par tolérance, soit encore malgré les interdictions les plus formelles. Certaines communautés demandent alors à ceux qui cultivent ces terres une redevance sous forme de répartition d'impôt, qui peut correspondre soit au simple quota des impositions foncières normales appliquées à chaque propriétaire soit à une redevance plus élevée qui peut alors s'assimiler à un bail fait dans des conditions généralement avantageuses pour l'occupant des terres. On constate d'ailleurs assez fréquemment que les habitants qui cultivent ces communaux figurent parmi les plus modestes des différents villages.

On rencontre souvent aussi, des plaintes concernant "des anticipations." Il s'agit tout simplement de cultivateurs qui possèdent un champ ou pré et qui débordent plus ou moins largement sur les terrains communaux. Certains construisent également leur habitation ou des annexes sur ces biens communaux. Au fil des ans, si personne n'y prend garde, ils ont donc tendance à s'approprier une partie de ces communaux.

A - Gestion des communaux dans les premières années révolutionnaires

1) Projet d'arpentage des communaux

Les pouvoirs publics s'inquiètent en 1789 des risques de manque de grains. En conséquence, différentes mesures sont prises en août 1789. On pourra à ce sujet se reporter au chapitre consacré au premier conflit sur les subsistances avec Morez. L'intendant de Franche-Comté prend en outre le 7 août 1789 une ordonnance qui prescrit aux communautés villageoises de faire procéder, par un arpenteur juré, à l'arpentage et au bornage des communaux et de faire un plan figuré de chaque partie de terrain concernée.

Afin d'établir la répartition des impôts sur de bonnes bases, les communautés du Grandvaux avaient généralement procédé au milieu du XVIIIe siècle à de telles

opérations d'arpentage pour les propriétés des particuliers. Cependant, les registres "d'arpentement" qui en étaient résultés ne comportaient ni d'indications relatives aux communaux, ni le croquis des parcelles.

Pour tenir compte des ordres de l'intendant, Jean-Baptiste Faivre, échevin de Grande-Rivière convoque pour le 20 septembre 1789, "sur la place publique de l'Abbaye" une assemblée des habitants de la communauté à laquelle participent vingt et un "principaux habitants et chefs de famille"³⁷. L'échevin rappelle l'ordonnance de l'intendant qui spécifie qu'une délibération des habitants doit "déterminer les parties des communaux qui doivent être réservées pour le parcours des bestiaux, et celles, qui y étant inutiles, peuvent être cultivées." L'arpentage et le bornage doivent de plus se faire "de concert avec les propriétaires riverains" de ces communaux. Il convient simultanément d'établir un état exact des bestiaux. Les habitants trouvent "que cette ordonnance avait été très sagement rendue" et qu'ainsi "ils parviendraient à réprimer les abus qui se commettent sur les communaux tels que les anticipations et le grand nombre des habitants qui se disposent à cultiver plus que cy-devant à leur gré, dans les meilleurs emplacements et les plus nuisibles au parcours du bétail."

Les habitants décident donc unanimement de "mettre à exécution ladite ordonnance" et nomment pour procureurs généraux et spéciaux Jean-Baptiste Faivre, échevin en exercice, et Alexandre Chaussin auxquels ils donnent de grands pouvoirs. Les deux homonymes Alexandre Chaussin participent à cette assemblée mais la délibération ne précise pas lequel a été nommé procureur. Compte tenu de ce qui va suivre, il faut en déduire qu'en fait cette opération d'arpentage ne fut pas effectuée.

Les habitants des communautés de Fort-du-Plasne et du Lac-des-Rouges-Truites sont convoqués pour les mêmes raisons à une assemblée qui se tient sur la place publique de Fort-du-Plasne le 25 octobre 1789 "après-midi, à l'issue des vêpres de la paroisse"³⁸. Seuls huit habitants, "représentant la majeur et plus saine partie des communautés," participent à cette assemblée. Après des considérations similaires à celles des habitants de Grande-Rivière ils décident cependant, "de contraindre par toutes voyes de droit, les trois autres communautés du Grandvaux, de concert avec elles, procéder à l'exécution de ladite ordonnance, convenir à cet effet avec tel arpenteur juré qui sera jugé convenir" et les autres modalités des opérations et le prix à convenir. La délibération prévoit également la désignation de procureurs généraux et spéciaux, mais leur nom est laissé en blanc !

Voilà huit habitants seulement de ces deux communautés grandvallières qui voudraient imposer leurs vues sur ce sujet aux habitants des autres communautés ! Ces "trois autres communautés" sont en principe constituées par Grande-Rivière, Rivière-Derrière (Les Bouvets, Saint-Pierre et La Chaumusse) et par celle de Rivière-Devant (formée de la future commune de Rivière-Devant et de Saint-Laurent.) J'ai exposé ce découpage territorial au début de cet ouvrage et retracé alors que les communaux et forêts de Prénovel et des Piards sont communs entre les habitants de ces deux villages. Les communaux et forêts des autres communautés grandvallières sont par ailleurs communs entre les autres habitants du Grandvaux. C'est probablement en fonction de cette considération que ces habitants de Fort-du-Plasne et du Lac-des-Rouges-Truites ont tenu à ce que les autres communautés concernées prennent une délibération similaire. Comment, en effet, procéder à un arpentage des communaux des deux villages, alors que ces terres appartiennent aussi

à d'autres habitants. Et comment arpenter les communaux des deux communautés alors que ceux-ci n'ont pas été répartis entre les diverses communautés concernées !

Une grande partie des problèmes rencontrés par la suite va tenir à cette difficulté qui est d'ailleurs plus ou moins de principe. En effet, lorsqu'il s'agira ultérieurement d'établir les rôles d'imposition des communaux de chaque commune, il n'y aura de contestations qu'entre celles de Rivière-Devant et de Saint-Laurent qui sont fraîchement séparées.

On peut constater que la communauté du Lac-des-Rouges-Truites fit procéder à cette opération d'arpentage car, en février 1792, lors de l'arrêté des comptes de 1789 et de 1790, la commune se reconnut redevable d'une somme de 586 livres due "au sieur Jean-Nicolas Courtois, arpenteur géomètre en suite d'un marché fait avec la commune du Lac-des-Rouges-Truites pour l'arpentement des terrains et communaux³⁹."

2) Gestion saisonnière difficile des communaux

Alors que les communes viennent de voir le jour, les communautés de **Fort-du-Plasne et du Lac-des-Rouges-Truites** semblent s'associer pour définir une politique commune et édictent, à l'approche de la période de reprise des cultures, un règlement le 21 mars 1790. "Messieurs les officiers municipaux, tant des communautés du Fort du Plane que du Lac des Rouges truites avertissent et font défense sous peines des lois actuelles du Roy et de la nation a tout habitants et cultivateurs desdites communauté de ne s'immicer en point de façons et sous quels prétextes que ce soit dans les terrains communaux desdits lieux aux peines des loix;"

"Défendent pareillement à tous habitants à commencer ce présent jour à ne tenir aucune chèvre à point de prétexte sous peine d'être confisquée à la première vue; Et enfin défendent à tous habitants sen distinctions de conditions de couper, abattre ou enlever aucun bois desdits lieux." Les gardes "à ce préposé" doivent veiller à l'exécution de ce règlement qui est lu à l'issue de la messe paroissiale de Fort-du-Plasne du jour. Le texte est notamment signé par les deux maires des communes.

Malgré cette interdiction formelle le procureur de la commune du Lac-des-Rouges-Truites, Jean-Baptiste Martinez et deux officiers municipaux surprennent le 23 mars vers 16 heures les deux fils de Claude-Louis Martin-Gousset "qui écorchaient la terre pour la brûler dans les communaux au lieu dit D'aval des Prés." Ils confirment leur intention de semer à cet endroit et prétendent de plus qu'ils ont des droits. On discute, et les élus font remarquer qu'ils se placent à l'endroit le plus gênant pour le passage des vaches des deux villages, mais finissent par leur proposer de se présenter au conseil et que "on leur accorderait un coin à défricher dans les communaux." En attendant, ils doivent "cesser leur délit."

A la fin de la saison, le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites constate le 17 septembre que plusieurs particuliers, malgré les interdictions faites, "s'étaient immiscer de cultiver plusieurs places dans les communaux." Il est donc décidé à l'unanimité, que ces particuliers devront "déguerpir desdits fonds avec rapport des fruits et levées de la présente année, tels qu'ils seront taxés par expert" et que des poursuites judiciaires seront éventuellement exercées contre eux. On demande donc à ces délinquants de reverser le produit de leur récolte.

Le conseil général du Lac-des-Rouges-Truites réagit également le 13 décembre contre plusieurs particuliers de la commune qui "se proposaient de construire différents bâtiments sur les communaux dudit lieu sans être autorisé pour le faire." Des sommations seront donc faites à ces personnes pour interdire ces constructions⁴⁰.

Le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites se préoccupe à nouveau le 27 mars 1791 des communaux. Il constate que depuis plusieurs années des particuliers cultivent des communaux "de la communauté, ce qui porte un préjudice très considérable au surplus des habitants qui ne peuvent jouir tranquillement du peu de parcours qui leur est assigné" et qui sont obligé d'utiliser leurs terres "pour faire subsister leur bétail." Le conseil général de la commune décide donc, qu'après autorisation du conseil, seuls ceux qui n'ont aucun bien connu, pourront cultiver quelques petits coins de communaux "dans les endroits les moins nuisibles et défricher les fonds" concernés. Les contrevenants seront poursuivis.

Malgré ces précautions, la municipalité se réunit à nouveau le 19 avril suivant à la demande pressante de "la plus saine partie des habitants" alarmée par l'utilisation abusive des communaux. Il s'avère en effet aujourd'hui, que "plus de cinquante à soixante particuliers de tous états" cultivent les meilleurs terres "du peu de communaux" dont la commune dispose, malgré les interdictions qui ont été faites. Ceux qui ont des animaux ne peuvent donc les conduire dans les communaux et sont forcés de les faire paître sur leurs terres, ce qui leur cause un grand préjudice, ou dans les bois de la communauté. De plus les terres brûlées et semées sans engrais "ne peuvent se rétablir qu'après un temps de plus de dix années." Certains des délinquants ont même menacé des officiers municipaux et dit qu'ils choisiraient la place des communaux qu'ilsensemenceraient. La municipalité décide donc de poursuivre en justice seize des contrevenants savoir Joseph Monnet du Fort-du-Plasne, Pierre-Joseph fils d'Alexis Nicole, Jean-François Bailly-Maitre, etc. Lorsque la décision judiciaire sera rendue, la municipalité envisagera de poursuivre une autre série de délinquants.

Et de fait, à la suite de délibérations séparées, les municipalités du Lac-des-Rouges-Truites et de Fort-du-Plasne sont autorisées le 5 mai 1791 par le directoire du département à agir en justice "par devant le juge de paix contre les détenteurs de communaux pour les faire condamner au déguerpissement⁴¹."

La municipalité de **Rivière-Devant** fait défense en 1790 à ses habitants de cultiver les communaux. Elle décide peu après, qu'un mesurage sera effectué, par le sieur Courtois ou un autre, pour les cantons des communaux cultivés malgré l'interdiction. Les cultivateurs concernés paieront cette opération de mesurage et l'estimation –à caractère fiscal- correspondant à la valeur des terres concernées. La délibération est présentée en août 1790 au directoire du district. Celui-ci se souvient alors de l'ordonnance de l'intendant du 7 août 1789 exigeant un arpentage des communaux et de déterminer les terres qui pouvaient être cultivées. Il constate que la commune de Rivière-Devant ne s'est pas conformée à cette ordonnance et donne un avis défavorable à l'homologation. Le directoire du département rejette de même la demande d'homologation de la municipalité le 12 août 1790 et "renvoie la municipalité de la Rivière-Devant à exécuter l'ordonnance" du 7 août 1789.

La municipalité de **Saint-Laurent** prend des délibérations tout à fait similaires en vue de faire effectuer le mesurage de certaines parcelles de communaux. Elle reçoit également un refus daté du 12 août et lui prescrivant le respect de l'ordonnance d'août 1789. Sans tenir compte de cette position, les officiers municipaux de Saint-Laurent effectuent le 22 août la reconnaissance des parcelles de communaux semées puis, établissent un rôle d'imposition "sur les cultivateurs des communaux montant à la somme de 1071 livres, qu'ils consentent de réduire aux deux tiers de cette somme, lequel contient quatre-vingt-dix-huit articles." Les administrateurs du département se souviennent de la décision qu'ils ont rendue le 12 août et refusent le 9 novembre suivant de rendre exécutoire ce rôle⁴².

Cependant, ces refus de l'administration d'autoriser la perception des sommes taxées pour l'utilisation des communaux cultivés ne deviennent pas la règle. La commune des **Piards** est ainsi autorisée le 20 novembre 1792 à poursuivre "les anticipateurs des communaux (...) qui n'ont pas voulu payer les sommes auxquelles ils ont été taxé." L'administration départementale précise même que la municipalité pourra obtenir "le recouvrement des impositions et les dommages et intérêts que la commune a ressentis de leur culture"⁴³.

La municipalité de **Saint-Laurent** décide pour sa part le 10 août 1792, d'inviter ceux qui ont semé sur les communaux à se rencontrer le lundi 13 à sept heures du matin sur lesdites terres avec les officiers municipaux "pour convenir ensemble, à l'amiable à un prix honnête." A défaut le prix sera fixé et le particulier concerné sera poursuivi devant le juge de paix. Le conseil général de la commune se réunit à nouveau le 28 août 1792 "après avoir vaqué et se transportant sur tous les endroits" où des communaux ont été semés. Les officiers municipaux ont "pris note de la quantité et de la qualité autant que cela peut se faire, mais toujours le plus favorablement pour les cultivateurs." En conséquence, le prix du journal très bon est estimé 15 livres, le journal bon 13 livres, le journal bon-médiocre 11 livres, celui médiocre 9 livres, le journal estimé entre mauvais et médiocre 7 livres, le mauvais 5 livres. La perche de jardin fait également l'objet d'une semblable estimation. Les états de recouvrement seront établis après une nouvelle consultation avec ces utilisateurs de communaux⁴⁴.

La municipalité de Saint-Laurent, probablement satisfaite, semble renouveler la même opération en août et septembre 1793.

La municipalité du **Lac-des-Rouges-Truites** constate à nouveau le 4 août 1793, "que plusieurs particuliers de la commune ont ensemencé plusieurs places sur les terrains communaux." Elle décide de se rendre sur ces terrains dans les plus brefs délais pour évaluer le montant des sommes à demander à ces "cultivateurs des communaux." En cas de refus de paiement, les particuliers concernés seront traduits en justice⁴⁵.

Pour sa part, la commune de Rochepierre, ci-devant **Saint-Pierre**, obtient l'autorisation de la Commission administrative de Dole le 26 mai 1794 pour encaisser un rôle de 839 livres sur des particuliers qui ont semé dans les communaux⁴⁶.

3) Vente de biens communaux pour payer les militaires

Nous avons constaté dans le chapitre consacré aux affaires militaires, que de nombreuses communes, pour payer les sommes promises aux volontaires engagés en 1792 puis aux militaires recrutés au printemps 1793, demandèrent la mise en vente d'une partie de leurs bois ou de leurs communaux. Cette deuxième alternative se rencontra plutôt en 1793.

Ces communaux étant communs entre les différentes communes du Grandvaux, on peut se demander jusqu'à quel point cette procédure ne constituait pas un abus de pouvoir. Quoi qu'il en soit, la commune de Saint-Laurent est autorisée dès le 15 mars 1793 et dans l'urgence, à faire des emprunts et "à vendre des biens communs pour rembourser les sommes empruntées pour donner aux volontaires."

De même, la commune de Rivière-Devant est autorisée le 1^{er} mai 1793 à procéder à la vente d'un terrain communal "pour payer 1 400 livres dues à deux de leurs volontaires dans le dernier recrutement." L'administration du district insiste pour que cette vente n'intervienne qu'après l'apposition de trois affiches de huitaine à huitaine à la porte de l'église paroissiale⁴⁷.

La commune de **Saint-Pierre** concrétise la vente d'un terrain communal par acte du 28 juillet 1793⁴⁸. "Les citoyens composant le conseil général de la commune de Saint-Pierre (...) ont dit qu'ayant fait des emprunts considérables pour le recrutement de l'armée, pour lequel ils ont fourni vingt-trois hommes, y compris les sept qui partirent au mois d'août dernier, que les personnes qui ont prêté demandaient avec insistance d'être remboursés, ce qui obligea ledit conseil général à prendre délibération à l'effet de vendre une pièce de terre appartenant à la commune appelée les Gouilles du vent dit le clocher." Des affiches ont donc été posées pendant trois dimanches consécutifs et, après enchères, le citoyen François-Joseph Ferrez a acquis cette pièce d'une superficie d'environ deux journaux et 23 perches, pour le prix de 3 310 livres, montant payé comptant au maire Ambroise Ferrez -frère de l'acheteur- qui signe l'acte de vente avec les officiers municipaux et le procureur de la commune.

Cependant, cette vente n'avait pas été autorisée par les administrateurs du département. Le consentement de l'administration fut donc sollicité avec un grand retard et la Commission administrative du Jura séante à Dole refusa le 23 septembre 1794 de faire droit à la requête. L'autorisation fut à nouveau demandée après le remplacement de la Commission administrative et le directoire du département accorda enfin l'autorisation rétroactive le 19 juin 1795⁴⁹.

4) Echange de communaux pour agrandir les voies

On procède parfois à des échanges de communaux pour permettre l'agrandissement des voies publiques ou des cimetières. La municipalité de Saint-Pierre procède ainsi le 2 juin 1793 à l'échange de pièces de terre. La voie principale des Bouvets, hameau de Saint-Pierre, arrive en entonnoir sur le mur du jardin appartenant à Augustin Jacquillon, ce qui "obstrue la rue principale de ce hameau et y occasionne souvent des embarras." Il est alors procédé à un échange de terrain. Le conseil général de la commune de Saint-Pierre donne un coin de terre en communal, d'une valeur estimée trente livres, appelé les Cretats situé au couchant dudit hameau

des Bouvets et contenant environ huit perches. En échange, ledit Augustin Jacquillon donne un coin de jardin d'une superficie d'environ trois perches, estimé également trente livres, situé au levant et à bise de sa maison, permettant d'élargir le chemin public "pour le bien et l'utilité publiques (sic.)" L'échange est donc effectué sans soulte.

Le lendemain, et pour élargir le même chemin, la municipalité de Saint-Pierre donne environ 15 perches et demie de terres communales aux frères communiens Pierre-Célestin et Pierre-Louis Bouvet qui, en échange, donnent une partie de leur "place à maltras" située à proximité de la maison d'Augustin Jacquillon contenant environ une demi perche. Comme la valeur de la pièce reçue par les frères Bouvet est de plus grande valeur, ils versent à la commune la somme de 55 livres en papier-monnaie à titre de soulte.

Là encore, la municipalité a oublié de demander l'accord préalable de l'autorité de tutelle. Malgré l'avis favorable des administrateurs du district de Condat-Montagne ci-devant Saint-Claude, les membres de la Commission administrative du Jura refusèrent le 23 septembre 1794 -à la même date que le refus examiné ci-dessus- d'homologuer ces opérations. Il semble que l'on se passa finalement de cet accord⁵⁰.

B - Partage des communaux entre les communes du Grandvaux

1) On parle déjà du partage des communaux en 1791 et 1792

La municipalité de **Grande-Rivière** s'inquiète le 18 septembre 1791 de l'utilisation des communaux que font plusieurs particuliers "en y cultivant à leur gré des cantons qui gênent les parcours (...) à un tel point que la moitié des communaux et même dans les meilleurs places sont cultivés, brûlés et écorchés, en sorte qu'il ne soit pas possible pour (...) faire parcourir et nourrir les bestiaux ce qui entraînera nécessairement la diminution des fromages, seule ressource que l'on ait pour pouvoir payer les impôts, et la dépopulation des forêts." La municipalité a été informée "que l'Assemblée nationale a décrété dernièrement que tous particuliers qui s'immisceraient dans la culture des forêts et des communaux avant **le partage** à en faire seraient déchus et privés des droits qu'ils pourraient y prétendre." La municipalité interdit donc la culture des communaux sous peine d'être privé de ce droit.

Mais ce n'est pas cette menace qui va empêcher la culture des communaux. La municipalité de Grande-Rivière constate le 15 septembre 1792 que les choses n'ont pas vraiment changé. Elle est d'ailleurs informée "que l'Assemblée nationale a décrété le **partage des communaux**" et attend que ce décret lui parvienne pour "le mettre en exécution⁵¹." Cependant l'Assemblée législative vit ses derniers jours et n'a rien décidé en cette matière.

La municipalité de **Saint-Pierre** est convaincue à la même époque que les communaux deviennent de plus en plus maltraités en raison du prochain partage qui doit intervenir. François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, procureur de la commune de Saint-Pierre, fait une réquisition afin que la commune "tire paiement des taxes auxquelles les particuliers cultivateurs ont été fixés en l'année dernière, ainsi que les ci-devant, ainsi que pour prendre des mesures pour empêcher lesdits cultivateurs

d'écorder d'autres places de communal jusqu'à définition de partage qui doit s'effectuer au plus tôt."

Le conseil général de la commune considère le 13 septembre 1792 que depuis longtemps de nombreux "particuliers de la commune se sont mis à semer et sèment encore sur les communaux sur quantité de places dans les meilleurs fonds, qu'ils écorchent et brûlent de temps à autre, sans y mettre aucun engrais, ce qui y cause une détérioration des plus complète et que ce n'est qu'après plusieurs années d'après qu'ils les quittent qu'ils recommencent à produire quelque peu d'herbe" malgré les défenses qui ont été faites y compris devant les tribunaux. Sans aucune permission, la culture des communaux a encore augmenté l'année dernière et aucun particulier n'a voulu payer à la commune "une modique somme que chacun d'eux avait été taxé pour dommages que la commune a soufferts. Que malgré le décret rendu sur **la division des communaux** de France, et sans en attendre l'exécution et le partage," il y a de plus en plus de dégâts. Il est donc décidé que le procureur de la commune est autorisé à traduire devant les tribunaux les particuliers qui ont semé sur les communaux pour obtenir paiement de la taxe. Il pourra également poursuivre les particuliers pour empêcher les abus sur les communaux "jusqu'à la parfaite cessation des cultures et jusqu'au **partage définitif desdits communaux**"⁵²."

On ne connaît pas la suite donnée à cette autorisation par le procureur de la commune de Saint-Pierre. Par contre, la municipalité de **Rivière-Devant** est autorisée le 3 avril 1793 par le directoire du département à poursuivre "par toute voie de droit, les habitants (...) qui se trouvent débiteurs envers ladite commune pour les communaux qu'ils ont cultivés."

Cependant cette décision provoque une réaction d'un groupe d'habitants des Mussillons, hameau de cette commune, qui présentent à leur tour une pétition auprès de l'administration du département. Ils exposent que leur municipalité "les aurait surchargé d'impôts pour la culture et jouissance des communaux et cela arbitrairement. (...) Ils demandent l'homologation d'une délibération qu'ils ont prise, soit transaction dans laquelle ils ont nommé" des représentants pour corriger les torts de la municipalité, "soit de provoquer **le partage des communaux**, annoncé par un décret de la Convention nationale."

Le directoire du district de Saint-Claude donne son avis le 7 août 1793. Il considère qu'il ne s'agit du vœu que de quelques particuliers "et non celui de la majorité des citoyens," que s'ils estiment être surtaxés, ils "doivent se retirer" des communaux, et qu'ils peuvent venir devant eux, les administrateurs du district, pour exposer leurs moyens. En ce qui concerne le partage, les pétitionnaires ne doivent pas s'en occuper, "puisque la loi charge l'administration du district de faire elle-même cette provocation (au partage) huit jours après la publication de cette loi, dont l'envoi n'a point encore pu être fait aux communes." On est cependant dans la période qui suit le fédéralisme jurassien et la Commission administrative du Jura séante à Dole ne statue que le 20 septembre 1793, "déclarant qu'il n'y a lieu à homologuer la présente, ni à autoriser les habitants de la commune des Mussillons en Grandvaux à plaider"⁵³."

2) Premières démarches réalisées en 1793 en vue du partage des communaux

Une loi votée par la Convention nationale le 10 juin 1793 permet, sous certaines conditions, aux habitants des communes rurales de décider le partage de leurs communaux.

Le conseil général de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** convoque une assemblée des habitants de la commune pour le 1^{er} septembre 1793 en vue de prendre une décision sur le partage des communaux et il est procédé à la lecture de la loi du 10 juin 1793. Cependant l'assemblée est peu nombreuse et il est décidé de convoquer une autre assemblée pour le dimanche suivant 8 septembre. On constate alors que 45 "individus" participent à cette seconde assemblée. Le secrétaire de la commune procède à la lecture de la loi concernant le partage des communaux. Conformément à cette loi, l'assemblée nomme à l'unanimité pour président le maire Pierre-Louis Rousset et pour secrétaire le citoyen Pierre-Alexandre Thouverez. L'assemblée est consultée sur ce partage. Trente-sept individus se mettent à gauche du président pour demander le partage des communaux, tandis qu'ils ne sont que huit à rester à droite du président pour demander à en jouir en commun. La délibération précise donc que le partage des biens communaux de la commune est adopté. "Néanmoins, comme tous les biens communaux des communes du Grandvaux sont indivis entres elles," il faudra en faire la délimitation dans le plus court délai "amiablement entre elles ou à ce défaut par arbitrage, le tout selon la loy."

Après la répartition des biens entre chaque village, un nouveau partage interviendra "par chaque individu à la porte de chaque famille tant que faire se pourra et tous les frais qu'entraînera ledit partage seront supportés par les copartageants" et le tout, insiste le procès-verbal, dans les plus brefs délais⁵⁴.

Les citoyens et citoyennes de **Saint-Laurent** ayant droit au partage des communaux et droit de vote sont convoqués par leur municipalité pour le 29 septembre 1793 à quatre heures après midi. Le maire François-Xavier Bouvet explique le contenu de la loi sur le partage des communaux. Le curé Claude Grand est élu président de l'assemblée et le citoyen Martin fils, chirurgien, est élu greffier^a. Le citoyen président monte à la tribune et demande le vœu des citoyens et citoyennes composant l'assemblée. "Toute l'assemblée s'est jetée dans la nef du côté gauche, désignée par le citoyen président pour ceux qui veulent le partage, et instamment tous ont voté pour le partage."

Le président voudrait, conformément à la loi, que l'on procède à la nomination d'experts et d'indicateurs, mais "la majorité de l'assemblée" lui fait observer que les communaux du Grandvaux sont indivis entre les communes et qu'on ne peut encore procéder au partage. Il est donc délibéré "que l'on requerrait les autres communes du canton d'avoir instamment à délibérer pour procéder à une délimitation de commune à commune en suivant l'esprit de la susdite loi." Le présent procès-verbal leur sera donc notifié. Sans attendre, l'assemblée nomme déjà comme expert de la commune, le citoyen Claude-François Perrenet, notaire à Foncine⁵⁵. On voit que pour la première fois des femmes ont pu voter. Nous verrons plus loin quelle fut la représentation féminine à Prénovel.

^a Il vient d'être nommé membre du directoire du district de Saint-Claude.

Une assemblée des habitants de **La Chaumusse** est réunie au devant de la maison commune le 6 octobre 1793. Joseph Paris, l'un des officiers municipaux, fait la lecture de la loi concernant le partage des communaux à haute et intelligible voix. L'assemblée élit ensuite à l'unanimité Joseph Paris pour président et Claude-Henry Besson pour secrétaire. A l'initiative du président, l'assemblée décide de conserver pour l'utilité de la commune à titre de communaux environ "un journal pour carrière tant en pierre que sable." La généralité de l'assemblée vote par ailleurs, pour le partage du surplus des communaux. Laurent Ferrez de Saint-Laurent est nommé pour arpenteur et expert, Alexis Chanez et Alexandre Radaz, tous les deux de Saint-Laurent, sont désignés pour experts et les citoyens Jean-Baptiste Benoit et Claude Martin, tous deux de La Chaumusse, sont nommés comme indicateurs. Le président et le secrétaire signent seuls, sur le registre, ce qui occasionnera quelques problèmes ultérieurs⁵⁶.

"Tous les citoyens et citoyennes de la commune de **Grande-Rivière** dès l'âge de vingt ans accomplis" sont également convoqués pour le dimanche premier septembre 1793 à l'issue de la messe paroissiale "pour délibérer sur le partage des communaux." D'après la convocation, on aurait l'intention d'effectuer un partage provisoire entre les différents hameaux de la commune de Grande-Rivière "en attendant que le partage définitif soit fait entre les communautés du Grandvaux." Cependant, le texte d'une éventuelle délibération n'est pas reporté sur le registre de la commune et la suite des événements montre qu'il ne fut rien décidé d'important ce jour là.

On constate par contre que l'on rencontre dans la commune des problèmes pour délimiter ces communaux avec des particuliers. C'est probablement ces difficultés qui ont empêché de prendre la délibération en faveur du partage des communaux. La municipalité de Grande-Rivière délibère le 6 octobre suivant de manière assez embrouillée, pour savoir s'il y a lieu d'agir auprès de la justice de paix du canton avec plusieurs particuliers de la commune dont les limites, qui joignent plusieurs fonds, ne sont pas définies. Il apparaît que, selon la loi sur le partage des communaux, on ne pourrait procéder que par un arbitrage. Alexis Janet, officier municipal, rencontrera le juge de paix sur ce sujet et la municipalité donne pouvoir à cet officier municipal pour désigner un arbitre. La question semble se rapporter plus particulièrement aux fonds acquis au titre des biens nationaux limitrophes avec les biens communaux et Dominique Maillat-Guy, procureur de la commune, qui est concerné, devrait également nommer un arbitre. On constate d'ailleurs que d'autres particuliers sont concernés par une délimitation de leur propriété avec le pré de la Messe acquis comme bien national par Dominique Maillat-Guy. Ce dernier prétend donc, comme cela s'est passé pour d'autres biens nationaux, que des particuliers ont fait "des anticipations" sur ce bien antérieurement ecclésiastique⁵⁷.

3) Poursuite des démarches en 1794 pour parvenir au partage des communaux

Comme dans d'autres communes, une assemblée des citoyens de **Saint-Pierre**, dont la délibération n'est pas reportée sur le registre de la commune, a décidé dès le 8 septembre 1793, le partage des communaux. L'agent national, nouveau nom du procureur de la commune, le rappelle dans une longue réquisition qu'il fait à la

municipalité le 24 janvier 1794. Il précise qu'il est indispensable de mettre la loi sur le partage des communaux "au plus vite à exécution puisqu'elle regarde chacun" et qu'il faut "que l'indigent ainsi que le citoyen puisse jouir à son gré de la portion qui lui en arrivera." Il craint en outre que la dégradation des communaux se poursuive. Il demande donc que la municipalité nomme des commissaires pour accélérer ce partage⁵⁸.

Brenet fils aîné, agent national de Mainlibre, ci-devant Saint-Laurent prend l'initiative le 22 février 1794, en accord avec les membres de sa municipalité, d'écrire à ses collègues agents nationaux des communes du Grandvaux. Il rappelle que sa commune a décidé, en conformité de la loi du 10 juin dernier, le partage des biens communaux de cette commune. "J'ignore cher concitoyen si ta commune a délibéré ou non en conformité de cette loi, mais je pense qu'elle l'a fait ou a dû le faire. Nous avons pensé qu'il serait urgent et même nécessaire, vu que les biens communaux de notre canton^a sont communs entre toutes nos communes de nous joindre et conférer ensemble pour savoir de quelle manière nous devons agir à cet effet." Il convoque donc les agents nationaux pour le décadi suivant (28 février) à Saint-Laurent "et nous fêterons ensemble la fête de la raison. Salut et fraternité⁵⁹." Il semble que les communes du Grandvaux décidèrent au cours de cette réunion, de faire appel au géomètre Courtois de Pontarlier afin de procéder entre elles, au partage des communaux.

A la suite de cette correspondance, Dominique Maillet-Guy, agent national de la commune de Lile ci-devant **Grande-Rivière**, prend l'initiative de convoquer dans l'urgence -et en l'absence du maire Basile Brasier- le dimanche 23 février une assemblée des citoyens des deux sexes "à la sortie des offices ce présent jour (...) pour voter au sujet du partage des communaux." Il est rappelé au cours de l'assemblée les démarches précédemment effectuées et qu'on n'a pas voulu "obtempérer" pour délibérer du partage.

Mais ce jour, "le peuple s'est rendu à cette nouvelle invitation dans la maison commune au nombre de cent quarante individus" et l'on veut procéder oralement au scrutin. Il est déclaré aux citoyens "qu'il suffisait de déclarer à haute voix qu'il (sic) consentait au partage dont il s'agit en déclarant en général que l'on procède au susdit partage." Malgré l'absence de précisions claires sur le scrutin, on peut penser que le partage fut décidé. La municipalité indique ensuite qu'elle nommera rapidement des experts notamment pour diviser les biens communaux "entre les autres communes⁶⁰."

Urbain Thouverez, l'agent national de **Fort-du-Plasne**, qui est en conflit ouvert avec le maire, signale qu'il a requis le 9 mars le conseil général de sa commune "de faire un rôle pour payer les frais des partages des communaux qui se vont faire le plus tôt possible." Lorsqu'il écrit le 27 mai suivant à l'agent national du district, il précise que "la réquisition n'a pas été mise en exécution, par négligence du maire." On verra plus loin qu'une délibération fut prise à ce sujet peu après.

^a Je cite le texte, mais il est rappelé, qu'en fait, la commune de Prénovel n'est pas concernée.

Les membres du comité de surveillance de **La Chaumusse** se rendent le 12 mars 1794 au domicile du citoyen Claude-Henry Besson, secrétaire de la commune et "se font ouvrir" le registre des délibérations de la commune. Ils constatent que la délibération du 6 octobre 1793 n'a été signée que par deux personnes, "ce qui est un abus, sur lequel nous n'avons pas fermé les yeux." Selon eux, le maire et les officiers municipaux doivent "réprimer leur négligence."

Le comité de surveillance intervient d'ailleurs le même jour, "à la veille des semailles" en faisant signifier aux élus municipaux, par huissier de justice, un acte demandant fermement le partage des biens communaux et ce conformément aux lois. "L'on ne peut attribuer l'inexécution de ces lois qu'à la négligence et l'indolence, peut-être même encore à la partialité et à l'intérêt personnel de quelques individus qui trouvent leur avantage dans ces inexécutions plusieurs fois requises et ont paru s'occuper de cette exécution, mais sans doute, ce n'a été que pour amuser et tromper le public, qui attend avec impatience" le partage des communaux. On a même tenu des assemblées des habitants à ce sujet, mais elles n'ont pas été signées par les officiers municipaux.

A la suite de cette intervention, la municipalité de La Chaumusse se réunit le 15 mars et lui répond "qu'une commune seule ne pouvait pas faire le partage des communaux du Grandvaux, puisqu'ils ne sont pas partagés avec les autres communes du Grandvaux⁶¹."

Pierre-Joseph Jacquet, nouvel agent national de la commune de Lisle ci-devant **Grande-Rivière** s'inquiète des retards pris par le dossier du partage des communaux, alors qu'il ne semble pas connaître les démarches entreprises conjointement entre les communes pour faire effectuer un arpentage. Il considère donc le 16 septembre 1794 "qu'il est de son devoir de requérir l'exécution des loix et de poursuivre les infractions;

"Considérant que la loi populaire de la Convention nationale du 10 juin 1793, vieux style, sur le partage des communaux est resté sans effet quoique le peuple se soit prononcé pour l'opération dudit partage; que des prétextes ont motivé des retards et des ajournements pernicieux (...)

"Considérant que le peuple se plaint hautement du mépris de la loi et de ses délibérations, qu'il est urgent de faire cesser des murmures injurieux pour la municipalité que l'on pourrait accuser d'intérêt personnel;

"Considérant que les habitants s'étant jetés avec une avidité impatiente dans les communaux, il s'y est ouvert un champ de discorde, de jalousie et de querelles (...)

"Nous requérons le corps municipal de Lisle de convoquer pour le 5^e jour complémentaire prochain -21 septembre-, fête de la Récompense, tous les citoyens âgés de 21 ans et au dessus pour délibérer sur le mode le plus prompt du partage des biens communaux."

La réquisition devait être reportée sur le registre de la commune, mais la municipalité informa probablement son nouvel agent national des contacts pris avec le géomètre Courtois et se dispensa donc de reporter la réquisition sur le registre. Cependant l'agent national de la commune avait déjà adressé un double à l'agent national du district⁶² ...

La famille Courtois, géomètre de père en fils, avait déjà travaillé pour les communes du Grandvaux. Pour le moment, le géomètre Courtois est débordé et il a du mal à effectuer toutes les tâches d'arpentage pour lesquelles il est sollicité. Ayant été échaudé précédemment par des règlements tardifs de la part de différentes municipalités, et devant la continuelle perte de pouvoir d'achat du papier-monnaie, il demande dorénavant à être payé d'avance. Il est cependant très en retard et devant cette situation, les municipalités du Grandvaux décident de réagir énergiquement.

Le rapport mensuel adressé par le secrétaire de la municipalité de Rochepierre pour le compte de l'agent national, mentionne qu'une délibération du 5 octobre (non reportée sur le registre) du conseil général de la commune nomme un fondé de pouvoir "à l'effet de faire citer le citoyen Courtois, géomètre de Pontarlier pour le faire condamner à fournir aux communes du Grandvaux des plans de leurs biens communaux comme il en était obligé, et de lui faire supporter une indemnité d'avoir accepté la charge d'arbitre pour le partage des communaux et l'avoir refusé lorsqu'il a fallu y procéder"⁶³.

Le conseil général de la commune de Belair ci-devant Saint-Laurent prend le lendemain une délibération similaire. Après avoir rappelé que le citoyen Courtois, arpenteur de Pontarlier avait accepté verbalement la commission confiée et qu'il avait été payé pour ce travail, il nomme le citoyen Augustin Ferrez, maire de la Chaumusse, "pour l'obliger à effectuer ses promesses et engagements." Le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites délibère également sur ce sujet le 12 octobre. Il nomme également le citoyen Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse, comme fondé de pouvoir "pour se transporter à Pontarlier" et obliger l'arpenteur géomètre Courtois à tenir ses engagements"⁶⁴.

4) Le partage des communaux du Grandvaux entre les communes (1795)

Le partage des communaux du Grandvaux n'avance pas pendant l'hiver⁶⁵.

Avec l'arrivée des beaux jours, les communes du Grandvaux nomment à nouveau des commissaires pour activer le partage des communaux. Le conseil général de la commune du Lac-des-Rouges-Truites nomme un commissaire le 3 avril 1795 pour "faire citer Courtois devant toute autorité de droit pour l'obliger à effectuer ses engagements" et la municipalité de la Chaumusse l'imite deux jours plus tard.

a) La préparation du partage

La situation semble cette fois évoluer rapidement et les communes sont bientôt invitées à nommer chacune deux commissaires qui désigneront les experts qui devront effectuer le partage des communaux entre les communes. Dans les faits, ces commissaires désignent pour expert Courtois géomètre et deux de ses collaborateurs. Les municipalités du Lac-des-Rouges-Truites et de la Chaumusse effectuent ces choix les 17 et 19 avril. Normalement les opérations de partage devraient débiter dans le mois qui suivra la désignation de ces experts.

Les citoyens Jean-Nicolas et Jean-Baptiste-Ferdinand Courtois, père et fils, arpenteurs nationaux au district de Pontarlier, se déplacent dans le Grandvaux le 16 mai 1795 "pour faire le partage des communaux en nature de parcours," ce qui

exclut notamment les forêts et les tourbières. Pour respecter les droits de chaque commune, le partage sera effectué proportionnellement au nombre d'individus de chaque commune. Il devra, normalement, être exécuté dans le délai d'un mois. La désignation des experts est faite par la municipalité de La Chaumusse le 16 mai et les citoyens Augustin Ferrez, maire, Jean-Baptiste Benoit et François-Joseph Perret, officiers municipaux sont désignés pour, le lendemain, signer à Saint-Laurent la convention de partage avec les autres communes du Grandvaux. Pour sa part, la municipalité du Lac-des-Rouges-Truites ne désigne ses représentants pour la signature de ce marché qu'au dernier moment. Les communes nomment également des indicateurs qui doivent aider les géomètres à déterminer les limites des communaux. Les opérations d'arpentage commencent au plus tard le 21 mai.

Selon l'accord conclu, la répartition des communaux entre les communes, doit s'effectuer, autant que faire se pourra, en proportion du nombre de bénéficiaires des communaux de chaque commune. La municipalité du Lac-des-Rouges-Truites désigne donc le 20 mai, un commissaire pour chacune des six sections de la commune (Sous le Mont Noir, le Maréchet, le Voisinal des Roussets, les Thévenins, Sous la Côte et les Martins) pour, sous sept jours, "faire la liste de tous les individus dudit lieu qui prétendent avoir droit au partage des terrains communaux du Grandvaux, avec leur nom, prénom, âge." On effectua en fait le recensement des habitants.

Dans ce partage des communaux entre les communes du Grandvaux, on s'attache à suivre à la lettre les dispositions assez rigoureuses de la loi du 10 juin 1793, qui, elle, concerne le partage des communaux entre les habitants des communes. On pourrait discuter sur le fait de savoir si cette loi doit aussi s'appliquer pour cette opération. Mais on veut éviter, autant que possible, toutes contestations à ce sujet. La loi prévoit notamment que les conflits seront réglés par voie d'arbitrage. Les experts désignés ont donc également été nommés arbitres avec pouvoir de trancher immédiatement toutes les contestations qui s'élèveraient sur les limites des terrains communaux. Il n'est pas douteux que les désaccords survenus avec des particuliers limitrophes ont, le plus souvent, dû être tranchés dans un sens favorable à ces particuliers pour accélérer l'arpentage, l'établissement des plans puis le partage entre les communes.

Lorsque les opérations d'arpentage et d'établissement des plans sont terminées, les experts proposent aux communes le partage des communaux entre elles. Après discussions, ce partage est accepté et les municipalités désignent des représentants pour signer le procès-verbal de partage établi. Le conseil général de La Chaumusse nomme ainsi le 19 juin cinq personnes qui doivent signer ce procès-verbal conjointement avec les autres communes du Grandvaux. La municipalité du Lac-des-Rouges-Truites nomme de même le 20 juin quatre commissaires avec tous les pouvoirs nécessaires pour adhérer à la division qui a été préparée, le lendemain 3 messidor an III à une heure après-midi à Saint-Laurent, chef-lieu du canton.

b) L'accord de partage

L'accord du 21 juin 1795 portant partage des communaux est donc conclu entre les sept communes "du Fort du Plane, La Chaumusse, Saint-Pierre, Grande-Rivière, Rivière-Devant, Saint-Laurent et celle du Lac-des-Rouges-Truites en

Grandvaux à l'effet de partager leurs communaux en nature de parcours dont elles ont joui en commun jusqu'à présent (...) suivant le nombre des individus en icelles et suivant l'étendue, bonté^a, et valeur du terrain autant qu'il sera possible." On prend aussi en considération la situation des communaux, de façon qu'ils soient à proximité le plus possible de chaque commune et pour tenir compte "de l'ancienne jouissance et position respective dont chacune d'icelle commune a joui jusqu'à ce jour." Il est spécifié également que le plan dressé en 1790 par ce même arpenteur Courtois et contrôlé à Morez le 26 octobre 1790 sera retenu. (Voir ci-dessus, il s'agit probablement du travail effectué pour la commune du Lac-des-Rouges-Truites.)

L'accord de partage mentionne également que chaque commune a fourni "le nombre et état de leurs individus qui après recensement s'est trouvé monté et inscrit au nombre total" de 5837 personnes à savoir Fort-du-Plasne 814, La Chaumusse 634, Saint-Pierre 775, Grande-Rivière 1169, Rivière-Devant 454, Saint-Laurent 1085 et "au Lac" 906 habitants. Ce relevé de population peut être comparé à celui de 1790 mentionné dans le chapitre consacré aux élections de 1790. Pour trois communes la population est assez proche de celle de 1790 mais elle augmente de manière significative à Rivière-Devant (17 %), Grande-Rivière (11 %), Fort-du-Plasne (8 %) et La Chaumusse (7 %).

Le total des habitants de ces sept communes 5837 personnes, comparé avec les 5565 habitants recensés en 1790, montre une augmentation de population de 4,88 %. Un recensement nominatif des personnes de 12 ans et plus est effectué dans le Grandvaux en 1796-1797. Par recoupement statistique, on constate que les deux communes de Rivière-Devant et de La Chaumusse ont particulièrement gonflé leur population, ce qui leur permettait théoriquement de recevoir une part plus grande de terrains communaux du Grandvaux.

On trouve une partie de l'explication dans le registre de délibérations de La Chaumusse dont le résultat du recensement opéré spécialement le 29 mai 1795 pour cette opération de partage des communaux mentionne alors 628 personnes. Le tableau précise l'âge des habitants, leur lieu de naissance et leur domicile. Après avoir indiqué 577 personnes domiciliées dans la commune, le tableau mentionne d'autres personnes demeurant dans d'autres communes -presque toutes du Grandvaux- mais dont le chef de famille est né à La Chaumusse. On trouve ainsi Alexis Benoit, élu procureur de la commune du Lac-des-Rouges-Truites en 1792, âgé de 51 ans, né à La Chaumusse, avec sa femme et leurs quatre enfants pourtant nés au Lac-des-Rouges-Truites. De même, Alexandre Chanez, né également à La Chaumusse, actuel maire de Saint-Laurent domicilié à Salave, est indiqué avec seulement deux de ses enfants mineurs nés à La Chaumusse -d'autres également nés à La Chaumusse ont été omis, preuve d'un report d'indications rapidement fait- mais sa deuxième femme épousée en 1794 n'est pas indiquée. Par contre, Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse, né à Saint-Pierre est mentionné dans cet état avec ses enfants communiens majeurs, nés également à Saint-Pierre. A la rubrique de François-Joseph Vuillet, âgé de 31 ans, domicilié hors du Grandvaux, né à La Chaumusse et recensé également en ce lieu avec un enfant de 4 ans, né à La Chaumusse, on trouve l'indication que trois autres de ses enfants "ne sont point portés au présent tableau pour le partage des biens communaux pour cause qu'ils ont

^a Bonté du sol : en fait la fertilité présumée.

été rayés au chef-lieu de canton, et pour cause qu'ils ne sont pas nés dans la commune." Il serait cependant assez surprenant qu'Alexandre Chanez, Alexis Benoit et leurs enfants aient également été rayés de la liste des bénéficiaires du partage des communaux dans la commune respective de leur domicile.

Puisque nous analysons les populations de communes du Grandvaux, nous précisons ici que les populations de 1795 de Fort-du-Plasne et de Grande-Rivière, recalculées de manière théorique par rapport au recensement partiel de 1796-1797, peuvent effectivement s'établir autour de 800 personnes pour Fort-du-Plasne et de 1169 habitants pour Grande-Rivière. Ces précisions permettent de supposer que les recensements de 1790 de ces deux communes -755 et 1052 habitants- étaient probablement sous-évalués.

Le géomètre et les deux experts -ses collaborateurs- sont accompagnés d'indicateurs de la commune utilisatrice habituelle de la pièce de terre et d'un délégué représentant chacune des sept communes. Ils mesurent les terrains communaux, placent des bornes de pierre brute et établissent des plans des parcelles concernées que malheureusement je n'ai pu consulter. Les communes reçoivent alors la partie des communaux qui sont le plus à proximité de chacune d'elles. Pour la partie manquante, les communaux situés en Demourey et aux Putets c'est-à-dire dans les deux cas à la limite des territoires de Grande-Rivière et de Saint-Pierre servent à compléter la part de communaux des communes de Fort-du-Plasne, du Lac-des-Rouges-Truites et de Saint-Laurent. Ces parcelles représentant 52, 48 et 100 soitures ne sont pas situées à proximité des trois communes bénéficiaires et il est vraisemblable qu'elles devront les vendre ou les donner en location. Il est également convenu que des carrières et sablières demeureront communes soit entre toutes les communes du Grandvaux comme la carrière des Chauvettes (La Chaumusse), soit entre les habitants de plusieurs villages selon l'usage antérieur. Certaines parties de communaux sont contestées, pour des superficies à vrai dire assez faibles, soit avec les communes voisines de La Chaux-du-Dombief ou de Château-des-Prés, soit avec un particulier du Lac-des-Rouges-Truites. Il est convenu que ces parcelles demeureront communes dans le cas où elles reviendraient au Grandvaux.

Finalement après partage, les 7 868 soitures de communaux, soit environ 2 800 hectares, sont attribués -j'arrondis- à : Fort-du-Plasne 1058 soitures, Le Lac (sic) 1132 soitures, La Chaumusse 925 soitures, Saint-Pierre 1171 soitures, Grande-Rivière 1929 soitures, Rivière-Devant 598 soitures et Saint-Laurent 1054 soitures.

L'accord est signé par une trentaine de délégués des communes dont nous notons particulièrement les noms des maires et agents nationaux : Augustin Ferrez et Louis-Amédée Thévenin pour La Chaumusse, Ambroise Ferrez et François-Xavier Bouvet pour Saint-Pierre, François-Xavier Pierrottet maire de Rivière-Devant, Alexandre Chanez et Ambroise Roidor pour Saint-Laurent.

Un problème important subsiste cependant. Contrairement aux autres communes, Grande-Rivière n'est pas citée comme approuvant le partage et aucun délégué de la commune ne signe l'accord. On trouve à ce sujet vers la fin de l'accord, qu'il a été approuvé par les délégués des communes, "si ce n'est la commune de Grande-Rivière qui a paru certains jours sur les lieux par le fait de Joseph-Augustin Pichon des Bez, maréchal, qui s'est retiré sans doute parce qu'il s'est aperçu dans le

cours de ce travail que sa commune était dans le cas de rendre (des communaux) aux autres copartageants^a."

Il s'agit à n'en pas douter des communaux situés entre Grande-Rivière et Saint-Pierre et attribués à trois autres communes. On constate également que Grande-Rivière est bénéficiaire de communaux à hauteur de 1929 soitures, alors que, il est vrai sans tenir compte de la qualité de ceux-ci, la proportion moyenne correspondant à sa population serait de 1 575 soitures seulement. A l'inverse et selon les mêmes réserves et considérations, la commune de Saint-Laurent pourrait apparaître la plus lésée, elle qui ne bénéficie que de 1 054 soitures au lieu d'une dotation théorique de 1 462 soitures. Il est vrai cependant que certains peuvent prétendre que les communaux de Saint-Laurent sont d'une valeur généralement plus élevée...

c) Autorisations administratives pour le partage des communaux et les frais de partage

La loi du 10 juin 1793 spécifie que les frais du partage sont à supporter par les bénéficiaires. Dans ces conditions, le conseil général de la commune de **La Chaumusse** se réunit le 30 mai 1795, alors que les experts "vavaient depuis quelque temps (...) à l'effet de diviser les parcours communaux." Il constate que la commune n'a "pas de deniers libres pour supporter sa quote-part de ses dépenses" pour cette opération. Il est donc unanimement arrêté "qu'il sera fait un rôle sur chaque individu qui ont (sic) droit audit partage, à raison de trois livres par tête conformément à la loi sur le mode de partage des communaux." Le conseil général de la commune se réunit à nouveau le 29 juin. Il constate "que la division des communaux entre les communes du Grandvaux qui vient de s'opérer a entraîné des dépenses considérables soit pour l'arpenteur et les experts, soit enfin pour les indicateurs qui ont été nommés à ce sujet" et il confirme qu'il sera établi un rôle de trois livres "imposable sur chaque individu de la commune qui ont droit au partage." Augustin Ferrez, maire de la commune, et Pierre-Auxibie Thévenin passent à ce sujet un marché avec la commune pour en faire "la collecte gratis."

Vers la même date, la municipalité de **Fort-du-Plasne** prend également une délibération de même nature "pour faire un rôle d'égalité (...) sur tous ceux qui doivent emporter une portion des biens communaux." Elle demande ensuite l'homologation de sa décision à l'autorité supérieure. Les administrateurs du district de Condat, ci-devant Saint-Claude, jugent la délibération conforme à la loi du 10 juin 1793 et donnent un avis favorable. Cependant, le nouveau directoire du département du Jura n'homologue cette délibération le 20 juin 1795 que "si toutefois la convention faite avec le citoyen Courtois énoncée en la pétition, a été consentie et homologuée du corps administratif⁶⁶." De toute évidence, le marché passé avec l'arpenteur Courtois n'avait pas été homologué par l'autorité départementale. C'est

^a Joseph-Augustin Pichon attendra février 1800 pour demander le paiement de 40 francs, pour huit journées de travail faites en qualité d'indicateur dans le partage des communaux du Grandvaux, somme qui sera réduite à 32 francs à raison de quatre francs par jour.

d'ailleurs probablement une des raisons qui poussa le maire de La Chaumusse à faire lui-même "une collecte gratis."

Sans doute alertée par la réponse faite à la municipalité de Fort-du-Plasne, la municipalité de Saint-Laurent présente à l'homologation des administrateurs du département du Jura vers le 15 juillet une délibération pour régulariser tardivement cette situation, mais en se gardant bien d'indiquer, du moins officiellement, que le partage des communaux est déjà réalisé.

La municipalité de Saint-Laurent demande l'homologation d'un "marché passé entre les municipalités de Saint-Laurent, Rivière-Devant, et Derrière (sic, pour Saint-Pierre) Grande-Rivière, La Chaumusse, Fort du Plane et Lacque (sic) des Rouges Truites et les citoyens Jean-Nicolas et Jean-Baptiste-Ferdinand Courtois père et fils, arpenteurs nationaux du district de Pontarlier pour le prix et somme de 12 000 livres pour les plans que lesdits Courtois feront des biens communaux en nature de parcours." Les administrateurs du district, qu'ils appellent cette fois Saint-Claude, donnent également un avis favorable à la même date du 17 juillet 1795 et les administrateurs du département homologuent la convention le 13 août⁶⁷.

Le marché était donc conclu avec les Courtois pour la somme de 12 000 livres et l'administration du département autorise donc la commune de Saint-Laurent à passer une convention qui est déjà réalisée. On espère ainsi que le partage ne sera pas remis en cause. On a vu précédemment qu'en principe, Courtois avait été payé d'avance pour sa prestation.

On tenta par la suite de faire annuler ce partage des communaux. Pour une meilleure compréhension globale du dossier, cette tentative d'annulation sera cependant examinée à la suite des tentatives de partage des communaux réalisées dans les communes.

C- Le partage des communaux dans les communes

1) Le partage des communaux de Saint-Laurent

a) Rapide décision de partage des communaux de Saint-Laurent

Dès le 22 juin 1795, lendemain du jour de la signature de l'accord de partage des communaux entre les communes du Grandvaux, la municipalité de Saint-Laurent passe un marché avec l'entreprise Courtois pour la réalisation du partage des communaux de Saint-Laurent. La convention est conclue pour la somme de 450 livres en assignats pour chaque journée de travail. On ne sait pas grand-chose sur ce partage approuvé par la grande majorité des habitants, sauf qu'il était prévu, la division des communaux "par sections de 10, 20, 30 ou 40 habitants et non pas par tête d'individu" comme le prévoyait la loi⁶⁸.)

On peut cependant penser que ce partage était réalisé de manière assez similaire, de près ou de loin, de celui de Chaux-des-Prés⁶⁹. Dans cette petite commune voisine du Grandvaux, le partage fut effectué le 12 octobre 1795. Les habitants conservèrent des communaux pour faire paître leurs animaux à proximité des différents lieux d'habitation de la commune et répartirent le reste en 4 groupes de

terre en fonction de critères géographiques. Chaque groupe de terre, d'importance inégale, fut ensuite divisé en 217 lots, correspondant au nombre d'habitants bénéficiaires. Le deuxième groupe, qui est le seul dont la contenance est précisée, est ainsi d'une superficie de moins de 13 journaux (4 hectares et demi.) Comme les autres ensembles, il est divisé en 217 lots, qui sont donc chacun relativement petits (de l'ordre de 200 m².) Le tirage au sort est effectué au niveau des chefs de famille et trente-quatre billets sont donc déposés dans une urne. Les chefs de famille tirent d'abord un billet pour répartir le premier groupe de terre. Ils procèdent ensuite de même pour chacun des groupes suivants. Le tirage au sort implique l'attribution du premier lot concerné et des lots suivants selon l'importance de la famille de sorte que les terres attribuées sont contiguës et forme pour chaque lot, un ensemble unique pour la famille.

Par exemple, pour le premier groupe de terre Jean-Baptiste Guillobez tire le billet n° 1, Noé Grandperrier le billet n° 2 et Hyacinthe Janier le billet n° 21. Jean-Baptiste Guillobez dont la famille comprend cinq personnes reçoit les lots de terre de ce groupe portant les numéros de 1 à 5. La famille de Noé Grandperrier comprend également cinq personnes et il reçoit les numéros de terre 6 à 10. La famille de Hyacinthe Janier comprend deux fils mariés, leur femme et de nombreux petits enfants soit au total 15 personnes et il se voit attribuer les terres portant les numéros 107 à 121. Un autre tirage est effectué pour le deuxième groupe de terre par lequel Hyacinthe Janier reçoit les lots numéros 99 à 113 et Noé Grandperrier ceux numérotés 208 à 212. Des tirages similaires sont ensuite effectués pour les troisième et quatrième groupes de terre. Ce système peut paraître assez satisfaisant surtout pour les familles nombreuses. Cependant, l'administration du canton de La Rixouse reconnu en août 1797 "plusieurs nullités radicales" dans ce partage, avis qu'elle transmet à l'administration centrale du Jura.

Pour en revenir à Saint-Laurent, il semble que la division par section ait impliqué un regroupement de terre similaire par famille touchant des champs ou prés proches de chaque hameau de résidence. On pourra aussi se reporter à ce qui est mentionné ci-après pour le projet de partage des communaux de La Chaumusse en huit sections.

En même temps qu'elle demande en juillet 1795, l'homologation de l'accord portant partage des communaux entre les communes du Grandvaux, la municipalité de Saint-Laurent formule également une requête pour être autorisée à faire partage "de leurs biens communaux en parcours." La demande est reportée de manière ambiguë, cependant les administrateurs du district de Condat donnent un avis favorable le 17 juillet pour que la convention soit ratifiée. L'administration du département homologue alors "la délibération de la commune de Saint-Laurent en Grandvaux relative au partage de ses communaux," le 13 août, "et l'autorise à la mettre à exécution suivant sa forme et sa teneur." On peut donc déduire de cette formulation que l'accord concernant le partage spécifique des communaux de Saint-Laurent est homologué, comme l'a été le marché portant partage des communaux entre les communes.

La municipalité de Saint-Laurent établit en conséquence une liste des bénéficiaires. Le citoyen Alexis Vuillet, natif de Saint-Laurent et préposé dans les

douanes nationales est averti qu'il ne figure pas dans cette liste. Il pose aussitôt une réclamation auprès des administrateurs du district et du département. Il fait valoir qu'il a été au service de l'état (sic) de 1770, étant alors âgé de 28 ans, au 15 août 1790 et que depuis il a aussi travaillé dans les douanes de Cordon puis depuis le 15 août 1793 comme préposé à Chambéry. Ainsi, s'il a quitté Saint-Laurent, ce n'est que momentanément. Les administrateurs du district de Saint-Claude formulent un avis favorable à sa demande. Le directoire du département, après avoir consulté la loi du 10 juin 1793 et les observations de Saint-Laurent, décide le 15 septembre 1795 que le pétitionnaire Vuillet et sa famille seront admis au partage des communaux⁷⁰. La conséquence en est donc que la municipalité de Saint-Laurent pourra lui demander à bon escient de contribuer aux frais de partage.

La municipalité de Saint-Laurent présente justement vers le 20 septembre une pétition pour l'homologation d'un rôle de 27 250 livres "pour les frais résultant du partage des communaux dans la commune." Quand nous écrivions ailleurs que l'inflation connaît des sommets en 1795. En voici un exemple assez frappant ! Il était prévu en juin, un prix correspondant à 450 livres par journée passée et maintenant on veut établir un rôle de 27 250 livres pour le même objet, ce qui dépasse manifestement le prix initialement prévu. Il est vrai également qu'il faut en plus régler des sommes dues aux indicateurs. D'après le même tableau que nous consultons parfois, la valeur de l'assignat a été divisée par environ deux au cours des trois derniers mois !

Le directoire du département donne son accord le 25 septembre après un avis favorable donné par les administrateurs du district de Saint-Claude qui rappellent les décisions rendues précédemment et qui avalisent donc en connaissance de cause ces données inflationnistes.

La municipalité de Saint-Laurent dut encore présenter à l'homologation vers le 5 novembre un rôle de 47 251 livres "à répartir sur chaque individu ayant droit au partage des biens communaux." Sans consulter de table, on peut constater que le cours de l'assignat a encore été divisé par deux environ. On était dans la période d'installation du Directoire et de nouvelles administrations départementales et cantonales et il est vraisemblable que la municipalité ne reçut pas de réponse⁷¹ ! Compte tenu de la grande inflation qui sévit, chaque décision prise pour récupérer une somme de valeur constante prédéfinie se trouve, lorsqu'il s'agit de la mettre en recouvrement, de fait périmée par une nouvelle chute du cours de l'assignat.

b) Procès pour le paiement de l'arpenteur

A partir de fin novembre 1795, l'administration des communes n'est en effet plus assurée par les municipalités mais par "une administration municipale du canton" pour laquelle chaque commune élit un agent municipal et un adjoint. L'un des premiers actes de la nouvelle administration municipale du canton de Saint-Laurent consiste à adresser le 27 novembre aux administrateurs du département et en double exemplaire, le procès-verbal de partage des biens communaux "en nature de parcours et broussailles de la commune de Saint-Laurent pour être déposés" aux archives⁷².

Malgré les demandes formulées en 1795 à l'administration du département, l'arpenteur Courtois n'avait cependant pas été payé pour son travail réalisé pour le partage des communaux de Saint-Laurent et avait poursuivi en justice Alexandre Chanez et Ambroise Roydor de Salave en leur qualité d'anciens maire et agent national de Saint-Laurent.

L'administration communale le savait depuis longtemps, mais l'affaire devient officielle le 14 mars 1798. Le citoyen Laurent Besson, en sa qualité d'adjoint municipal de la commune de Saint-Laurent, a en effet reçu la notification du jugement du tribunal civil du Jura du 5 mars dernier condamnant ces deux anciens responsables municipaux à payer à l'arpenteur Courtois "la somme de 2 420 livres et 11 sous pour journées employées dans la vacation du partage des communaux de la commune" selon la convention passée avec ledit Courtois. Il apparaît comme une évidence que la commune de Saint-Laurent devra rembourser cette somme aux deux intéressés. Aussi, le citoyen Laurent Besson est autorisé à comparaître devant le tribunal civil du Jura pour défendre les intérêts de la commune et, "dans une affaire aussi épineuse," à se faire assister par un commissaire de la commune.

Laurent Besson apprend que le citoyen Barbaud alors percepteur de la commune avait bien perçu la somme en assignats mais n'avait pas procédé au paiement entre les mains de Courtois. Il formule alors une pétition pour que Barbaud paie la somme due. L'administration cantonale estime qu'un jugement a été rendu et ne veut prendre parti sur ce sujet. Cependant l'administration centrale du Jura constate le 1^{er} mai 1798 qu'un rôle a bien "été fait dans le temps pour l'acquit de la même somme" et ordonne au citoyen Barbaud de présenter le compte de sa gestion dans le délai d'une décade à l'administration municipale du canton.

En fait, la municipalité de Saint-Laurent avait en 1795 sous-estimé l'importance de l'inflation et les délais d'encaissement du rôle. Cette circonstance est exposée à l'administration cantonale le 20 mai 1798. L'arpenteur Courtois s'était plaint auprès de la municipalité et avait demandé une augmentation du prix de la journée de travail fixé à l'origine à 450 livres "à raison de la grande dépréciation du papier monnaie. Ladite municipalité voyant qu'ils ne pouvaient changer le prix fixé, se déterminèrent le (19 septembre 1795) de lui accorder le double des journées qu'il en avait fait pour (disaient-ils) l'indemniser de la perte des assignats, alors, ils firent un rôle de 53 790 livres assignat qui fut de suite mis en recouvrement, mais la somme n'ayant pas été versée à temps entre les mains dudit Courtois, il les refusa malgré l'acte d'offre qui lui en fut faite à son domicile par le percepteur." Par suite de la dépréciation, "cette somme périt entre les mains du percepteur" et la commune se retrouva par la suite condamnée à payer une somme déjà acquittée par un rôle, pour le double du nombre de journées effectuées. C'est pourquoi explique l'exposant, "la somme demandée par ledit Courtois est exagérée et il ne lui est pas dû la moitié" de la somme à laquelle la commune a été condamnée par le jugement.

L'administration cantonale considère alors qu'il "serait injuste et vexatoire pour cette commune de payer une somme qu'elle ne doit pas" et décide de faire appel de la décision rendue afin que la somme ne soit réglée que "d'après le nombre effectif de journées de vacation faites par ledit Courtois."

Pour leur part, les deux intéressés condamnés, Alexandre Chanez et Ambroise Roydor, souhaiteraient que l'on tente "de prendre des arrangements avec le citoyen Courtois." Mais l'administration cantonale décide tout d'abord le 8 juillet 1798 de

poursuivre la procédure d'appel engagée. Craignant sans doute de devoir payer seuls les frais du partage, les deux condamnés font citer devant le bureau de paix du canton "la plupart des habitants de la commune de Saint-Laurent qui avaient, de concert avec eux, signé la convention souscrite avec le citoyen Courtois." Au cours de la réunion qui s'en suivit, ces habitants émirent le vœu "pour éviter de plus grands frais" que l'agent ou l'adjoint de Saint-Laurent "se transportasse auprès dudit Courtois à l'effet de lui proposer un arrangement à l'amiable."

Cette réaction oblige l'administration cantonale à revoir sa position et elle décide le 29 juillet d'autoriser l'agent ou l'adjoint de la commune de tenter de transiger définitivement avec ledit Courtois et ce "de concert avec quelques uns des membres de la ci-devant municipalité dudit Saint-Laurent particulièrement intéressés à cette affaire qui seront tenus d'accompagner l'un d'eux."

A la suite de cette démarche, les parties se mettent d'accord sur une procédure d'arbitrage. Le tribunal arbitral ainsi constitué rend un jugement le 2 octobre 1798, qui condamne Saint-Laurent à payer une somme de 1 637 francs et 30 centimes, frais et dépens inclus, à l'arpenteur Courtois^a. Alexandre Chanez règle cette somme à Courtois et en demande le remboursement notamment en février 1800 à l'administration cantonale. Depuis l'annulation du partage des biens communaux de Saint-Laurent, les revenus en résultant auraient dus être consacrés au paiement des frais de partage, cependant le percepteur ne dispose pas des fonds nécessaires. L'administration cantonale demande donc à l'administration centrale du Jura l'autorisation d'établir un rôle pour répartir la somme entre les contribuables. Mais cette dernière, probablement pour respecter la loi sur le partage des communaux, considère "qu'aucune répartition ne peut avoir lieu sur les habitants de Saint-Laurent." Elle arrête donc le 19 avril 1800 que les communaux seront amodiés "pour une quantité suffisante" pendant trois années pour rembourser la somme "avec intérêt au cinq pour cent à dater du jour de l'homologation arbitrale."

c) Contestations et annulation du partage des communaux de Saint-Laurent

Alors que les jours propices aux cultures reviennent, l'agent de la commune de Saint-Laurent signale à l'administration cantonale le 17 avril 1796, "qu'il s'élève des troubles dans sa commune relativement au partage des biens communaux. Les uns s'y opposent sous le prétexte qu'il n'a pas été fait en conformité de la loi du 10 juin 1793 ; d'autres, prétendent que le mode qui a été suivi a été adopté par la grande majorité comme plus avantageux et veulent jouir en toute propriété des sections qui leur sont échues. Ils désirent que l'administration donne son avis sur la validité ou invalidité dudit partage, ainsi que quelques citoyens l'ont demandé par pétition." L'administration du canton considère cette matière comme "délicate" et cherche à obtenir des renseignements. Il est convenu qu'un rapport sera établi par deux commissaires choisis parmi les membres de cette administration "sur le mode qui a été suivi tant pour le partage général entre toutes les communes du canton, que pour celui qui a été suivi dans les communes pour la division par sections, avec des

^a A peu de chose près, le franc qui vient d'être créé correspond à la livre, ancienne monnaie.

observations sur l'avantage ou le désavantage qui en résulte pour d'après, être envoyé au corps législatif." Les commissaires choisis sont les citoyens Pierre-Alexandre Lémard, agent de la commune de Grande-Rivière, et Raphaël Gros, agent de celle de Saint-Pierre. Ces deux commissaires semblent donc être parmi les plus intéressés par ce sujet.

On n'a pas de nouvelle de ce rapport, mais l'administration centrale du département du Jura prend un arrêté en juin 1797 portant que tous les partages de communaux "fait antérieurement à la loi du [12 juin 1796] seront révisés." En conséquence, l'administration du canton décide le 12 juillet 1797 d'envoyer à cette administration centrale les documents relatifs aux partages des communaux de Grande-Rivière et de Saint-Laurent "seules communes où les communaux sont partagés." L'administration du canton constate à la séance suivante que le partage des communaux par sections réalisé à Saint-Laurent n'a pas été suivi conformément à la loi mais seulement d'après le vœu des habitants "autorisé par les administrations du district et du département." Elle décide d'envoyer les pièces ainsi que la copie de sa délibération. C'est le moment que choisissent "une partie des habitants du hameau des Poncets, commune de Saint-Laurent" pour rédiger une pétition relative au partage des communaux et qui demandent peut-être l'annulation du partage des communaux.

Quoi qu'il en soit, les membres de l'administration communale du canton de Saint-Laurent reçoivent début avril 1798 un arrêté de l'administration centrale du Jura, mis le 23 mars "en marge d'une pétition présentée par plusieurs citoyens de la commune de Saint-Laurent demandant l'annulation du partage." L'arrêté mentionne "que le président et un membre de l'administration du canton se rendront incessamment sur les lieux afin de vérifier si la commune de Saint-Laurent a acquitté toutes les dettes ou non avant la confection du partage ou si elle en est encore grevée et à combien elles se montent." Ils devront également réunir les habitants pour recueillir leurs vœux pour la révocation ou non du partage et tous les renseignements utiles. Joseph Martinez, président de l'administration du canton, et François-Célestin Mathieu, agent municipal de La Chaumusse désigné à cette fin, décident donc de convoquer à cet effet les habitants de Saint-Laurent pour le 8 avril 1798 au temple de la raison. On a lu dans les paragraphes qui précèdent que les anciens responsables de la commune de Saint-Laurent viennent justement d'être condamnés à verser plus de 2 400 livres à l'arpenteur Courtois qui a réalisé le partage. L'administration du canton est alors décidée à poursuivre le procès, mais cette circonstance a pu décider quelques habitants de Saint-Laurent à demander l'annulation du partage.

Les deux commissaires, après avoir consulté leurs collègues de l'administration cantonale, établissent ensuite un rapport le 9 mai dans lequel ils indiquent qu'il n'y a "aucun doute que le partage des communaux de Saint-Laurent a été fait selon le vœu bien prononcé de la très grande majorité des habitants" mais que l'administration cantonale "ne peut autoriser la violation d'aucune loi." Ils expriment donc l'avis "que ledit partage soit regardé comme non avenu."

L'administration centrale du Jura se laisse alors convaincre par ce rapport et considère que les formes prescrites par la loi n'ont pas été respectées, "considérant que les lots n'ont pas été tirés au sort et que l'on a désigné arbitrairement à chaque

section la portion dont elle jouirait" ce qui est infraction formelle de la loi entraînant de plein droit la nullité du partage. Elle arrête donc le 20 mai 1798 que le partage des biens communaux de Saint-Laurent en Grandvaux est "déclaré nul et comme non avenu." Les particuliers ne peuvent donc plus occuper les terres qui leur ont été attribuées lors du partage, à l'exception de ceux "qui auraient ensemencé en cette année quelques portions desdits communaux (et qui) pourront néanmoins en faire la récolte." L'administration cantonale devra faire des reconnaissances des communaux pour déterminer la partie qui sera affectée au parcours commun "et celle qui sera reconnue propre à être livrée à la culture afin d'être ensuite amodiée au profit des habitants pour le temps que fixera l'administration" cantonale.

L'administration cantonale de Saint-Laurent délibère sur le contenu de cet arrêté le 18 juin et constate de suite que l'arrêté ne dit pas que ceux qui ont déjà semé sur leur portion de terre "ne paieront rien." En conséquence des commissaires sont nommés pour reconnaître les terrains communaux, déterminer les terres emblavées et "faire aussi payer par tête de bétail livrée au parcours." Les fonds recueillis par les rôles qui seront ainsi établis serviront notamment à payer les frais de partage des communaux encore dus au citoyen Courtois et dont l'instance judiciaire est "pendante devant les tribunaux." Cette administration ne semble pas, par contre, retenir les consignes données par l'administration centrale pour, à l'avenir, amodier les terres communales à cultiver.

A la suite de l'annulation de ce partage, les langues se délient. L'agent municipal de la commune de Saint-Laurent rapporte ainsi le 27 août 1798 que lors du partage des communaux en 1795, "toutes les anticipations furent reconnues et données comme quotité de la part arrivant aux particuliers qui les avaient anticipé." Autrement dit, on voulait alors opérer rapidement ce partage, et ceux qui occupaient illégalement des communaux et prétendaient en être les propriétaires, se voyaient attribuer les terrains concernés. Mais comme le partage a été annulé, l'agent national veut désormais poursuivre en justice les citoyens Claude-Joseph Poncet, Alexis Chanez, Amable Tartavel, Alexis Tartavel, Joseph Jenoudet, Pierre-Simon Jenoudet, Joseph Guy et frère, Célestin Bouvier et frères et François-Joseph Cordier et frères, "qui se sont appropriés des terrains communaux (...) au préjudice des autres habitants." L'administration cantonale autorise donc Joseph-Augustin Barbaud, l'agent municipal de Saint-Laurent, à poursuivre ces particuliers devant tous tribunaux pour les faire "déguerpir" et obtenir "la restitution des terrains anticipés."

2) Partage des communaux de Grande-Rivière (octobre 1796)

a) Opérations préliminaires

Alors que les habitants de Grande-Rivière ont pris au début du printemps 1796 une nouvelle délibération en vue du partage de leurs communaux, une nouvelle loi du 9 juin 1796 vient apporter des précisions en cas de contestations sur les communaux. L'agent municipal de Grande-Rivière, Pierre-Alexandre Lémard écrit au ministre de l'intérieur pour savoir si cette loi "met obstacle aux partages des biens communaux." Le ministre de l'intérieur lui répond le 26 juillet 1796 que "cette loi ne portant que sur les actions judiciaires relativement aux propriétés revendiquées par

les communes, elle n'interdit pas les partages des biens non contestés aux communes, et que celle de Grande-Rivière peut mettre en exécution le vœu qu'elle a manifesté." La commune de Grande-Rivière n'a pas signé l'accord de partage des communaux du Grandvaux. Elle a peut-être voulu s'assurer qu'elle pourrait toujours demander une part plus importante des communaux du Grandvaux. Par contre le ministre précise que l'administration centrale du département doit surveiller les opérations de partage des communaux.

Le partage des communaux de Grande-Rivière est mené par le citoyen Gabriel-Joseph Blondeau, arpenteur et géomètre à Champagnole⁷³. Après avoir prêté serment "entre les mains du juge de paix du canton de Saint-Laurent," le géomètre procède avec deux experts et deux indicateurs de la commune, à une reconnaissance des communaux des seules "parties desdits biens communaux qui nous ont paru (...) susceptibles de culture, soit actuellement, soit par le moyen de nouveaux défrichements," afin de procéder à un partage selon une délibération des habitants, en même temps cependant que celles des parties "que nous n'aurions pu distraire du partage qu'à une perte pour la commune et sans occasionner des frais ruineux de clôture par les moncellements et isolements qui se seraient trouvés avoir lieu indispensablement." Le géomètre réserve également une partie des communaux pour les "chemins, abreuvoirs, carrières et autres objets d'utilité publique." L'expert conserve donc généralement les chemins existants et en crée parfois d'autres au profit des parcelles qui vont résulter du partage, d'une largeur d'au moins trois perches pour les chemins principaux, de deux perches pour ceux moins fréquentés ou tantôt de douze pieds ou une perche ou moins pour ceux d'un usage particulier^a.

On procède alors à la constitution de 1195 parcelles, égales au nombre des individus ayant droit au partage mentionnés sur un état certifié. (En juin 1795, la municipalité avait indiqué que la commune comprenait 1169 habitants.) Selon nos observations, on peut découvrir aux extrêmes de superficie, une petite portion de 62 perches (carrées) et au contraire un lopin de terre de 376 perches, ce qui montre que la qualité présumée de la terre a été prise en considération avec d'autres paramètres pratiques relatifs aux impératifs de découpage. La superficie moyenne des parcelles peut être estimée aux environs de 180 à 200 perches. Selon ce critère, seules environ 630 soitures de terre auraient été réparties entre les habitants sur les 1 929 soitures attribuées à la commune de Grande-Rivière en juin 1795 ce qui représente approximativement le tiers de la superficie totale des communaux. L'état de division des terres est remis le 11 octobre 1796 à l'agent communal de Grande-Rivière Pierre-Alexandre Lémare, qui semble avoir beaucoup œuvré pour que ce partage soit mené à terme.

Le citoyen Basile Charton aide à la réalisation du partage des communaux et y consacre même 17 journées en qualité de "porte chaîne." On comprend moins pourquoi, il attend le mois de mai 1798, alors que Pierre-Alexandre Lémare est allé résider à Paris, pour réclamer le paiement de ces journées. En tout cas, l'administration centrale du département l'autorise le 11 juillet à recevoir de la commune de Grande-Rivière une somme correspondant à quarante sous (2 livres) par journée.

^a Il s'agit ici du pied de Bourgogne et de la perche de Bourgogne de neuf pieds et demi de Bourgogne. Voir le lexique en début d'ouvrage.

b) Attribution des parcelles

Le tirage au sort des lots se déroule le 16 octobre suivant "dans l'église paroissiale de l'Abbaye." L'agent communal procède d'abord à la lecture de la loi du 10 juin 1793 et de la délibération du 27 mars 1796 décidant le partage des communaux. Des billets numérotés comportant autant de numéros "que de côte ou d'individus" sont ensuite mis dans une urne, "chacun de ces numéros correspondant à chaque lot." La liste des bénéficiaires est semble-t-il arrêtée à la date du 27 mars 1796. L'agent municipal a alors fait l'appel nominal selon l'ordre alphabétique et les présents ont tiré au sort. Et l'on constate qu'effectivement les habitants dont le nom commence par un B tirent d'abord le lot qui leur est attribué. Le numéro 836 est tiré par Claude-Antoine Badaud des Richards, le 816 est attribué à Anne-Pierrette Besson, le 858 à Joseph-Augustin Badaud, puis vient le tour des patronymes Bailly, des Bastien, etc. ... Les noms des femmes mariées apparaissent à la lettre de leur nom de mariage et immédiatement après le nom du mari, comme par exemple Gabrielle Thorel dont le numéro 656 est probablement tiré par son mari Bon Bastien des Farrods qui venait de tirer pour lui-même, le numéro 508.

Le père de famille procède ainsi au tirage pour toute la famille par exemple : "Le numéro 157 est échu à Alexandre Faivre du Pré Cocu, le 22 à Laurence Piard, le 246 à Marie-Joseph Faivre, le 101 à François-Xavier Faivre, le 49 à Pierre-Louis Faivre, le 64 à François-Célestin Faivre, le 240 à Jeanne-Rose Faivre, le 225 à Marie-Séraphine Faivre." Il s'agit ici des enfants du couple, âgés respectivement de 23, 22, 20, 11, 8 et 1 ans. Cet exemple montre que les enfants bénéficient du partage. Il présente simultanément un cas d'espacement des naissances sur vingt-deux ans (la mère était dans sa 46^e année lors de la naissance de sa dernière fille.)

Afin de mettre en évidence l'une des caractéristiques de l'opération, nous donnons également d'autres exemples de tirage au sort. Les familles Girod, composées de quatre chefs de familles, domiciliées Sur l'Arête à proximité de Prénoval de Bise, et donc à l'une des extrémités du village de Grande-Rivière, tirent les numéros 256 pour Clément Girod, 99 pour sa femme Jeanne-Antoine Paulin, 8 pour Joseph-Alexandre Girod, 6 pour François Girod, 7 pour Marie-Joseph Girod, 12 pour Ambroise Girod, les quatre enfants du couple, ainsi que, pour les autres familles Girod, les numéros 231, 61, 84, 88, 252, 287, 4, 5, 251, 1, 193, 245, 286, 51 et 228. Certains penseront probablement que les billets n'ont pas été assez mélangés.

A l'inverse, à un autre bout du village, la famille de Pierre-Joseph Mailliet-Guy des Chauvins^a, qui compte plusieurs fils mariés, des brus et des petits-enfants, tire les numéros 918, 917, 959, 1028, 1027, 905, 1023, 949, 972, 932 et 775.

L'opération de numérotation des communaux a commencé par les communaux situés dans les hameaux de Sur l'Arête, puis les communaux du Pré Cocu et du Moulin Jean, puis des Faivres, etc. A l'inverse les communaux situés vers les Chauvins ont été numérotés parmi les derniers et portent des numéros plus élevés. Selon le procès-verbal, il n'y avait qu'une urne. Cependant on remarque aisément, grâce à ces exemples, que les habitants ont tiré des billets portant des

^a Il est rappelé que les hameaux des Mussillons et des Jeannez étaient alors situés sur la commune de Rivière-Devant.

numéros de lot dont la terre était relativement proche de chez eux. Ainsi les Girod de Sur l'Arête et Alexandre Faivre du Pré Cocu, hameau proche du précédent, ont tiré des lots dont les numéros sont inclus entre 1 et 287. A l'inverse les Maillet-Guy des Chauvins ont procédé à des tirages de billets compris entre 775 et 1028, correspondant à des terres proches de chez eux. On peut faire la même observation pour les habitants des Bez, des Farrods, des Bouviers et des Guillons dont le résultat du tirage au sort montre des billets au numéro compris entre ces numérotations et pour ceux des Cernois dont les numéros des billets sont supérieurs à ceux tirés par les Maillet-Guy des Chauvins.

On peut, semble-t-il, tirer de ces observations la conclusion qu'un autre événement est intervenu. Nous émettons deux hypothèses. La première idée qui vient naturellement à l'esprit est que les habitants ont pu procéder à un tirage au sort en pouvant choisir leur billet dans quatre ou cinq urnes correspondant chacune à des secteurs différents de la commune. Dans cette perspective, les habitants du Moulin Morey, des Faivres et des Brenets auraient tiré leur billet dans la même urne que ceux de l'Arête et du Pré Cocu.

Notre préférence penche cependant pour une seconde hypothèse. Les habitants de Grande-Rivière ont probablement procédé à un tirage au sort intégral des billets, mais le résultat du hasard n'a pas été relevé immédiatement par le procès-verbal. Les habitants ont pu ainsi procéder entre eux à un échange de billets. On leur a ainsi permis, par ce procédé, de trouver une terre plus près de chez eux. Il restait aussi, bien sûr, à se persuader si possible, que le lopin de terre que l'on récupérait n'était pas d'une qualité médiocre par rapport à celle de la terre ainsi délaissée. Dans cette hypothèse, la famille Maillet-Guy étudiée ici aurait pu recevoir en échange le billet portant le n° 1027 d'une famille Girod de l'Arête et lui remettre en échange le billet numéroté 7. La famille Girod n'était en effet que peu intéressée par le lopin de terre proche des Chauvins, tandis que les Maillet-Guy ne témoignaient de même que très peu d'enthousiasme à l'idée de devoir aller cultiver un petit champ à proximité de Prénovel.

Dans l'exemple choisi, la terre correspondant au lot n° 7, d'une superficie de 233 perches, est située au hameau de Sur l'Arête et elle joint les pièces n°s 6 et 8. Ces considérations permettent donc aux Girod d'avoir des pièces de terre regroupées. De même, la pièce de terre n° 1027, située, aux Putets -au nord des Chauvins- d'une superficie de 163 perches, est placée au sud de la pièce n° 1028, ce qui permet une meilleure exploitation de ces terres réunies. Bien évidemment, les échanges ont pu tout autant concerner la pièce de terre n° 193 donnée aux Girod en échange de la pièce n° 932 donnée aux Maillet-Guy, ce qui ne fait que rapprocher les lots des domiciles respectifs sans pour autant unir des parcelles entre elles.

L'agent municipal Pierre-Alexandre Lémare signe le procès-verbal en le datant de "brumaire an 5" alors que le début des opérations est daté du 25 vendémiaire (16 octobre.) Le mois de brumaire commençant le 22 octobre, on peut remarquer que le tirage au sort s'est déroulé sur plusieurs jours ou/et que les habitants ont pu procéder à des échanges de terre pendant plusieurs jours. L'agent municipal a un tel souci du respect de la légalité qu'il précise en signant : "Si l'ordre alphabétique n'est pas exactement suivi dans le présent procès-verbal, il n'en doit pas être argué qu'il ne l'ait pas été dans le tirage qui a été fait scrupuleusement conformément à la loi."

Si l'on compare avec les données que l'on possède pour le partage des communaux du village voisin de Chau-des-Prés ou de Saint-Laurent, on constate que les habitants de Grande-Rivière peuvent obtenir de temps à autres quelques pièces de terre attenantes et que seule une astuce, peu légale, à sans doute permis que les terres attribuées soit situées de manière assez proches du domicile de chacun. On peut penser que cette situation résulte de la volonté de l'agent communal Pierre-Alexandre Lémare de respecter scrupuleusement la loi sur le partage des communaux.

L'administration du canton demande le 15 juillet 1797 au citoyen Lémard, agent municipal de Grande-Rivière, d'amener toutes les pièces du partage des communaux de Grande-Rivière. Comme on l'a vu précédemment pour Saint-Laurent, ces documents doivent être envoyés à l'administration du département. Par opposition à la position retenue pour Saint-Laurent, l'administration du canton constate le 19 juillet 1797 que le partage des biens communaux de la Grande-Rivière "a été fait en conformité de la loi" sur le partage des communaux.

Pierre-Louis Charton, des Cernois, sa femme Marie-Amable Chaussin et leurs quatre enfants, ayant été omis sur la liste des bénéficiaires, formulèrent une réclamation. Ils obtinrent cependant leur part de terrain communal en fin d'année 1804. Il n'est pas douteux que cette régularisation rassura quelque peu ceux qui émettaient des doutes sur la validité du partage des communaux de la commune.

c) Ventes ultérieures des terres de communaux attribuées et valorisation des parcelles

On remarque par la suite quelques ventes faites par les bénéficiaires des biens communaux, mais sans précipitation semble-t-il. Ainsi, François Girod, -cité ci-dessus, né en 1785- "fils majeur et émancipé de Clément Girod de Sur l'Arrête, commune de la Grande-Rivière, domicilié à Courbette, hameau de la commune d'Alièze canton de Conliège," vend le 31 décembre 1806 à Alexandre Faivre, -également cité ci-dessus- "cultivateur au Pré Cucu, commune de la Grande-Rivière (...) une pièce de terre en nature de pré appelée sur le Pontet contenant environ vingt-quatre ares, ce qui y est confinant de levant le parcours communal, de couchant la mère du vendeur et sa sœur, bise Pierre-Joseph Faivre et vent le chemin (...) telle qu'elle est échue au vendeur dans le partage des terrains communaux fait entre les individus de la commune de la Grande-Rivière." Le prix de la vente est fixé à 90 francs, montant payé comptant au vendeur. Le notaire prend la peine de préciser que la vente est faite "aux périls risques et fortune de l'acquéreur et sans qu'il puisse avoir lieu à aucune indemnité, ni restitution de prix pour quelque cause et prétexte que se puisse être, pour fait d'éviction qui surviendrait par nullité dudit partage." On peut constater qu'à la suite de l'annulation du partage intervenu pour Saint-Laurent, la crainte d'une semblable annulation a pu également jouer longtemps à Grande-Rivière. En fonction des éléments portés dans ce dernier acte, on constate que c'est la mère qui posséderait la pièce de terre n° 8 et non pas le frère Joseph-Alexandre Girod comme le mentionne l'acte de partage et le report fait sur le document de partage. Enfin, on peut remarquer que ce fils peut disposer du bien qui lui est arrivé au partage des communaux.

Ce même Alexandre Faivre "domicilié au Pré Coucu" achète également le 23 mai 1807 à Jeanne-Antoine Paulin dûment autorisée par son mari Clément Girod, -les parents du précédent vendeur- les deux, journaliers domiciliés actuellement à Vernantois, -commune alors très viticole, située au sud de Lons-le Saunier et pas très loin d'Alièze commune citée ci-dessus- une pièce de terre située à Grande-Rivière au "lieu-dit Sur le Pontet contenant environ vingt-quatre ares^a, ce qui y est confine de levant l'acquéreur -par la pièce achetée ci-dessus, la vente concerne donc bien la pièce de terre numérotée 8 lors du partage- couchant le chemin de Sur l'Arrête, vent Marie-Joseph Girod, fille du vendeur et bise Pierre-Joseph Faivre ayant droit des Jacquet et telle la pièce de terre ici vendue qu'elle est échue à ladite Paulin co-venderesse dans le partage du terrain communal" de Grande-Rivière. Le prix de 75 francs est également payé comptant. Là encore, l'acquéreur assume seul les risques de l'opération. Clément Girod ne sait pas signer et la venderesse "déclare en avoir perdu l'usage et ne pouvoir signer." Cette deuxième vente explique pourquoi les parents ont permis en 1806 la réalisation de la vente d'une pièce de terre attendant à celles que la famille possédait.

Honoré Maillet-Guy des Chauvins, fils de fut Pierre-Joseph Maillet-Guy –cité ci-dessus- achète le 27 septembre 1812 à trois enfants de fut Claude-Joseph Besson des Chauvins, une maison à trois rangs située aux Chauvins et différentes pièces de terre pour le prix total de 2100 francs. Dans les pièces de terre ainsi vendues figurent notamment "quatre lots de terrain communal, échus dans le partage fait entre les individus de la commune de Grande-Rivière à Marie-Joseph et Joseph-Alexandre Besson, covendeurs et à défunts Claude-Joseph et Marie-Rose Besson père et tante des vendeurs." Une clause particulière précise que les trois vendeurs doivent redonner 15 francs à un de leur frère pour sa part dans le prix de vente des deux pièces de terre issues du partage des communaux et appartenant au père et à la tante. Il en résulte que ces deux pièces de terre sont donc estimées ensemble à 60 francs, soit 30 francs pièce, montant très inférieur au prix payé par Alexandre Faivre lors de chacune de ses acquisitions.

Marie-Julienne Burlet, du hameau des Bouviers commune de Grande-Rivière, née en 1753, a épousé, après la réalisation du partage des communaux de la commune, Pierre Louis Perret, né également en 1753, et n'a pas de descendant. En 1808 et 1809, elle pense surtout à assurer ses vieux jours. C'est ainsi qu'elle vend en 1809 ses biens immobiliers constitués d'une maison et de vingt pièces de terre au sieur François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal pour une moitié et aux frères Joseph et Raphaël Bénier-dit-le-Moine pour l'autre moitié, les trois acquéreurs étant domiciliés à Saint-Pierre. La venderesse et son mari se réservent pendant leur vie la jouissance d'une chambre et l'usage d'un jardin et de la grange. Les acquéreurs s'engagent en contrepartie à donner à la venderesse une pension annuelle de 450 francs ainsi qu'annuellement 10 kilos de beurre, 20 kilos de fromage et 20 kilos de serai et ce, tant que l'un, au moins, des conjoints vivra.

^a Les parties ont probablement communiqué au notaire comme superficie des deux pièces : "les deux tiers de soiture", ce que le notaire convertit en 24 ares. Selon l'acte de partage des communaux, la superficie de chacune des deux pièces concernées serait plus proche de 20 ares.

Cependant les biens provenant du partage des communaux n'ont pas été compris dans la cession intervenue, la venderesse ayant certainement recherché une meilleure offre. Aussi, Marie-Julienne Burlet, autorisée par son mari Pierre-Louis Perret, vend le 11 janvier 1811 au sieur François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, propriétaire demeurant à Saint-Pierre, trois pièces de terre situées au territoire de Grande-Rivière "qui forment les lots arrivés à la venderesse et à Dominique Burlet et à Jeanne-Marie Burlet, frère et sœur de la venderesse, dans le partage du terrain communal" de Grande-Rivière. Pour prix de cette vente l'acquéreur s'oblige à payer à la venderesse et à son mari "annuellement et pendant toute la durée de la vie de ces derniers et sans diminution pour raison du décès du prémourant la somme de douze francs au douze mai de chaque année," le premier versement devant intervenir au douze mai prochain. On peut estimer, par actualisation, que le prix de vente de ces trois pièces de terre correspond à un prix d'environ 120 francs soit un prix unitaire de l'ordre de 40 francs. S'agissant en outre d'une rente viagère, on peut être certain que le prix n'a pas fait l'objet d'une dissimulation partielle. Pour la petite histoire, notons que le mari décède en 1813, que la venderesse, qui a un revenu intéressant, se remarie en 1816 et qu'elle décède en avril 1823, peu après son soixante-dixième anniversaire.

Nous avons également noté la vente de biens communaux réalisée le 12 mars 1813 par Alexandre Martelet et sa femme Marie-Rose Faivre, "demeurant ensemble au Moulin Mouré, commune de la Grande-Rivière" à Pierre-Amable Pichon, "propriétaire cultivateur demeurant aux Bels." Les vendeurs vendent "le numéro 260 échu à Marie-Rose Faivre co-venderesse, dans le partage fait entre les individus de la commune de la Grande-Rivière du terrain communal, il contient environ 16 ares 60 centiares (...); item, le numéro 235 échu dans le même partage à Germain Martelet, fils des vendeurs contenant environ 13 ares 50 centiares ..." Le prix de la vente est de 100 francs, montant payé antérieurement. "Si le partage dont est mention ci-dessus venait à être annulé, dans ce cas ledit Pichon acquéreur pour raison de l'éviction qui en résulterait, devra être remboursé du prix et coût des présentes." Le notaire a, cette fois, effectué un calcul rapide des superficies portées sur l'acte de partage (division par dix) et transformer ainsi 166 perches en 16 ares 60 centiares et 135 perches en 13 ares et 50 centiares⁷⁴. On remarque que l'on envisage encore en 1813, la possibilité de l'annulation du partage des communaux.

On peut constater, par ces différents exemples, que le prix de vente d'une part de terrain provenant du partage des communaux de Grande-Rivière peut être estimé, pendant l'empire, entre 30 francs et 90 francs, ce prix pouvant d'ailleurs beaucoup dépendre de l'intérêt qu'en porte l'acquéreur. A titre de comparaison, le prix d'une vache peut être retenu entre 60 et 80 francs dans les années 1810-1812. Chaque parcelle attribuée correspondait donc au mieux au prix d'une vache ou, parfois, seulement au prix d'un veau. La vache peut cependant être traitée chaque jour, tandis que le lot attribué n'était pas forcément utilisable seul par le bénéficiaire.

On peut penser que la mesure présentait un aspect social. Cependant, on a pu constater qu'antérieurement c'étaient généralement les plus démunis qui cultivaient, légalement ou non, les terres communales aptes à cet usage. Ces habitants les plus pauvres, ou leurs fils, après avoir vendu assez difficilement les lopins de terre que le

sort (ou les arrangements pris) avait attribués à la famille, eurent encore plus de mal à vivre et à demeurer au pays par la suite.

3) Projet de partage des communaux de La Chaumusse

On a constaté ci-dessus que le comité de surveillance de la commune de La Chaumusse était impatient en 1794 de voir s'opérer le partage des communaux. Après la réalisation du partage des communaux entre les communes du Grandvaux, le conseil général de la commune, à l'instar de ce qui s'était produit à Saint-Laurent, s'occupa à nouveau de cette opération lors de la séance du 20 septembre 1795⁷⁵. Il motive d'abord sa décision : "Considérant que lesdits communaux se détériorent journellement par la culture d'orge de plusieurs particuliers qui ne mettent aucun engrais dans les portions qu'ils cultivent et changent de place chaque année, d'où s'en suit la dévastation totale des bois que les cultivateurs exploitent pour clore la portion qu'ils cultivent chaque année."

"Considérant que d'autres particuliers y font parcourir du bétail en plus grande quantité que la quotité qui leur doit en arriver^a d'où s'en suit les murmures et les réclamations continuels de part et d'autre (...)"

"Considérant que les sept communes du Grandvaux desquelles tous les communaux d'icelles étaient indivis entre elles ont déjà procédé à ce partage par commune et que plusieurs d'entre elles ont déjà procédé par sections; en conséquence, et à l'imitation de ces dernières, il a été unanimement délibéré," de diviser tous les communaux de la commune "en huit sections égales par chaque huitième d'individus qui la composent et qui ont droit audit partage en prenant toutefois les individus les plus voisins l'un de l'autre à commencer par tour de rôle de la contribution foncière ainsi que les portions de communal les plus à portée à chacun d'eux." Des commissaires seront donc nommés avec "pouvoir de convenir avec le citoyen Courtois arpenteur à Pontarlier pour faire ledit partage (...) et de passer marché." Le citoyen Courtois devra agir le plus tôt possible. On se souvient cependant, qu'avec la période d'inflation que l'on connaît à cette époque, l'arpenteur Courtois n'a pu être payé pour son travail par la commune de Saint-Laurent. L'opération est donc retardée.

Mais à la fin de l'année 1795, les municipalités sont dissoutes et remplacées par l'administration municipale du canton. On peut imaginer ici le scénario suivant : Le sujet du partage des communaux revient dans les discussions de cette administration. L'agent communal de La Chaumusse reprend l'idée du partage des communaux. Pierre-Alexandre Lémare, qui s'occupe du partage des communaux de Grande-Rivière et qui devra rendre compte aux habitants de cette commune, fait alors observer à l'agent communal de La Chaumusse, que la loi ne permet pas de procéder à un partage des communaux par sections. L'agent municipal de La Chaumusse se trouve alors bloqué et ne peut entreprendre le partage des communaux de sa commune selon le processus envisagé. Cependant les habitants de

^a On peut lire plus tard dans le registre des délibérations de l'administration cantonale de Saint-Laurent qu'un particulier de La Chaumusse prend en pension pendant l'été huit vaches d'un village extérieur et les met en pâture sur les communaux de cette commune.

cette commune le relance : Pourquoi ne réalise-t-on pas ce partage des communaux comme à Saint-Laurent ? François-Célestin Mathieu, agent communal de La Chaumusse, est justement l'un des deux commissaires chargés au printemps de 1798 de recueillir le vœu des habitants de Saint-Laurent au sujet du partage de leurs communaux. Les deux commissaires demandent à cette occasion à l'administration centrale du Jura de prononcer l'annulation du partage des communaux de Saint-Laurent, ce qu'elle fait. Le commissaire de La Chaumusse, adversaire du partage, aura ainsi démontré à ses concitoyens l'illégalité du partage réalisé à Saint-Laurent. Mais toute cette dernière partie, n'est, je le reconnais volontiers, que le fruit de mon imagination ...

4) Demande pour le partage des communaux de Rivière-Devant

Des habitants de Rivière-Devant sont à nouveau mécontents des rôles qui ont été établis pour les communaux. Ils demandent à nouveau en 1797, le partage des communaux de leur commune. L'administration du canton décide le 28 juin 1797 "qu'il sera, à la diligence de l'agent de la Rivière-Devant, convoqué une assemblée de tous les habitants de ladite commune, de l'un et l'autre sexe, ayant droit au partage des biens communaux (...) et, si la délibération est pour le partage, pour nommer des experts et indicateurs." Cette assemblée doit être convoquée pour le 2 juillet prochain. Je ne connais pas le résultat de cette consultation des habitants.

5) Faible tentative de partage des communaux de Prénovel et des Piards

J'ai expliqué précédemment que le territoire des Piards et de Prénovel dépendait de trois seigneurs. Le territoire de cette communauté alors unique, avait jadis été délimité du reste du Grandvaux. Cependant, lors de la séparation en deux communes, les communaux et forêts de ces deux villages étaient restés communs entre leurs habitants.

Conformément à la loi du 10 juin 1793 relative au partage des communaux, les habitants de Prénovel sont réunis en assemblée le 6 avril 1794, "tous individus de tous sexes âgés de vingt et un ans (qui) ont droit de voter." Et le procès-verbal indique les noms des cinquante-neuf présents.

Pour une fois, je vais m'intéresser surtout aux douze femmes présentes, qui représentent donc environ le cinquième des votants, et tenter de les cerner. On peut relever notamment, dans l'ordre du procès-verbal, la présence de Marie-Anne Thournier (née en 1744) citée juste après son mari Claude-Henry Janier, Marie-Rose Petetin (née en 1733, femme de Jean-Pierre Janier également présent et belle-sœur de la précédente), Marie-Joseph Janier (plusieurs homonymes, présumée née en 1767, femme d'Ambroise Janier qui, négociant, est souvent absent de Prénovel et n'assiste pas à cette assemblée; elle accompagne son beau-père et son père), Pierrotte Alabouvette (née en 1740, femme d'Alexandre Janier également présent), Marie-Amable Lémard (née en 1763, épouse de Joseph-Augustin Gros également présent), Claude-Henry Vuillomet, François-Xavier Vuillomet (né en 1763, vient avec son épouse), Marie-Joseph Vuillomet (née en 1765, célibataire), Constance Piard (née en 1743, femme de Claude-Henry Vuillomet précité et mère des deux Vuillomet qui précèdent, la famille vient donc au complet), Marie-Joseph Belbenoit (née en 1759,

épouse de François-Xavier Vuillomet précité, elle vient donc avec sa belle famille), Marie-Hélène Janod (née en 1750, femme de Claude-François Alabouvette présent), Marie-Rose Alabouvette (née en 1744, célibataire, citée juste après la précédente, sa cousine par alliance, accompagne également son frère et retrouve sa sœur Pierrotte Alabouvette précitée). Six électeurs arrivent avec retard dont Marie-Anne Brenet (non identifiée, ne semble pas recensée en 1796-1797) et Marie-Victoire Janier-Devant (née en 1738) accompagnée de Henry-Joseph Janier son mari.

On peut donc constater que ces femmes, qui peuvent voter pour la première fois, viennent toutes en famille. Pour les onze femmes reconnues, une femme est âgée de 61 ans, cinq ont la cinquantaine, trois ont de trente à cinquante ans et enfin deux ont moins de trente ans. D'une manière générale, elles appartiennent aux différentes couches sociales de Prénovel, avec une préférence cependant pour les classes moyennes et peu aisées. On peut en revanche remarquer que ces femmes demeurent dans la partie sud ou centrale de Prénovel et que, par contre, les Guyettant, Belbenoit et autres habitants qui demeurent dans la partie nord du village (Prénovel de bise), et venus nombreux à l'assemblée, ont laissé les femmes à la maison.

Jean-Baptiste Faivre, officier municipal, procède à la lecture de la loi sur le partage des communaux. Alexandre Janier -l'autre officier municipal de la commune- est ensuite élu président et Jean-Pierre Guyettant secrétaire. "Les opinions ont été recueillies par oui et par nom." (Sic.) Finalement cinquante-deux personnes s'expriment pour le partage des communaux en conformité de la loi et, précise le procès-verbal, "de tous les communaux situés dans le territoire de la commune de Prénovel et des Piards pour indivis avec cette dernière"⁷⁶."

Pierre-Antoine Jean, agent national de Prénovel, présent avec le maire Pierre-Joseph Molard lors de l'assemblée des habitants du 6 avril, informe le 4 juin 1794 l'agent national du district. (Nous en corrigeons fréquemment l'orthographe.) "Notre commune, (qui) possède ses communaux indivis avec celle des Piards, a souvent pressé cette dernière pour en opérer le partage au terme de la loi du 10 juin 1793, vieux style, laquelle s'y est refusée d'y obtempérer. Je pense que la petite quantité que nous en avons reviendrait plus cher à chaque individu pour les frais qu'il faudrait supporter que leur portion ne vaudrait. D'ailleurs ils sont cultivés inégalement par presque tous les habitants depuis deux ou trois ans sans en avoir payé aucune chose, ou du moins quelques uns, et celui qui en possède le plus ne veut point de partage pour le moment." On constate qu'il ne rappelle pas la décision de partage prise par l'assemblée de Prénovel et que ce serait donc "celui" qui cultive le plus les communaux de la commune qui serait opposé à ce partage. La décision des habitants serait en quelque sorte prise en opposition avec celui-ci.

L'agent national des Piards, Jean-Claude Martine, adresse une correspondance beaucoup plus lapidaire le 6 juin à ce même agent national du district : "Le partage des communaux n'a pu s'opérer à cause que nous ne sommes pas encore délimités d'avec la commune de Pénouvel." Il ne précise pas non plus si une délibération a été prise à ce sujet.

La position de l'agent national de Prénovel évolue cependant et il adresse un nouveau courrier au même destinataire le 19 juin. "Par délibération des habitants de la commune de Prénovel, il fut décidé que les communaux seraient partagés. (...)

J'ai fait réquisition aux officiers municipaux de convoquer une seconde assemblée des citoyens pour terminer ces opérations et nommer des experts." Il écrit à nouveau le 12 juillet : "La réquisition que je leur avais faite concernant le partage des communaux n'a pas été exécutée. Je pense que pendant le courant de cette décade, elle s'exécutera. Mais le partage ne peut s'opérer qu'après les récoltes finies⁷⁷."

Une nouvelle assemblée des habitants de Prénovel est réunie le 24 août "pour définir le mode de partage des communaux et nommer des experts" qui seront pris en dehors de la commune. L'assemblée ne comprend cette fois que vingt-deux habitants tous masculins. Alexandre Janier est élu président de l'assemblée et Joseph-Alexis Guyettant secrétaire. Les citoyens Jean-Félix Roche, "notaire de Sur le moulin de Labey du Grandvaux," Claude-Joseph Grandmottet des Crozets et Moprés, de Saint-Claude, ville rayée et remplacée par Condat-Montagne, sont désignés pour experts et l'assemblée désigne également deux indicateurs de la commune. Le procès-verbal ne mentionne aucune action concertée avec la commune des Piards et on ne sait pas si ces experts devront procéder à l'arpentage et au partage des communaux qui reviennent à chacune des communes⁷⁸.

L'agent national de Prénovel, relancé par l'agent national de Condat-Montagne, se hâte de lui répondre dès le lendemain 25 août : "Pour répondre à ta lettre du (21 août), je te peux dire que notre commune possède ses communaux par indivis avec celle des Piards." Cependant cette dernière commune refuse de faire le partage des communaux. Il rappelle également les deux assemblées tenues à ce sujet à Prénovel où il fut décidé que les communaux "se partageraient en entier." Des experts ayant été nommés, l'agent national "pense que le partage s'effectuera avant la prochaine semailles."

Cependant, on n'entendit plus parler, avant 1800, du partage des communaux de Prénovel et des Piards.

6) Tentative d'annulation du partage des communaux du Grandvaux

Lorsqu'elle procède le 19 juillet 1797, à l'envoi des pièces du dossier de partage des communaux à l'administration centrale du Jura, l'administration du canton déclare "que quant au partage général, elle est d'avis qu'il est avantageux, que les communes jouissent séparément de leurs communaux et que le partage actuel, qui a été opéré d'après le vœu bien prononcé des communes, subsiste quoique les formalités prescrites par la loi du 10 juin n'ayant pas été observées."

Cependant, après avoir contribué à l'annulation du partage des communaux de Saint-Laurent, l'administration du canton de Saint-Laurent se laisse également entraîner dans une politique qui aurait dû aboutir à l'annulation du partage général des communaux du Grandvaux entre les diverses communes. L'un des membres de cette administration déclare le 29 juillet 1798 "que le partage général des communaux entre toutes les communes du canton ayant été fait contraire aux dispositions de la loi du 10 juin 1793 et étant absolument défectueux en ce qu'il y a une disproportion frappante dans la division, les unes étant bien apportionnées et rière elle, tandis que d'autres telles que celles de l'extrémité orientale du canton ont des portions de terrains communaux rière la Grande-Rivière, c'est-à-dire à l'extrémité opposée et éloignées de ces portions de plus d'une lieue et demie, plus ou moins, et desquelles portions elle sont absolument privées à raison de

l'éloignement," et dans d'autres communes qui avaient peu de communaux, on a repousser les limites de ces communaux bien avant dans la forêt commune^a "ce qui fait une lésion considérable pour ces communes." Ce membre demande donc l'annulation de cette opération.

L'administration cantonale prend ensuite sa décision : "Considérant que le partage général des communaux du Grandvaux n'a pas été fait selon les formes prescrites par la loi, (...) considérant que la loi suscitée ne pouvait être applicable dans le canton à raison de la petite quantité, du peu de valeur et de la situation des communaux, (...) considérant enfin qu'il y a une disproportion marquée et une lésion trop frappante dans bien des communes," l'administration arrête "quelle est d'avis unanime que le verbal de partage général des communaux du Grandvaux fait par le citoyen Courtois à la date du 3 messidor an trois, soit regardé comme nul et non avenu et que toutes les communes soient réintégrées dans leurs droits de jouissance des communaux." La délibération doit être envoyée à l'administration centrale du Jura "en l'invitant à prononcer définitivement la nullité dudit partage."

L'administration du canton écrivit à nouveau le 11 juillet 1799, pour demander à l'administration du département de prendre une décision à ce sujet. Il ne semble pas cependant que cette administration se soit prononcée sur ce sujet, et on a pu remarquer que le partage des communaux réalisé à Grande-Rivière demeura en l'état. Ce partage des communaux ne fut donc pas annulé.

D- La Culture des communaux à la fin de la période révolutionnaire

1) Evolution au cours de la Révolution des idées concernant la gestion des communaux

Le corps municipal de Rochepierre ci-devant Saint-Pierre délibère sur les communaux le 9 thermidor an II (27 juillet 1794) et le procès-verbal précise : "Un membre a dit qu'une grande partie des habitants de la commune avaient semé sur les communaux, comme aussi que tous les particuliers y avaient fait paître le bétail et qu'il était de droit que les uns et les autres fussent cotisés en conséquence de la culture et champoyage qu'ils en ont fait." Il s'agit donc pour la première fois, semble-il, de demander une imposition communale non pas seulement sur ceux qui cultivent les communaux mais également sur ceux qui les utilisent conformément à leur usage en menant "champoyer" leurs animaux. On constate que ceux qui cultivent les communaux disent en quelque sorte, qu'ils utilisent une partie des biens communs comme ceux qui mènent leur bétail paître sur le parcours, et que ces derniers doivent également payer une contribution pour cet usage jusque là traditionnel et gratuit. L'utilisation normale des communaux par la culture se banalise donc. Le corps municipal de Rochepierre nomme en conséquence des commissaires non seulement à l'effet "d'estimer chaque place de communal que les différents particuliers ont semé en la présente année et en dresser un état" mais également pour faire "un état circonstancié du bétail de la commune qui a champoyé sur les communaux aussi en la présente année"⁷⁹ ."

^a Ce qui explique probablement en partie, les différences de la valorisation retenue pour ces communaux.

Cette évolution se manifeste encore de manière plus nette lors des délibérations prises par l'administration du canton de Saint-Laurent les 17 juillet et 15 décembre 1796. Conformément aux décisions prises, des commissaires se sont occupés au cours de l'été de recenser les communaux ensemençés et un membre remarque en décembre, que l'on "ne s'est pas encore occupé à régler le mode auquel devait être imposé soit les cultivateurs (des communaux), soit les propriétaires des bestiaux qui ont été livrés au parcours desdits communaux et demande que l'administration s'occupe instamment à fixer à quel taux on doit porter soit le cultivateur à raison du produit du terrain qu'il a emblaver, soit le particulier qui l'a fait champoyer par son bétail."

Cette motion est prise en compte par l'administration du canton qui, "voulant, autant qu'il est en elle, concilier l'intérêt du pauvre, avec celui qui est dans l'aisance, et considérant que les communaux ont été de tous temps consacrés au service de l'homme indigent et à la nourriture des bestiaux, et que celui, qui abandonnant son propre bien, s'y immisce sans une nécessité absolue, vole non seulement la subsistance et la ressource de l'indigent mais prive encore l'homme commode de la faculté d'y faire parcourir son bétail," décide qu'il sera fait un rôle dans les communes où les communaux sont encore indivis "sur lequel les cultivateurs seront imposés, savoir l'étendue présumée d'une mesure d'orge sera taxée six sols, celle de l'orgée à 4 sols, celle de l'avoine à 2 sols, celle de la mesure de pomme de terre, du chanvre et du lin à 4 sols, les vaches y seront taxées à douze sols par tête, les génisses et les chèvres à huit sols."

On décide encore ce même jour que le rôle sera établi "sans faire de distinction entre les cultivateurs pauvres ou riches, sauf sur le rapport de l'agent (municipal) qu'il sera fait des réductions en faveur de ceux qui étaient absolument pauvres et nécessiteux, ne pouvant se dispenser de cette culture, sans néanmoins que cette réduction puisse être de plus d'un tiers du montant du rôle de chaque commune."

A la suite de ces décisions, "plusieurs particuliers de La Rivière-Devant" demandent en juin 1797 "le rapport du rôle fait sur les communaux" de leur commune. L'administration municipale refuse d'annuler ces impositions et met en avant "la justice des rôles (...) sur lesquels ont été portés et les propriétaires des bestiaux mis sur le parcours et les cultivateurs des communaux" et que la délibération qu'elle a prise a été approuvée par l'administration centrale. Mécontents, les habitants de Rivière-Devant demanderont, sans succès, le partage de leurs communaux.

Néanmoins, l'administration cantonale maintient le cap et informe fin septembre 1797, l'administration centrale du Jura, qu'elle conserve pour l'année 1797 les dispositions prises antérieurement et demande une nouvelle homologation de celles-ci avant d'effectuer la confection des rôles de l'année. L'accord est donné par l'administration départementale et l'administration cantonale décide le 23 octobre 1797 que les états des rôles seront examinés lors de la prochaine séance, notamment pour les remises et réductions à faire à ceux qui sont pauvres, selon les dispositions prises en décembre 1796.

Des protestations sont également formulées dans d'autres communes et "plusieurs particuliers de La Grande-Rivière demandent à être dégrevés et

prétendent être trop imposés sur le rôle fait au sujet des cultivateurs des communaux." Cette réclamation intervient au début du mois d'octobre 1797 et concerne donc l'imposition des cultures de 1796, alors que le partage des communaux n'est intervenu qu'en octobre 1796. L'administration cantonale formule un avis le 18 octobre 1797 destiné à l'administration départementale. Elle remarque que peu de particuliers ont réclamé et "que ce ne peut être que l'effet de l'entêtement ou un refus de payer de la part des pétitionnaires." Elle demande que les particuliers récalcitrants soient poursuivis devant les tribunaux compétents "pour obtenir l'indemnité due pour l'embavement desdits communaux."

Cette même administration cantonale évoque à nouveau le 4 juillet 1798 le problème de l'utilisation des communaux. Un membre indique que les abus constatés au cours des deux années antérieures se poursuivent et "que les mêmes précautions doivent être prises cette année pour atteindre les cultivateurs surtout ceux, qui dans l'aisance et possédant un bien suffisant pour leur subsistance, s'introduisent dans les communaux qui doivent être réservés exclusivement pour la ressource du pauvre et le parcours du bétail." L'administration cantonale approuve et considère "qu'il est de toute justice d'atteindre par un impôt quelconque les cultivateurs de communaux surtout celui qui s'y immisc sans besoin." Elle nomme en conséquence des commissaires -y compris pour Grande-Rivière, dont les communaux ont pourtant été partagés entre les habitants, payés à raison de 5 francs par jour, pour visiter de suite les "fonds ensemencés ou clos" et faire un rapport "sur la quantité de mesures de grains que peuvent produire les terrains ensemencés par chaque particulier." On retiendra en outre les tarifs fixés lors de la délibération du 15 décembre 1796 qui a été homologuée par l'administration centrale du département.

Ces commissaires vaquent à leurs opérations. Cependant, "les réclamations sans nombre qui ne cessent d'être faites par les cultivateurs des communaux qui se plaignent d'être trop taxés" laissent penser à l'administration cantonale le 19 octobre 1798, que les remises ordonnées précédemment "aux pauvres nécessiteux et aux parents des défenseurs de la patrie" n'ont pas été faites. Elle décide donc d'examiner minutieusement les listes d'imposition afin que "les réductions à faire soient opérées par l'administration en général." D'après une délibération prise concernant spécifiquement Prénovel, le rôle du père ou de la mère d'un défenseur de la patrie serait réduit de moitié.

Dans une délibération du 6 juillet 1799, l'administration du canton de Saint-Laurent confirme qu'elle entend poursuivre dans la même voie pour l'établissement des rôles des communaux de l'année 1799 et que les agents municipaux "ont la facilité de faire les modérations à proportion des facultés et des besoins de chaque cultivateur."

Il m'a semblé intéressant de rapporter ces évolutions faites en faveur des plus défavorisés. Je rappelle également que l'administration communale du canton de Saint-Laurent a œuvré au printemps 1798 pour que l'administration centrale du Jura décide l'annulation du partage des communaux de Saint-Laurent. Ils ont ainsi, probablement involontairement, agi au profit des plus démunis de la commune et ils se sont d'ailleurs empressés de taxer les communaux ensemencés par les anciens propriétaires. Ceux-ci figurent d'ailleurs certainement en bonne place parmi ceux qui en octobre 1798 effectuent "des réclamations sans nombre."

2) La culture des communaux des Piards et de Prénoval en 1797

Les communaux et forêts communales des Piards et de Prénoval sont communs entre les habitants des deux communes, qui cependant dépendent de deux administrations cantonales distinctes. Les décisions prises par ces administrations diffèrent et c'est une cause importante de désaccord.

Henry-Joseph Janier-Dubry, agent municipal de la commune des Piards dresse un rapport sans complaisance le 6 mars 1796 à l'administration du canton de La Rixouse : Les officiers municipaux des Piards, ses devanciers, n'ont pris aucune mesure pour exécuter la loi sur le partage des communaux. Ils ont même "laissé dévaster la forêt, déshonorer les arbres, aplanir plusieurs endroits des assiettes, souffert qu'on allumât des feux pour brûler les gazons, (...) enlever par la culture tous les communaux et parcours destinés les chemins vicinaux (sic), construire des bâtiments sur les communaux. (...) Ils ont toléré des armées de chèvres dans la forêt qui est indivise entre Les Piards et Prénoval, ainsi que les communaux et parcours" et il en est résulté des maux incalculables notamment pour les jeunes sapins. On peut constater que dans ces deux villages, comme dans le reste du Grandvaux, on mésusa beaucoup des forêts durant la Révolution.

A l'invitation de l'agent municipal, l'administration de ce canton adopte alors un règlement en 17 articles pour la gestion des communaux des Piards : Sans préjudice du droit qu'ont les citoyens de demander le partage des communaux, seuls quelques communaux des Piards et de Prénoval pourront être amodiés partiellement. Les autres parties, notamment celles enclavées dans la forêt resteront libres pour le parcours des bestiaux. Des procès-verbaux des amodiations seront établis et des poursuites devant les tribunaux seront engagées contre les contrevenants. Il est notamment prévu "une amende de trois journées de travail et un jour d'emprisonnement." Ceux des citoyens qui ont des bâtiments ou "usines sur les communaux seront tenus à en payer le produit au prorata du terrain qu'ils occupent." Les gardes forestiers établiront des rapports sur les délits constatés notamment sur la dévastation des forêts réalisée "soit pour brûler les gazons, soit pour clore les communaux" ou encore par "les propriétaires de chèvres en les conduisant dans la forêt." Le règlement sera envoyé sur le champ à l'administration centrale du Jura pour approbation "de même qu'à l'administration municipale du canton de Saint-Laurent pour qu'elle adopte les mêmes mesures pour la commune de Prénoval"⁸⁰.

Cette proposition n'est pas traitée par l'administration du canton de Saint-Laurent qui, à la fin de l'été de 1796, menace d'envoyer des gendarmes en station chez les habitants de Prénoval qui se refusent d'indiquer les communaux ensemencés. Il est probable qu'aucun rôle ne fut établi pour l'utilisation des communaux en 1796.

Apparemment les relations se sont améliorées l'année suivante et les agents communaux de Prénoval, Désiré Janier, et des Piards Henry-Joseph Janier-Dubry, décident, aidés de commissaires domiciliés dans chaque commune, d'effectuer en commun du 8 au 12 août 1797, une reconnaissance des communaux cultivés. Ils dressent le procès-verbal taxé des seuls communaux cultivés et donc sans s'occuper des parcours de communaux utilisés pour la nourriture du bétail⁸¹.

L'état comporte la désignation en détail des 89 familles utilisatrices des communaux des deux communes, 24 aux Piards et 65 à Prénovel. Autant dire que presque toutes les familles de Prénovel et la grande majorité de celles des Piards cultivent une partie de ces communaux. Pour chaque famille le rôle établi comporte l'indication de la partie du terrain communal concernée, sa superficie approximative et le montant de l'imposition. Par exemple :

* Art 10 : Claude-Joseph Piard le jeune, cultivateur aux Piards	
- Au Crétet du Cramoiron, trois quarts de journal, taxé	6 livres
Total de sa côte	6 livres
* Art 15 : Jean-Claude Verguet, cultivateur aux Piards	
- Aux Preilons, un huitième de journal, taxé	1 livre 2 soulds
- Aux Lattes, deux tiers de journal	6 livres
- Sous la vy des Lattes, un tiers de journal	3 livres
- Au Cretet d'aval du Cramoiron, un tiers de journal	3 livres 10 s
Total	13 livres 12 soulds
* Art 36 : François-Joseph Janier-Dubry, cultivateur à Prénovel :	
- Derrière et d'aval de chez lui, un journal et demy, taxé	14 livres
- D'amont de chez lui, jardin, remise et anticipation 60 perches	3 livres
Total	17 livres
* Art 40 Claude-François Janier, marchand à Prénovel :	
- Aux Pessettes, un journal et quart	22 livres 10 soulds
- pour sa cave, sa maison neuve, un jardin devant, au vent	
desdittes maison et jardin au vent de son jardin, demy journal	9 livres
Total	31 livres 10 s
* Ou encore Art 74 : Jean-Baptiste Belbenoit le vieux, cultivateur à Prénovel :	
- Sur la Poya, deux tiers de journal	7 livres
- aux Combes, deux tiers de journal	6 livres
- Vers le Sechai Janier, deux tiers de journal	10 livres
- petit jardin rière chez lui	10 soulds
- deux petits jardins sur le Séchai	2 livres 5 s
Total	25 livres 15 s

Trois des exemples relevés montrent que souvent les cultures se font à proximité du domicile ou des terres de l'exploitant des communaux. Ils permettent également de pressentir comment s'opèrent "les anticipations." On constate d'après ces exemples, qu'il n'y a pas uniformité de taxation en fonction de la superficie des terres exploitées. Le procès-verbal indique d'ailleurs que la taxe a été basée "suivant les produits dont lesdites communes ont été privées et suivant leur valeur intrinsèque sans avoir eu égard à la belle ou mauvaise apparence des récoltes des différents productions, étant d'avis que les individus auxquels doivent être répartis la somme provenant de ladite culture des communaux sont suffisamment indemnisés sans faire

tourner à leur profit le travail de l'agriculteur industriel et laborieux et par la même raison ne pas épargner les paresseux ou ceux qui ont épuisé les meilleurs sols pour les avoir cultivés pendant une espace de temps trop considérable sans y mettre aucun engrais." Voilà des précisions encourageantes pour les bons cultivateurs.

Le total de la taxation s'élève à 1 781 livres et 2 sous. Les 24 rôles des Piards s'élèvent à 310 livres tandis que les 65 établis pour les familles de Prénovel représentent 1 471 livres. Sur une base de dix à onze livres pour un journal, qui semble représenter une moyenne, on peut déterminer approximativement la superficie des communaux concernés soit 29 journaux (environ 10 hectares) pour les Piards et 140 journaux (environ 50 hectares) pour Prénovel. Si l'on rapporte ces données aux 173 habitants recensés aux Piards en 1790 et aux 390 dénombrés à Prénovel à la même date, on remarque que, par habitant, ceux de Prénovel cultivent approximativement deux fois plus de communaux que ceux des Piards. Comme l'indique le nom d'un des villages "Pré nouvel," il y a d'ailleurs beaucoup plus de communaux à Prénovel qu'aux Piards.

Si l'on reprend le débat qui a cours alors dans le canton de Saint-Laurent pour avantager les moins favorisés, on remarque dans ces deux villages que tous les habitants, aisés ou non, exploitent les communaux. Par contre la taxation des terres ne tient, en principe, pas compte de leur situation sociale.

Aux Piards, Henry-Joseph Janier-Dubry ne figure pas parmi les cultivateurs de communaux, mais les Vincent et les Martine, qui sont les mieux nantis du village, sans pour autant d'ailleurs que l'on puisse les qualifier d'aisés, figurent parmi eux. Jérôme et Augustin Piard, cultivateurs aux Piards semblent être les plus taxés des deux villages pour un montant de 59 livres concernant six pièces de terre différentes, dont "9 livres pour le sol de leur maison située sur le sol communal."

A Prénovel, les plus aisés cultivent les communaux, souvent, comme le montre les exemples relevés ci-dessus pour François-Joseph Janier-Dubry et Claude-François Janier, en "anticipant" des terres situées à proximité de leurs propriétés. Parmi ceux qui ne peuvent pas être classés parmi les plus aisés on peut relever : Cyprien Piard et Alexis Janier-Devant des Bérods, taxés respectivement pour 22 et 28 livres, et qui exploitent chacun huit petites parcelles de terre communale. Jean-Pierre Janier le vieux, cultive pour sa part sept fonds taxés à hauteur de 50 livres dont l'un d'une superficie d'un seul tenant de deux journaux. Pierre-Joseph Molard, l'ancien maire de Prénovel, exploite lui deux petites pièces de terre et quatre "petits coins" dont deux "en anticipation," le tout taxé pour 9 livres et 5 sous.

En outre, chacun appose chaque année une clôture de bois sur la partie des communaux qu'il s'attribue et les rédacteurs du procès-verbal relèvent "que la culture desdits communaux est très préjudiciable à la forest desdites communes à cause des délits qui se commettent pour la clôture d'iceux et à la police qui doit être exercée dans les communes en obstruant les chemins vicinaux de communication, même les abreuvoirs et ne laissant aucun parcours au bétail."

Les deux agents communaux des Piards et de Prénovel s'adressent à l'administration centrale du Jura pour faire homologuer le rôle et obtenir l'accord nécessaire pour encaisser les sommes correspondantes. Celui de Prénovel, conformément à la doctrine en vigueur dans son canton, demande par la suite à être autorisé à amodier une partie des communaux aux pauvres nécessiteux de sa

commune. Avant de trancher, cette administration centrale sollicite l'avis de chacune des administrations municipales des cantons de La Rixouse et de Saint-Laurent. Elle demande notamment le 8 janvier 1798 "les moyens à prendre pour faire cesser la culture illégale des communaux indivis entre les communes de Prénovel et des Piards et vérifier s'il ne serait pas plus avantageux pour les habitants de les amodier pour six ou neuf années en conservant des parcours."

L'administration du canton de Saint-Laurent ne formule son avis que le 28 mars. On peut notamment y relever : "Considérant que dans le canton, les communaux, loin d'être suffisant pour le parcours, suffisent à peine pour nourrir le bétail un mois par saison, et, ce peu est absolument ruiné par la fatigue d'être brûlé et écorché en tout ou en partie (...) non seulement par les particuliers pauvres et nécessiteux d'y aller, mais encore par les riches ou par ceux qui ont la force d'en cultiver le plus et qui se contentent de fatiguer le terrain sans y mettre aucun engrais, considérant que cet abus est non seulement la ruine des communaux, mais encore des bois en ce qu'on les détruit pour barrer et brûler lesdits communaux (...)," l'administration municipale du canton de Saint-Laurent "est d'avis qu'il soit fait défense à tous citoyens de s'immiscer dans les communaux sous peine d'être traduits devant les tribunaux (...) et que l'agent de la commune (de Prénovel) soit autorisé à accorder pour un ou plusieurs années quelques portions de terrains communaux à des particuliers nécessiteux en choisissant les parties les moins nuisibles et préjudiciables à l'intérêt général et au taux qui sera réglé par ledit agent ou par qui de droit."

L'administration centrale du Jura délibère à nouveau sur ce dossier le 13 avril 1798, soit déjà, en principe, un peu tardivement pour la saison. Elle homologue le procès-verbal établi en août dernier et autorise l'encaissement des sommes qui y sont portées. Elle arrête également "que les agents municipaux des communes de Prénovel et des Piards se concerteront désormais pour déterminer et désigner les portions des communaux qui seront livrées à la culture et amodier à profit commun ou dans la proportion de leurs droits respectifs, que l'amodiation en sera ordonnée à vue de cet état."

Ainsi pour l'administration centrale la notion d'amodiation des communaux réservés à la culture devrait devenir la règle, mais les agents pourront amodier les terrains communaux à tous les habitants et non pas seulement aux nécessiteux. On constate par là que l'administration centrale s'attache plus à essayer de résoudre les problèmes liés aux abus constatés sur les communaux, qu'à tenter de satisfaire quelque peu les besoins qu'éprouvent les moins favorisés. L'amodiation d'une partie des communaux pour la culture suppose en effet une fixité de la définition de la partie concernée sur plusieurs années et l'utilisation des méthodes traditionnelles de culture notamment par des engrais. Les moins aisés auraient dans ce cas plus de difficultés pour s'engager à observer les règles voulues en la matière. De toute manière, ce ne sera sûrement pas au cours de cette année que l'on arrêtera de cultiver les communaux des deux communes de manière désordonnée...

L'administration municipale du canton de La Rixouse demande le 7 juillet 1799 à Jean-Jacques Piard, agent municipal des Piards, de choisir deux ou trois commissaires "afin de procéder à la reconnaissance et estimation des communaux cultivés ou anticipés en la présente année suivant les dommages et revenus nets,"

document devant servir à établir le rôle après approbation par l'administration supérieure. De plus, "l'agent municipal de la commune de Prénovel sera invité de faire nommer des commissaires pour vaquer de concert avec Claude-Joseph Piard le vieux et Jean-François Martine pour celle des Piards dont les communaux sont indivis avec la commune de Prénovel⁸²." Il est donc prévu de poursuivre l'établissement des rôles selon le mode antérieurement adopté.

L'évaluation de l'imposition des communaux de Prénovel ne s'était pas déroulée en 1797 selon les vœux de l'administration cantonale de Saint-Laurent. Cependant celle-ci avait laissé faire devant ce fait accompli et commun aux deux communes des Piards et de Prénovel. Pour l'établissement des rôles de 1799, l'administration cantonale de Saint-Laurent demanda aux commissaires qu'elle désigna pour Prénovel d'établir un travail en tout point semblable à ses consignes pour l'ensemble des autres communes de son ressort. Les commissaires opérèrent cependant comme ils l'avaient fait en 1797 et probablement en 1798. Lorsque le rôle qu'ils avaient établi en commun avec les commissaires des Piards parvint à la connaissance de l'administration cantonale, elle réagit vivement le 19 mars 1800 : "Considérant que lesdits commissaires n'ont pas opéré selon le prescrit" des délibérations antérieurement prises, "toutes dûment homologuées, en ce qu'ils n'ont pas évalué le produit sur la quotité des grains et de légumes que chaque particulier ont (sic) récolté sur lesdits communaux, considérant que l'agent municipal de la commune de Prénovel ne s'est pas non plus conformé au prescrit des susdites délibérations en ce qu'il n'a pas imposé le bétail sujet au parcours sur lesdits communaux, arrêtons (...) que le susdit procès-verbal et le présent rôle sont déclarés nuls et enjoignons à l'agent municipal de ladite commune de faire procéder de nouveau et procéder lui-même selon le prescrit des susdits arrêtés."

L'agent municipal de Prénovel n'est plus le même qu'en 1797. Le titulaire normal est François-Joseph Janier-Dubry, mais le chapitre consacré aux affaires politiques relate sa suspension à compter du mois de septembre 1799. Cependant, on comprend qu'il a opéré comme à l'accoutumée selon un processus convenant aux deux communes concernées et il se trouve désavoué. On peut remarquer que, pour sa part, l'administration du canton ne demande pas à l'agent d'amodier les communaux selon les consignes données par l'administration du département.

Les deux administrations cantonale et départementale vont cesser leurs fonctions dans moins d'un mois. Cependant, un rôle fut bien émis pour l'emploi des communaux en l'an VII, même si on ne sait pas de quelle manière cette imposition fut établie. Néanmoins, une vingtaine d'habitants de Prénovel trouvèrent que "la taxe excède de beaucoup la valeur du produit de la culture" desdits communaux. Ils nommèrent donc le 30 août 1800 deux commissaires Claude-Henry Janier le vieux et Jean-Pierre Alabouvette pour, en ce qui les concerne, former opposition à l'exécution de ce rôle⁸³.

V - La religion 1795-1799

A - Les pensions et secours versés aux prêtres, ci-devant fonctionnaires publics

Je regroupe dans cette rubrique pensions et secours, les éléments concernant les années 1794 et 1795.

Un décret de la Convention nationale du 2 frimaire an II (22 novembre 1793) accordait des secours aux prêtres qui abdiquaient leurs fonctions. Beaucoup de prêtres, en 1794, ne firent que de renoncer à leur cure ou à leur succursale, ce qui ne constituait pas une abdication. Ils ne pouvaient donc pas, normalement, bénéficier de cette pension. Le district de Saint-Claude adressa des listes de prêtres sans distinguer la situation de chacun⁸⁴.

Les prêtres du district reçurent donc leur traitement jusqu'à la fin du 2^e trimestre du calendrier républicain survenue le 30 ventôse an II (20 mars 1794) s'ils n'avaient pas encore démissionné ou jusqu'à la date de leur abdication ou démission, si elle était antérieure.

Le 2^e jour des sans-culottides an II ou 18 septembre 1794, le budget des cultes est supprimé. La disparition du clergé est en fait tenue pour acquise. Mais la même loi permet d'allouer des secours aux anciens ministres du culte qui ont abdicué ou qui ont continué leurs fonctions ou qui les ont abandonnées sans avoir abdicué.

Le montant annuel de la pension est fixé par rapport à l'âge du bénéficiaire. Cette pension est de 800 livres jusqu'à 50 ans, 1000 livres de 50 à 70 ans et de 1200 livres après 70 ans. Les administrateurs du district se voient donc contraints de demander aux différentes municipalités les dates de naissance des différents ecclésiastiques vivant dans leur commune pour pouvoir dresser les tableaux trimestriels des pensions dues.

1) Prêtres admis à recevoir des secours

C'est ainsi que la municipalité de L'Isle au Grandvaux envoie⁸⁵ le 17 novembre 1794, un état des ecclésiastiques **qui résident actuellement** dans la commune :

- Augustin Febvre, ex curé de La Rixouse, né le 6 mars 1719^a;
- Pierre-Joseph Martelet, ex curé de l'Abbaye du Grandvaux, né le 12 février 1720;
- Claude-Joseph Martelet, ex curé de Moulinge (comprendre Molinges), né le premier mai 1729;
- Joseph-Augustin Martelet, ex curé d'Arbent, né le 2 avril 1747;
- Jean-Baptiste Gousset, ex curé de Viry, né le 8 décembre 1747;
- Alexandre Martelet, ex curé de Longecombe, né le 4 février 1749;
- Pierre-Antoine Janet, ex-curé de Saint-Georges, né le 19 août 1750. (La commune de Larrivoire confirme pour sa part que le citoyen Janet, son ancien curé, demeure chez ses parents aux Chauvins);
- Joseph-Alexandre Gousset, ex vicaire à Rochepierre, né le 28 janvier 1761.
- et Jean-Baptiste Faivre, ex curé de La Chau-des-Crotenay, né le 15 may 1770.

Le secrétaire de la municipalité de la commune de L'Isle au Grandvaux certifie ensuite avoir vérifié sur les registres des actes de baptême, les actes de naissance des prêtres nommés.

^a Cependant, Augustin Febvre présente plus tard un extrait baptistaire montrant qu'il est né le 20 octobre 1719.

Ainsi, la petite commune de L'Isle ci-devant Grande-Rivière regroupe à cette époque neuf prêtres tous nés sur son territoire.

Nous avons vu ci-dessus que le montant de la pension dépend de l'âge du bénéficiaire. La tentation peut être grande de se tromper ou de permettre à un secrétaire municipal de se tromper. C'est ce qui se produit ci-dessus pour le prêtre Claude-Joseph Martelet qui est indiqué comme étant né le 1^{er} mai 1729 alors qu'il est né réellement le 6 mai 1736. Il est alors considéré comme étant âgé de 65 ans et non de 58 ans. De cette manière on pense qu'il bénéficiera de la pension au taux supérieur avec environ sept années d'avance. Pourtant le secrétaire de la municipalité a bien procédé à la vérification indiquée. Il a trouvé, à la date de 1729, la naissance d'un Claude-Joseph Martelet, né des mêmes parents que le prêtre. Toutefois ce Claude-Joseph est décédé le 23 février 1732 et les parents donnèrent, en 1736, le même prénom à leur dernier fils...

De même, la commune de Rochepierre envoie, en latin, l'acte de baptême de Dominique Bénier, seul prêtre vivant dans cette commune. La commune de Belair n'abrite, comme ecclésiastique, le 25 novembre, que le citoyen Hyacinthe Bouvet, ex curé de Morez, qui réside présentement chez ses parents et est fort tranquille. François-Joseph Martine, est également le seul ecclésiastique résidant aux Piards à cette époque.

Le maire, Pierre-Louis Rosset, et les officiers municipaux de la commune du Lac-des-Rouges-Truites répondent le 15 novembre : "Nous avons à te faire observer qu'il n'y a dans la commune aucun prêtre, si ce n'est Augustin Michaud, ci-devant prêtre, étant dans son domicile depuis passé 20 ans pour cause de démence, lequel dans le courant de l'hiver passé a quitté son domicile pour cause de démence et fut transporté à Besançon et y a été arrêté et mis en prison et de là, a été conduit à Dole et y est renfermé actuellement^a."

Finalement un tableau sera préparé pour le paiement des pensions du deuxième semestre de l'an II (du 21 mars au 21 septembre 1794.) Les pensions correspondantes ne seront réglées qu'en décembre 1794 et janvier 1795.

2) Versement des secours (1794-1795)

On trouve notamment dans cet état, pour une pension calculée sur la base annuelle de 1200 livres : Pierre-Joseph Martelet et Augustin Febvre. Pour une pension de base annuelle de 1000 livres : Augustin Besson, Hyacinthe Bouvet, Claude-Joseph Martelet et Dominique Bénier-Rolet, ce dernier âgé de 69 ans. Pension annuelle basée sur 800 livres : Jean-Baptiste Gousset, Pierre Ponard, Joseph-Alexandre Gousset, Pierre-Antoine Janet, François-Nicolas Martin, ci-devant curé de Choux, Philippe Rochet, âgé de 48 ans (mais il s'agit d'une erreur qui sera corrigée le trimestre suivant, où il passera dans la catégorie d'âge supérieure,) François-Joseph Martine, Joseph-Augustin Martelet et Alexandre Martelet.

Joseph-Alexandre Gousset perçoit ainsi plus que son précédent traitement de vicaire de 700 livres, mais il semble que ce soit une erreur des administrateurs du

^a Ce prêtre Michaud, est l'un des prêtres missionnaires à Foncine. Cf. Pierre Doudier : *Villages comtois sous la Révolution et l'Empire*, Imprimerie les Presses jurassiennes. Dole, 1975.

district. Le montant des pensions des autres prêtres est inférieur à celui de leur traitement antérieur.

Des anciennes religieuses, non considérées émigrées, comme Marie-Brigide Pichon, Marie-Euphrasie Ferrez ou Marie-Anne Maillet-Mathieu peuvent également recevoir des secours calculés, selon leur âge, sur une base annuelle de 500, 600 ou 700 livres.

Le curé Dominique Bénier réclama en septembre 1795, en faisant remarquer qu'étant né en mars 1724, il était par conséquent âgé de plus de 70 ans et qu'il devait bénéficier d'une pension annuelle de 1200 livres et non de 1000 livres. Il reçut comme réponse l'information que l'âge des individus était apprécié définitivement à la date de la loi du 2 frimaire an II (22 novembre 1793), date à laquelle il n'avait pas encore 70 ans. Sa pension annuelle future resterait donc fixée à 1000 livres⁸⁶. La conséquence en est aussi que l'erreur de la date de naissance de Claude-Joseph Martelet devait ainsi rester sans bénéfice pour lui pour l'avenir...

Un autre état trimestriel des pensions est établi à la date du 23 septembre 1795. Il précise le domicile des prêtres, mais ceux-ci correspondent aux domiciles mentionnés en novembre 1794 et n'apportent donc pas de précisions utiles. On peut constater que Claude Grand, l'ancien curé de Saint-Laurent est indiqué, sur une base annuelle de 1000 livres et domicilié à Moirans ainsi que Jean-Baptiste Faivre pour une pension accordée sur la base annuelle de 800 livres. Pour le reste, on ne voit guère de modifications que l'âge de Philippe Rochet. Joseph-Alexandre Gousset est indiqué comme demeurant (ou ayant habité en novembre 1794) à Saint-Pierre.

B - Retour vers une liberté partielle du culte à partir de 1795

1) Rétablissement du nom des communes

Le changement de nom des communes a été étudié dans un chapitre consacré à la religion. Les précisions sur la reprise de leur nom antérieur sont donc également examinées dans ce chapitre voué à la religion.

On a vu dans la rubrique consacrée à la mise en place d'un bureau de poste à Saint-Laurent que la commune de "Belair" s'était empressée de reprendre son ancien nom de Saint-Laurent dès le 4 février 1795 afin d'éviter la désorganisation et d'importants retards de courrier. Elle avait aussi rappelé "qu'il paraît être dans l'esprit de la Convention nationale que les communes reprennent leur ancien nom puisqu'elle vient de restituer à "Commune Affranchie" celui de Lyon, à Port-la-Montagne celui de Toulon et qu'elle a dernièrement ordonné la mention honorable et l'insertion au bulletin de l'adresse de la commune de Montmartre qui avait pris celui de Mont-Marat et qui annonce qu'elle reprend son premier nom."

On notera cependant que dans les exemples de changements de nom retenus par le conseil général de la commune, aucun ne concerne un nom de saint.

A la suite de Saint-Laurent, Grande-Rivière et Rivière-Devant retrouvent, comme par enchantement, leur nom ancien.

A Saint-Pierre, aucune délibération n'est prise, mais après le 15 avril 1795, à la suite de l'opération d'épuration du conseil général de la commune, le registre de délibérations de cette municipalité ne parle plus de Rochepierre, mais uniquement de Saint-Pierre.

2) Une situation transitoire difficile en 1795

Un décret de la Convention nationale du 21 février 1795 rétablit la liberté des cultes. Il s'agit pour partie de mettre fin à la guerre de Vendée et aussi, de surveiller ce qu'on ne peut empêcher. Mais les temples demeurent réservés pour l'usage du culte décadaire et les catholiques n'ont pas d'église. Si la liberté existe théoriquement, les sonneries de cloche, les processions, les habits ecclésiastiques et les associations demeurent interdits.

Urbain Thouverez, l'agent national de "**Fort-du-Plane**" écrit le 10 mars 1795 (20 ventôse an III) à son homologue "du district de Saint-Claude" une lettre que nous reproduisons entièrement en rétablissant cependant une orthographe très défailante⁸⁷.

"Citoyen, L'esprit public dans ma commune n'est plus tranquille. Voici un décadi, aujourd'hui, allant au temple pour publier les lois, il s'est trouvé quantité de femmes et quelques hommes qui m'ont injurié en me traitant d'impie et de scélérat. Va nous chercher des prêtres, nous ne voulons plus écouter tes lois, ni toutes tes grimaces. Nous voulons notre église, donne nous en les clefs; il y a assez longtemps que tu les possèdes."

"Je me suis trouvé assez étonné d'entendre de pareils discours et j'ai opposé à tout cela les meilleurs discours que j'ai pu. Tout cela ne vient que de ces prêtres qui sont à la Grande-Rivière, qui disent la messe au Faroz (sic, donc, au domicile du curé Pierre-Joseph Martelet,) sur le rapport qui m'en a été fait."

"Dis moi, comme il m'y faut prendre pour apaiser toute cette espèce de contre-révolution. On sortant du temple, on a voulu recommencer à peu près les mêmes menaces. Ces femmes veulent des prêtres et des messes. Quantité d'hommes, même des notables veulent que je fasse sonner les angélus et que les portes du temple soit ouvertes."

"Je leur ai fait lecture de l'arrêté des représentants du peuple en date du 30 brumaire à Pontarlier qui le défend. Malgré cela, ils n'ont pas laissé que de toujours persister dans leur opinion. Je te demande des secours et des moyens pour apaiser ces tumultes. Vive la République. Salut et fraternités."

Ce pli porte le cachet de Morez, mais ni celui de Mainlibre, ni celui de Saint-Laurent. Pour sa part, le curé Martelet connaît probablement le décret du 21 février alors qu'il ne semble pas que ce soit le cas de l'agent national de Fort-du-Plane.

Les administrateurs du district examinent dans leur séance du 19 mars cette lettre de l'agent national de Fort-du-Plane "portant que des citoyens, surtout des citoyens aveuglés, ont interrompu la lecture des lois pour lui demander une église et des prêtres." L'agent national du district rappelle que le représentant du peuple "à qui cette lettre fut communiquée jugea convenable que le district envoyât un commissaire qui expliquât à ces citoyens la loi sur la liberté des cultes, leur fît comprendre la sagesse des mesures de police prescrites par cette loi et ordonnât l'arrestation des mutins, en cas que la loi trouvât des réfractaires." L'agent national du district demande donc que le directoire du district nomme un commissaire qui se rende sur place "pour expliquer la loi et remplir les intentions du représentant"⁸⁸.

Le comportement du curé **Martelet** est encore -voir déjà en 1794- confirmé par François-Xavier Roche, agent national de Rivière-Devant qui écrit le 16 mars à ce même agent national du district.

"Je te prévien qu'il s'est fait un rassemblement à la commune de La Grande-Rivière, à la maison du sieur Martelet, ci-devant curé de l'**Abbaye**. Ce rassemblement est occasionné par ledit Martelet qui dit la messe dans sa maison. Il y va des certains (?ou centaines) fanatiques de trois à cinq communes, parce qu'ils sont quatre prêtres de la même famille et qui chantent la messe et vêpres. Il s'y professe des murmures exécrationnelles contre les autorités constituées, disant que ce sont les municipalités qui sont traîtres, parce que ce sont elles qui empêchent de dire la messe au temple de la raison. Je te donne avis que si cela continue, je crains fort qu'il ne se répande du sang sur les autorités constituées. J'espère que tu parviendras à empêcher ces rassemblements dangereux en envoyant audit Martelet une lettre dont je connais ton zèle pour en rédiger les motifs dont il me paraît que le rassemblement est contre les lois antérieures, sauf si je ne me trompe. (sic) Salut fraternité. Vive la République, périsse le fanatisme."

Ce qui se passe vers l'**Abbaye** fait également l'objet d'une plainte le 27 mars de la part d'Alexandre Roche, adjudant du bataillon du midy de la garde nationale du Grandvaux. Il passe par-dessus ses supérieurs et écrit⁸⁹ directement au chef de la légion, Vandel, qui habite Morez. "La présente est pour t'avertir qu'il y a beaucoup de dérangements dans le bataillon du midy. Il y a quantité de prêtres émigrés qui sont rentrés et qui ont embêté les trois quarts du bataillon jusqu'au commandant en chef. C'est presque une Vendée et dans peu de jours, il y aura du sang répandu. Je te prie de m'envoyer des ordres pour monter la garde et faire patrouille de jour et nuit afin d'arrêter ce brigandage. J'attends une réponse au plus tôt."

Comme François-Xavier Roche, Alexandre Roche parle de sang. On a toutefois rarement vu des prêtres ex-émigrés répandre le sang. François-Xavier Roche évoque, lui, quatre prêtres de la famille Martelet, dont aucun n'est émigré, et nous avons vu ci-dessus que neuf prêtres constitutionnels demeurent à Grande-Rivière. Alexandre Roche n'assimile-t-il pas certains, dont les trois prêtres Martelet qui exerçaient précédemment dans le département de l'Ain et à Molinges, à des prêtres émigrés ? Alexandre Roche évoque peut-être l'autre problème des prêtres de retour d'immigration et critique assurément indirectement ses chefs (dont certains ont probablement assisté aux messes du curé Martelet qui ne sont plus interdites.)

Le chef de la légion envoie dès le lendemain copie de cette lettre aux administrateurs du district et précise : "Je lui ai répondu que j'allais vous en faire part et qu'en attendant, il devait se concerter avec la municipalité du lieu pour maintenir la police et arrêter tous émigrés ou perturbateurs du repos public. (...) Il est certain que des prêtres émigrés rentrent dans ce district et qu'il est prudent de prendre des mesures pour prévenir les désordres qu'ils pourraient occasionner." Le chef de la légion évoque ensuite, sans donner de précisions, les mesures à prendre contre la municipalité de La Mouille. Il ajoute en post-scriptum "D'après les nouvelles reçues, j'ai cru devoir faire monter sur le champ la garde ici et aux Rousses en attendant vos ordres" pour que la frontière soit surveillée. Les administrateurs envoient immédiatement la copie de cette lettre à la Commission administrative⁹⁰.

Mais selon l'agent national de Rivière-Devant les choses empirent encore. Il écrit le 20 mai à l'agent national du district. "Je te préviens qu'il s'est exercé un culte au temple de la raison de la paroisse de la ci-devant Abbaye située sur ma commune," ce que la loi défend formellement. Et même, "on sonne la cloche pour avertir l'heure de la célébration du culte," ce qui est également prohibé⁹¹.

On peut penser, qu'avec plus ou moins de difficultés, c'est à partir de cette époque que des prêtres constitutionnels recommencèrent à célébrer leur culte dans le Grandvaux sans se cacher, mais avec prudence. C'est ainsi que Claude Grand, l'ancien curé de Saint-Laurent qui demeure à Ronchaud, écrit le 28 mai⁹² aux membres du directoire du district de Condat-Montagne : "Comme vous savez que la liberté des cultes est permise et qu'il est défendu d'y troubler personne dans son exercice. En conséquence, des officiers municipaux de **Saint-Pierre** accompagnés du maire sont venus dans ma solitude de Ronchaud me solliciter et presser de leur aller dire la messe chez eux. Etant venus une seconde fois à la charge l'avant-veille de la Pentecôte, j'ai consenti d'y aller pour ces deux fois avec réserve que cette démarche ne causerait aucun trouble. Je ne me suis pas aperçu qu'il y ait eu aucun désordre à ce sujet attendu que le maire (Ambroise Ferrez) est très prudent et a toujours été reconnu pour tel. Comme il y a encore beaucoup de malveillants qui ne cherchent qu'à causer des troubles, il se pourrait faire, comme j'en ai déjà été victime, qu'on empoisonna ma démarche ..." Il ajoute qu'au moindre signal des administrateurs du district, il pourra se renfermer de nouveau, avec plaisir, dans sa retraite solitaire.

Le moment paraît propice et le représentant du peuple Saladin fait mettre en liberté le 24 mai 1795, l'évêque du Jura, Moïse.

A la suite de mesures prises par le représentant du peuple Bailly, les administrateurs du district écrivent le 27 avril⁹³ aux chefs de brigade de gendarmerie pour qu'ils exercent la surveillance la plus active dans tous les points de la frontière pour éviter la rentrée des émigrés et prêtres déportés. Le représentant du peuple Saladin prend à son tour un arrêté le 16 mai spécifiant que tous les prêtres rentrés d'immigration doivent être mis en arrestation.

Pierre-Alexis Trouillot et François-Célestin Bouvet, deux gendarmes de la brigade de Saint-Laurent sont le 24 juillet 1795⁹⁴ vers les deux heures de l'après-midi en "patrouille sur les croisées de différentes routes pour surveiller à la sûreté publique" lorsqu'ils rencontrent un homme qui leur est inconnu. Il dit être natif de Dijon et présente un certificat du directoire du district de Chalon du 7 septembre 1792. En vertu des ordres reçus pour empêcher la rentrée des émigrés ou prêtres déportés, il est conduit à la municipalité dudit lieu pour être interrogé. L'homme déclare se nommer Louis-Bernard Groselin, être prêtre déporté et que c'est la misère qui le fait rentrer en France. Il est conduit "sous bonne escorte" à Saint-Claude. Voilà, la toute récente brigade de gendarmerie de Saint-Laurent qui démarre son activité. Les deux gendarmes percevront certainement la somme de 100 livres promise par la loi du 14 février 1793, à ceux qui arrêtent un émigré ou un prêtre déporté.

3) Les prêtres font soumission aux lois (1795-1797)

Un autre décret du 11 prairial an III (ou 30 mai 1795) accorde aux citoyens le libre usage des édifices non aliénés et destinés originairement à l'exercice d'un culte. Les prêtres devaient cependant prêter un nouveau serment de soumission aux lois de la République. Un autre serment fut encore exigé après le 29 septembre 1795 pour pouvoir exercer le culte : "Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain et je promets soumission et obéissance aux lois de la République."

François-Joseph Martine, qui demeure **aux Piards**, est l'un des premiers à faire soumission aux lois le 18 juin 1795⁹⁵. "Je soussigné François-Joseph Martine, prêtre, voulant exercer dans cette commune le ministère du culte de la religion catholique, ai déclaré en présence des officiers municipaux de cette commune, vouloir être soumis aux lois de la République et ai requis lesdits officiers municipaux de me décerner acte de la présente déclaration." Le document est indiqué comme étant un extrait des registres de la commune des Piards, mais je l'ai vainement recherché sur ce registre.

Le lendemain 19 juin, Hyacinthe Bouvet, prêtre, ci-devant curé à Morez, se présente devant la municipalité de **Saint-Laurent**, sa commune de résidence, et dit qu'en conformité de l'article 5 de la loi du 11 prairial dernier sur la liberté des cultes, il déclare "qu'il continuait sa soumission aux lois de la République, qu'il dirait son office les jours d'œuvre environ les sept heures et les jours de fêtes et dimanches environ les dix heures et les vêpres sur les deux heures et demie."

Pendant la période d'interdiction d'exercice du culte, le robuste et vigoureux ancien curé de Longecombe, Alexandre Martelet s'est reconverti comme charretier ou, ce qui apparaîtra comme plus noble aux yeux des Grandvalliers, comme roulier. On n'hésitera pas à le critiquer plus tard, en remarquant qu'il s'est "trop livré aux habitudes de cet état⁹⁶." C'est également devant la municipalité de **Saint-Laurent** qu'il, se présente le 10 août et déclare "qu'il se propose d'exercer le ministère du culte catholique, apostolique et romain dans l'étendue de cette commune et a requis qu'il lui soit décerné acte de sa soumission aux lois de la République."

Il semblerait qu'il puisse y avoir conflit à Saint-Laurent entre ces deux prêtres. En fait un courrier du 20 septembre explique : "Il n'y a que le citoyen Bouvet, prêtre, qui réside dans notre commune. Il a exercé son ministère pendant quelque temps. Il y a environ six semaines qu'il a cessé et il est fort tranquille. Il y a depuis le 9 ou 10 août, que le citoyen Martelet, prêtre, habitant de la Grande-Rivière vient dire la messe dans notre commune; il a fait sa soumission aux lois."

Augustin Besson, prêtre, "domicilié en cette commune depuis environ deux ans," fait de même, le 4 juillet, sa soumission aux lois au greffe de la municipalité de La Chaumusse⁹⁷, qui fait partie de la paroisse de Saint-Laurent. Il n'indique pas cependant vouloir exercer un quelconque ministère. Plus tard, en 1796, 1802 et 1803, il sera constamment qualifié comme demeurant à La Chaumusse.

Le culte officiel reprend à Saint-Laurent et le registre des délibérations de La Chaumusse mentionne à la date du dimanche 20 décembre 1795 qu'une assemblée électorale est réunie "ensuite de convocation faite ce jourd'hui à la messe paroissiale de Saint-Laurent."

Pierre-Joseph Martelet comparait devant la municipalité de la commune de Grande-Rivière le 27 août seulement et déclare "qu'il s'est proposé d'exercer le

ministère du culte catholique, apostolique, romain dans l'étendue de cette commune et de cette paroisse" et fait sa soumission aux lois de la République. L'agent national Pierre-Joseph Jacquet envoie cette soumission au district en établissant la liste des ministres du culte. Il précise qu'il est le seul et qu'il fait "ses fonctions au temple de **l'Abbaye, lieu dépendant de la Grande-Rivière.**"

François-Xavier Roche, agent national de Rivière-Devant, écrit aux administrateurs du district le 23 septembre 1795 pour la déclaration des prêtres : "Le curé ci-devant Martelet, (sic) qui était curé à **l'Abbaye** y dessert actuellement, mais il n'a fait aucune soumission devant la municipalité de La Rivière-Devant, quoique cependant l'église où il professe le culte, à ce que je pense, est située sur cette dernière commune. Je pense qu'il a fait sa soumission devant la municipalité de La Grande-Rivière puisqu'il y réside et que le même édifice sert pour les deux communes. Quant aux prêtres réfractaires, je ne crois pas qu'il en existe aucun dans ma commune puisque la tranquillité y règne. Salut, fraternité." Changement d'époque, il ne rajoute plus : "périssent le fanatisme."

Plus de trace des prêtres réfractaires dénoncés par l'adjudant Alexandre Roche. L'église de l'Abbaye se trouve bien sur le territoire de la commune de Rivière-Devant. Cependant, après les propos tenus et les dénonciations effectuées par l'agent national de Rivière-Devant, il ne faut pas être surpris que le curé Martelet ait préféré faire sa soumission aux lois à Grande-Rivière et non à Rivière-Devant.

Vers la même époque, Pierre-Louis Martinez, agent national de la commune du **Lac-des-Rouges-Truites** et le maire Pierre-Louis Rosset certifient "qu'il n'existe aucun ministre du culte en cette commune, ni même dans la ci-devant **paroisse**" (**de Fort-du-Plasne.**)

De même, le 30 septembre 1795, François-Xavier Bouvet, agent national de **Saint-Pierre** répond qu'il n'y a point de ministre du culte "qui fait aucune fonction. Cependant, il y en a un, qui est Dominique Bénier, ci-devant curé de Corveissiat qui reste tranquille dans son domicile sans troubler l'ordre public."

A l'extérieur du Grandvaux, le citoyen Claude Grand, habitant de Ronchoux, ci-devant curé en exercice à Saint-Laurent en Grandvaux, se présente le 14 juin à la municipalité des Crozets et déclare "devant tous les habitants qu'il voulait exercer le culte dans notre église et a dit qu'il promettait soumission aux lois de la République française dans laquelle il a déclaré vouloir vivre et mourir." Mais Claude Grand, toujours domicilié à Ronchoux, fait également sa soumission aux lois à La Rixouse le 5 septembre. "Il se propose d'exercer le ministère du culte (...) dans l'étendue de cette commune." Puis, il déclare sa soumission aux lois en ces termes : "Je me soumetts aux lois civiles, en ce qui ne contrarie point la religion que je professe et la saine morale." Il signe Grand, prêtre catholique.

Claude-Joseph Martelet, ci-devant curé à Molinges et qui demeure à Vaux, se présente devant les membres des deux municipalités de Vaux (aujourd'hui Vaux-les-Saint-Claude) et Chiriat (commune rattachée à la précédente en 1822), ces deux communes étant de la paroisse de Molinges, et déclare le 19 juillet qu'il se propose d'exercer le ministère du culte connu sous la dénomination (le document indique domination) de la religion catholique, apostolique et romaine dans l'étendue des deux communes et autres et donne sa soumission aux lois de la République. La

messe doit se dire à neuf heures le matin en été et à dix heures en hiver et les vêpres à deux heures.

Pas très loin de là, à Larrivoire, Pierre-Antoine Janet, né aux Chauvins, prêtre, curé de la paroisse de Saint-Georges, y résidant depuis deux mois, fait sa soumission aux lois le 25 juillet. Il désire exercer son culte catholique.

Au sud de ces localités, le citoyen Jean-Baptiste Martin-Gousset comparaît devant la municipalité de Viry le 29 juillet et fait sa soumission aux lois. Il se propose d'exercer le ministère du culte connu sous la dénomination de catholique dans l'étendue de cette commune.

Ces trois derniers prêtres se retrouvent donc dans les localités dont ils étaient curé précédemment.

C'est à Montcusel, situé à l'ouest des trois villages précédents, que se présente le 21 septembre 1795, le citoyen Joseph-Augustin Martelet qui déclare qu'il se propose d'exercer le ministère du culte de la religion catholique, apostolique et romaine dans l'étendue des communes de Montcusel, Grand-Serve (commune rattachée à Montcusel en 1822), Chancia et Nezen (commune également rattachée à Montcusel) et autres et qu'il fait sa soumission aux lois de la République.

De nouvelles dispositions sont prises pour l'exercice du culte. Le 30 novembre 1795, Alexandre Martelet, habitant de la Grande-Rivière, comparaît devant Joseph Martinez, président de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent et déclare : "Je reconnais que l'universalité des citoyens français est le souverain, et je promets soumission et obéissance aux lois de la République." En conformité de la loi du 29 septembre 1795, il "a déclaré vouloir exercer le culte catholique, apostolique et romain dans l'enceinte de l'église de Saint-Laurent, chef-lieu du canton." Joseph-Alexandre Gousset dessert Prénovel où il prête un serment similaire en décembre 1795⁹⁸. François-Joseph Martine, ancien curé de Saint-Denis, prête ce même serment aux Piards le 6 décembre 1795⁹⁹.

Le prêtre Claude-Pierre Morel -Buffard-Morel, dit Morel- ancien prêtre dominicain à Poligny, probablement originaire de Longchaumois mais baptisé aux Rousses en 1738, vient exercer son ministère à Fort-du-Plasne en mai 1796 au plus tard.

L'évêque Moïse organise l'église constitutionnelle du Jura en créant provisoirement en juillet 1797, au synode d'Arbois, 16 archiprêtres dans son diocèse. L'un de ceux-ci est nominalement implanté à Saint-Laurent et couvre le territoire des cantons des Petites-Chiettes, Saint-Laurent, Morez et Longchaumois. Le curé de l'Abbaye Pierre-Joseph Martelet est simultanément nommé au poste d'archiprêtre de Saint-Laurent, avec comme substitut le curé de Saint-Laurent Alexandre Martelet. Le curé de Vosbles représente François Rochet (sic, pour Philippe son prénom de baptême), le "curé titulaire de Fort-du-Plasne" mais qui n'est manifestement pas sur le terrain. Aucun autre prêtre du Grandvaux ne semble présent ou représenté à ce synode¹⁰⁰.

Le Directoire, pouvoir politique central, connaît des secousses et, à la suite du coup d'état du 18 fructidor an V, les prêtres doivent prêter un nouveau serment. François-Joseph Martine, ancien curé, prête serment aux Piards dès le 10 septembre 1797 devant l'agent municipal Henry-Joseph Janier-Dubry : "Je jure haine à la

royauté et à l'anarchie, je promets fidélité et attachement à la République et à la Constitution de l'an trois."

Alexandre Martelet, ministre du culte en la commune de Saint-Laurent, se présente le 14 septembre au bureau de l'administration municipale et prête un serment en tous points semblables. Pierre-Joseph Martelet, ministre du culte à l'Abbaye, écrit quelques jours plus tard, qu'il continue à se soumettre aux lois de la République et il prête le même serment. Claude-Pierre Morel, nouveau ministre du culte à Fort-du-Plasne, vient à Saint-Laurent prêter le même serment le 24 septembre. Ambroise Brasier-Chanez, ex-chanoine, a quitté la région de Semur-en-Auxois en Côte-d'Or en octobre 1792 pour s'établir vicaire à Cousance. Il réside désormais à Saint-Laurent et fait de même le 13 décembre. Jean-Baptiste Fèvre, ex-curé de la Chaux-des-Crottenay, et Augustin Febvre, ex-curé de La Rixouse, qui résident tous deux à Grande-Rivière, n'exercent aucun culte et se croient dispensés de prêter le serment. Cependant pour pouvoir percevoir la pension qui leur est accordée par la nation, ils prêtent le même serment le 14 septembre 1798¹⁰¹. Jean-Baptiste Faivre est néanmoins signalé par l'administration cantonale comme étant "absent depuis longtemps" en janvier 1799.

Dans le même temps, les lois contre les prêtres en situation irrégulière se durcissent et des prêtres émigrés rentrés illégalement de Suisse doivent à nouveau quitter la France.

4) Prêtres soumis aux lois exerçant le culte (1798-1799)

Des pensions sont à nouveau versées en 1798 et 1799 aux ecclésiastiques qui ont prêté tous les serments requis par le pouvoir politique, ce qui permet de suivre les domiciles de ces prêtres. Ces pensions ne sont plus payées en assignat mais en monnaie métallique et se trouvent de fait, fortement revalorisées. On peut constater que certains anciens prêtres comme Bonguyod de Saint-Claude devenu pharmacien, peuvent percevoir leur pension si leur dossier administratif concernant la prestation de serment est complet.

Des prêtres soumis aux lois exercent leur ministère dans le Grandvaux. Pierre-Joseph Martelet continue d'être curé de l'Abbaye et son domicile est précisé à Rivière-Devant. Son signalement est noté comme suit en 1798 : "Taille de cinq pieds un pouce, cheveux gris, nez aquilin, front découvert, bouche moyenne, menton fossette, visage rond et rempli."

Ambroise Brasier-Chanez ancien chanoine, dessert Prénovel depuis le premier semestre 1798. Alexandre Martelet et Claude-Pierre Morel sont ministres du culte respectivement à Saint-Laurent et à Fort-du-Plasne.

Par contre d'autres ecclésiastiques pensionnés demeurent dans le Grandvaux sans pour autant exercer de ministère comme Augustin Febvre, à Grande-Rivière dont la date de naissance a été modifiée au 20 octobre 1719 pour son dossier de pension. L'administration du canton confirme en octobre 1799 qu'il n'exerce aucune fonction de culte. Le jeune prêtre Jean-Baptiste Febvre de Grande-Rivière et Claude Thouverez, l'ancien chantre qui demeure dans sa famille au Lac-des-Rouges-Truites, semblent dans la même situation.

D'autres prêtres pensionnés grandvalliers sont ministres du culte hors du Grandvaux, tels François-Joseph Martine qui dessert Chaux-des-Prés en 1798 et

1799, Jean-Baptiste Gousset à Viry, Pierre-Antoine Janet à Larrivoire, François-Nicolas Martin, ancien vicaire de l'Abbaye, à Jeurre. Claude-Joseph Martelet -dont la date de naissance a bien été corrigée au 6 mai 1736- habite toujours Vaux et dessert Molinges. Joseph-Alexandre Gousset, qui a certainement assuré le ministère du culte à Prénoval de 1795 à 1797 est désormais en poste à Morbier.

5) Non respect des lois concernant le culte autorisé

L'administration centrale du Jura écrit aux administrations municipales cantonales en février 1796 qu'il convient d'observer les lois concernant l'exercice des cultes. Elle rappelle qu'il convient de faire enlever tous les signes extérieurs d'un culte quelconque et qu'il est absolument interdit de sonner les cloches sous prétexte de culte. Il est décidé d'afficher ce rappel dans toutes les communes du canton de Saint-Laurent et chaque agent municipal est prié de rendre compte des infractions constatées dans sa commune.

Pierre-Joseph Roche, agent municipal de Rivière-Devant est absent à la séance du 13 mars 1796 et ses collègues dénoncent "expressément l'agent de la commune de la Rivière-Devant comme ayant laissé sonner au mépris de la loi, la cloche de sa ci-devant paroisse (de l'Abbaye) avec un tintamarre non commun." L'agent de Rivière-Devant est donc requis de rendre compte de sa diligence en cette matière. L'administration cantonale rendra ensuite compte à l'administration centrale étant observé dès à présent "que le fanatisme est le plus intrépide, le plus mortel ennemi de la liberté, qu'il se transforme de toutes les manières, qu'il vise à se rendre inattaquable en se cuirassant de toutes les armes de la superstition et de l'hypocrisie." D'ailleurs l'administration municipale fera appliquer toutes les lois "même au péril de sa vie." Elle n'est toutefois pas en Vendée !

Ce courage et cette apparente fermeté de l'administration municipale permettent dès la séance suivante de connaître des précisions sur ce qui se passe réellement. Pierre-Joseph Cordier, agent de la commune de Saint-Laurent rend alors compte "que malgré toutes les précautions qu'il avait prises (...) il n'a pu empêcher la violation des lois." Ce jour, il a en effet "entendu sonner la cloche de la ci-devant paroisse (...) s'est de suite transporté au clocher dont la porte avait été fracassée, la serrure et une paumelle enlevées, il avait trouvé près de la cloche plusieurs enfants des communes de La Chaumusse et Saint-Laurent" et il cite le nom de plusieurs d'entre eux. Les enfants ont cessé de tirer la corde qu'ils avaient mise à la cloche à son approche. Les pères de trois des enfants seront convoqués devant l'administration pour s'expliquer.

Immédiatement après, Pierre-Joseph Roche, agent de la commune de Rivière-Devant démontre qu'il "n'avait pu s'opposer à l'infraction" dénoncée précédemment. La serrure de la porte du clocher a en effet été enlevée "à son insu." Il semble d'ailleurs ne pas avoir entendu sonner la cloche. L'administration municipale cantonale en vient ensuite à constater "que dans les cantons environnants, les fanatiques relèvent leurs têtes audacieuses, continuant à sonner au mépris des lois leurs cloches avec fracas." A défaut de reproches à formuler contre les agents du canton, on signale donc à l'administration centrale les infractions inadmissibles commises dans les cantons voisins ...

Au cours des quatre années qui suivent, ce grave problème de la sonnerie des cloches reste récurrent et l'administration municipale y consacre épisodiquement une partie de son activité. On rappelle les cas dans lesquels on peut utiliser les cloches : pour la convocation des assemblées communales, pour avertir "les citoyens en cas d'incendie ou autres malheurs imprévus," ou encore en cas d'invasion de l'ennemi. On observe également "que la plupart des gens de la campagne n'ayant point d'horloge et étant presque continuellement occupés aux travaux de l'agriculture, sont bien aises qu'il y ait un coup de cloche à midy pour les avertir d'aller prendre leur repas." On pourra donc donner un seul coup de cloche à midi, sans être suspecté pour autant de sonner l'angélus.

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent reconnaît le 28 juin 1798 que "dans quelques communes, des fanatiques entêtés persistaient à vouloir sonner ou tinter les cloches au risque d'encourir les peines prononcées par la loi." Un nouvel arrêté est donc pris par l'administration, mais cette fois, le ministre du culte "instruit de la publicité de la convocation d'une assemblée" pourra être poursuivi. Il pourra même être condamné à la déportation en cas de récidive.

On demande à nouveau aux agents municipaux en novembre 1798 de faire enlever dans la décade "les croix qui se trouveraient encore au dessus des édifices consacrés à l'exercice du culte" ainsi que les tous les signes extérieurs du culte exposés aux yeux des citoyens. On précise également que les oratoires appartenant à des particuliers doivent également être détruits. Mais rien n'est fait. Emmanuel Martin, commissaire du directoire exécutif effectue "plusieurs tournées dans le canton pour s'assurer" du respect de ces mesures. Il rend compte le 8 mars 1799, "qu'il existe encore des croix qui dominent les temples de l'Abbaye et de Saint-Laurent, que dans d'autres communes telles que la Grande-Rivière et le Fort du Plane, il existe aussi des oratoires qui ne sont pas encore démolis." Il rend personnellement responsables les agents municipaux qui laisseraient "ces signes proscrits par la loi offusquant encore l'œil du républicain." Néanmoins, les croix des deux églises visées demeurèrent probablement en place. On peut probablement en déduire que les croix des églises de Prénovel et de Fort-du-Plasne, comme celles de Saint-Pierre, furent descendues des clochers.

6) Les prêtres ayant rétracté leur serment et insoumis

Dès le printemps 1796, l'administration municipale du canton de Saint-Laurent a des doutes sur des prêtres que "l'opinion publique accuse d'avoir rétracté leurs serments." On décide de convoquer quelques prêtres, mais aucune suite n'apparaît dans les procès-verbaux des séances.

On peut constater que dans la liste des prêtres pensionnés de 1798 et 1799 ne figurent pas les prêtres Augustin Besson, Dominique Bénier et Hyacinthe Bouvet qui demeurent pourtant au Grandvaux. Ces trois prêtres avaient prêté les serments de 1791 et de 1792. Ils avaient bénéficié en 1795 des faibles secours distribués par la nation aux prêtres ayant abandonné leurs fonctions au cours de l'an II. Ils avaient ensuite rencontré des prêtres rentrés d'immigration comme Félix Ferrez ou les frères Faivre qui les avaient convaincu que la véritable religion catholique se trouvait non pas avec le pouvoir politique et révolutionnaire français mais bien avec le pape. Comme d'autres prêtres rentrés d'immigration, ils devinrent des prêtres

missionnaires et ne prêtèrent pas le serment de 1797 de haine à la royauté et à l'anarchie. Claude Grand, l'ancien curé de Saint-Laurent qui demeure à Ronchaud, est probablement dans le même cas.

Le pouvoir politique luttait contre ces prêtres assimilés aux prêtres rentrés d'immigration "prêchant partout le fanatisme" et "irréconciliables ennemis de la République." Malgré tout, ces prêtres anciens jureurs parvenaient à exister dans le haut Jura dans ces années 1797 à 1799.

Cependant, lorsque Pierre-Alexandre Lémare fut nommé en août 1799, président de l'administration centrale du département du Jura, il s'empressa de demander aux municipalités cantonales par lettre circulaire du 17 octobre 1799, l'état des prêtres du canton anciens émigrés ou déportés ainsi que ceux qui ont rétracté leur serment, sans oublier ceux "qui quoique ne l'ayant pas rétracté, passent dans l'opinion publique pour l'avoir fait," quoiqu'il n'en reste aucune trace par écrit. Ces derniers sont d'ailleurs pour l'administration les plus perfides et les plus dangereux "puisqu'ils profitent de la protection des lois pour les détruire." Chacun des agents municipaux du canton de Saint-Laurent fut donc sollicité pour établir cet état pour sa commune et le président de l'administration cantonale Joseph Martinez, qui connaissait bien Lémare, répondit dès le 12 novembre en s'excusant cependant : "si nous ne l'avons pas fait passer plus tôt (cet état), c'est la faute des agents." Pour les prêtres anciens assermentés on trouve ces précisions¹⁰². Dans les faits, il semble que peu de cantons répondirent à cette circulaire, notamment par suite du coup d'état de Bonaparte du 18 brumaire (9 novembre 1799.)

Selon l'agent municipal de La Chaumusse, **Augustin Besson**, ancien curé de Morbier, passe dans l'opinion publique pour avoir rétracté son serment. Après avoir quitté son poste en 1794, il vint résider dans la commune de La Chaumusse. "Il exerça pendant plusieurs mois les fonctions du culte catholique dans la commune du Fort-du-Plasne, mais sans doute, il se repentit de son obéissance aux lois, ou ce qui est plus sûr, quelques marquants du noir troupeau lui fit croire qu'il démérait de l'évêque inconstitutionnel, qu'il était un intrus, et que, par cette raison, il ne pouvait prétendre au cardinalat. Dès lors, il a cessé ses fonctions tout à coup ses fonctions pour vivre dans l'abrutissement avec une vieille femme qu'il a pensionnée en vendant son bien. Cependant, ennuyé de ce genre de vie, sans casuel, sans fixe, il prit le parti, à l'imitation de ses camarades réfractaires, de célébrer la messe dans la maison qu'il occupait. Il a fallu que le 18 thermidor le fit abstenir de ce travail clandestin, mais pour quelque temps, car la rumeur publique dit qu'il dit clandestinement la messe dans son domicile et fait d'autres fonctions telles que verser de l'eau sur le crâne des nouveaux nés, de les marier à l'ancienne mode, de nourrir et entretenir le fanatisme de quelques prosélytes (sic) qui le payent. Il n'a d'autres ressources que cette criminelle routine pour ajouter au fixe d'une pension mal hypothéquée." On a du mal à reconnaître la signature de François-Célestin Maillet-Mathieu, qui apparaît dans ses tournures, ses mots et son orthographe comme un homme très instruit.

De même, l'agent municipal de Saint-Pierre, relate (mais nous corrigeons de nombreuses erreurs d'orthographe) la situation de **Dominique Bénier** ancien curé de Corveissiat, qui occupait un poste très lucratif et néanmoins le quitta "au printemps"

(sic, il s'agit plutôt de l'hiver) de l'an II pour venir habiter Saint-Pierre "où il se mit à exercer publiquement et à l'abri du serment prescrit par la loi, les fonctions du culte catholique pendant plusieurs mois. Mais sans doute quelque autre personnage masqué de couleurs aussi lugubres, plus spirituel ou peut-être plus méchant, le fit tomber dans la condition de ceux qui damnent les autres gratis au point qu'il cessa ces fonctions paisibles et devint subito le persécuteur des âmes spirituelles et timorées. Il se mit à dire publiquement la messe chez lui, des rassemblements y sont faits aussi impunément que journallement et le 18 fructidor n'a rabattu de ses transgressions aux lois que pour peu de temps, acharné à singer des contorsions comme plus ancien d'âge, il a reproduit son fond de boutique à mesure que les chalands de différentes communes se sont empressés d'y faire emplette. De sorte que la commune renommée (sic) assure que les rassemblements quoique moins nombreux se perpétuent chez lui pour y laver la tête des derniers venus avec de l'eau salée et prononce un Et égo in matrimonium conjungo (sic pour le tout) à ceux de l'un et de l'autre sexe, etc."

"Enfin par cette conduite effrénée, il n'a cessé que sous le (mot ??) d'alimenter le désolant fanatisme soit en griffonnant le papier qu'il a sali en écrivant aux dupes ou à ceux qu'il croit faibles, des exhortations orthodoxes à sa vieille routine de renouer à la religion de trois ou quatre années pour faire suivre la décrépitude (sic) qui sauve malgré lui celui qui quoique scélérat et chargé de crimes fait semblant d'observer ce que le vieux précédent ne croit pas lui-même." La compréhension est peu aisée, mais on peut néanmoins discerner la pensée de Joseph-Augustin Bénier-Rolet, cousin issu de germain du prêtre.

C'est Alexandre Radda, alors agent municipal de Saint-Laurent, qui rédige, beaucoup plus brièvement, la fiche du prêtre **Hyacinthe Bouvet**. "Il était curé de Morez, chef-lieu de canton. Sans motif quitta son épouse dans (le) courant de l'an deux pour venir résider à la commune de Saint-Laurent au domicile de son frère. Il avait fait le serment exigé par la ci-devant constitution civile du clergé, pourquoy il exerça plusieurs mois ses fonctions du culte catholique dans ladite commune de Saint-Laurent. Mais sans doute, il se repentit de son obéissance aux lois puisqu'il quitta tout à coup ses fonctions, néanmoins la rumeur publique dit qu'il a fonctionné secrètement." Que faut-il comprendre par son épouse ? La religion ou une femme ?

C – Les prêtres émigrés

1 - Vente des biens immeubles (après 1793) des prêtres émigrés

a) Estimation en 1794 des biens immobiliers confisqués aux prêtres émigrés

Le directoire de district de Condat-Montagne nomme Ambroise Goyard dit Dépré et Jean-François Blondan comme commissaires pour déterminer la consistance et estimer les biens confisqués aux prêtres émigrés¹⁰³.

Les commissaires, qui ont requis les officiers municipaux de les accompagner, se rendent à La Chaumusse le 31 août 1794 en vue d'évaluer le bien national provenant "du déporté" Félix Ferrez. Le père de ce prêtre est décédé en

1780 et Félix Ferrez a hérité de son père comme ses autres frères. En 1788, avant de devenir prêtre, il s'est constitué lui-même la pension cléricale avec ses biens propres. Ses biens immobiliers sont loués moyennant le prix annuel de 456 livres par bail sous seing privé pour une durée de six ans commencée le 25 mars 1792 aux frères Basile et Alexandre Gros de La Chaumusse.

En vue de la vente des biens, les commissaires forment des lots destinés à être vendus séparément. Le premier lot comprend la maison à quatre membres qui est située à côté de celle d'Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse et cousin du prêtre. Deux grandes pièces de terre et un jardin sont également compris dans ce lot qui est estimé 6 000 livres. Les dix-sept lots suivants sont constitués de pièces de terre, douze situées sur le territoire de la commune de La Chaumusse, quatre sur celui de Rochepierre et une sur celui de Belair. Au total les biens immobiliers de Félix Ferrez sont estimés 14 850 livres. Le procès verbal est signé des deux commissaires ainsi que d'Augustin Ferrez, maire de La Chaumusse, François-Joseph Bouvet-dit-Maréchal, agent national de Rochepierre, Besson, officier municipal (probablement de Belair), Martinez, officier municipal (de Belair en principe) Louis-Amédée Thévenin, agent national de La Chaumusse.

Les deux commissaires évaluent de même le deux septembre "les biens confisqués sur Joseph-Augustin Faivre, prêtre émigré, ci-devant curé du Bois-d'Amont" selon les spécifications de son titres cléricale^a.

Dans un état daté du 6 juin 1793¹⁰⁴, l'administration tente d'indiquer sommairement la valeur des biens des émigrés. Joseph-Augustin et Alexandre Faivre sont indiqués avec mention pour chacun d'eux dans la colonne désignation des biens : Titre cléricale de montant annuel de 120 livres. Dans la colonne observations est mentionné : "hypothèque sur 10 journaux de terre labourable," pour le premier prêtre et "hypothèque sur 8 journaux de terre labourable et les 2/3 d'un moulin" pour le second.

La pension cléricale annuelle de 120 livres de Joseph-Augustin Faivre est constituée par ses parents François-Joseph Faivre et Marie-Françoise Maillet-Mathieu, des Faivres en Grandvaux, le 27 janvier 1766. Outre différentes pièces de terre, "la maison à trois membres proche le moulin Chappé" est donnée à titre de garantie. Comme souvent en pareil cas, cette pension est pour tous droits que le futur ecclésiastique peut prétendre dans la succession de ses parents.

Les deux commissaires inscrivent dans le premier lot "une maison située sur le territoire des Fèvres appelée la maison Chappé." Ils précisent que la maison "n'est portée sur le titre cléricale qu'à trois membres. Elle a été démolie et changée de place. Elle est composée actuellement de quatre membres qui consistent en une cuisine, un poêle, un cabinet et une cave, trois chambres dans le haut, deux écuries, une grange

^a Avant la Révolution, le candidat à la prêtrise, devait, dans le diocèse de Saint-Claude et selon les statuts du droit canon, justifier d'un revenu annuel minimum de 100 livres. Ce revenu était souvent constitué par une pension accordée par les parents du futur prêtre, pension garantie sur les biens patrimoniaux de ceux qui constituaient cette pension. Selon l'état de fortune de la famille, le futur prêtre renonçait en contrepartie, à la succession de tout ou partie des biens des parents. Ce système supposait donc un accès à la prêtrise réservé aux familles les plus aisées.

à battre le bled, des feuilles et un fourg, le tout en bon état." Cette maison est estimée 1 200 livres. Mais Jean-Baptiste Faivre, frère de l'émigré proteste. La maison donnée en garantie en 1766 "était dans le plus mauvais état et tombait en ruine." Il n'avait pas été possible de la reconstruire dans le même endroit car elle était située dans un fond de cuvette à côté du moulin où elle était souvent inondée. Il a donc construit une autre maison mieux placée. Il n'a enlevé que quelques matériaux de la maison pour bâtir cette nouvelle maison qui ne devrait pas être comprise dans le titre clérical de son frère. Les commissaires évaluent également dix pièces de terre. Le tout est évalué 4 825 livres par les experts. Certaines pièces de terre sont affermées à Alexandre Faivre pour neuf ans depuis mars 1792. Normalement, ces biens sont donnés en garantie pour le paiement de la pension cléricale du prêtre mais ne lui appartiennent pas. La nation, qui veut confisquer les biens des émigrés, décide souverainement.

Les commissaires évaluent le 3 septembre "les biens confisqués sur Alexandre Fèvre, ex-prêtre émigré, ci-devant vicaire à La Rixouse suivant qu'ils sont spécifiés dans son titre clérical."

Ce titre clérical d'Alexandre Faivre est établi le 22 janvier 1781, alors que François-Joseph Faivre, son père est décédé depuis six mois. La pension annuelle d'un montant de 120 livres est constituée par sa mère et son frère Jean-Baptiste Faivre. Elle est assignée sur des pièces de terre et "sur un moulin appelé le moulin Chappé avec ses aisances, situé sur le territoire de la Grande-Rivière, et dont seuls les deux tiers appartiennent aux constituants. (Ce document illustre la difficulté d'écrire le patronyme "Faivre" : le notaire Ambroise Besson, écrit au début du document : Jean Baptiste Fèvre des Febvres, puis Febvre pour le reste du document, mais tous les Faivre présents signent Faivre.)

Le premier lot formé par les commissaires est composé des deux tiers du moulin Chappé "tombant en ruine et indivis pour l'autre tiers avec les héritiers de Pierre-Joseph Fèvre, lequel moulin ne peut être divisé sans détérioration, consistant en deux rouages qui font mouvoir un moulin et une scie, une écluse, un entonnoir où s'écoule les eaux." Ce lot est estimé, terrain compris, à 2 100 livres. Les commissaires prennent également en considération deux pièces de terre et le tout est estimé 3 450 livres. Basile Brasier, maire de la commune de l'Isle assiste à la rédaction des deux actes concernant les frères Faivre émigrés.

Les commissaires évaluent le 4 septembre "les biens confisqués sur Augustin Bénier-Rolet, ex-prêtre, ci-devant curé de Villemotier." Ils se basent sur son titre clérical de 1760 et prennent certainement connaissance de la déclaration faite à la mairie de La Chaumusse le 19 février 1794 par les redevables de la pension cléricale. (Voir ci-après) Les commissaires estiment la maison à quatre membres et les dix pièces de terre mentionnées sur le titre clérical à 6 075 livres. On constate que les parents de ce prêtre n'avaient pas hésité à donner des garanties beaucoup plus importantes que ce qui était nécessaire pour le paiement de la pension cléricale de leur fils.

b) Ventes des biens des émigrés Faivre

L'administration du district considère comme émigrés, Joseph-Augustin Faivre, ex-curé de Bois-d'Amont, Alexandre Faivre, ci-devant vicaire de la Rixouse, son frère, Jeanne-Catherine et Marie-Joseph Faivre, leurs sœurs, anciennes religieuses du couvent des Annonciades de Saint-Claude et leur mère Marie-Françoise Maillet-Mathieu.

La vente des biens a lieu en 1796. Les estimations faites en 1794 sont oubliées et on adopte le système alors retenu pour la vente des autres biens nationaux¹⁰⁵. Le soumissionnaire, Jean-Baptiste Faivre, des Faivres, hameau de la commune de La Grande-Rivière indique qu'il se porte acquéreur des biens des émigrés Faivre. Le département nomme pour expert Jean-Félix Roche, notaire demeurant dans la commune de La Rivière-Devant et Jean-Baptiste Faivre désigne comme expert Jean-Pierre Faivre, cultivateur demeurant à Leschaux-des-Prels. Les deux experts commencent leurs travaux le 19 juin 1796 en la commune de La Grande-Rivière, "à sept heures du matin chez le citoyen Alexandre Lémard, (sic, orthographe retenue par le rédacteur) agent municipal de cette dernière commune à raison de l'absence du citoyen (Basile) Ferrez, commissaire du directoire exécutif près l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, lequel agent nous a accompagné sur les héritages à estimer" et aussi en présence de Jean-Baptiste Faivre. Les experts examinent les biens, et les contrats, écoutent les indications données par l'agent municipal. Les biens à estimer "proviennent des successions de défunt François-Joseph Faivre et de Marie-Françoise Maillet-Mathieu, père et mère du soumissionnaire et des émigrés Joseph-Augustin, Alexandre, Marie-Joseph et Jeanne-Catherine Faivre" et les portions des émigrés sont indivises avec le soumissionnaire.

Les experts doivent établir le revenu des biens en 1790. Certains biens étaient donnés en location en 1790 et les montants prévus par les baux sont retenus pour revenus. Les experts majorent cependant l'un des loyers pour tenir compte de l'incidence de la suppression des dîmes. Pour d'autres pièces de terre, le montant du revenu annuel de 1790 est fixé "d'après les matrices et contribution foncières" des communes. La valeur de ces fonds plutôt agricoles est estimée à vingt-deux fois le revenu ce qui donne 17 842 livres.

Il convient d'y ajouter les deux tiers d'un moulin et d'une scie dits à Chappé avec l'écluse et les aisances et deux chambres et une cave non amodiées en 1790 et pour lesquels le revenu annuel n'est multiplié que par 18 ce qui donne une valeur de 1 980 livres. Divers éléments tels que bétail et denrées sont ensuite ajoutés et la valeur des biens indivis est arrêtée à 21 187 livres.

Les biens des parents ont été donnés aux deux fils Jean-Baptiste et Alexandre Faivre notamment par le contrat de mariage de Jean-Baptiste Faivre de janvier 1774. Selon les règles applicables alors les enfants non bénéficiaires n'ont droit qu'à leur part de légitime laquelle est égale à la moitié d'une part théorique découlant du nombre d'enfants. Ce système a été développé de manière détaillée dans le premier chapitre de cet ouvrage. Dans le cas présent, sept enfants devraient se partager les biens des parents Faivre : Jean-Baptiste et Alexandre, le prêtre Joseph Augustin et quatre filles dont les deux anciennes religieuses qui sont dites émigrées. La part de légitime correspond donc "à une part de quatorze." Joseph-Augustin et ses quatre sœurs ont droit chacun à une part de quatorze et donc le reste soit neuf parts sur

quatorze est à partager entre Jean-Baptiste et Alexandre Faivre qui ont donc droit chacun à quatre parts et demie sur quatorze.

Les deux sœurs Marie-Joseph et Jeanne-Catherine Faivre émigrées ont fait cession de leurs droits à succession à leur oncle Augustin Faivre, l'ancien curé de La Rixouse, en 1782 -qui en contrepartie leur a constitué, de ses deniers, une dot leur permettant d'entrer en religion.- Le curé a ensuite fait don de ces droits à Jean-Baptiste Faivre et de ce fait les sœurs émigrées n'ont aucun droit dans les biens estimés, ce que confirme d'ailleurs l'agent municipal Pierre-Alexandre Lémard après lecture des contrats.

Il en résulte donc que les portions arrivant à la République tant d'Alexandre Faivre que de Joseph-Augustin Faivre, émigrés sont de cinq parts et demie de quatorze ce qui correspond à 5 323 livres et 9 sous.

Les biens sont donc vendus¹⁰⁶ par la République, représentée par les administrateurs du Jura, pour ce montant selon le rapport des experts, le 22 juin 1796 à Jean-Baptiste Faivres des Faivres qui devra de plus payer les vacations des experts. Le prix de la vente est payable en mandats territoriaux la moitié dans dix jours et l'autre moitié dans les trois mois.

Cependant, Marie-Joseph Faivre, des Faivres en Grandvaux expose le 15 novembre 1796 "que le bruit s'est répandu dans son canton qu'elle était portée sur la liste des émigrés, avec sa sœur défunte Jeanne-Catherine Faivre et craignant avec quelque fondement d'être inquiétée, elle recourt, citoyens administrateurs, à ce qu'il vous plaise lui donner un certificat qu'elles ne sont ni l'une ni l'autre sur la liste des émigrés" ainsi que l'ont vérifié des citoyens¹⁰⁷. Cette pétition porte l'indication : "Délivré certificat de non émigration." On est bien sûr surpris que Jean-Baptiste Faivre, leur frère, n'ait pas précisé ce fait lors de la vente des biens en juin 1796.

Ainsi qu'on le verra ci-après Jean-Baptiste Faivre obtient le 15 février 1797 que le prêtre Alexandre Faivre, son frère, soit radié provisoirement de la liste des émigrés. Jean-Baptiste Faivre expose donc peu après que les biens d'Alexandre Faivre doivent donc lui être rendus à lui ou à ses héritiers présomptifs et il demande "la restitution des sommes qu'il a avancées pour jouir des biens dudit Alexandre¹⁰⁸."

L'administration centrale du département estime le 31 mars 1797 que la vente faite à Jean-Baptiste Faivre doit être restreinte à la seule part appartenant à Joseph-Augustin Faivre et qui se monte à 1 513 livres et 8 sols "formant son quatorzième dans les biens" vendus et qu'il sera fait état à Jean-Baptiste Faivre des deniers qu'il a nanti au-delà de cette somme. Jean-Baptiste Faivre, qui conformément à la loi n'a pas tout payé son achat, est d'ailleurs autorisé à ne pas payer le solde.

c) Les biens immeubles du prêtre François-Joseph Gros

Les biens immobiliers de François-Joseph Gros sont également vendus par la nation par procès-verbal de l'administration centrale du Jura du 7 septembre 1796 à Raphaël Groz de Saint-Pierre, qui, bien qu'homonyme, n'est pas un proche parent du prêtre¹⁰⁹. Il s'agit de 2 journaux et demi de terrain agricole situé à Saint-Pierre et à Saint-Laurent avec le quart d'une petite maison. Cet acquéreur est sans doute très sollicité par Marie-Joseph Gros, la sœur du prêtre et veuve de François-Xavier Bouvet, l'ancien maire de Saint-Laurent, qui conteste peut-être cette vente. On verra ci-après que cette vente fut remise en cause en 1797, lorsque François-Joseph Gros fut rayé de la liste des émigrés.

Raphaël Groz revend en tout cas ces biens le 30 juin 1799¹¹⁰, aux enfants mineurs de François-Xavier Bouvet et de Marie-Joseph Gros, représentés par leur mère, pour le prix de 864 francs en espèces métalliques payé comptant. La vente est faite par le vendeur "de la même manière qu'il peut et a droit d'en jouir et les posséder en vertu de ladite acquisition, ne promet aucune garantie vis-à-vis la nation (...) entendant être entièrement libéré et quitte de toutes recherches et répétitions vis-à-vis les choses" vendues. On ne sait jamais, la vente des biens nationaux pourrait être remise en cause !

2 - Radiation des prêtres de la liste des émigrés

Une loi du 26 fructidor an IV -12 septembre 1796- permet, pendant les six mois qui suivent sa promulgation, d'autoriser la radiation de la liste des émigrés des prêtres déportés en vertu du décret du 26 août 1792 ou condamnés à la réclusion, et autorise de même la restitution des biens de ceux qui prouvent qu'ils n'ont pas quitté le territoire français du 9 mai 1792 jusqu'à la date du décret de déportation du 26 août.

a) Formalités pour Alexandre Faivre

En vertu de cette loi, Jean-Baptiste Faivre, le premier maire de Grande-Rivière, effectue les démarches pour faire rayer de la liste des émigrés, son frère **Alexandre Faivre**, anciennement vicaire à La Rixouse, et duquel il possède une procuration¹¹¹.

Le 29 janvier 1797, l'administration municipale du canton de La Rixouse, sur l'attestation de huit témoins domiciliés à La Rixouse, certifie que le citoyen Alexandre Faivre, âgé de 35 ans dont elle donne la description physique demeurant présentement à Remauffans, bailliage de Châtel-Saint-Denis, au canton de Fribourg en Suisse^a, "a résidé à La Rixouse, dans la maison ci-devant presbytérale depuis le neuf mai 1792 jusqu'à la fin d'août suivant, sans interruption et même dans les premiers jours de septembre de la dite année." Le certificat "est publié et affiché pendant six jours consécutifs aux termes de la loi" et délivré à Jean-Baptiste Faivre, frère et fondé de pouvoir d'Alexandre Faivre.

Jean-Baptiste Faivre produit également un certificat du bailli suisse de Châtel-Saint-Denis attestant que le sieur Alexandre Febvre, vicaire de La Rixouse, a

^a Alexandre Faivre demeure dans cette localité avec Joseph-Augustin Faivre son frère et Jean-Baptiste Arbel, curé réfractaire de Thoirette. Cf. Francis Bono, Histoire et mémoire d'un village du Haut-Jura, Bois-d'Amont, 2^e trim. 1990, page 114. Châtel-Saint-Denis se trouve au nord de la ville de Vevey qui borde le lac Léman. Les deux frères sont également cités par Georges Andrey : "Liste des émigrés et déportés comtois dans le canton de Fribourg (Suisse) sous la Révolution" dans *Société d'Emulation du Doubs, mémoires de 2006*, page 65. Ils sont mentionnés sous les noms de Fèvre Alexandre et Fèvre Auguste, avec inversion des âges et des fonctions, inscrits pour un titre de séjour auprès du bailli de Châtel-Saint-Denis depuis le 13 avril 1792, ce qui contredit l'attestation délivrée par les habitants de La Rixouse. Mais il est très possible que cette date d'avril 1792 ne concerne en réalité que l'un des frères.

constamment demeuré dans ce bailliage depuis sa déportation de France en 1792 jusqu'à ce jour 26 septembre 1796. Il certifie de plus "qu'il s'est toujours conduit exemplairement et d'une manière édifiante, qu'il n'a pris aucune part dans le complot de ceux qui auraient pris les armes contre la France, qu'il n'a point quitté ce bailliage et qu'il ne le quitte que pour obéir aux arrêts souverains" (des seigneurs de la ville et République de Fribourg.)

Jean-Baptiste Faivre présente ensuite une pétition à l'administration municipale du canton de La Rixouse. Il rappelle qu'Alexandre Faivre n'a pas prêté le serment exigé par la loi du 26 décembre 1790, qu'il a été déporté en vertu de la loi du 26 août 1792 et qu'il s'est retiré dans le canton de Fribourg en Suisse. "Il a appris avec surprise qu'il avait été inscrit sur une liste d'émigré, soit par erreur, soit parce qu'une loi du 17 septembre 1793 a rendu les lois des émigrés communes aux déportés, mais cette loi a été rapportée dès lors, parce qu'il était injuste d'infliger à celui qui avait obéi à la loi de la déportation une peine qui n'avait été portée que contre ceux qui émigraient volontairement pour se joindre aux ennemis de la patrie."

Il justifie par un certificat qu'il a résidé en Suisse sans avoir pris aucune part "dans les complots d'iceux qui auraient pris les armes contre la France." La loi du 26 fructidor an IV a fait une différence essentielle entre les prêtres déportés mais mentionnés sur la liste des émigrés et les émigrés eux-mêmes. Le certificat établi par la municipalité du canton de La Rixouse prouve sa résidence du 9 mai 1792 jusqu'à la date de la loi de déportation.

L'administration municipale du canton de La Rixouse examine la pétition le 12 février 1797 et "considérant que le pétitionnaire n'est sorti du territoire de la République qu'en vertu d'une loi qui ordonnait la déportation des prêtres insermentés, pense qu'il doit être mis sur une liste de déportés et non sur celle des émigrés" et qu'il est juste de rectifier cette erreur.

L'administration centrale du Jura examine ces pièces et l'avis de l'administration municipale du canton de La Rixouse et arrête le 15 février 1797 "que le prêtre Fèvre sera considéré comme déporté et que son nom demeure rayé de toutes listes d'émigrés provisoirement, que ses biens, s'ils ne sont pas vendus seront restitués à ses héritiers présomptifs." (sic, mais le prêtre est bien vivant.) Le dossier et les pièces seront adressés au ministre de la police générale pour être statué définitivement en exécution des lois.

Alexandre Faivre est donc rayé provisoirement, (mais en fait, de manière permanente) de la liste des émigrés.

Alexandre Febvre sera finalement amnistié comme émigré le 22 avril 1803 date à laquelle il demeure à Saint-Pierre qu'il dessert. Le même jour son frère Joseph-Augustin Febvre, qui demeure alors à Saint-Claude, est également amnistié¹¹². Depuis le 13 juillet 1802, ce dernier avait adhéré au concordat et reconnu "Monsieur" Lecoq pour archevêque de Besançon.

b) Félix Ferrez

Félix Ferrez et Augustin Bénier sont exilés en Suisse à Echallens avec d'autres prêtres. Ils résident à cinq lieues de Remaufans¹¹³ où demeurent de nombreux prêtres réfractaires et notamment Alexandre Faivre et Joseph-Augustin Faivre.

Basile Ferrez tente, comme l'a fait Jean-Baptiste Faivre, de faire radier son frère Félix de la liste des émigrés¹¹⁴. Sa tâche est théoriquement plus difficile. En effet, nous avons vu ci-dessus que **Félix Ferrez** était parti en exil dès le 25 août 1792, c'est-à-dire la veille de l'adoption de la loi portant déportation des prêtres réfractaires.

Il obtient d'abord, le 22 janvier 1797, une attestation de neuf habitants de Saint-Pierre qui certifient que Félix Ferrez, âgé de 38 ans, taille de cinq pieds un pouce, cheveux et sourcils châains, front découvert, yeux gris, nez aquilin, bouche assez grande, menton rond, visage allongé et uni, a résidé sans interruption dans la commune de Saint-Pierre, chez le citoyen Basile Ferrez, son frère, depuis le 8 janvier 1791 jusqu'au 18 avril 1792. Une deuxième attestation, de la même date, de neuf habitants de La Chaumusse certifie que ce même prêtre a résidé sans interruption dans la commune de La Chaumusse, à son domicile, du 18 avril 1792 jusqu'au 25 août 1792.

Dans une troisième attestation du 22 janvier 1797, les administrateurs municipaux du canton de Saint-Laurent attestent "que pendant tout le temps que le citoyen Félix Ferrez, ci-devant prêtre, a habité dans les années 1791 et 1792 les communes de La Chaumusse et de Saint-Pierre, il n'a exercé aucune fonction publique quelconque." Ce certificat est délivré à Basile Ferrez son frère. Il est signé du président Joseph Martinez et des autres membres dont Alexandre Lémare agent municipal de La Grande-Rivière. La signature du commissaire du directoire exécutif auprès du canton est par contre absente, car il s'agit justement de Basile Ferrez.

Basile Ferrez expose dans sa pétition du 27 janvier 1797 que Félix Ferrez, son frère, "pour se soustraire aux persécutions dirigées contre les prêtres, évacua le 25 août 1792 la commune de La Chaumusse, dont il était paisible habitant, espérant d'y reparaître dans un temps plus tranquille. Mais les persécuteurs désespérés de n'avoir pu lui enlever la liberté et de ne plus disposer de sa vie, travaillèrent à lui en fermer les voies, ils le firent inscrire successivement sur deux listes de proscription."

"C'est contre cette double inscription, monument le plus hideux du despotisme populaire que les liens du sang et de l'amitié et le sentiment de la justice outragée me porte à réclamer aujourd'hui avec le langage de l'homme libre de démontrer que mon frère n'a pas dû être porté sur l'une, ni sur l'autre liste et qu'il n'a quitté sa commune que pour échapper à la réclusion, à la mort dont il était menacé."

Basile Ferrez rappelle ensuite le "fameux arrêté du département du Jura du 27 juillet 1792 qui ordonnait sous peine d'être entassé dans la ci-devant maison des Carmes à Dole, aux ecclésiastiques fonctionnaires publics insermentés de produire un certificat de leur commune respective portant qu'ils ne troublaient point l'ordre public." Son frère n'en obtint point et le 16 août le département prit un arrêté personnel à son frère et lui ordonna nominativement de se rendre à Dole. "Mon frère devait-il sacrifier sa liberté à cet ordre arbitraire et aller placer sa tête sous la main des nouveaux fanatiques et s'offrir en otage aux bourreaux révolutionnaires ?"

Le 28 août suivant (sic, en réalité le 22 août, voir le chapitre de 1792, mais on est prudent en retenant une date postérieure au 26 août) cet arrêté lui fut notifié par un gendarme. "Mon frère prit la fuite. Peut-il être regardé comme émigré pour avoir voulu conservé le bien le plus précieux la Liberté et avoir fui le fer des assassins judiciaires et des septembristes ?" Félix Ferrez a donc habité le territoire jusqu'à ce

qu'il "en ait été pourchassé avec violence," et c'est ce que prouvent les certificats produits.

Basile Ferrez affirme ensuite que Félix Ferrez ne peut pas non plus être regardé comme déporté, puisqu'il n'était pas fonctionnaire public à l'époque de la promulgation de la loi du 26 décembre 1790 et il produit l'attestation précitée. Il n'avait donc pas à prêter le serment civique exigé par cette loi et n'était donc pas assujéti à la déportation. "Ce n'est donc qu'à une erreur de fait qu'il ne pouvait chercher à détruire sous le règne de la fureur démagogue la plus absurde qu'est due son inscription sur une liste de déportés. Il n'est donc déporté, ni émigré : il ne peut être considéré que comme fugitif et sous ce rapport il est victime de l'oppression. La sanglante anarchie qui dépouille, qui dévore, l'avait signalé, mais les lois qui le mettaient sous leur égide, longtemps voilées ont repris leur empire, elles le réclame."

"Vous administrateurs, qui en êtes les fidèles organes, vous en ferez avec alacrité, la juste application. Vous prononcerez que Félix Ferrez, ci-devant prêtre, de La Chaumusse, sera et demeure rayé de toutes listes de proscription, soit d'émigration, soit de déportation."

On constate que Basile Ferrez ne manque pas de rappeler les massacres de début septembre 1792, période qui suit le départ en exil de Félix Ferrez, au cours desquels des sans-culottes parisiens vidèrent les prisons et massacrèrent plus de mille prisonniers dont de nombreux prêtres. De même la partie que l'on peut qualifier d'engagée ou de politique de son discours est adaptée aux membres composant présentement l'administration centrale du département, laquelle va évoluer en fonction des mouvements politiques des autorités nationales. On peut constater les changements de ton et les critiques vis à vis des dirigeants de 1793-1794, alors que la loi visée est de 1792.

Basile Ferrez n'utilise pas non plus les possibilités offertes par la loi du 12 septembre 1796, mais base son raisonnement uniquement sur la violence qu'aurait subie son frère et qui l'aurait contraint de partir à l'étranger.

Le premier février 1797, l'administration municipale du canton de Saint-Laurent émet un avis, qui reprend les mêmes arguments et qui conclut que le prêtre Félix Ferrez doit être rayé de toutes listes de proscription et qu'il doit être rendu au droit commun de tous les français.

L'administration centrale du département du Jura suit également ces arguments et le 3 février 1797, elle procède à la radiation provisoire du prêtre, de la liste des émigrés. Le lendemain 4 février, cette administration relève Félix Ferrez de l'état de déportation. Il pourra donc rentrer en France et il est "envoyé provisoirement en possession de ses biens."

c) François-Joseph Gros

Un certificat de résidence est délivré le 26 février 1797 par l'administration communale du canton de La Rixouse par lequel neuf citoyens attestent la résidence du prêtre François-Joseph Gros, ci-devant curé de Septmoncel, à Château-des-Prés dans une maison appartenant à Henry-Joseph Petetin depuis le 9 mai 1792 au 15 septembre suivant¹¹⁵. Il s'agit manifestement d'une attestation mensongère. Les éléments relevés précédemment le prouve assez et notamment un de ses courriers précise qu'il était dans le Chablais le 20 août 1792. On peut supposer par contre qu'il

a quitté Septmoncel début mai 1792, ce qui correspond à la date de demande d'inventaire faite par son beau-frère François-Xavier Bouvet. Il se fait par la suite enregistrer comme émigré dans le canton suisse de Fribourg à Remauffans près de Châtel-Saint-Denis le 14 mars 1793¹¹⁶.

L'administration départementale déduit de ce certificat qu'il n'a quitté la République (sic, elle n'est pas encore proclamée) qu'en vertu de la loi de déportation du 26 août 1792. D'après la nouvelle loi, il ne doit pas être assimilé à un émigré. L'administration arrête donc le 7 mars 1797, que le nom de François-Joseph Gros, prêtre, "demeure rayé provisoirement de la liste des émigrés et sera regardé comme déporté, que ses biens sont dès à présent restitués à ses héritiers présomptifs s'ils ne sont vendus. (...) Attendu qu'il avait été passé une adjudication des biens appartenant audit Gros le 7 septembre 1796 au citoyen Nicolas Démoly de Lons-le-Saunier et que ce dernier a encouru la déchéance faute de paiement dans les délais déterminés par la loi, selon état du 20 janvier 1797, arrête de surplus que les héritiers présomptifs dudit prêtre Gros jouiront desdits biens conformément à la loi, déclarant ledit Démoly déchu de son adjudication."

On a vu ci-dessus qu'en 1799 Raphaël Gros de Saint-Pierre était propriétaire des biens et qu'il les revendit à la famille du prêtre. A défaut d'information sur ce sujet, on peut supposer que Nicolas Démoly avait cédé ses droits à Raphaël Gros.

d) Augustin Bénier

Les postulants à la prêtrise devaient, avant la Révolution, bénéficier d'un titre de pension cléricale, dont le montant devait être versé par sa parenté. Le montant minimum des pensions cléricales n'avait pas été réévalué depuis longtemps et, avec l'inflation de la monnaie et l'élévation du niveau de vie, la somme devenait donc de plus en plus symbolique. Dans les faits, la pension n'était généralement plus versée lorsque le prêtre avait été établi vicaire ou curé. Toutefois, pendant la Révolution, ceux des prêtres qui se virent privés de revenus suffisants n'hésitèrent pas à réclamer le montant de leur pension à ceux de leurs parents qui en étaient débiteurs. Réfractaire depuis le premier semestre 1791, Augustin Bénier a ainsi pu demander à ses frères de lui verser la pension annuelle de 133 livres promise par ses parents par acte du 21 février 1760.

La loi sur les émigrés obligeait de plus les débiteurs à faire la déclaration des sommes qu'ils devaient aux émigrés. C'est ainsi que le 19 février 1794, les citoyennes Marie-Rose Gros, veuve de François-Joseph Bénier l'aîné et Jeanne-Marie Benoit, femme d'Ambroise Bénier, lequel est absent, se présentent devant la municipalité de La Chaumusse. Pour se conformer à la loi, elles déclarent que la pension promise à Augustin Bénier [leur beau-frère] par ses parents lui a été versée jusqu'à août 1792, époque de sa déportation ordonnée par la loi du 26 août 1792. Elles précisent qu'elles se soumettent de payer la pension de 133 livres hypothéquée sur des maisons et terres "à qui il leur sera indiqué." La municipalité décide d'envoyer un extrait au directoire de Condat-Montagne "pour être statué ce qu'il appartiendra"¹¹⁷.

Les autorités de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent établissent en mars 1797, un certificat attestant qu'Augustin Bénier a résidé à La Chaumusse du 29 juin 1791 au 9 août 1792. Par ailleurs, ce prêtre Bénier obtient une attestation précisant qu'il a fixé sa résidence à Echallens en Suisse depuis le

15 septembre 1792. L'administration centrale du Jura, "considérant que le prêtre Bénier était dans le cas de la déportation, qu'ayant pris passeport pour voyager, il n'a fait sa déclaration qu'en vertu de la loi du 26 août 1792, qu'il avait la résidence à Echalans en Suisse," arrête le 1^{er} avril 1797, qu'Augustin Bénier, prêtre, "demeure rayé de la liste des émigrés provisoirement et sera considéré comme déporté, que ses biens sont restitués à ses héritiers présomptifs, s'ils ne sont vendus"¹¹⁸."

e) Daniel Roydor

Pierre-Joseph Perrin, cultivateur demeurant à Etival, canton de Moirans formule également une pétition pour permettre le retour de son beau-frère le prêtre **Daniel Roydor**¹¹⁹. Il présente le certificat médical établi le 1^{er} septembre 1792 et le passeport délivré au prêtre par le district de Lons-le-Saunier le 7 septembre 1792. (Voir ci avant la rubrique La religion 1792-1793, sous le paragraphe : Le décret du 26 août 1792.)

Dans sa pétition, il expose que Daniel Roydor, curé d'Etival, était malade en septembre 1792 ensuite des "traitements dictés par la terreur la plus forcenée. Le prêtre Daniel Roydor ne trouvant plus d'asile dans sa patrie, fut contraint pour conserver sa vie et dans l'espérance de rétablir sa santé, de demander un passeport de déportation à la municipalité de Lons-le-Saunier, préférant alors la déportation à la réclusion qui aurait été un obstacle à son rétablissement." Du fait de son état de maladie, il aurait dû être compris dans la classe des prêtres valétudinaires et donc être reclus, selon la loi du 26 août 1792. Il est donc demandé qu'il soit reconnu comme tel et qu'il soit compris dans la classe des prêtres reclus.

L'administration municipale du canton de Moirans prend en considération qu'à cette époque, il était de toute notoriété habituellement malade, qu'il a été souvent victime par la terreur mais qu'il n'a jamais troublé l'ordre public et qu'au contraire il a toujours mené une vie douce et travailleuse et estime qu'il y a lieu d'accueillir cette pétition.

L'administration centrale du Jura arrête ensuite le 6 juin 1797 que Daniel Roydor "est relevé de l'état de déportation, dans lequel il a été mal à propos constitué, que ses biens lui sont restitués s'ils ne sont aliénés, et pris égard qu'il n'y a pas de maison de réclusion déterminée dans le département du Jura pour y recevoir les prêtres qui y sont assujettis par la loi du 26 août 1792, déclare que ledit prêtre Roydor résidera dans le domicile de Pierre-Joseph Perrin son beau-frère à Etival sous la surveillance de l'agent du lieu de l'administration du canton de Moirans."

Daniel Roydor, ancien curé d'Etival, sera finalement amnistié comme émigré le 15 avril 1803. Son domicile est alors indiqué à Moirans¹²⁰.

3 - Les prêtres émigrés rentrés en France

De nombreux prêtres émigrés rentrent en France en 1796 et en début d'année 1797. Un agent du canton de Saint-Laurent rapporte à la séance de l'administration municipale du 10 avril 1796 que "des prêtres déportés et émigrés souillent la terre de la liberté en venant au mépris des lois, prêcher le désordre et l'anarchie." Comme la garde nationale n'a que des piques à opposer à ces prêtres, il est décidé de demander des fusils aux administrateurs du département, à prendre parmi les quatre à cinq

cents qui "périssent dévorés par la rouille dans un magasin du ci-devant district de Saint-Claude."

Cependant, à la suite du coup d'état du 18 fructidor an V -4 septembre 1797-annulant les élections de députés royalistes, des mesures sont prises contre les prêtres rentrés d'immigration et de nombreux prêtres doivent à nouveau émigrer. Le directoire exécutif parisien dans un arrêté du 20 septembre 1797 considère d'ailleurs que le département du Jura "est rempli d'émigrés et de prêtres déportés rentrés (et) que l'administration centrale, non seulement n'a rien fait pour l'exécution des lois à leur égard, mais qu'au contraire, elle s'est empressée d'en radier un grand nombre provisoirement de la liste (des émigrés) et de les renvoyer en possession de leurs biens" et que ces administrateurs devront être recherchés pour ces faits¹²¹. Des enquêtes sont effectuées en novembre 1797 pour déterminer si les attestations délivrées précédemment en faveur de prêtres ayant été rayés de la liste des émigrés reflètent ou non la vérité, ou si les témoins sont dignes de foi.

Parallèlement, les Suisses prennent des dispositions pour limiter le nombre de prêtres français sur leur sol et quelques uns sont refoulés. Dans le canton de Saint-Laurent, la garde nationale est donc alertée pour surveiller ceux qui reviendraient de Suisse, notamment en contrôlant les registres que doivent tenir les aubergistes. Néanmoins, la condamnation à mort fin juin 1798 à Besançon par une commission militaire du prêtre Paul Lapierre, ancien émigré, constitue par la suite une nouvelle pression pour contraindre les prêtres, encore en France, à s'expatrier.

Augustin Bénier

A la suite de la décision prise par l'administration le 1^{er} avril 1797, de le rayer provisoirement de la liste des émigrés, **Augustin Bénier** rentre en France et demeure à La Chaumusse. Il demande aux administrateurs du département en juillet 1798, à pouvoir bénéficier des mesures de tolérance accordées par le ministre de la police générale par circulaire du 3 brumaire an VI -24 octobre 1797- en faveur des prêtres âgés. L'administration départementale constate cependant le 5 août 1798 qu'il ne répond pas aux critères définis par cette circulaire, qui concerne pourtant les sexagénaires, et ne peut accorder une suite favorable à sa demande¹²².

Il retourna alors en Suisse. En effet, Augustin Bénier figure sur la liste des prêtres émigrés de La Chaumusse établie par l'agent municipal de ce village en novembre 1799 à la demande de Lémare. Il mentionne qu'il rentra en France au printemps 1797 et vint habiter chez son frère Ambroise Bénier "pendant lequel temps, sans avoir fait aucune soumission, déclaration, ni serment, il a dit la messe et fonctionné sans gêne dans la maison du prêtre (Augustin) Besson située dans la même commune, jusqu'au 18 fructidor an VI (sic, il faut lire en réalité an V), temps auquel la loi bienfaisante purgea de nouveau le sol français de cette criminelle engeance, temps auquel dis-je, il fit sa déclaration à l'administration municipale de ce canton qu'il se déportait en pays étranger. La commune dénommée assure que pendant son séjour, dès sa rentrée jusqu'au 18 fructidor, il prophétisait à qui voulait l'entendre, que si les prêtres ne rentraient bientôt dans leur bénéfice, la terre ne produirait aucun fruit, que la grêle et la gelée ravageraient ses productions. Grâce à l'être bienfaisant, il ne salit plus la terre de sa patrie !!!"

Cependant dès février 1800, Augustin Bénier demande, étant âgé de plus de 60 ans, l'autorisation de revenir à La Chaumusse et l'administration du canton donne un avis favorable à cette sollicitation. L'administration centrale du Jura l'autorise donc en mars à résider sous surveillance à La Chaumusse.

Félix Ferrez

A la suite de la mesure de radiation de la liste des émigrés prise en sa faveur en février 1797, Félix Ferrez, **rentre légalement** en France à cette époque. Par suite des flux politiques qui secouent le directoire, l'administration départementale tente de remettre en cause la situation de Félix Ferrez. C'est ainsi qu'à la fin du mois de septembre 1797, elle demande aux administrateurs du canton si le certificat qu'ils ont établi en février n'aurait pas été vicié par des témoins dont la moralité serait douteuse et le degré de confiance peu élevé. Basile Ferrez est alors commissaire du directoire exécutif auprès des autorités du canton. L'administration cantonale confirme la véracité des attestations de résidence délivrées précédemment.

En 1798, Pierre-Alexandre Lémare et ses amis fulminent contre les administrateurs du département et notamment contre Basile Ferrez, installé à ce poste en novembre 1797, "qui, commissaire du directoire exécutif à Saint-Laurent, a souffert pendant 8 mois, que son frère (Félix Ferrez), émigré rentré, prêchât sous ses yeux publiquement et au son des cloches le rétablissement de la royauté." Un renvoi ajoute : "Ce fait est public, de plus, dénoncé officiellement par un commissaire du directoire exécutif. Cette pièce est à la police¹²³."

La période de 8 mois citée correspond probablement au délai écoulé entre le retour de Félix Ferrez vers mars 1797 et la date de nomination et d'installation de Basile Ferrez en qualité d'administrateur du département en octobre et novembre 1797.

Félix Ferrez est menacé, comme les autres prêtres rentrés, de devoir retourner en Suisse. Basile Ferrez est administrateur du département d'octobre 1797 à juillet 1799. François-Joseph Ferrez, leur frère aîné présente vers le 12 septembre 1798 à l'administration centrale du département une demande, sans aucun doute préparée par Basile Ferrez, pour que Félix Ferrez puisse demeurer en France¹²⁴.

François-Joseph Ferrez expose que le ministre de la police a admis par circulaire que les ecclésiastiques sexagénaires ou infirmes pouvaient rester en France sous la surveillance de leur municipalité. "On ne dira pas pour Félix Ferrez qu'il est sexagénaire, mais on dit avec certitude que son infirmité lui donne un droit absolu à l'application de ces dispositions. (...) Quant à sa qualité politique, elle est en tout conforme à celle exigée par le ministre." Puis il rappelle la déportation de Félix Ferrez et qu'il a été relevé de l'état de déportation le 16 pluviôse an V. Il ajoute "que par ses principes et sa modération Félix Ferrez est digne du bienfait qu'il sollicite. D'abord pour preuve de l'état de tranquillité dans lequel il veut vivre, il vous déclare citoyens administrateurs qu'il veut résider sous vos yeux dans la commune où vous exercerez votre surveillance plus immédiatement et sous les regards d'un frère qui ne permettrait pas le moindre écart." Il demande en final que Félix Ferrez puisse "jouir de l'exception prononcée par le ministre de la police

générale" et qu'il puisse résider à Lons-le-Saunier sous la surveillance de Basile Ferrez.

Il produit des certificats d'officiers de santé. Laurent Martin, officier de santé à Saint-Laurent et Pierre-Joseph Jacquet, officier de santé à Grande-Rivière attestent séparément mais en des termes proches que Félix Ferrez présente les signes caractéristiques d'une grave affection de poitrine, qui pourrait dégénérée en phthisie. Il est également atteint de sciatique et ressent des vertiges. Il est donc "absolument hors d'état de voyager."

L'administration centrale transmet la pétition à l'administration municipale du canton de Saint-Laurent qui est invitée le 13 septembre 1798 à "donner ses observations sur la conduite morale et politique du prêtre Ferrez." Cette administration cantonale délibère le 14 septembre 1798 au cours d'une séance normale mais son avis n'est pas reporté à cette date sur le registre des délibérations. Elle prend essentiellement l'avis de l'agent de la commune de Saint-Pierre, Raphaël Gros, qui déclare "qu'il ne connaît pas qu'il ait troublé l'ordre public pendant son séjour, ni contrevenu aux lois, que ses infirmités étant constatées par certificat authentique et qu'il a été relevé de sa déportation." (Sic.)

L'administration départementale prend alors un arrêté le 24 septembre 1798, auquel ne participe pas Basile Ferrez, autorisant Félix Ferrez à demeurer à Lons-le-Saunier, ou dans le domicile que Basile Ferrez son frère pourrait choisir sous la surveillance des administrations municipale à charge pour lui de faire enregistrer le présent arrêté au secrétariat du canton où il établira sa résidence.

Basile Ferrez pense ne plus être administrateur du département. Félix Ferrez "demeurant à Saint-Pierre" demande à l'administration du département à pouvoir habiter Saint-Pierre sous la surveillance de la commune. L'administration arrête en janvier 1799 que "Félix Ferrez jouisse de sa liberté provisoirement sous la surveillance de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent¹²⁵."

Basile Ferrez n'est plus administrateur du département depuis un mois ou deux et vient à nouveau résider à Saint-Pierre. Félix Ferrez le suit et change de résidence et c'est la raison pour laquelle il fait enregistrer l'arrêté du 24 septembre 1798 au bureau de Saint-Laurent vers le 30 septembre 1799.

Après avoir décrit dans son rapport de novembre 1799 la situation du prêtre Augustin Bénier, l'agent municipal de la Chaumusse évoque brièvement le cas de Félix Ferrez qui vient habiter la commune au commencement de 1792 puis se déporta à Echallens en Suisse. "Il est rentré au printemps de l'an V, pour venir résider dans la commune de Saint-Pierre." On peut déduire de ce court rapport que Félix Ferrez n'est donc pas retourné en Suisse après son retour en France.

Félix Ferrez présente encore début février 1800 à l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, un nouvel arrêté de l'administration centrale du département, dont son frère Basile est redevenu membre, l'autorisant à demeurer chez lui librement sous la surveillance de cette autorité cantonale, arrêté pris en considération de ses infirmités reconnues médicalement et du fait "qu'il a été déporté injustement." Pour la bonne forme, Félix Ferrez ne sera radié définitivement de la liste des émigrés que le 18 décembre 1801¹²⁶. Il deviendra curé de Saint-Claude en 1803, mais décède dès 1805.

Jean-Pierre Chaussin, agent municipal de Grande-Rivière rédige également après ses collègues de La Chaumusse et de Saint-Pierre, un rapport sur les prêtres insoumis de sa commune et destiné à son compatriote Pierre-Alexandre Lémare.

Il rappelle que Joseph-Augustin Faivre, l'ancien curé de Bois-d'Amont émigra "plutôt que de faire le serment exigé par la loi. La clameur publique l'accuse d'avoir rentré en l'an cinq en parcourant les campagnes comme grand vicaire du ci-devant émigré Chabot^a. La loi du dix-huit fructidor lui fit abandonner la terre de la liberté qu'il salissait et depuis cette époque je n'ai aucune connaissance qu'il ait rentré en France."

Alexandre Faivre

L'agent municipal de Grande-Rivière décrit également la situation d'Alexandre Faivre, ancien vicaire de La Rixouse et frère du curé de Bois-d'Amont, qui prêta le serment exigé par la constitution mais le retira quinze jours plus tard. Il a ensuite émigré. "La rumeur publique l'accuse d'avoir rentré en l'an cinq parcourant les campagnes et exerçant les fonctions de ministre du culte catholique clandestinement. La loi du dix-huit fructidor lui fit expulser le territoire de la République et depuis cette époque je n'ai aucune connaissance qu'il ait rentré en France."

Joseph-Alexandre Guigrand

L'agent municipal de Grande-Rivière développe également un paragraphe consacré à Joseph-Alexandre Guigrand, qui était curé de Rosay. Après avoir émigré, il "est rentré en France en l'an cinq. La clameur publique l'accuse d'avoir exercé l'exercice du culte catholique clandestinement." Comme les deux prêtres précédents, il aurait quitté le territoire français après la loi du 18 fructidor et depuis, "je ne sais où il est."

VI - LES ASPECTS MILITAIRES LOCAUX PENDANT LA PERIODE DU DIRECTOIRE

A – Les réquisitionnaires et les militaires dans leur foyer doivent rejoindre l'armée

Après la mise en place de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent à la fin de l'année 1795, les problèmes des militaires récalcitrants ou déserteurs demeurent, mais l'on dispose généralement de moins d'informations détaillées concernant les difficultés quotidiennes rencontrées.

1) L'administration doit faire partir aux armées les réquisitionnaires et les militaires qui sont dans leur foyer

^a L'ancien évêque de Saint-Claude.

La situation des armées de la République est assez précaire en fin d'année 1795 et au début de l'année suivante. Différentes lois et arrêtés sont édictés de novembre 1795 à mars 1796. Normalement, toutes les réquisitions délivrées aux jeunes précédemment pour les différents ateliers de la République, fabrication d'armes, de salpêtre et autres sont remises en cause. Il en est également de même pour les jeunes qui travaillent assez tranquillement dans les bureaux du ministère de la guerre et pour l'approvisionnement des armées. Ces jeunes de la réquisition des 18 à 25 ans, -également appelés de la première réquisition- doivent donc rejoindre l'armée de suite s'ils n'obtiennent pas une nouvelle réquisition. Il s'agit, je le rappelle, des jeunes gens âgés de 18 à 25 ans le 23 août 1793 et qui étaient alors célibataires ou veufs sans enfant. L'administration municipale du canton de Saint-Laurent est chargée de faire appliquer sur le terrain ces nouveaux textes¹²⁷.

a) L'administration du canton doit faire partir les jeunes

L'administration municipale décide donc le 12 décembre 1795 que les agents municipaux "apporteront le plus rapidement possible l'état nominatif des jeunes gens" qui n'ont pas rejoints l'armée. Les jeunes seront ensuite invités à partir à leur corps ou à défaut, ils seront poursuivis comme déserteurs. Cependant, les agents municipaux n'avancent pas et sont relancés sur ce sujet le 27 décembre.

Basile Ferrez, commissaire du Directoire près l'administration municipale du canton de Saint-Laurent écrit le 28 janvier 1796 au commissaire du pouvoir exécutif près l'administration centrale du Jura un courrier intéressant à plusieurs titres. "Je vous fais passer un tableau nominatif des militaires de ce canton absents de leur corps, tel que vous le demandez par votre lettre du (17 janvier) dernier, en vous rendant compte des mesures qui ont été prises pour l'exécution de la loi du 4 frimaire (25 novembre 1795.) Les agents ont fait publier cette loi dans leur commune respective, avec injonction aux militaires absents de leur corps, qu'ils eussent à rejoindre leurs drapeaux dans les délais prescrits, à peine d'être traités et punis comme déserteurs. Cette mesure n'a produit aucun effet, aucun n'est venu prendre son ordre de route, ce qui m'a déterminé à remettre un tableau, tel que je vous l'envoie, à la gendarmerie qui, de nouveau, a employé infructueusement les voyes de la persuasion; de manière qu'ils sont à présent à leur poursuite pour opérer par la force ce qu'ils n'ont pu obtenir par la douceur. Mais je crains qu'il ne soit pas facile de les atteindre : ils sont, ces militaires, presque tous sortis du canton et font le métier de voiturier, soit avec de faux passeports ou sans en être munis¹²⁸."

Lors de la réunion de l'administration municipale du 14 février suivant, Basile Ferrez est excédé. Il craint d'ailleurs que sa responsabilité soit recherchée. Aussi, cette administration décide que la gendarmerie de Saint-Laurent "restera journallement occupée à faire la fouille des refuges des jeunes gens, qu'elle rendra compte jour par jour, un compte (sic) vérifié de leurs visites par les agents municipaux des communes où elle se sera transportée, que pour ne point être retardée ni entravée dans ses diligences, elle pourra demander aux agents ou adjoints de chaque commune éloignée du chef-lieu des billets de logement et de vivres." A ce sujet les gendarmes ne seront d'ailleurs logés et nourris que chez les parents des "volontaires" (sic, je rappelle que ce mot désigne les militaires en général, volontaires ou non) fugitifs. Le citoyen Barbe, brigadier de la gendarmerie de Saint-

Laurent est rendu destinataire de la décision prise "avec réquisition de s'y conformer."

b) Opposition populaire à un départ à l'armée

La mission des gendarmes est donc très claire et ils se mettent immédiatement à l'œuvre. Ils vont d'abord à Grande-Rivière où ils arrêtent un "individu." Ils se sont cependant trompés. Ce n'est que "le frère d'un requis" et ils le relâchent rapidement.

Le brigadier Jean-Baptiste Barbe et les gendarmes François-Célestin Bouvet et Pierre-Claude Fieux établissent un procès-verbal le 17 février 1796¹²⁹. Ils se sont rendus dans la commune du Lac-des-Rouges-Truites "pour y faire perquisition chez différents particuliers ou volontaires de la réquisition des dix-huit à vingt-cinq ans," en vertu de la loi du 4 frimaire dernier, en utilisant la liste remise par l'administration municipale du canton de Saint-Laurent et selon la réquisition faite par cette administration à la brigade de gendarmerie. Ils ont commencé les perquisitions au domicile de Pierre-Simon Thouverez, ensuite à celui de Jean-Alexis Thouverez - celui dont le cas particulier a été étudié en 1794 et 1795 et qui, on peut le constater, n'a toujours pas rejoint l'armée- puis à celui de Joseph-Alexis Grand. Ce dernier présente un certificat de réforme récent visé d'un officier de santé et d'administrateurs du district. Il est donc laissé en liberté. Les gendarmes se rendent ensuite au domicile de Pierre-Augustin Guy-Rouvet où ils font des recherches "les plus exactes" mais infructueuses.

Ils se dirigent ensuite au hameau de Sous le Mont Noir et entrent "au domicile de Jean-Denis Jacquin, aussi volontaire de la réquisition, que nous avons trouvé, qui travaillait à faire des seaux dans sa maison, que nous avons requis au nom de la loi de nous suivre, et venir avec nous pour paraître devant l'administration municipale de ce canton." Ils établissent donc le procès-verbal en présence du citoyen Pierre-Louis Martinez, agent municipal de cette commune et dans son domicile, et le tout pour observer les consignes qui leur ont été données. Et les trois gendarmes signent avec l'agent municipal.

Néanmoins le procès-verbal est repris ultérieurement par les gendarmes qui précisent que le citoyen Martinez "n'a voulu signer qu'avec grande difficulté, le tout pour donner le temps à une émeute de monde tant hommes que femmes, que nous estimons être au nombre d'environ une trentaine, qui, au moment où ledit agent a eu signé, cet attroupement qui s'était assemblé dans la cuisine dudit agent serait entré en force dans la chambre où nous étions, où une femme, à nous inconnue, vient prendre la chandelle et la jette par terre pour l'éteindre; et au même instant, toute cette populace nous aurait sauté dessus pour nous retenir et faire évacuer et nous ôter d'entre nos mains ledit Jacquin volontaire que nous avons arrêté chez lui." Ils précisent ensuite que cette émeute "s'était formée par l'intrigue dudit agent et de sa femme qui a jeté un seau d'eau sur le feu pour l'éteindre afin que nous ne puissions pas voir clair pour donner poursuite au volontaire." Le brigadier a en outre été "maltraité" par le père du militaire arrêté, qui lui a tordu le pouce de la main gauche et donné des coups de pieds au dessus du genou droit. La populace a également voulu prendre le sabre du gendarme Bouvet mais ne lui a finalement enlevé que le fourreau dudit sabre. Le gendarme Fieux a pour sa part été saisi par plusieurs personnes tant hommes que femmes qui lui ont déchiré son habit. Mais ce gendarme

"a été forcé d'agir avec prudence (...) dans la crainte de porter préjudice à la femme dudit Jacquin qui se trouve enceinte d'environ huit mois." Par contre, il a gardé entre les mains "la coiffure d'une autre femme qui le tenait." C'était probablement très chaud ...

Les gendarmes ont communiqué à la population leur ordre de mission. L'agent du Lac-des-Rouges-Truites a cependant répondu "qu'il n'avait point d'ordre à prendre du commissaire du Directoire exécutif, que, au contraire, qu'il pouvait lui-même lui ordonner." L'émeute s'est déroulée alors qu'il était environ huit heures du soir. De toutes parts, de nouveaux venus arrivaient et les gendarmes "ont été forcés de (se) retirer pour mettre (leur) vie en sûreté."

Quand il a connaissance de ce procès-verbal, le commissaire de Directoire près l'administration centrale du Jura griffonne des notes sur un papier : "Prendre un arrêté dénonçant les faits de rébellion et de plus comme favorisant la désertion. Destituer l'agent municipal. Rendre compte au ministre de la police." Mais Pierre-Louis Martinez ne fut pas destitué. Bien au contraire, il présenta sa démission d'agent en août 1796. Comme personne ne voulait de la place, il fut renommé agent temporaire en septembre avec de plus une indemnité mensuelle de vingt livres qui ne lui était pas versée précédemment.

Temporairement, l'agent municipal Pierre-Louis Martinez ne participe plus aux réunions de l'administration municipale. Cette importante question militaire et de rébellion s'ajoute aux soucis présents de l'administration du canton concernant l'approvisionnement du sel et la réquisition de chevaux ce qui provoque aussi, on s'en doute, des mécontentements. Elle décide d'afficher de nouvelles dispositions concernant les militaires "fuyards." "Tous les volontaires qui ont obtenu des congés à quel titre que ce soit, devra dans la décade qui suivra la publication du présent arrêté, se présenter devant le commissaire du Directoire exécutif du canton."

Ce n'est que le 28 février que l'administration municipale invite le citoyen Martinez à venir "s'expliquer et se disculper" sur son comportement. Mais Pierre-Louis Martinez, "violemment présumé de lâcheté dans l'insurrection qui a eue lieu" et en outre invité à "donner les noms des coupables," ne se présente pas. Il a certainement fait part hors séance de la situation délicate de ce jeune marié futur père de famille que l'on voulait arrêter et conduire de force à l'armée. Ce à quoi certains de ses collègues ont pu lui répondre, que déjà en 1794 et 1795, Jean-Denis Jacquin, né en 1770 et qui a abandonné son unité, était recherché pour rejoindre son corps, que quand on sait que l'on doit servir comme militaire, on ne se marie pas, et que ledit Jacquin a pris ainsi ses responsabilités, que bien d'autres Grandvalliers sont au service de la patrie, etc. On envoie donc les gendarmes chercher Pierre-Louis Martinez à son domicile qui confirme l'attitude qu'il a eue et ne veut donner "des renseignements capables d'éclaircir" l'administration.

c) Intervention réussie de la gendarmerie

Cette situation militaire confuse n'est certainement pas propre au Grandvaux et le Directoire prend un nouvel arrêté le 23 février 1796 examiné par l'administration de Saint-Laurent le 13 mars. Toutes les réquisitions données précédemment à titre civil sont annulées, de même que les certificats médicaux des officiers de santé. Les agents municipaux devront donc établir la liste des jeunes

gens soumis à la première réquisition et qui ne sont pas à l'armée, y compris les invalides, les réformés et malades notoires. Un nouveau texte demande ultérieurement aux administrations municipales de viser les nouvelles réquisitions délivrées par le ministère de la guerre ce qui leur permet en principe de connaître ceux qui sont dans leur foyer mais effectivement mis en réquisition.

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent s'estime très active contre les "réquisitionnaires et les jeunes gens qui ont lâchement abandonné leurs drapeaux" et elle l'écrit au ministre de la guerre le 13 septembre 1796. Malheureusement, la gendarmerie ne suit pas les arrêtés rigoureux qu'elle prend. Aussi, "les réquisitionnaires restent en paix et sans inquiétude, les gendarmes sans activité (...) et la loi reste sans exécution."

Une nouvelle liste de déserteurs est communiquée à la gendarmerie de Saint-Laurent fin décembre 1796 avec mission de leur faire rejoindre leur unité. Le brigadier Barbe est d'ailleurs invité "à redoubler de zèle et d'activité." C'est ainsi que ce brigadier et deux gendarmes de la brigade de Saint-Laurent patrouillent le 6 janvier 1797 sur la route de Champagnole. Ils font le soir même le procès-verbal de leur activité : "En vérifiant les auberges et cabarets, nous avons fait la rencontre des nommés Joseph-Augustin Benoit dit le Maigre, Joseph-Augustin Benoit dit Labbé, Pierre-Xavier Benoit dit Colon, tous trois volontaires et déserteurs du 4^e bataillon du Jura, que nous avons trouvé à boire dans l'auberge dit chez les Baraux (?) au Pont de Lemme¹³⁰."

Ils les arrêtent sans résistance et partent pour les conduire à Saint-Laurent. "Mais étant dans un endroit appelé Sur le Prins (peut-être faut-il penser à Sur le Pré ?) et sur la route, nous avons été assaillis de coups de pierres par une foule de monde que nous estimons être au nombre d'une quinzaine de personnes, l'un étant armé d'un sabre et les autres de gros bâtons dont nous avons connu le nommé François-Joseph Chanez aussi volontaire [en principe un ancien du 4^e bataillon du Jura], mais étant muni d'un congé limité des convois militaires en date à Strasbourg du (20 décembre) dernier, bon jusqu'au (18 février) prochain, et son frère qui fut avertir cette populace. Dans cette défaite (?) le gendarme Trouillot a été fortement frappé au point qu'il ressent des douleurs aux bras et à une jambe. Cette populace nous a suivi environ un quart d'heure de temps, mais voyant la résistance de la gendarmerie et l'approche des maisons premières de St-Laurent, ils se sont retirés en nous invectivant de sottises telles que les mots d'assassins, voleurs et coquins." Ils présentent alors les trois prisonniers à l'administration municipale du canton qui décide de les faire conduire "de brigade en brigade" jusqu'à Lons-le-Saunier. Des trois jeunes arrêtés, seul l'un des Joseph-Augustin Benoit est réellement un volontaire de 1791 du 4^e bataillon du Jura. On peut cependant constater en 1799, que les deux Joseph-Augustin Benoit touchent une pension pour blessures subies à l'armée. Leurs blessures étaient très probablement antérieures à cette arrestation.

2) Nouvelles mesures contre les déserteurs

Cependant la situation d'ensemble reste inchangée et les insoumis demeurent nombreux dans le canton de Saint-Laurent. On a alors recours au système des garnisaires. La prochaine arrivée, pour cet objet, d'une compagnie de militaires composée de 52 hommes est annoncée dans le canton de Saint-Laurent le 15 mars

1797. Ces hommes seront répartis dans les différentes communes du canton "à proportion du nombre des militaires (du Grandvaux) qu'il y a à faire partir" à l'armée ou qui ne sont pas administrativement en règle. Ils seront placés chez les parents des insoumis ou "chez les particuliers connus pour avoir donné retraite aux déserteurs." Les frais de subsistance et de logement de la compagnie "seront supportés par les réfractaires ou ceux ou ceux qui les ont recélé." La troupe quitte cependant le canton au bout d'un mois pour aller à Clairvaux et de nombreux requis demeurent encore dans le Grandvaux.

A la même époque la 9^e compagnie de la 74^e demi-brigade composée de 44 hommes arrive dans le canton de la Rixouse. Les militaires sont également ventilés¹³¹ dans les diverses communes du canton et cinq d'entre eux sont envoyés « dans la commune des Piards, chez les parents des nommés Basile Piard, Donat Piard, Jean-Claude Vincent, François Vincent^a et Basile Martine.» Il faut à nouveau placer aux Piards le 12 décembre 1798 quatre hommes de garnison chez les parents de deux réquisitionnaires de la commune non partis.

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent reconnaît lors de la séance du 18 octobre 1797 que toutes les démarches effectuées pour faire partir les militaires à l'armée "ont été pour ainsi dire infructueuses puisque peu ont pris leur ordre de route et que les autres ne se mettent pas en devoir d'obtempérer aux ordres qui leur sont transmis." Elle pense alors améliorer la situation en demandant à ce que des hommes de la garde nationale soient mis "en station chez les parents des militaires ou réquisitionnaires dans le cas de rejoindre leurs drapeaux." Ces hommes seront alors "nourris chez les parents des réfractaires et en outre leur journée payée à vingt sols par jour." Il semble cependant que seul l'agent municipal de La Chaumusse tenta ou utilisa réellement cette solution.

Une nouvelle compagnie composée de 41 militaires seulement doit arriver vers le 20 novembre 1797, le reste de l'unité devant être logée dans le canton de La Rixouse. La troupe "sera placée en garnisaire chez les parents" des militaires et réquisitionnaires qui sont encore dans le canton. L'administration communale en fait la répartition le 18 novembre. "La commune de La Chaumusse qui a sept militaires ou réquisitionnaires à faire rejoindre aura trois militaires à faire loger; celle du Fort-du-Plasne qui en a dix-neuf en logera sept; celle du Lac qui en a dix-sept en logera sept; celle de la Grande-Rivière qui en a vingt un en logera huit; celle de Prénovel qui en a quinze en logera six; celle de la Rivière-Devant qui en a cinq en logera deux; celle de Saint-Laurent qui en a onze en logera quatre, enfin celle de Saint-Pierre qui en a aussi onze en logera quatre chez les parents desdits militaires ou déserteurs jusqu'à ce qu'ils aient justifié de l'arrivée de leur enfant au dépôt à Lons-le-Saunier. Leur seront fourni à chacun deux livres de pain, une demi livre de viande, le lit et la chandelle, le tout en conformité de l'arrêté de l'administration centrale du Jura" du 13 janvier 1797.

La petite unité ainsi répartie doit ensuite être utilisée dans d'autres cantons. Dès le 6 décembre, il faut prévenir les militaires ainsi éparpillés qu'ils doivent se

^a Donat Piard, chasseur, décède à Lodi –Italie- en janvier 1798. Je n'ai pu identifier ce Jean-Claude Vincent. François-Marie Vincent, s'il s'agit bien de lui, est à l'armée en juillet 1797.

réunir le lendemain à Saint-Laurent, avec ceux installés dans le canton de La Rixouse, pour se diriger aux Petites-Chiettes (Bonlieu) et remplir la même mission.

Il y a donc 106 déserteurs ou assimilés dans le canton de Saint-Laurent à cette époque, dont certains n'ont pas régularisé administrativement leur situation de malade ou de blessé régulièrement admis dans leur foyer. Les pouvoirs publics tentent en effet de lutter contre la corruption et demandent aux militaires qui ont obtenu une exemption ou un congé médical absolu de se présenter devant deux médecins pour qu'il soit statué à nouveau sur leur situation médicale. Certains jeunes résistent et ne tiennent pas du tout à subir ce nouvel examen médical, mais d'autres, dont l'invalidité ou les blessures paraissent évidentes, négligent de pratiquer cette contre-visite.

Une nouvelle unité composée de 85 hommes arrive de même à Saint-Laurent le 10 janvier 1798. Ces militaires doivent "être placés chez les parents des volontaires à faire rejoindre." Une répartition des militaires est donc effectuée entre les différentes communes sachant que les hommes du canton à faire partir à l'armée s'établissent à raison de 6 hommes pour La Chaumusse, 16 pour Fort-du-Plasne, 19 pour Grande-Rivière, 5 pour Rivière-Devant, 13 pour le Lac-des-Rouges-Truites, 7 pour Prénovel, 2 pour Saint-Laurent et 6 pour Saint-Pierre. On peut constater que le nombre des militaires non partis à l'armée a donc notablement diminué en deux mois, notamment pour Prénovel et Saint-Laurent et ne s'élève plus qu'à 74 hommes.

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent s'occupera ainsi régulièrement pendant toute l'année 1798, à recenser, dénoncer et vouloir faire partir à l'armée les jeunes gens récalcitrants, le tout sans succès apparent.

3) L'étape de Saint-Laurent, moyen d'éviter les obligations militaires

On a vu précédemment que Saint-Laurent est un lieu d'étape. Les militaires y passent individuellement pour aller de Saint-Claude à Besançon ou inversement. Quelques voitures ou convois traversent également le bourg. A partir de 1796, les militaires recherchés de Saint-Claude passent d'abord généralement par Lons-le-Saunier ce qui diminue relativement l'importance de l'étape militaire de Saint-Laurent. Selon les données officielles l'itinéraire de Vesoul à Gex passe cependant via Rioz, Besançon, Quingey, Salins, Champagnole, Saint-Laurent, Saint-Claude et Gex.

Le citoyen Pierre-Barnabé Brasier, étapier à Saint-Laurent avait présenté sa démission dès le 6 novembre 1794 en prétextant que son emploi était incompatible avec sa fonction d'officier municipal de Saint-Laurent. Dans les faits, compte tenu de l'inflation qui régnait et des tarifs du maximum alors en vigueur, il ne lui était pas possible de s'en sortir aux conditions fixées par les pouvoirs publics. Les différentes administrations de la République ne peuvent le remplacer et estiment sa démission irrégulière. Il est donc sommé en juillet 1795 de poursuivre son emploi d'étapier. Dans les faits, la municipalité de Saint-Laurent rémunère à partir de janvier 1795 jusqu'à sa dissolution, les fournitures faites aux militaires de passage et demande

ensuite à l'administration militaire le remboursement de ces prestations selon le tarif officiel, supportant ainsi la charge des pertes constatées.

À la fin de l'année 1795, la dévalorisation des assignats bat tous les records. Peu après sa constitution, l'administration municipale du canton de Saint-Laurent s'inquiète et écrit le 7 décembre 1795 au citoyen Salin, directeur des étapes à Besançon. "Nous croyons qu'il est de notre devoir de vous prévenir que le service public (sic) souffre singulièrement du défaut d'un préposé aux étapes dans cette commune. Dès notre installation, nous avons eu la douleur de voir des pauvres volontaires passant isolément, les uns malades, les autres convalescents, enfin estropiés, venir à l'administration municipale dans l'espoir de trouver du pain et de la viande pour assouvir la faim qui le dévore, et faute de numéraire, puisqu'avec des assignats ils ne peuvent rien trouver. Voyant que faute d'étapier, on ne peut leur donner que 39 livres, somme si modique qu'ils ne peuvent qu'à peine trouver une livre de pain et plus souvent encore le discrédit des assignats les fait rebuter de tout le monde."

"Concevez, citoyen, combien il est dur à des cœurs républicains de voir souffrir des braves qui ont sacrifié leur temps, leur jeunesse et leur santé à la défense de la cause sacrée de la liberté, de les voir disons-nous privés du plus strict nécessaire. Sont-ils (malades ?) ou estropiés, pour surcroît de douleur, il nous est impossible de trouver une voiture pour les conduire de gîtes en gîtes et, par l'impossibilité de requérir, nous avons la plupart du temps le chagrin de voir un pauvre volontaire boiteux se mettre en route sans savoir s'il arrivera à destination." De plus, il n'y a ni agent, ni adjoint dans la commune de Saint-Laurent. "En conséquence, nous vous prions de vouloir bien prendre instamment des mesures pour placer ici des adjudicataires ou des préposés pour les étapes et les convois militaires. Il est d'autant plus urgent d'y pourvoir. Nous sommes dans une saison rigoureuse, que l'égoïsme est à son comble, les assignats sans crédit et rebutés de tous les aubergistes et boulangers qui disent, ils sont obligés d'acheter le pain et la viande en numéraires; qu'enfin aucun membre de l'administration ne peut faire les avances pour les fournitures. Nous profitons de l'occasion du citoyen Besson porteur de la présente pour vous inviter à prendre en considération notre demande."

Cette requête semble sans espoir. Qui voudrait bien en effet accepter un tel poste payé par l'administration en assignats quasiment sans valeur ? On apprend cependant vers le 26 décembre qu'un marché a été passé entre le citoyen Harquin père, sous-inspecteur des étapes à Besançon et le citoyen Pierre-Emmanuel Besson pour la fourniture des étapes à Saint-Laurent à compter du 1^{er} frimaire dernier (22 novembre 1795) jusqu'au 30 fructidor prochain (16 septembre 1796.) Un autre marché a de même été conclu pour un an à partir du premier frimaire an IV par le citoyen Claude-Etienne Besson de Saint-Laurent avec le citoyen Alexis, directeur des convois militaires résidant à Besançon, pour la fourniture des chevaux et voitures pour les convois militaires passant à Saint-Laurent.

Tout semble donc aller pour le mieux. En y regardant de plus près, le lecteur se souviendra probablement que Pierre-Emmanuel et Claude-Etienne Besson, sont les fils de Pierre-Joseph Besson le jeune et qu'au printemps de 1794, ils avaient acheté la nitrière de Saint-Laurent. Les deux frères s'étaient donc mis à fabriquer du salpêtre, ce qui leur avait permis d'échapper, comme réquisitionnés à cette production, à d'autres obligations militaires. Ils ont bien sûr eu connaissance de la loi

du 4 frimaire an IV (25 novembre 1795) qui annule les réquisitions délivrées antérieurement, ce qui, à terme va les contraindre à rejoindre une unité militaire. Le président de l'administration municipale a alors écrit un courrier plein de compassion pour les pauvres militaires qui, de passage à Saint-Laurent, ne trouvaient aucune assistance et demandant la nomination d'un étapier, poste qu'il sait que les frères Besson postulent. Grâce à ces emplois les deux frères Besson échappent à nouveau à un appel sous les drapeaux. La prise d'effet de ces marchés à la date du premier frimaire, permet même de croire, lors d'un examen rapide, qu'ils sont antérieurs à la date où l'on a eu connaissance de la loi du 4 frimaire. On peut alors manifestement penser, que ce n'est pas pour échapper aux effets de cette loi qu'ils ont été conclus ...

Saint-Laurent est un petit lieu de passage militaire. On peut relever que l'étapier fournit environ de 30 à 100 rations de bouche par mois auxquelles s'ajoutent de 8 à 20 rations de fourrage pour les chevaux. Au mois de vendémiaire an V, (septembre octobre 1796) une petite unité est de passage à Saint-Laurent et l'étapier fournit au cours du mois 244 rations de vivre et 23 rations de fourrage. En janvier 1798, la 71^e demi-brigade d'infanterie légère forte de 1 600 hommes est annoncée. Les Besson préparent les vivres nécessaires. Ils ne reçoivent le contre-ordre qu'au moment où l'unité devait arriver. Ils demandent bien sûr à être dédommagés.

L'administration centrale du Jura veille cependant et, constatant que les frères Besson ne sont pas munis d'une réquisition régulière, demande en octobre 1797 qu'ils rejoignent une unité militaire. Par pétition, les deux frères Claude-Etienne Besson, préposé aux convois militaires, et Pierre-Emmanuel Besson, chargé des étapes, demandent "à être maintenus à leur poste." Les membres de l'administration municipale de leur canton certifient alors "que personne ne s'est présenté pour se charger des étapes et convois militaires" et que ces deux citoyens ont rempli leurs fonctions avec toute l'exactitude possible. L'administration centrale du Jura, au vu de cet avis et de ceux des deux responsables bisontins de ces activités, constate que les deux frères Besson "n'ont accepté cette entreprise que sur le refus d'autres personnes de s'en charger." Elle décide donc le 18 novembre 1797 de surseoir à toutes poursuites contre eux et d'en référer au Ministre de la guerre.

Cependant, les lois sur les militaires non partis se durcissent et ceux qui n'ont pas obtenu de réquisition régulière du Directoire pour un poste civil doivent rejoindre une unité militaire. Les Besson sont donc visés. Une loi régularise simultanément la situation des requis civils concernés qui se sont mariés avant mars 1798. C'est le cas de Claude-Etienne Besson marié depuis octobre 1794 et qui n'est donc plus classé dans la catégorie des réquisitionnaires. Pierre-Emmanuel Besson reste par contre soumis à des obligations militaires et il s'adresse alors au ministre de la guerre qui demande des précisions le 16 novembre 1798. L'administration municipale écrit le 23 novembre, pour le compte de l'étapier. Elle rappelle qu'il a été "exempté du service militaire dès le 1^{er} frimaire an IV ayant été chargé de la fourniture des étapes et convois militaires dans la place de Saint-Laurent." Elle déclare qu'il a été autorisé antérieurement et qu'il a continué son service "malgré les pertes considérables qu'il a essayées dans le temps qu'il n'était payé qu'en assignat." De plus, l'administration militaire lui doit encore un arriéré d'au moins 8000 francs qu'il espère bientôt recevoir. "Il est toujours dans l'intention de continuer son service

mais il est survenu la loi du 23 fructidor (9 septembre 1798, une autre loi est du 3 fructidor) qui annule toutes les réquisitions." L'administration municipale poursuit : "Il nous demande s'il doit quitter son poste et aller à l'armée dans cette conjoncture voyant que par l'impossibilité qu'il y avait de le remplacer à raison de ce que dès la Révolution, il a été impossible de trouver quelqu'un qui ait voulu se charger de ce service à quel que prix que ce fût. Nous prévoyons déjà d'avance combien le service en souffrirait, les troupes n'ayant plus personne pour les nourrir et leur fournir les voitures, la voie de la réquisition étant abolie."

L'administration précise encore qu'elle souhaiterait que Pierre-Emmanuel Besson continue à ce poste. "Il est d'autant plus urgent que nous recevions votre réponse, qu'ayant de la force armée dans le canton pour faire rejoindre les militaires et réquisitionnaires, l'agent du chef-lieu s'est cru obligée de loger un garnisaire chez ledit Besson, ce qui le met dans des frais onéreux, vu qu'il est prêt à déférer à votre décision et malgré cela continue son service. Veuillez donc, nous honorer d'une réponse prompte et nous tracer la marche que nous devons suivre à cet égard. Salut et fraternité."

Le ministre répond dès le 14 décembre. "Je vous observe que si le titre en vertu duquel ledit Besson a été conservé à son poste est une exemption de service accordée par le Directoire exécutif, il est dispensé de se rendre aux armées d'après la décision énoncée dans ma circulaire du (22 octobre) dernier." Comme ce n'est pas le cas, Pierre-Emmanuel Besson devrait, en bonne logique, rejoindre l'armée. Le ministre avait cependant demandé dans sa lettre du 16 novembre des renseignements sur le service récent des étapes. L'administration municipale du canton envoie les états récapitulatifs correspondant le 8 janvier 1799 et, comme le ministre ne répond pas, Pierre-Emmanuel Besson continue provisoirement le service des étapes à Saint-Laurent.

Des affiches sont apposées à Saint-Laurent en mai et juin 1799 "pour l'adjudication de la fourniture de l'étape et l'entreprise des convois militaires." L'administration militaire s'occupe elle-même d'organiser à nouveau cette adjudication à la fin du mois d'août suivant. Finalement le citoyen Besson, qui n'a pas été remplacé, présente sa démission de préposé aux étapes le 25 septembre 1799. Il se plaint beaucoup de ne pas être payé par l'administration. Pour sa part, comme quatre ans plus tôt, l'administration du canton, s'apitoie sur le sort probable "des pauvres militaires, mutilés et estropiés [qu'elle sera] comme forcée de laisser sur le grabat pour faute de n'avoir aucun moyen de les secourir." Cependant, dans les mois qui suivent, l'agent municipal de Saint-Laurent fait provisoirement l'avance des rations de pain, viande et fourrage nécessaires. Il en demande ensuite le remboursement d'urgence à l'administration militaire ...

4) La fabrication des armes dans le Grandvaux : autre tentative afin d'éviter de rejoindre l'armée

Je rappelle tout d'abord que les jeunes gens requis à des fins civiles avant novembre 1795 doivent légalement rejoindre l'armée en début d'année 1796 à moins qu'ils n'obtiennent une nouvelle réquisition. La nouvelle loi s'applique également pour les jeunes employés à la fabrication des armes.

Dans les faits, je n'ai constaté aucune trace de véritable nouvelle réquisition de jeunes pour la fabrication d'armes dans le Grandvaux pendant la période du Directoire. Cependant les jeunes concernés restent généralement dans leur famille au su de l'administration municipale du canton.

a) Les platines fabriquées restent à Saint-Laurent

Celle-ci reçoit le 19 juin 1796, une lettre du général de brigade Milet Thureau (?), directeur des fortifications, chef de la 3^e division. Elle mentionne que deux particuliers de Saint-Laurent "nommés **Martinez et Maillet** ont en ce moment soixante-douze platines à livrer^a. Le ministre qui en a été instruit vient de décider que les platines vous seraient présentées et que vous les feriez examiner par des artistes" qui établiront un procès-verbal qui sera à retourner au ministère. Les platines jugées bonnes seront quant à elles envoyées dans un arsenal. L'administration municipale se hâte donc "de nommer les citoyens Jean-Joseph Jobard et Alexandre Roydor, tous deux artistes, commissaires à l'effet d'examiner et recevoir lesdites platines."

Les deux experts nommés rencontrent peu après François-Joseph Martinez et Emmanuel Maillet qui "au lieu d'apporter les platines, ont répondu qu'ils ne devaient que les deux tiers de ce qui leur était demandé, puisqu'ils étaient trois soumissionnaires, qu'une partie de leurs ouvriers avaient cessé l'ouvrage sous le prétexte qu'ils avaient été réformés, qu'au surplus ils en avaient déjà livré une certaine quantité qui ne leur avait pas été payée, et que, si on voulait leur payer ce qu'ils redevaient pour leur contingent, ils étaient prêts à en livrer une partie." Bien évidemment, le ministre de la guerre est informé de leur réponse.

Ayant peut-être été payé de leur livraison antérieure, "les citoyens François-Joseph Martinez et Emmanuel Maillet, chefs d'atelier pour la fabrication des platines de fusils se présentent à la séance" du 9 octobre 1797 de l'administration municipale et souhaitent, conformément à la demande formulée par le ministre de la guerre, que deux experts soient désignés pour examiner les platines qu'ils ont fabriquées. L'administration nomme alors pour cette expertise "les citoyens Alexandre Cochet de Morez et Alexandre Roydor de Saint-Laurent, tous deux ouvriers en fer." Les deux hommes rédigent leur rapport et un courrier est adressé le 14 octobre au ministre de la guerre. Les citoyens François-Joseph Martinez et Emmanuel Maillet ont déposé auprès de cette administration 107 platines qui ont été reconnues conformes. "Vous voudrez bien nous indiquer dans quel arsenal nous devons les faire verser, ainsi que celles qu'ils sont dans le cas de verser dans la suite. Salut et fraternité."

Cette affaire aurait pu en rester là. Cependant, alors qu'elle doit bientôt se dissoudre l'administration municipale du canton de Saint-Laurent découvre que les 107 platines sont toujours dans ses locaux. Elle écrit donc au ministre de la guerre le 20 février 1800, soit plus de deux ans plus tard ! Elle rappelle le courrier adressé en

^a Pour l'engagement de fabrication d'armes pris par François-Joseph Martinez et Emmanuel Maillet, cf. dans le chapitre Le Grandvaux et les problèmes militaires pendant les ans II et III, la partie consacrée aux fabrications d'armes au Lac-des-Rouges-Truites.

1797 à son "prédécesseur" et demande de nouvelles instructions, sans oublier "les mesures à prendre par les chefs d'atelier pour en recouvrer le paiement." Personne n'était vraiment pressé ! Et les chefs d'atelier, au lieu de partir pour l'armée, se faisaient en même temps oublier. Ils n'ont sans doute plus fabriqué de platines après l'été 1796. Pour sa part, François-Joseph Martinez se marie en mars 1799.

Les services du ministère de la guerre demandent des renseignements complémentaires. L'administration municipale répond le 23 mars 1800, rappelle la convention passée le 4 mai 1794 "visée du Comité de salut public" et le prix convenu pour les platines. "Quant aux matériaux nécessaires pour la confection, ils n'ont reçu aucune fourniture de la République et les ont fabriquées avec les matériaux à eux appartenant." Pour le reste, l'administration attend une réponse à sa dernière lettre.

b) Des jeunes cherchent à fabriquer des armes

Basile Ferrez, le commissaire du Directoire exécutif près le canton de Saint-Laurent est exaspéré le 12 mars 1797 par tous ces jeunes qui restent dans leur famille au lieu de rejoindre l'armée. Il remarque en particulier "que plusieurs jeunes gens de la réquisition se prévalant de différentes réquisitions, surtout de celles d'atelier d'armes qui peuvent bien ne pas être toutes en règle. Il serait à propos de les vérifier et demande que le citoyen Raphaël Groz, chef d'atelier pour la fabrication d'armes communiquera à l'administration les pièces qui l'autorisent à requérir plusieurs jeunes gens de la réquisition et autres militaires attachés à des corps pour travailler dans son atelier." Raphaël Groz qui est l'agent municipal de Saint-Pierre assiste à la séance et promet d'apporter les justifications pour la prochaine réunion.

Raphaël Groz aborde ce sujet à la séance du 19 mars. Il déclare "qu'ayant fait une soumission envers la République pour fournir un certain nombre de platines de fusil et que pour effectuer la livraison desdites platines, il avait requis plusieurs ouvriers réquisitionnaires et autres, mais que n'ayant pas effectué leurs promesses, il les libérait des soumissions qu'ils avaient faites et n'entendait en conserver aucun dans son atelier." Pour le commissaire du Directoire, les choses sont ainsi claires et "tous les militaires et autres jeunes gens de la réquisition qui étaient attachés à l'atelier dudit Groz domiciliés dans ce canton, seront compris dans le nombre de ceux à faire rejoindre leur corps."

Plusieurs jeunes l'ont bien assimilé également. Aussi les citoyens Amable Poncet de Saint-Laurent -ancien du 4^e bataillon du Jura-, Alexis Ferrez, Victor-Aimé Ferrez -frère du précédent, les deux ont été mis en réquisition chez Lemire en 1795- et Martin Gros de Saint-Pierre présentent le 5 avril suivant à l'administration municipale, chacun une soumission dans laquelle ils se déclarent "armuriers légalement requis pour la fabrication des armes" et demandent la marche à suivre pour le contrôle de leur production. L'administration consulte le ministre de la guerre. Et pendant ce temps, ces jeunes s'estiment (à tort) toujours réquisitionnés pour fabriquer des armes ...

Par contre des poursuites sont exercées contre Jean-Séraphin Besson de La Chaumusse, militaire déserteur, associé à la fabrication d'armes en 1795 avec Raphaël Groz et mis en réquisition à cet effet. Il demande à l'administration "qu'il soit sursis à toute poursuite contre lui jusqu'à ce qu'il ait obtenu son congé définitif

du ministre de la guerre." L'administration cantonale, connaissant sa maladie, émet le 31 janvier 1798 un avis favorable à cette demande.

Pierre-Simon Radaz de Saint-Laurent, fils d'Alexandre Radaz ancien juge de paix du canton, est beaucoup moins "heureux." Un garnisaire a été placé chez son père en novembre 1798. Il présente alors une pétition demandant "que le garnisaire qui lui a été logé soit retiré attendu qu'il a toujours été en réquisition pour les armes et que, se disposant à partir [pour l'armée], il a eu le malheur de se couper trois orteils du pied droit avec fracture des os, comme il en conste par certificat du citoyen Martin officier de santé." L'administration du canton délibère le 23 novembre 1798 et constate "qu'il est dans l'impossibilité de marcher, étant réduit sur le grabat et étant estropié du pied droit suite d'un coup qu'il a reçu, qui lui a coupé trois orteils." Elle décide donc de retirer le garnisaire placé chez lui. On peut aussi relever d'autres mutilations survenues à des jeunes qui devaient rejoindre l'armée. Elles ne sont cependant pas indiquées comme étant volontaires lorsqu'elles s'appliquent à un jeune nommé désigné.

A la fin de l'année 1799, les mesures pour faire rejoindre l'armée aux jeunes deviennent plus contraignantes. Jean-Baptiste Poncet de **Saint-Laurent** réactive son atelier d'armes en octobre pour le compte du citoyen Jaillet de Besançon. L'administration communale nomme alors deux de ses membres "pour constater la capacité des ouvriers qui y travaillent, (...) les faire embrigader et obtenir des congés." Ils noteront notamment les noms de tous les ouvriers. Le citoyen Laurent Janier de Prénovel –qui en 1794 était déjà réquisitionné pour travailler aux forges de Clairvaux- fait notamment partie de l'effectif de l'atelier. Il est mis en demeure à la fin du mois de février 1800 de se rendre de suite à ce poste et, qu'à défaut, il sera traité comme rebelle à la loi. Au 19 brumaire an 8, (10 novembre 1799) l'administration du canton déclare que 17 jeunes ne sont pas à l'armée mais "sont embrigadés et travaillent dans les ateliers de Saint-Laurent, Morez, Besançon et Carouge." Certains sont d'ailleurs des appelés de la conscription, nouveau régime militaire mis en place par la suite.

5) Situation de quelques jeunes qui devraient rejoindre l'armée

Comme on vient de le voir, les jeunes non partis pour rejoindre l'armée sont nombreux. Ils cherchent souvent à faire reconnaître qu'ils constituent un cas particulier justifiant ainsi après réflexion, qu'ils doivent rester civils.

Les jeunes qui antérieurement à la fin de l'année 1795 étaient requis civils doivent désormais rejoindre l'armée sauf s'ils bénéficient d'une nouvelle réquisition délivrée par le Directoire. Pierre-Alexis Chaussin de Grande-Rivière avait été ainsi requis par le ci-devant Comité de salut public le 14 octobre 1794 pour travailler à la fabrication d'outils aratoires. On craignait peut-être que les métiers traditionnels disparaissent ! Il obtient le soutien de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent qui écrit le 4 avril 1796 au ministre de la guerre en sa faveur. "Nous déclarons que les services dudit Chaussin en ce genre sont indispensables, non seulement à la commune de la Grande-Rivière, mais à tout le canton, qu'il est plus utile à ce poste qu'à tous autres, que les martinets qu'il a établis le rendent encore plus utile." On a vu précédemment qu'il était affecté avec son frère à la fabrication

d'armes. La destination de l'atelier a donc été modifiée pour la fabrication des outils agricoles. L'administration du canton demande donc "qu'il reste requis de travailler sans relâche à la réparation et à la fabrication des outils aratoires à l'usage du canton."

Le ministre de la guerre ne répond pas et l'administration devrait normalement s'attacher à faire partir ce jeune à l'armée. Mais au contraire, elle soutient le 23 janvier 1797 la demande formulée cette fois aux cinq directeurs qui dirigent la France. L'administration municipale du canton de La Rixouse atteste même qu'il est très important "que le pétitionnaire reste à son poste." "Nous avons lieu d'espérer, citoyens directeurs, que toujours animés du désir de faire le bien, vous vous empresserez de favoriser l'agriculture surtout dans un pays inagricole et où l'ingratitude du sol ne produit qu'à force de bras, qui sans de bons outils deviendraient infructueux." Cette nouvelle demande est encore infructueuse.

Peu après, cette administration juge justifie une demande similaire formulée en avril 1797 par François-Xavier Thouverez de Fort-du-Plasne "qui est occupé à la fabrication des outils aratoires" sans cependant en avoir été requis antérieurement. Une nouvelle pétition est formulée en décembre 1797 auprès de l'administration centrale du département par François-Xavier Thouverez et l'administration du canton "est d'avis qu'il soit fait droit à la pétition."

En janvier 1798, une nouvelle pétition est présentée par Pierre-Alexis Chaussin pour rester affecté à la fabrication des outils aratoires. L'administration du canton continue à le trouver plus utile à ce poste.

De nombreuses pétitions sont formulées par des jeunes "qui demandent à être autorisés à rester dans leur foyer à raison de ce qu'ils sont utiles à l'agriculture." Pierre-Alexis Guyettand de Prénovel, Pierre-Alexis Pierrottet, Claude-Pierre Midol-Monnet, Joseph-Augustin Monnet et Antoine Monnet de Fort-du-Plasne espèrent ainsi être dispensés de rejoindre l'armée en janvier 1798 et l'administration du canton est "d'avis qu'il soit fait droit à ces demandes." Mais elle finit par comprendre que ce motif devrait concerner beaucoup de jeunes ...

Les jeunes qui ont été précédemment réformés doivent subir au autre examen médical. Mais ils refusent fréquemment. C'est par exemple le cas de Zozime Pierrottet de Rivière-Devant, déjà cité dans cet ouvrage en sa qualité de commandant de la garde nationale du bataillon du midi du canton en 1795. Il expose en février 1798, qu'il n'a jamais rejoint aucun corps et qu'il a "toujours été porteur d'un certificat de réforme, et, possédant un bien assez considérable," il demande à être conservé pour l'agriculture. L'administration du canton reconnaît "parfaitement la véracité des faits énoncés" et demande le 21 février qu'il soit fait droit à la demande. On a du mal, plus de deux cents ans après, à bien cerner une telle situation. Les critères médicaux de réforme ont-ils été modifiés ? Ou bien, ce jeune homme a-t-il bénéficié d'un congé de réforme initial assez complaisant ? ou même très complaisant ? On ne peut répondre avec certitude pour Zozime Pierrottet. Cependant, il est évident que certains jeunes ont indubitablement bénéficié avant 1796, d'un congé de réforme complaisant pour ne pas dire acheté.

Le cas de François-Ferdinand Thouverez de Fort-du-Plasne est un peu plus précis. Il a obtenu un congé de réforme délivré par son corps pour une hernie contractée au service. Il refuse donc d'être examiné à nouveau. Au cours de l'été

1799, les obligations des militaires sont plus surveillées. L'administration centrale du Jura questionne alors le 5 septembre 1799 le ministre de la guerre pour savoir si cet ancien militaire "doit passer par devant le jury militaire."

De nombreux jeunes demandent à ne pas effectuer de service armé en raison de la vieillesse ou de la maladie de leurs parents. On a déjà pu constater précédemment, qu'après de nombreuses péripéties, Jean-Alexis Thouverez du Lac-des-Rouges-Truites n'avait pas rejoint l'armée et avait sollicité fin 1797 une exemption en raison de la cécité de son père. On relatera plus loin le cas similaire de François-Joseph Baud de Grande-Rivière.

Pierre-Joseph Martinez du Lac-des-Rouges-Truites né en 1771, sollicite également auprès du ministre de la guerre "un congé illimité ou provisoire à raison de la caducité de ses père et mère." L'administration municipale du canton transmet la demande le 9 octobre 1797 avec avis favorable. Le ministre ne répond pas et une nouvelle pétition est présentée à l'administration centrale du Jura "ayant son père infirme et dans l'enfance, hors d'état de se conduire, étant obligé de l'habiller et une mère septuagénaire et infirme." Les membres de l'administration du canton ont "pleine et entière connaissance de la vérité des faits exposés" et émettent l'avis le 31 janvier 1798 "qu'il soit fait droit à la demande du pétitionnaire vu la nécessité de sa présence dans sa famille."

B - La conscription

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent examine le 9 octobre 1798, la nouvelle loi du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798, appelée souvent loi Jourdan par les historiens) relative au mode de formation de l'armée de terre. La conscription militaire comprend désormais tous les français âgés de vingt ans accomplis jusqu'à vingt-cinq ans révolus. Ces français appelés conscrits sont divisés en cinq classes, chaque classe comprenant ceux d'une même tranche d'âge. Ainsi la première classe comprend au premier vendémiaire -premier jour de l'année révolutionnaire ce qui correspond pour cette première année au 22 septembre 1798- tous ceux qui viennent d'avoir 20 ans, dans les douze mois précédents. Ceux qui ont un an de plus appartiennent à la deuxième classe, etc. Si le calendrier révolutionnaire avait été mis en place depuis longtemps, on pourrait dire que les jeunes nés la même année appartiennent à la même classe. Les agents de chaque commune doivent donc rechercher ou vérifier les dates de naissance précises des jeunes de leur village et établir les tableaux correspondant à chacune des cinq classes.

1) Les jeunes de la première classe sont appelés sous le drapeau

Peu après cette nouveauté législative, une autre loi met en activité 200 000 "défenseurs conscrits." En conséquence, tous les jeunes formant la première classe, nés du 22 septembre 1777 au 21 septembre 1778, sont appelés à l'armée active et sont tenus de se rendre aussitôt au corps qui leur est désigné.

a) examen des jeunes par un jury cantonal

Il est ensuite décidé que les administrations municipales "feront procéder à l'examen de ceux (des jeunes) qui prétendraient être dispensés de rejoindre pour cause d'infirmité." Cet examen sera effectué par un jury composé de cinq pères de famille "choisis par les administrations parmi ceux qui ont des enfants à la défense de la patrie." Il sera en outre adjoint "un officier de santé pour éclairer la religion du jury sur l'état d'invalidité du conscrit" et le commissaire du Directoire exécutif. Mais ces deux derniers n'auront pas voix délibérative.

L'administration municipale nomme donc le 19 octobre comme membre du jury du canton "les citoyens Alexis Roy de Saint-Laurent, Alexis Benoit de Saint-Pierre, Ferréol Cassard du Lac, Jean-Pierre Fèvre de la Rivière-Devant et François-Joseph Brenet-Pignerol de La Chaumusse." Par précaution, on désigne aussi les citoyens Claude-Henri Midol de Saint-Laurent et Ignace Mayet de Fort-du-Plasne comme suppléants. L'administration municipale nomme ensuite un officier de santé et "les suffrages sont tombés sur le citoyen Cattini, officier de santé au Fort du Plane." Il s'agit de Jacques-Chrysogone Cattini, chirurgien et que l'on a vu précédemment engagé comme volontaire au 4^e bataillon du Jura. Suite à ces nominations, de nombreux jeunes de la première classe "qui prétendent être dispensés de rejoindre l'armée pour cause d'infirmité" sont examinés par le jury les 24 et 25 octobre 1798. La liste des conscrits "jugés incapables de partir" est affichée avec "le genre de maladie dont ils sont atteints."

Enfin, les conscrits valides sont appelés à rejoindre Lons-le-Saunier pour le 13 novembre à huit heures du matin. L'administration municipale désigne pour les conduire au chef-lieu, un ancien militaire dont on connaît la capacité, la moralité et la fermeté. Cependant d'autres jeunes de la première classe, sans doute aussi malades que certains précédemment réformés par le jury, prétendent avoir des motifs pour être dispensés. Le jury du canton se réunit donc à nouveau à deux reprises et accorde de nouvelles exemptions. Les procès-verbaux établis par le jury sont ensuite envoyés à l'administration centrale du Jura. Au total, ce sont trente-trois conscrits que le jury du canton déclare dans l'incapacité de partir. Il convient d'ailleurs d'ajouter deux jeunes non examinés, l'un pour démence et qui n'a pu se déplacer jusqu'à Saint-Laurent, et l'autre, Pierre-Alexis Berthet de Rivière-Devant, "exempt de départ, ayant déjà fait quatre campagnes." (Nous avons noté précédemment son engagement en mars 1793, étant âgé de moins de quinze ans.) L'administration du canton convient cependant qu'une partie des jeunes "dont le départ est suspendu provisoirement devront sûrement subir un nouvel examen."

Il reste quand même treize conscrits qui doivent rejoindre Lons-le-Saunier pour le jour fixé. Mais seuls deux d'entre eux se présentent au départ. Certains "sont absents depuis longtemps de leur domicile, mais d'autres se sont retirés." L'administration du canton décide donc immédiatement de dénoncer les absents à la gendarmerie. On constate plus tard que deux des jeunes sont inscrits également sur la liste des conscrits d'autres communes. Ainsi Jean-Louis Renaud de Saint-Laurent -né le 15 février 1778- est porté dans la commune d'Arsure de l'administration municipale du canton de Nozeroy où il a été réformé par le jury cantonal. De même, Alexis Thévenin de Saint-Pierre -né le 18 décembre 1777, un des fils d'Augustin Thévenin- produit un certificat constatant son inscription, sous le numéro 41, au

tableau des conscrits de la première classe du canton de Couches département de Saône-et-Loire^a.

On peut également remarquer parmi ces conscrits Claude-Antide Saule, noté précédemment engagé en 1792 comme tambour dans la compagnie de grenadiers du 11^e bataillon du Jura alors qu'il n'avait pas encore quinze ans. Il est l'un des exemptés en octobre 1798 du Jury de Saint-Laurent. Il est par la suite appelé sous les drapeaux, refuse de partir et sera finalement reconnu comme réformé en septembre 1799 par Lémare, président de l'administration centrale du Jura.

b) Le jury de Saint-Laurent a accordé trop d'exemptions

L'administration centrale du département du Jura trouve que le jury du canton de Saint-Laurent a décidément délivré un trop grand nombre d'exemptions et prend un arrêté dès le 14 novembre qui annule les réformes accordées par ce jury. Les conscrits concernés devront se présenter le 2 décembre à neuf heures à Lons-le-Saunier "pour être visité de nouveau" par un jury nommé par cette administration centrale.

L'administration municipale du canton de Saint-Laurent est évidemment mécontente, d'autant que la copie de l'arrêté pris à Lons-le-Saunier est envoyée au ministre de la guerre. Dans une délibération du 21 novembre elle se dit "d'autant plus surprise des motifs détaillés dans le considérant dudit arrêté qu'ayant choisi des hommes probes tant dans la formation du jury que dans le choix de l'officier de santé, elle est bien éloignée de soupçonner qu'ils aient ouvert leur âme aux insinuations perfides, ni à l'or séducteur, mais qu'au contraire elle est intimement convaincue qu'ils ont suivi ponctuellement le texte de l'instruction du ministre de la guerre qui leur donnait la latitude de suspendre provisoirement le départ des conscrits qui n'étaient pas dans le cas de se mettre en route pour le moment sous le prétexte qu'ils seraient plus à charge, qu'utiles à la République." Elle demande néanmoins aux conscrits exemptés par le jury du canton de se rendre à Lons-le-Saunier pour subir une nouvelle visite "par le jury qu'il a plu à ladite administration (centrale) de nommer sur les plus violents soupçons de partialité du jury et de l'officier de santé de ce canton." Elle précise également qu'ayant suivi les formes légales prescrites, "elle n'a pu supposer que l'administration centrale ait pu annuler sur de simples soupçons les sages mesures prises par ledit ministre." La copie de cette délibération est transmise au ministre de la guerre avec l'espoir qu'il désapprouvera l'arrêté de l'administration centrale.

La situation du canton de Saint-Laurent en matière de recrutement des conscrits de première classe apparaît assez limpide aux administrateurs du département qui décident d'y envoyer un détachement de la 29^e demi-brigade "qui devra être logé chez les conscrits, les militaires et réquisitionnaires qui doivent rejoindre les drapeaux de la République." Des dispositions sont prises les 22 et 23 novembre pour loger ces militaires. Des membres de l'administration municipale remarquent même qu'il "se trouvait des réquisitionnaires chez qui il était impossible

^a Il s'est donc rapproché de son frère Basile Thévenin qui exploite, avec d'autres parents, le magasin et dépôt Thévenin de Chalon-sur-Saône. Voir à ce sujet, le chapitre consacré à la disette de l'an II.

de loger des garnisaires à raison de ce qu'étant très pauvres, ils n'avaient pas même moyen de leur donner un peu de pain d'orge, ni de la soupe (?) et que cependant, en ne leur plaçant pas de garnisaire, ils ne se dérangeraient pas." L'administration municipale considère "que les garnisaires ne doivent pas souffrir de la pauvreté et de la lâcheté des réquisitionnaires" et décide que dans ce cas, les agents municipaux sont autorisés "à loger les garnisaires à l'auberge aux frais des réfractaires et à vendre tout ce qu'ils pourront, soit en meubles ou immeubles appartenant à ces derniers pour rembourser les frais occasionnés par la force armée en station." Ces mesures semblent vraiment impitoyables !

Ce dispositif semble effectivement radical puisque l'administration municipale écrit le 2 décembre à l'administration centrale : "Il résulte de cette efficace mesure qu'il ne restent que deux conscrits dont l'un Pierre-Joseph Poncet de la Rivière-Devant qui se trouve absent et dont les parents sont allés le chercher, l'autre s'appelle Raphaël Burlet de la commune de Saint-Pierre aussi absent et aussi dénoncé à la gendarmerie (...) et en outre quatorze réquisitionnaires qui vont être de nouveau dénoncés." L'administration du canton supplie ensuite les administrateurs jurassiens de "faire partir cette force armée qui ne pèse plus que sur des indigents qui sont incapables de pouvoir supporter les frais que leur occasionne ce logement, et qui, par cette raison devient pour eux une mesure illusoire, les agents ne sachant où pouvoir récupérer les frais de garnisaires." On ne vendra donc pas les meubles des pauvres !

La contre-visite des conscrits de première classe est effectuée comme prévu à Lons-le-Saunier. Tous ceux initialement réformés qui n'ont pas alors été exemptés, qu'ils se soient présentés à Lons-le-Saunier ou pas, doivent prendre leur ordre de route au chef-lieu du département le 16 décembre pour rejoindre l'armée. Un document montre que les conscrits de cette période sont dirigés majoritairement sur l'armée d'Helvétie¹³². On relève ainsi que deux conscrits du canton de Saint-Laurent partent rejoindre cette armée le 13 novembre 1798, quatorze au plus tard le 17 décembre, deux le 23 décembre et encore un le 3 janvier 1799. Il convient également d'ajouter à ceux-ci Célestin Piard des Piards, canton de La Rixouse, et seul conscrit de première classe du village, parti pour cette armée d'Helvétie dès le 10 novembre 1798. L'agent municipal des Piards déclare d'ailleurs le 29 décembre suivant qu'il n'y a pas de conscrit insoumis dans sa commune.

c) Nombreux mariages pour tenter d'échapper à des obligations militaires

Nous avons décrit dans le chapitre consacré aux affaires politiques, les désordres survenus lors des très nombreux mariages civils célébrés dans le temple de la raison de Saint-Laurent le 20 nivôse an VII. Ainsi que nous l'avons écrit précédemment, les anciens requis civils mariés avant mars 1798, ne sont en effet plus recherchés pour partir à l'armée, ce qui explique en partie la forte diminution de ceux qui sont encore poursuivis. Dans l'espoir d'échapper à une quelconque obligation militaire les jeunes se marient en grand nombre à partir de la fin décembre 1798. Ainsi quarante-cinq mariages sont célébrés à Saint-Laurent par Joseph Martinez, président de l'administration municipale, au cours des quatre décadis, 10, 20, 30 nivôse et 10 pluviôse an VII. (30 décembre 1798 au 29 janvier 1799.)

Parmi ceux-ci quatre nouveaux mariés sont nés avant août 1768 et échappent à des obligations militaires. Trois sont également nés avant cette date mais s'étaient engagés volontairement. Léonard Benoit du 11^e bataillon du Jura n'est certainement plus soumis à une obligation militaire mais les deux autres semblent recherchés pour désertion. Les jeunes gens mariés soumis à la réquisition des 18 à 25 ans de la loi d'août 1793 se comptent au nombre de vingt-sept. Au moins quatre d'entre eux ont obtenu un congé de réforme en 1794 ou 1795 mais, sauf l'un d'eux, n'ont pas obtenu une confirmation médicale nouvelle de leur réforme selon les nouveaux textes en vigueur depuis 1796. Au moins sept autres étaient requis à des obligations civiles en 1794 comme par exemple Pierre-Alexis Thouverez, Alexandre Belbenoit ou Martin Gros. Ces réquisitions n'ayant plus cours, ils auraient dû rejoindre l'armée depuis longtemps.

Les autres ont soit été libérés d'obligation militaire -mais on ignore avec précision lesquels- soit sont recherchés comme déserteurs. Il en est par exemple ainsi de François-Joseph Baud de Grande-Rivière engagé en 1791 comme volontaire au 4^e bataillon du Jura contre la volonté de son père âgé, mais qui n'a pas rejoint son unité depuis 1794. Le père, Augustin Baud, demande au ministre de la guerre en décembre 1797 que son fils François-Joseph Baud soit exempté de partir "attendu qu'il est aveugle et qu'il n'a aucune ressource pour subsister que l'appui de son fils." Le ministre ne répond pas. François-Joseph Baud est toujours recherché et en octobre 1799 il demande à nouveau à l'administration de ne pas rejoindre l'armée "attendu qu'il a contracté mariage avant" juillet 1799 et qu'il "s'était pourvu au ministre de la guerre pour obtenir son congé." L'administration centrale du Jura lui accorde un petit répit le 15 novembre jusqu'à sa convocation devant le jury de Dole.

D'autres jeunes hommes sont nés après août 1775. Ainsi quatre des nouveaux mariés nés en 1775 ou 1776 appartiennent à la deuxième ou troisième classe de conscription comme par exemple François-Régis Benoit né le 14 octobre 1775. Ceux qui sont ainsi mariés espèrent échapper à de futures obligations militaires.

Enfin on peut dénombrer sept jeunes nés en 1779 ou 1781 et qui sont encore trop jeunes pour être conscrits. Cependant quand le tour de leur classe d'âge viendra, ils pensent qu'ils seront ainsi dispensés d'obligation militaire. Une caractéristique visible se dégage même : ils sont progressivement de plus en plus nombreux à se marier. Ainsi quatre de ces jeunes nés après 1778 se marient au cours de la dernière journée de mariage étudiée ici et qui concerne douze couples.

De toute façon, les jurys mis initialement en place dans les cantons sont supprimés et tous les conscrits doivent subir un nouvel examen lors de leur incorporation à un bataillon. Un nouvel ordre de départ est donc remis aux conscrits de première classe, même à ceux réformés par le jury de Lons-le-Saunier, sauf cependant "s'ils ont une maladie ou une difficulté apparente" pour servir. Comme aucun moyen pour constater ces impossibilités ou infirmités n'est indiqué, ce sont les agents municipaux de chaque commune du canton qui sont chargés le 7 janvier 1799 de reconnaître ces invalidités et de remettre les ordres de départ aux autres.

L'administration du canton de Saint-Laurent établit le 22 janvier un état des 48 conscrits de première classe du canton. Il semble qu'il faille répartir comme suit ce tableau : vingt-sept conscrits sont partis, neuf ont obtenu des exemptions du jury (de Lons-le-Saunier en principe) et cinq sont restés ou rentrés, soit 41 réellement

pris en compte. Il faut également ajouter sept autres conscrits non ventilés dans l'état à savoir un dément, un boiteux et un imbécile, "incapables du service militaire" ainsi que le conscrit qui a déjà effectué quatre campagnes, les deux conscrits inscrits également dans un autre canton et Joseph-Augustin Besson qui est mort.

2) Appel de certains conscrits de deuxième et troisième classe

On se souvient qu'au début de l'automne 1798, une loi avait appelé sous les drapeaux 200 000 conscrits. Cependant, seuls les conscrits de la première classe avaient réellement été appelés sous les armes. Une nouvelle loi du 17 avril 1799 appelle de nouveaux conscrits à l'armée. Il s'agit en principe du complément de la levée de 200 000 hommes, mais le ministre, alerté par les défaillances précédentes, a sans doute compté largement. Le Directoire précise alors les obligations de chaque département. Le département du Jura est ainsi requis de fournir 1 532 hommes "pour le complément de son contingent" qui devront être dirigés sur Chambéry. A réception des nouvelles consignes, les administrateurs du jura répartissent entre les différentes communes le nombre de conscrits à fournir par chacune. Ainsi Saint-Laurent et Rivière-Devant doivent fournir ensemble 8 hommes, La Chaumusse 5, Fort-du-Plasne 4, Grande-Rivière 7, Le Lac-des-Rouges-Truites 8, Prénovel 3, Saint-Pierre 6, soit au total 41 conscrits pour le canton de Saint-Laurent.

a) Tirage au sort pour les conscrits de deuxième et de troisième classe

Comme les conscrits valides de première classe ont en principe tous été appelés, on appellera sous les armes les conscrits de 2^e classe (nés en 1776-1777) et de 3^e classe (nés en 1775-1776.) De ce nombre de 41 hommes on pourra déduire les éventuels volontaires qui s'inscriront et les conscrits de la première classe supplémentaires qui rejoindraient l'armée. L'administration municipale du canton de Saint-Laurent établit donc la liste de ces conscrits et le tirage au sort est organisé à Lons-le-Saunier le 16 mai¹³³. On dépose dans une urne les noms des 96 jeunes concernés et les 41 conscrits sont tirés au sort au niveau du canton, et ce, indépendamment de la ventilation par commune initialement communiquée. Sont notamment désignés : 1) Basile Brasier-Chanez de La Chaumusse, 2) Jean-Alexis Brenet de Saint-Pierre, 3) Frédéric Besson de Saint-Laurent, 4) Célestin Grand du Lac, 5) Henry-Joseph Benoit de La Chaumusse, 6) Alexis Janier de Prénovel, 7) Pierre-Ignace Besson de Saint-Pierre, 8) Joseph-Augustin Breney de La Chaumusse, (...) 15) Félix-Pacifique Gros de La Chaumusse, 16) Claude-Alexis Benoit de Saint-Laurent, 17) Jean-Félix-Aimé Besson de La Chaumusse, 18) Claude-Joseph-Victor Cattin du Fort-du-Plasne, 19) Jean-Louis-Marie Baratte de La Chaumusse, (...) 25) Pierre-Xavier Bénier de Saint-Pierre, 26) François-Xavier Rousset de Saint-Laurent, 27) Joseph-Vital Breney de La Chaumusse, 28) François-Régis Benoit de La Chaumusse, 29) Jacques-Emmanuel Pyad de Saint-Laurent, (...) 37) Claude-Henry Poincard de la Grande-Rivière, 38) Jean-Maurice Piard de Prénovel, 39) Jean-Baptiste Cordier du Lac, 40) Claude Vuillaumet de Prénovel et 41) Oxibi Gros de Saint-Pierre.

Les conscrits ainsi tirés au sort devront se rendre "ou faire rencontrer leur remplaçant" le 24 mai à 8 heures du matin "au devant la maison commune de Lons-

le-Saunier à peine d'être déclarés déserteurs et poursuivis comme tels avec toute la sévérité prescrite" par la loi. L'administration municipale devra auparavant délivrer à ses conscrits "les effets d'habillement et d'équipement avec l'avance de solde" correspondant à un mois soit neuf francs. Elle se fera ensuite rembourser le tout par le ministre de la guerre.

Jacques-Emmanuel Pia de Saint-Laurent, né le 15 décembre 1775, est l'un des nombreux mariés de janvier 1799 et, à ce titre, espérait bien échapper à une incorporation militaire. On se souvient peut-être qu'en mars 1793, il avait, à la demande de son père, remplacé son frère Jean-Baptiste au 4^e bataillon du Jura. Légèrement blessé par un coup de feu reçu à un pied, sa municipalité avait eu du mal pour lui faire rejoindre l'armée en 1794 et 1795. Cependant en 1798 et 1799, il est à son domicile et il est tiré au sort à la 29^e position parmi les conscrits de deuxième et de troisième classe. Il doit donc rejoindre l'armée, ce qu'il refuse. Il produit en octobre 1799 un certificat délivré par deux officiers du 4^e bataillon du Jura spécifiant qu'il a accompli plus de quatre ans de service et que, de ce fait, il est désormais exempt. On peut toutefois se poser des questions sur sa véritable situation quand on lit que l'un des certificats précise qu'il a servi sous les drapeaux de la République (sic) depuis 1791 et qu'il était parti comme volontaire à l'âge de 14 ans, alors qu'il n'a remplacé son frère qu'en mars 1793.

b) Remplacement des conscrits

Ces conscrits peuvent désormais se faire remplacer. Ils disposent à cet effet d'un délai théorique de cinq jours. Dès le 16 mai, jour du tirage au sort, François-Joseph Gros frère de Auxibi (ou Oxibi, Auxibie ou Auxiby selon les rédacteurs) Gros de Saint-Pierre dont le nom a été tiré au sort en dernière place, se précipite, avant midi, chez le notaire Petetin de Lons-le-Saunier. Il vient avec le citoyen Jean-Marie Vernier, d'Alièze canton d'Orgelet. Ils conviennent devant le notaire que Jean-Marie Vernier, autorisé par son père, remplacera Auxiby Gros comme militaire désigné par le sort "de la même manière que ledit Gros pourrait y être obligé" à peine de dommages et intérêts. François-joseph Gros, probablement selon les instructions de son père Pierre-Joseph Gros, s'oblige de payer 836 francs, dont 236 francs payés comptant. Le solde de 600 francs sera payé au père Vernier lorsqu'il produira "une attestation de l'état-major de son corps qu'il est incorporé ou embrigadé." Il sera également remis au fils Vernier lors de son départ à l'armée trois chemises, deux paires de bas et une paire de guêtres. En outre, pour garantir que Jean-Marie Vernier assurera bien sa mission de remplacement, le père donne une hypothèque pour couvrir le remboursement de la somme payée, dans le cas où il déserterait.

Jean-Baptiste Vernier, le père de Jean-Marie Vernier se présente le 30 août suivant à Saint-Pierre devant le notaire Désiré Groz. Il reçoit alors "comptant" la somme de 600 francs "en numéraire d'or et d'argent de libre cours," du citoyen François-Joseph Gros, frère du remplacé. Il se déclare "contant" et en donne bonne quittance¹³⁴.

Pierre-Célestin Bouvet se rend chez le même notaire Petetin le 16 mai après-midi pour représenter les intérêts de Joseph-Augustin Brenez^a de La Chaumusse, qui a été tiré au sort en 8^e position. Par acte notarié Claude-François Daloz de Bornay, canton de Vernantais, s'engage à remplacer Joseph-Augustin Brenez. En contrepartie François-Célestin Bouvet s'engage à payer 900 francs au remplaçant. Une somme de 150 francs est versée au comptant et le solde de 750 francs sera payé dans 14 mois sans intérêts. Joseph Augustin Brenet est indiqué comme "journalier" par l'administration de Saint-Laurent. Dans un acte de mars 1795, Pierre-Augustin Brenet représente ses fils Joseph-Philippe (initialement du 4^e bataillon du Jura) et Joseph-François qui étaient alors "aux frontières, pour la défense de la patrie."

Une convention est de même passée le 20 mai devant le notaire Désiré Groz. François-Célestin Bénier –né en avril 1781- de La Chaumusse autorisé de Marie-Anne Barraux sa mère et de Joseph Barraux son curateur, s'engage "de servir dans les armées de la République au lieu et place et en remplacement du citoyen Frédéric Besson, fils de Pierre-Joseph Besson de Saint-Laurent, conscript de la troisième classe, auquel le sort est échu." Il promet de se rendre "en personne" à Lons-le-Saunier le 24 mai pour prendre son ordre de route. Il promet aussi "de rester en remplacement dudit Besson dans lesdites armées sans pouvoir les quitter que par permission légale." Dans le cas où il déserterait, il devrait rendre toutes les sommes reçues outre tous dommages et intérêts.

Le remplaçant reçoit de suite de Pierre-Joseph Besson, père du remplacé, "son habillement uniforme, veste, culotte, deux paires de bas et autant de souliers, un chapeau, deux chemises et un mouchoir indienne et, en outre, une somme de cent francs en numéraire," lesdits effets estimés également à la somme de cent francs. En outre, et en rétribution, Pierre-Joseph Besson, père dudit Frédéric, "a promis de payer audit Bénier et seulement à son retour des armées, la somme de six cents francs numéraires métalliques." En attendant ce versement, il sera payé au remplaçant ou à ses ayants droit un intérêt annuel de 5 % à compter de ce jour. Il promet également de livrer annuellement à Marie-Anne Barraux, mère de l'engagé "trois mesures d'orge propre à semer pendant le temps que celui-ci servira la République." François-Célestin Mathieu, agent municipal de La Chaumusse est l'un des témoins de l'acte. Le lecteur a pu reconnaître en Frédéric Besson, le frère de Pierre-Emmanuel et de Claude-Etienne Besson qui ont successivement été salpêtriers et étapiers pour éviter une incorporation dans une unité militaire.

Pierre-Joseph Besson paya certainement la somme promise plus tôt que prévu. On trouve aux archives départementales du Jura¹³⁵, l'acte de décès de François-Célestin Bénier qui était certainement destiné à être remis à sa famille. François-Célestin Bénier né Thamuse (sic), fusilier dans la 5^e compagnie du 3^e bataillon de la 106^e demi-brigade, entré à l'hôpital de Grenoble le 4 pluviôse an 8. Décédé le 12 pluviôse an 8 (1^{er} février 1800) par suite d'une fièvre. Il ne rencontra donc probablement jamais les ennemis autrichiens. Pour leur part, les responsables du département ne purent identifier correctement le lieu de naissance et le domicile du militaire décédé ...

^a Brenet est l'orthographe habituelle du nom. On remarquera cependant que la prononciation du nom qui se termine en ez est bien "é".

Ce même jour 20 mai, le notaire Désiré Groz, rédige un autre acte pour le remplacement d'un militaire. Louis-Joseph Thouverez domicilié à La Chaumusse s'engage à servir dans les armées de la République à la place de Félix-Pacifique Gros, de la Chaumusse, conscrit de la deuxième classe tiré au sort à la 15^e place. Comme François-Célestin Bénier, ce remplaçant promet de se rendre à Lons-le-Saunier et de rester dans les armées. Le père du conscrit remplacé, Basile Gros, promet de payer 750 francs au remplaçant dont 150 francs sont payés comptant. Le solde de 600 francs sera payé au retour du militaire et au plus tard dans quatre ans avec un intérêt annuel de 5 %.

Louis-Joseph Thouverez, né le 13 mars 1780, est orphelin de mère et son père Abel Thouverez du Pont de Lemme, qui est vivant, s'est remarié. On peut être surpris que son père ne participe pas à la rédaction de l'acte. Au début de l'empire, Louis-Joseph Thouverez sera condamné comme déserteur et emprisonné.

Le notaire Petetin de Lons-le-Saunier rédige encore le 21 mai l'acte de remplacement de Pierre-Xavier Bénier de Saint-Pierre tiré au sort en 25^e place. Jean-Pierre Pianet demeurant à Cize, canton de Champagnole s'engage à remplacer le conscrit de 3^e classe. Pour sa part, Pierre-Xavier Bénier lui règlera 900 francs dont 200 francs payé au comptant et le solde dans trois ans avec intérêts annuels de 5 %.

François-Régis Benoit du hameau des Chauvettes, commune de La Chaumusse, est l'un des nombreux mariés du mois de janvier 1799. Conscrit de la 3^e classe, il a néanmoins été tiré au sort à la 28^e position. Pendant quelque temps, il a encore cru pouvoir échapper au départ à l'armée. Cependant, il finit aussi par trouver un remplaçant. Devant le notaire Désiré Groz, François-Joseph Vuillet-Laurent de Saint-Pierre, autorisé par ses parents Joseph-Fortuné Vuillet-Laurent et Marie-Amable Martelet qui le cautionnent, s'engage le 22 mai à servir dans les armées de la République en remplacement de François-Régis Benoit qui est orphelin de père. Pour rétribution de ce service, Marie-Anne Bénier, mère du remplacé, versera la somme de 800 francs dont 400 francs sont payés au comptant. Le solde de 400 francs sera réglé dans trois mois au père du remplaçant sur présentation d'un certificat de l'administration militaire attestant la présence de François-Joseph Vuillet-Laurent à l'armée. Dans le cas où ce dernier viendrait à désertier, ses parents promettent de rembourser la somme de 800 francs.

On peut constater que pendant cette courte période, l'indemnisation versée aux remplaçants se situe à un montant de 800 à 900 francs ce qui est plus élevé que celle versée par la majorité des communes du Grandvaux en mars et avril 1793.

Selon les consignes du ministre de la guerre, l'attention les agents municipaux est attirée le 16 juin 1799, sur le fait que les passeports qui seraient délivrés aux conscrits qui se sont fait remplacer doivent comporter leur qualité de conscrit de 2^e classe ou de 3^e classe remplacé, et qu'il leur appartient "de justifier tous les trois mois de la présence de leur remplaçant aux drapeaux par un certificat du conseil d'administration de leur corps visé par le commissaire des guerres." A défaut de produire cette justification, le conscrit remplacé sera appelé à l'armée ou devra fournir un autre remplaçant.

Remplacements concernant le Grandvaux dans le canton de La Rixouse

Le tirage au sort des 17 conscrits des deuxième et troisième classes du canton de La Rixouse sur un total de 35 jeunes concernés est réalisé le 21 mai 1799 à Lons-le-Saunier. Parmi les jeunes retenus on peut notamment noter Claude-Pierre Grandperrier de Chaux-des-Prés, Alexandre fils de Jean-Baptiste Piard des Piards et de Jean-Pierre-Antoine Vincent des Piards également.

Claude-Pierre Grandperrier, conscrit de troisième classe (né en mai 1776) se fait d'abord remplacer par Alexis Grandperrier son frère né en février 1780 et donc non encore assujéti à la conscription mais apte médicalement. Les deux frères se ravisent et finalement Ambroise Jean de Pré novel, né en mars 1779, accepte de remplacer Claude-Pierre Grandperrier. Un médecin de l'hospice de Saint-Claude certifie le 29 mai 1799 "qu'aucune maladie ni infirmité" ne peut le dispenser du service militaire. L'administration municipale du canton de La Rixouse l'agrée donc pour remplacer Claude-Pierre Grandperrier de Chaux-des-Prés. Le décès du militaire de Pré novel est retranscrit sur le registre d'état civil de cette commune avec un an de retard : Ambroise Jean, décédé le 3 ventôse an 8 (22 février 1800) à l'hôpital de Villefranche, chasseur, 17^e demi-brigade, 1^{er} bataillon, 2^e compagnie, âgé de vingt ans, fils de Félix Jean, manoeuvre, et de feu Marie-Anne Besson. Un autre document précise qu'il est mort de la gale^a.

Alexandre Piard des Piards, conscrit de troisième classe se fait de même remplacer par le citoyen Roy de la commune de Rye, canton de Chaumergy. Jean-Pierre-Antoine Vincent, conscrit de deuxième classe des Piards également, est de même remplacé par le citoyen Antoine Prieur de Sémur (sic, probablement Semuren-Auxois) département de la Côte D'Or.

Henry-Joseph Janier-Dubry, président de l'administration municipale du canton de La Rixouse, est chargé de conduire le 31 mai les conscrits du canton tirés au sort jusqu'à Lons-le-Saunier. Il constate « avec douleur » que sur les 17 jeunes qui auraient dû venir, seuls les cinq remplaçants du canton étaient présents. Cette situation lui a donc valu « des reproches amers, tant de l'administration supérieure que du général divisionnaire et du commissaire des guerres. » L'administration du canton décide donc de mettre en garnisaires un piquet de six hommes de la garde nationale d'un village chez les parents d'un conscrit d'un autre village du même canton qui a refusé de partir à l'appel de la nation. Ces hommes seront nourris convenablement et bénéficieront d'une rémunération journalière payée par les parents d'un franc et cinquante centimes. Cependant, dans les faits, cette décision ne fut pas réellement appliquée¹³⁶.

c) Les conscrits des 2^e et 3^e classes ne sont pas tous partis

Les conscrits du canton de Saint-Laurent ou les remplaçants sont convoqués pour le 24 mai devant la maison commune de Lons-le-Saunier. L'administration

^a Pour tenir compte de l'actualité militaire du moment, il faut certainement plus penser à Villefranche-sur-Mer près de Nice, qu'à tout autre Villefranche.

centrale du Jura constate quelques décades plus tard que seuls trente-quatre conscrits de 2^e ou de 3^e classe du canton de Saint-Laurent, au lieu des quarante et un prévus, sont partis ou ont été réellement remplacés ou encore ont obtenu des dispenses provisoires. Elle procède donc le 25 juin 1799, parmi les 55 conscrits non élus la première fois, à un tirage au sort complémentaire de sept conscrits pour compléter l'effectif de son contingent. "Les citoyens ainsi désignés sont" : François-Alexandre Brenet de La Chaumusse, Félix-Amédé Brenet de La Grande-Rivière, Pierre-Amable Guigrand de La Grande-Rivière, Pierre-Joseph Janier de Prénovel, Sauveur Gros de La Grande-Rivière, Henry-Stanislas Monnet du Fort-du-Plasne et Jean-Joseph Rousset-Simona du Lac. Ils devront rejoindre Lons-le-Saunier le 8 juillet pour recevoir leur ordre de route¹³⁷.

En face du nom de Pierre-Joseph Janier de Prénovel figure sur l'un des états, le nom de Claude-Antoine Dayet de Valfin la Rixouse, probable remplaçant du conscrit. Pierre-Joseph Janier, né le 14 mai 1776, est pourtant marié depuis février 1798, c'est-à-dire antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi sur la conscription. Sa femme vient d'ailleurs d'accoucher d'un garçon le 6 messidor an VII, veille du tirage, et on le prénomme Jean-Baptiste comme le saint fêté anciennement les 24 juin.

L'administration municipale de Saint-Laurent est interrogée sur l'application des lois militaires et répond à un questionnaire le 13 juillet. En ce qui concerne les militaires du régime précédent la conscription, réquisitionnaires et déserteurs, deux seulement sont "restés dans leur foyer sans aucun titre et ont toujours échappé aux poursuites de la gendarmerie, n'ayant point de domicile fixé." Mais d'autres sont en exemption provisoire ou se sont pourvus au ministre de la guerre soit pour maladie, soit parce qu'ils étaient anciennement réquisitionnaires civils. (L'administration range à n'en pas douter l'étaquier Pierre-Emmanuel Besson dans cette catégorie, alors qu'elle connaît cependant la réponse du ministre.)

Il y a neuf conscrits des 2^e et 3^e classes qui ne se sont pas présentés au départ. Trois appartiennent au premier tirage effectué en mai : "un est à Chalon, département de Saône-et-Loire, un autre est dans l'atelier d'armes de Carouge département du Léman, le troisième avait obtenu une convalescence du département qui est expirée; étant encore malade, il va être visité de nouveau." Les six autres sont du deuxième tirage du mois de juin. "L'ordre de partir leur a été notifié et attendent, disent-ils, le départ des autres conscrits appelés" avant eux. Il est en effet clair dans leur esprit que si les sept conscrits tirés au sort en mai partent à l'armée, ceux du deuxième tirage pourront rester chez eux.

On recense également quatre conscrits de première classe "qui ne sont point partis ou qui sont rentrés dans leur foyer." Mais ils ont déjà été dénoncés à l'administration centrale.

Pour sa part, l'administration municipale du canton de Saint-Laurent veut "de tout son pouvoir seconder les vues sages du gouvernement (et) va redoubler d'efforts pour faire partir les lâches qui appelés par la loi, préférèrent l'ignominie à l'honneur de partager la gloire de nos braves défenseurs."

Du reste, l'administration cantonale a des idées. Elle prend peu après une délibération prévoyant de mettre trois gardes nationaux en station chez les parents des réquisitionnaires et conscrits qui sont chez leurs parents. Les gardes seront

nourris au frais des parents qui en outre leur paieront à chacun la somme de un franc pour le premier jour. Puis par la suite, cette rémunération journalière serait augmentée chaque jour de 25 centimes jusqu'à faire plier les récalcitrants. Si les parents refusent de payer cette somme, les gardes nationaux saisiront leurs biens qui seront vendus. On s'avise ensuite qu'il conviendra que ces stationnaires viennent toujours d'une commune différente de celle du militaire à faire partir "mais en évitant cependant les trop grands déplacements." On décide d'adresser cette délibération à l'administration centrale, pour être homologuée avant de la mettre à exécution. On imagine déjà comment seront les relations entre les habitants de Fort-du-Plasne et de La Chaumusse, de Saint-Laurent et du Lac-des-Rouges-Truites, etc....

Ces dispositions, inspirées depuis plusieurs semaines par Emmanuel Martin, commissaire du Directoire près le canton de Saint-Laurent, commencent à inquiéter de nombreux parents et certains viennent indiquer à l'administration du canton qu'ils ne couvrent pas leur fils. C'est ainsi que Jean-Baptiste Baratte de Fort-du-Plasne signe le 16 juin une déclaration précisant "que son fils Joseph-Emmanuel Baratte étant de la première classe de la conscription, il a cru qu'il était parti pour aller joindre les armées de la République mais que depuis plusieurs jours, il a appris que son fils était au pays, qu'il avait même paru dans son domicile contre l'intention de lui Baratte père, qu'il ne prend aucune part à la désobéissance de son fils, qu'il en est même fâché et qu'il n'a cessé de lui prêcher la soumission aux lois de la République et notamment à celle de la conscription militaire à laquelle il était sujet. Pourquoi ledit Baratte père demande acte de la présente déclaration pour lui servir au besoin. Fait à Fort du Plane," ...

Jean-Baptiste Baratte, âgé de 70 ans, est veuf depuis quinze ans. Il descend d'une des familles les plus aisées de Fort-du-Plasne. Cependant la fortune de son père a été partagée entre les quatre fils et Jean-Baptiste Baratte n'est mentionné en 1796 qu'en 23^e position sur l'état des fortunes de sa commune. Il a perdu cinq de ses enfants alors qu'ils étaient jeunes dont un fils mort à l'âge de 13 ans en 1778. Il a encore quatre filles vivantes mais Joseph-Emmanuel né en octobre 1777 est le dernier-né et surtout son seul fils. La déclaration a dû être difficile à écrire pour le père ...

Joseph-Augustin Besson de la Chaumusse rédige une déclaration similaire le 10 juillet. Il affirme "que son fils Jean-Félix-Aimé de la 2^e classe de la conscription militaire et qui a eu le sort pour le complément de la levée des deux cent mille hommes ordonnée par la loi du 28 germinal dernier, a quitté son domicile avant le tirage pour aller s'établir à Chalon sur Saône, que depuis qu'il a eu le sort, il n'a point rentré chez lui et qu'il ne lui donnera aucun asile dans sa maison et que même, s'il le rencontrait il l'inviterait et l'exorterait de tout son possible à joindre les armées de la République."

Le fils travaille probablement pour les Thévenin de Saint-Pierre à Chalon-sur-Saône. Le père s'engage moins dans ce document. S'il "rencontre" son fils, il ne lui coûtera pas grand-chose de lui dire qu'il ne veut plus le voir et, en aparté, qu'il retourne bien vite à Chalon-sur-Saône ! Mais ce père a d'autres fils dont un fils qui doit devenir conscrit de première classe en septembre 1800. S'il le faut, il lui dira

sans doute aussi d'aller à Chalon-sur-Saône. (En tous cas, ce fils Daniel décède à Chalon-sur-Saône en 1852, place Saint-Laurent, où sont installés les Thévenin.)

François-Joseph Thévenin, maçon, de la Chaumusse effectue une déclaration semblable. Il ne veut point recevoir ni donner asile à son fils Claude-Henry Thévenin (né en 1768), qui est réquisitionnaire "et qui n'est point à sa charge puisqu'il l'a déjà émancipé." On a vu précédemment qu'en 1794, ce fils avait déserté son unité et s'était fait mettre en réquisition pour les travaux des fortifications de Jougne.

En sa qualité d'agent municipal des Piards, Jean-Jacques Piard communique lors de la réunion des membres de l'administration municipale du canton de La Rixouse du 27 juillet 1799, la liste des défenseurs de la patrie en état de service, qui ne comprend pour cette commune que François-Marie Vincent et Claude-Joseph Vincent. Jacques-Alexis Vincent, frère de ces deux militaires et de Jean-Baptiste Vincent militaire décédé à l'hôpital de Besançon en octobre 1794, est excédé. Il se présente devant cette même administration le 4 août suivant et dénonce "le citoyen Jean-Jacques Piard, agent municipal de ladite commune pour être receleur et donner asile à deux défenseurs de la patrie, sçavoir les citoyens Basile Piard, remplaçant le fils de Pierre-Simon Rosset de La Rixouse et Claude-Henry Morel réquisitionnaire¹³⁸" Ce Basile Piard est le fils de Jean-Jacques Piard. C'est le même qui, ayant appartenu au 11^e bataillon du Jura est recherché afin de rejoindre l'armée en 1794, 1795, et 1797. D'après la dénonciation, il aurait donc en outre remplacer un autre jeune. (Probablement Alexis Rosset, né en décembre 1773.) Quant à l'autre jeune non dénoncé par l'agent national, Claude-Henry Morel né en 1770, il est le fils de Jeanne-Pierrette Piard et neveu de ... Jean-Jacques Piard. Dès 1794, Claude-Henry Morel avait été requis pour la fabrication des armes. En juillet 1799, il était signalé comme "réquisitionnaire, reste dans ses foyers, journalier parcourant différents cantons."

3) Nouvelle mobilisation des jeunes

Les Russes se joignent à la coalition contre la France et envoient plusieurs corps d'armée en Italie et en Helvétie. Les Anglais, les Autrichiens et les Russes vont même tenter de coordonner leurs actions militaires. De nouvelles lois de juillet prévoient l'incorporation dans un bataillon auxiliaire des jeunes, non tirés au sort précédemment, des 2^e, 3^e et 4^e classes^a. Les administrateurs du département du Jura rédigent une nouvelle proclamation¹³⁹. « Nous abandonnons nos champs et nos travaux commencés, mais il faut éloigner de nos champs les ravages de la guerre, il faut assurer le fruit de nos travaux ; nous exposerons notre vie mais une existence déshonorée ne serait-elle pas un horrible fardeau ? Le Français préféra-t-il jamais la honte et le mépris aux dangers des combats ? » On sent l'inquiétude des responsables.

^a La quatrième classe est peu nombreuse puisqu'elle ne concerne en principe que les jeunes nés entre le 24 août 1775 et le 21 septembre 1775. Ceux nés antérieurement font en effet partie de la réquisition décidée par la loi du 23 août 1793.

a) Convocation pour le bataillon auxiliaire

Le bataillon auxiliaire du Jura doit se réunir à Dole en septembre 1799. Parallèlement, des médecins examineront à nouveau à Dole tous les militaires et réquisitionnaires qui ont obtenu des congés absolus après le mois d'août 1793 et décideront de leur éventuelle incorporation dans ce bataillon. Il est même décidé que ceux des conscrits précédemment tirés au sort en mai ou juin et qui se seraient faits remplacer par des conscrits appartenant à la 2^e ou 3^e classe devraient également être incorporés dans ce bataillon, à moins de se faire remplacer une nouvelle fois. Le bataillon manque d'armes et ne peut s'entraîner. En attendant de recevoir celles commandées à Saint-Étienne, on fait appel aux municipalités pour rechercher "les mousquetons et toutes espèces de fusils quelconques, même de fusils de chasse, de sabres et de briquets pour l'armement provisoire."

La résistance à ces nouvelles dispositions devient des plus vives. Ce bataillon constate d'ailleurs de nombreuses défections en septembre et novembre 1799. Finalement, un assez faible effectif de ce corps du Jura sera incorporé pour partie dans la 110^e demi-brigade et le reste en janvier 1800 dans la 38^e demi-brigade de ligne.

Jamais, on n'avait appelé autant de monde à l'armée. Du reste, même aux heures des périls d'invasion de 1813 à 1815, l'empereur n'appela pas autant de jeunes dans le canton. La désobéissance cependant était complète. De nombreux jeunes formulaient un motif d'exemption. On écrivait au ministre de la guerre et en attendant son hypothétique réponse, on se croyait tranquille et à l'abri de poursuites. La situation militaire est cependant partiellement rétablie grâce à la victoire du général Masséna à Zurich le 26 septembre 1799. L'armée russe de Souvorov rencontre ensuite des conditions climatiques épouvantables dans les vallées suisses et retourne en Russie après de sévères pertes. Mais l'alerte a été chaude.

b) Les parents font mine de dénoncer leur fils

Des parents prétendent dénoncer l'attitude de leurs fils. Jean-Baptiste Grand, ancien maire du Lac-des-Rouges-Truites, qui avait en 1793 promis de faire rejoindre l'armée à deux de ses fils, est probablement conseillé en cette matière par son beau-frère Emmanuel Martin, le commissaire du Directoire. Il déclare le 9 octobre 1799 "sous la foi républicaine (...) que ses deux fils Ambroise Grand, réquisitionnaire et Pierre-Joseph Grand, conscrit de troisième classe sont absents de son domicile et travaillent pour leur compte depuis plus d'un an, qu'il ignore où ils sont, ni le genre de commerce ou profession qu'ils exercent, malgré les informations qu'il a faites à ce sujet; qu'il est entièrement décidé à ne leur donner à l'avenir aucun asile, ainsi qu'il l'a fait dès l'époque précitée; que dans le cas de leur apparition chez lui ou partout ailleurs qu'il pourra connaître, il se fera un devoir d'en informer l'administration et de les forcer autant que possible à joindre les armées de la République."

Normalement, quatre des six fils de Jean-Baptiste Grand sont appelés sous les drapeaux. On a pu constater précédemment que trois des fils transportent des vivres de 1793 à 1795 pour l'armée de Moselle. Lors du recensement de fin 1796, Joseph-Fabien (né en 1771) et Ambroise (né en 1773), et alors tous deux réquisitionnaires,

sont inscrits comme vivandiers; Pierre-Joseph (né en 1776) est noté comme négociant et Marc-Alexis (né en mai 1778) est indiqué comme voiturier. En mars 1797, les deux premiers fils cités, sont toujours vivandiers auprès des armées. L'administration municipale considère alors leur situation comme irrégulière et place des militaires chez leur père comme garnisaires. Ni Joseph-Fabien, ni Marc-Alexis, ce dernier conscrit de première classe, ne sont cités dans ce document, ce qui implique, en 1799, une situation jugée régulière pour ces deux fils. Marc-Alexis Grand avait initialement été l'un des nombreux conscrits réformés par le jury créé à Saint-Laurent. On trouve cependant son nom parmi les conscrits du canton partis pour l'armée d'Helvétie en décembre 1798. Quant à Joseph-Fabien Grand, il est malade. Il prétend le 1^{er} septembre 1799 qu'il ne peut se rendre à Dole pour être visité par le jury avant d'être incorporé à l'armée. En conséquence, un officier de santé, Laurent Martin -le grand-père du malade-, est nommé par l'administration du canton pour l'examiner, qui certifie vraisemblablement qu'il est inapte pour rejoindre l'armée.

Claude-Joseph Hugue-Cille de La Chaumusse déclare de même le 20 octobre qu'il a plusieurs fois donné des ordres à son fils Henry-Joseph, réquisitionnaire de joindre l'armée, qu'il n'a pas été obéi et donc : "je l'ai chassé de la maison que j'occupe ainsi que sa femme, (...) que je ne sais où ils sont, ni ce qu'ils font, (...) que je n'entends, comme que je n'ai jamais entendu lui donner asile ni protection, que si je n'ai pas pris les mesures plus tôt parce qu'il était boiteux et malade, pour lesquels motifs il s'était pourvu au ministre pour obtenir un congé ou exemption définitif de service militaire, mais, depuis qu'il n'a voulu se rendre devant le jury établi à Dole conformément à la réquisition qui lui a été faite par l'agent de cette commune, j'ai cru que s'était de mon devoir d'agir ainsi."

Henry-Joseph Hugue-Cille, né en juillet 1772, avait déjà formulé en février 1798 une pétition pour demander une exemption du service militaire sans motif précisé. Il est l'un des mariés de janvier 1799 qui espérait ainsi obtenir une dispense. Malgré des propos paternels assez difficiles à lire, il ne faut pas les croire au premier degré. Henry-Joseph Hugue-Cille et sa jeune épouse pourront par exemple trouver refuge chez leur homonyme et probable parent qui demeure sur le territoire de la commune de Saint-Pierre à proximité du lac du Ratay. Cet autre Henry-Joseph Hugue-Cille âgé d'environ 60 ans en 1799, présente à l'occasion, l'oreille droite d'une louve pour percevoir la prime prévue pour sa destruction. Là, dans ce coin sauvage, bien à l'écart de toute habitation, et pas très loin de La Chaux-du-Dombief d'où est originaire l'épouse, ils pourront tranquillement attendre le retour de la belle saison !

Pierre-Louis Michaud, cultivateur du Lac-des-Rouges-Truites, fils de Désiré [son homonyme est dit, le jeune, ou fils d'Isidore] effectue une démarche identique le même jour. Il déclare que son fils Jean-Pierre, de la deuxième classe des conscrits est absent de son domicile, qu'à l'avenir il ne lui donnera pas asile et que s'il sait où il est, "il se fera un devoir d'informer l'administration."

4) Conséquence des dispositifs nouveaux de remplacement sur les jeunes gens remplacés en 1793 : quelques autres insoumis

On a vu ci-dessus que depuis mai 1799, les conscrits peuvent désormais se faire remplacer à l'armée. Une loi postérieure précise cependant que les remplacés ne doivent pas faire partie des conscrits pouvant être appelés à l'armée.

Les jeunes réquisitionnés en vertu de la loi du 24 août 1793 furent lors de la promulgation de la loi, appelés à leurs obligations militaires, quand bien même ils avaient antérieurement été remplacés par un jeune. Cependant, nombre de ceux-ci faisaient partie pendant la période du Directoire des jeunes vivant dans leur foyer en infraction aux lois.

Claude-Etienne Thouverez de Fort-du-Plasne est né le 13 mars 1771. Caporal de la garde nationale, il est l'un des délégués élus en juin 1790, pour participer à Saint-Claude à l'élection des représentants du district à la fête de la fédération. Lors de la réorganisation de la garde nationale de mars 1792, il est élu commandant en second du bataillon du nord devant François-Xavier Bouvet, le futur maire de Saint-Laurent. Il est élu militaire à Fort-du-Plasne en mars 1793 mais, étant officiellement absent comme voiturier, il doit être remplacé par sa municipalité. Lors de la réquisition des jeunes de 18 à 25 ans, on le découvre à Fort-du-Plasne, élu capitaine d'une compagnie et il s'oppose à l'élection d'un jeune de moins de 25 ans comme cavalier élu de la commune. On n'est donc pas surpris de découvrir ultérieurement que malgré son jeune âge, il soit élu au grade de capitaine. En janvier 1794, il est capitaine à Strasbourg où il dénonce deux déserteurs du Grandvaux. Il obtient un congé temporaire en mars 1794 mais ne rejoint pas l'armée. Au contraire, il se fait mettre en réquisition pour la fabrication d'armes à Bonlieu puis à Saint-Pierre.

Cependant, depuis 1796 sa situation militaire est entièrement irrégulière. Afin de tenter de la régulariser, Claude-Etienne Thouverez demande en octobre 1797 un congé "vu qu'il a des procès et des affaires urgentes à traiter." L'administration du canton lui signifie le 18 octobre 1797 qu'elle n'est pas "capable de faire droit à sa demande."

Claude-Etienne Thouverez semble par la suite le premier à demander à être dispensé de rejoindre les drapeaux car "ayant déjà été remplacé," s'il devait partir à nouveau, "il fournirait deux hommes pour un qu'il devait à la patrie." D'ailleurs, la République en 1793, n'avait pas "renvoyé son remplaçant et était ainsi censé l'approuver." L'administration centrale du Jura décide le 5 septembre 1799 de donner raison à Claude-Etienne Thouverez pourvu qu'il justifie dans quatre décades "de la présence de son remplaçant à l'armée ou de sa mort." Claude-Etienne Thouverez se hâte de présenter le 8 octobre à l'administration du canton "l'extrait mortuaire de son remplaçant en due forme." Il devient donc à partir de cette date exempt de toutes obligations militaires. Le militaire décédé semble être Claude-Xavier Midol-Monnet de Fort-du-Plasne, qui, contrairement aux autres militaires, n'est d'ailleurs pas indiqué lors du recensement de 1796. Le lecteur attentif notera l'anomalie par rapport à la situation présente. En 1799, le conscrit doit chercher un militaire pour le remplacer et le payer. Au contraire, en 1793, Claude-Etienne Thouverez était absent de son domicile et sa municipalité a été contrainte de trouver et de payer un remplaçant. Les administrateurs de l'époque ne semblent pas avoir analysé ces différences et subtilités.

Michel Groz de Saint-Pierre, né en novembre 1774, fils du notaire Désiré Groz, appartient aussi à la première réquisition, mais on ne le trouve pas cité en 1795 parmi les militaires recherchés. En 1799, l'administration lui demande d'être examiné médicalement avant d'être appelé éventuellement à l'armée. Il explique alors dans un premier temps "qu'il a parti volontairement deux ans avant la réquisition des 18 à 25 ans," qu'il a servi et qu'il a obtenu un congé absolu en mars 1797 du ministre de la guerre. Plus tard, il justifie qu'il a été remplacé par le citoyen Jean-Baptiste Jacquier, lequel est mort à l'hôpital de Colmar le 28 décembre 1793. Là également, l'administration centrale décide le 27 septembre 1799 que Michel Groz "ne doit point être compris dans le tableau des réquisitionnaires et restera tranquille dans ses foyers¹⁴⁰." On a pu constater ci-dessus en avril 1793, que certains jeunes de la commune de Saint-Pierre tirés au sort pour la levée de 300 000 hommes n'étaient pas partis. La municipalité de Saint-Pierre avait donc dû recruter et rémunérer des jeunes de Château-des-Prés dont Jean-Baptiste Jacquier. La situation de Michel Groz est donc en tous points comparables à celle de Claude-Etienne Thouverez. Michel Groz deviendra par la suite un important notaire de Clairvaux.

François-Xavier Martin-Gousset du Lac-des-Rouges-Truites a également été tiré au sort en avril 1793 au titre de la levée de 300 000 hommes. Cependant, il parvient à se faire remplacer dans des conditions que nous ne connaissons pas de manière précise mais qui nécessite certainement le versement d'une rémunération payée partie par la commune et le complément par la famille du remplacé. D'après le peu de renseignements dont je dispose, il serait en principe remplacé par François Nicod ou par Romain-Marie Millet, tandis que Jean-Pierre Grand du Lac-des-Rouges-Truites remplacerait Claude-Pierre Nicole du même lieu. Après la réquisition de tous les jeunes de 18 à 25 ans du mois d'août 1793, il rejoint pendant quelques mois l'armée. Cependant dès le mois d'avril 1794, il déserte, revient dans le Grandvaux et il est l'un des jeunes mis en réquisition pour les travaux des fortifications de Jougne. Depuis 1796, il est en situation irrégulière.

Dès le début du mois de mai 1799, alors que les remplacements viennent d'être autorisés pour les conscrits, il demande "que le remplacement qu'il a fait par un citoyen de la commune âgé de 27 ans lors de son remplacement et qu'aucune loi jusqu'à ce moment n'aurait pu appeler aux armées, l'exempte du service militaire." On voit très bien dans cette pétition la notion que le remplaçant n'aurait pu être appelé aux armées. L'administration du canton émet un avis favorable le 2 mai 1799. La pétition est renouvelée plus tard et précise que son remplaçant Jean-Pierre Grand de cette commune avait 27 ans lors du remplacement. Cependant ce dernier militaire était alors "dans ses foyers sans exemption définitive" et l'administration du canton refuse le 18 août d'approuver la pétition.

François-Xavier Martin-Gousset remet alors un document attestant que Jean-Pierre Grand a pris son ordre de route pour l'armée d'Helvétie. L'administration centrale du Jura tranche le 19 octobre suivant. François-Xavier Martin-Gousset devra justifier dans un délai de quatre décades, la présence de son remplaçant à l'armée et à défaut "il sera tenu de joindre les drapeaux de la République." Un certificat du 14 novembre 1799 du capitaine, commandant le dépôt de la citadelle de Besançon, attestant la présence de Jean-Pierre Grand est remis à l'administration centrale du Jura. Elle vérifie le départ à l'armée de celui-ci le 1^{er} mai 1793. En

conséquence François-Xavier Martin-Gousset est dispensé le 14 décembre 1799 "de rejoindre l'armée." Quelques mystères demeurent dans ce dossier. Il semble bien cependant que, par un arrangement, François-Xavier Martin-Gousset se soit attribué Jean-Pierre Grand comme remplaçant de 1793 au lieu et place du véritable titulaire. Question d'âge ou/et question de joindre plus sûrement le remplaçant ?

Bénoni Thouverez, né en juillet 1771, est le premier élu en mars 1793 par les jeunes de Fort-du-Plasne pour partir à la défense de la patrie. Il s'oppose fermement à ce mode de désignation des militaires. Cependant, il finit par se faire remplacer en avril par Joseph-Alexis Chanez de Fort-du-Plasne, né en novembre 1771. Compte tenu du montant des primes alors versées par la municipalité de Fort-du-Plasne, le remplaçant est certainement rémunéré partie par la commune et le reste par le père du remplacé. Après la loi d'août 1793, Bénoni Thouverez rejoint l'armée et son père Alexandre Thouverez, né vers 1731, meunier, demande en vain en mars 1794 le retour de son fils pour l'aider à réparer et à faire fonctionner son moulin.

Alexandre Thouverez renouvelle sa demande en janvier 1796 : son fils Bénoni "lui est indispensablement nécessaire pour faire aller trois usines." (Il s'agit en fait de trois rouages d'un moulin à eau avec une scie et un battoir situé sur la rivière Lemme, en face de Pont de Lemme.) L'administration du canton approuve la pétition. Compte tenu de la formulation, il semble cependant que Bénoni Thouverez soit déjà avec son père à Fort-du-Plasne. C'est d'ailleurs Bénoni Thouverez lui-même qui formule une autre demande de congé de service militaire en avril 1797 "tant pour cause d'infirmité (de son père, en principe) que pour l'utilité qu'il est à faire valoir ses usines et leur construction." L'administration du canton estime dans son avis du 17 avril 1797 "que le citoyen Thouverez fait exception particulière, qu'il est de l'utilité publique qu'il reste dans ses foyers" et qu'il faudrait l'exempter "de service militaire aux armées."

L'administration centrale ne répond pas et Bénoni Thouverez s'adresse en octobre 1797 directement aux directeurs composant le Directoire. Il demande "une exemption de service militaire par la raison qu'il est remplacé à l'armée et qu'il est utile aux usines de son père." L'administration municipale approuve une nouvelle fois, demande l'exemption et explique qu'il "est d'une utilité indispensable dans le poste qu'il occupe en servant le public et la République par la mouture qu'il fait des grains destinés par l'estapier à la nourriture au passage des troupes." Alexandre Thouverez intervient à nouveau pour son fils en février 1798 et demande une exemption de service militaire. L'administration municipale du canton approuve une nouvelle fois la demande et affirme même que "Bénoni Thouverez est d'une nécessité indispensable dans sa famille pour faire valoir une usine considérable et très utile au canton et qui est dans le cas de férier sans la présence de ce fils," lequel est d'ailleurs porté sur le tableau des citoyens utiles à l'agriculture et aux arts.

Benoit ou Bénoni Thouverez effectue une nouvelle pétition en août 1799 dans laquelle "il prétend être exempté du service militaire attendu qu'il a été remplacé par un homme qui est présent sous les drapeaux de la République et dans le temps utile." L'administration centrale du Jura lui demande alors de justifier sa demande "par l'existence de son remplacement (sic) aux armées." Cette administration présidée par Lémare délibère à nouveau le 25 octobre 1799, constate que Benoit Thouverez a été remplacé en 1793 par Joseph-Alexis Chanez, lequel, selon un

certificat du 18 octobre dernier, "est actuellement en activité de service dans le bataillon auxiliaire du dépôt de Dole," et décide "que l'exposant sera dispensé de rejoindre l'armée." On constate qu'ici l'administration ne s'occupe pas de l'âge du remplaçant, qui comme le remplacé, appartient à la première réquisition de 1793. On peut noter également que ce remplaçant est affecté au bataillon auxiliaire du Jura, signe qu'il était à son domicile peu de temps auparavant.

De même, Pierre-Joseph Thouverez du Lac-des-Rouges-Truites et Patrice Bénier de La Chaumusse avaient été remplacés au printemps de 1793. Pierre-Joseph Thouverez, qui en 1794 avait obtenu une réquisition pour la fabrication du salpêtre, communique les justifications utiles concernant son remplaçant et il est déclaré exempt de rejoindre l'armée en octobre 1799. Mais Patrice Bénier ne retrouve probablement pas la trace de son remplaçant ...

5) Gardes nationaux des colonnes mobiles placés chez les parents des réfractaires.

L'administration centrale du Jura désormais présidée par Pierre-Alexandre Lémare prend des mesures les plus rigoureuses contre les déserteurs et fuyards. Une affiche est apposée dans toutes les communes : "Tout conscrit qui ne sera pas rendu à Dole, le 5 vendémiaire an 8, (27 septembre 1799) sera considéré comme déserteur, poursuivi et puni comme tel" conformément à la nouvelle loi.

On veut encore placer des militaires chez les parents des réfractaires mais il n'y a pas assez de soldats disponibles. Emmanuel Martin, commissaire du Directoire, rappelle certainement à Lémare les dispositions préconisées par l'administration du canton de Saint-Laurent pour placer des gardes nationaux chez les parents des militaires réfractaires. Mais Lémare "améliore" cette mesure. Ce ne seront plus les gardes nationaux des communes voisines qui seront mis en garnisaires mais ceux des cantons voisins sous l'appellation de "colonne mobile." C'est ainsi que l'administration centrale du Jura requiert le 5 novembre l'administration municipale du canton de Saint-Laurent d'envoyer soixante gardes nationaux dans le canton de Morez pour être placés en garnisaires. Ils seront nourris et recevront des familles où ils seront placés une rémunération journalière de un franc et cinquante centimes. Ils seront bien sûr à la disposition de l'administration municipale du canton de Morez qui devra veiller à ce qu'ils reçoivent leur rémunération.

Les soixante hommes de la colonne mobile du canton de Saint-Laurent arrivent à Morez le 12 novembre. L'administration de ce canton répartit ces hommes en garnison à raison de deux hommes chez les parents des conscrits et réquisitionnaires réfractaires. Ainsi, 22 hommes sont logés aux Rousses, 14 à Bois d'Amont, 4 à Tancua, 6 à Bellefontaine et les autres à Morez. Par suite des ordres reçus de l'administration centrale, et probablement en raison du coup d'état du 18 brumaire (9 novembre 1799), cette colonne mobile doit se retirer le 16 novembre. Deux garnisaires placés aux Rousses se plaignent « du refus que leur fait (leur logeur) de leur payer l'indemnité qui leur est » due. L'administration du canton de Morez intervient pour régulariser cette situation. Pour sa part, le canton de Morez

envoi cinquante hommes de sa garde nationale dans le canton de Saint-Lupicin dans le même but¹⁴¹.

Le canton de Saint-Laurent reçoit de la même manière des gardes nationaux, d'un canton voisin. L'administration municipale du canton de Saint-Laurent écrit le 11 novembre en parlant des militaires non partis sans justification : "Nous leur avons logé la colonne mobile envoyée en garnisaire dans ce canton, dont plusieurs [réfractaires] ont déjà pris leur ordre de route, mais aucun ne sera délogé qu'il n'ait justifié de sa présence au bataillon et les derniers à partir supporteront toute la force armée jusqu'à ce qu'il n'en reste aucun qui ne soit présent sous les drapeaux."

Malgré ces mesures, 38 jeunes du canton refusent toujours, quatre jours plus tard, d'aller à Dole, dont deux "qui se sont estropiés depuis et qui sont incapables de partir, onze sont absents sans que l'on puisse savoir où ils sont." Ils apparaissent cependant tous pauvres et l'administration de Saint-Laurent demande alors à l'administration centrale : "Vous voudrez bien donner l'ordre nécessaire pour faire retirer la force armée qui ne peut plus être logée puisque ce qui reste étant dans la plus affreuse indigence, il n'y a pas moyen de nourrir, ni faire payer les garnisaires."

De même, soixante gardes nationaux du canton de Longchaumois sont dirigés progressivement dans le canton de La Rixouse pour le même objet et trois d'entre eux sont placés aux Piards. Le commandant de cette unité se retire après avoir passé sept jours dans le canton. Les parents des insoumis de Château-des-Prés refusent de payer la solde revenant aux gardes nationaux de Longchaumois et l'administration départementale envoie cinq dragons dans cette commune pour les y contraindre. De guerre lasse, les habitants de Château-des-Prés versent les sommes dues aux gardes nationaux de Longchaumois. Pour sa part, le canton de La Rixouse doit envoyer cinquante hommes dans le canton de Moirans dont cinq venant des Piards. Mais l'ordre de retrait arrive quand l'unité commence à être organisée ...

6) L'arrivée du Consulat

Mais déjà la période du Consulat fait suite à celle du Directoire. Les Grandvalliers ne sont pas pour autant plus soumis qu'antérieurement. Trois gendarmes de la brigade de Morez tentent le 6 février 1800 d'arrêter Pierre-Louis Martinez du Lac-des-Rouges-Truites -né le 9 septembre 1777 et donc conscrit de deuxième classe- au domicile de son père Pierre-Joseph Martinez situé au Maréchet. Une nouvelle fois, un "atroupement séditieux" se forme, mené par le père et les frères du conscrit. Le déserteur est "arraché des mains" des gendarmes. La garde nationale de la commune est appelée pour prêter main forte aux gendarmes mais refuse d'intervenir. Des poursuites judiciaires sont engagées contre la famille du déserteur et un détachement militaire est envoyé dans la commune, tant comme garnisaire que pour rechercher d'autres déserteurs de la commune. En outre, la commune du Lac-des-Rouges-Truites "fournira à ses frais un sabre au gendarme Refay en remplacement de celui qui lui a été brisé."

Finalement, Pierre-Louis Martinez se soumet. Un certificat établi le 23 février constate "que Pierre-Louis Martinez s'est rendu au dépôt" du bataillon auxiliaire de

Dole. La force armée en garnison dans la commune du Lac-des-Rouges-Truites est donc rappelée le 25 février^a.

Les consuls appellent par la suite des conscrits de la nouvelle classe et le canton de Saint-Laurent doit fournir huit militaires. Après tirage au sort, seuls quatre d'entre eux, ou leur remplaçant, partent au premier appel rejoindre le dépôt de Dijon.

Bonaparte, en route vers le col du Grand-Saint-Bernard, l'Italie et la victoire à Marengo, passe à Saint-Laurent en mai 1800. Impressionné par la grande taille des hommes de la garde nationale, il s'enquiert de leur nourriture. On lui présente alors l'aliment de base de l'époque un "bolon," boule de pain d'orge. Mais simultanément, une bonne femme disait aux jeunes présents : "Allez-vous en au plus tôt, sinon le général va vous emmener tous"¹⁴².

C - La garde nationale à l'époque du Directoire

1) Les premières années du Directoire

A la demande du Directoire exécutif, l'administration municipale de chaque canton doit procéder à la réorganisation de la garde nationale. L'administration du canton de Saint-Laurent décide donc le 17 avril 1796 que "tous les citoyens de l'âge de seize à soixante ans seront assemblés dans chaque commune" pour procéder à la nomination des officiers et sous-officiers de chaque compagnie¹⁴³.

Une nouvelle loi du 6 mai 1796 prévoit la formation de colonnes mobiles dont les membres doivent être issus, à raison de la sixième partie, des gardes nationaux de chaque canton. Ces colonnes mobiles devront, le cas échéant, être dirigées sur l'un des points du département qui serait menacé par une armée étrangère. Cette perspective retarde encore la réorganisation de la garde nationale, tant il apparaît évident qu'il convient préalablement qu'elle doit être organisée dans toutes les communes du canton. A Saint-Pierre, par exemple, on a convoqué deux fois les citoyens "sans aucun résultat." Après une troisième convocation par l'agent municipal "il n'y a qu'une compagnie d'organisée" mais les citoyens de l'autre compagnie ont "opiniâtement refusé de s'assembler." De même à Rivière-Devant, les hommes ne s'assemblent pas pour élire l'encadrement de la garde nationale. Les responsables du canton informent le 26 juin les administrateurs du département de cette situation pour tenter de mettre leur "responsabilité à l'abri."

L'administration est enfin en possession le 24 juillet des procès-verbaux d'organisation de la garde nationale de chaque commune. Il convient donc désormais d'établir la liste des gardes nationaux du canton, ce qui permettra de déterminer l'effectif de la colonne mobile cantonale. Des difficultés se font jour et il est convenu de retrancher "tous les citoyens qui ne sont pas capables de porter les armes, tels que les bossus, borgnes, boiteux et ceux qui sont réformés comme ne pouvant entrer

^a Pierre-Joseph Martinez du Maréchet fut poursuivi devant le tribunal de police correctionnelle pour "avoir sciemment recelé son fils réquisitionnaire et de l'avoir soustrait à la gendarmerie." Il est renvoyé par ce tribunal le 24 juillet 1800 "sans amende, peine, ni dépens." De même, un jury d'accusation déclara qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre ceux "qui avaient arraché de force des mains des gendarmes" Pierre-Louis Martinez.

dans la composition des colonnes mobiles." De même, les officiers et sous-officiers du canton sont convoqués à Saint-Laurent pour élire un chef de bataillon, un adjudant et un porte-drapeau.

Après les moissons, Basile Ferrez, commissaire du Directoire exécutif requiert à nouveau la formation des colonnes mobiles. On s'aperçoit alors qu'il convient d'appliquer de nouveaux textes et "que l'organisation de la garde nationale avait été faite illégalement en ce que le bataillon du canton se trouve divisé en 11 compagnies tandis (...) qu'il ne devait être que de 8 compagnies." On doit donc recommencer l'organisation du bataillon de la garde nationale du canton. L'effectif des gardes nationaux du canton est arrêté le 25 septembre à 1 120 hommes soit : 104 à La Chaumusse, 121 à Fort-du-Plasne, 261 à Grande-Rivière, 153 "au Lac", 75 à Rivière-Devant, 74 à Prénovel, 190 à Saint-Laurent et 145 à Saint-Pierre. (En réalité le total est de 1123 gardes, mais je livre les informations relevées.)

Pour la quatrième fois au moins, les officiers et sous-officiers des compagnies de gardes nationales sont convoqués le 16 octobre pour élire les chefs du bataillon. Cette opération étant terminée, l'administration du canton désigne, selon la règle du sixième, les citoyens qui vont faire partie des deux compagnies de la colonne mobile du canton. Elle procède également à l'élection des officiers, sous-officiers et tambour de cette unité. Heureusement le général Bonaparte a battu, avec un faible effectif, plusieurs armées autrichiennes en Italie et la France n'est plus menacée depuis plusieurs mois ...

La garde nationale n'est cependant pas d'un dynamisme éprouvé. Laurent Brenet -l'ancien agent national de Saint-Laurent- qui, depuis deux mois, est le nouveau chef de la garde nationale sédentaire du canton, demande le 18 décembre "le contrôle de chaque compagnie." L'administration considère "qu'un chef de peut commander un corps sans en connaître l'organisation, la force et surtout les chefs de chaque compagnie." Chaque agent municipal devra donc apporter les éléments recherchés à la prochaine séance.

Au cours des mois qui suivent, la garde nationale n'est manifestement plus en activité et ses membres freinent les tentatives d'organisation. L'administration du canton constate ainsi le 31 mai 1797 que malgré deux tentatives d'organisation seules les communes du Lac et de Prénovel ont procédé à la réorganisation de leur garde nationale.

2) La garde nationale est (un peu) mobilisée

L'administration centrale du Jura demande en août 1798 de faire arrêter dans la région frontalière "tous les voyageurs qui se trouveraient sans passeport ou en auraient des douteux." L'administration du canton demande alors à chaque responsable local de la garde nationale de veiller à arrêter les "personnes venant de l'étranger qui ne seraient pas munies de passeport conforme." Il ne semble pas néanmoins que la garde nationale établisse le moindre poste de contrôle. L'administration centrale donne de nouvelles consignes le 14 janvier 1799 dans le même but et l'administration cantonale donne le 27 février l'ordre au commandant de la garde nationale "de faire monter la garde au chef-lieu du canton qui sera chargée (sic) de visiter scrupuleusement les passeports des étrangers allant et venant en Suisse." Il est en outre demandé aux responsables de la garde nationale des divers

villages "de faire fréquemment des patrouilles tant la nuit que le jour." Les auberges seront également surveillées ainsi que les registres que doivent tenir les aubergistes.

De nouvelles consignes sont données à la garde nationale le 17 avril. Emmanuel Martin, le commissaire du Directoire exécutif, se dit en effet informé "qu'il passait jour et nuit sur les différents points de ce canton des déserteurs [français] que passant par troupe et cherchant toujours les endroits isolés, ils parvenaient à gagner leurs foyers, que si on ne prenait des mesures répressives, bientôt le canton serait exposé et inondé de lâches brigands que la faim et les besoins forceront à voler et piller, peut-être même assassiner les voyageurs (...)" Après ce réquisitoire, l'administration du canton demande donc au commandant de la garde nationale d'organiser dans toutes les communes du canton de fortes patrouilles armées, tant dans les campagnes que dans les bois, pour arrêter tous déserteurs et les traduire à la maison d'arrêt du canton.

La garde nationale se mobilise donc et coordonne parfois son activité. Selon des procès-verbaux établis par le commissaire du Directoire exécutif et par le commandant de la garde nationale de Saint-Pierre, il résulte que le 28 juin "un détachement de la garde nationale de la commune du Fort-du-Plasne a arrêté trois conscrits des départements de l'Ain et du Mont-Blanc désertant l'armée d'Helvétie, que le même jour un détachement de la garde nationale de la commune de La Chaumusse a poursuivi et atteint huit conscrits du département du Doubs qui avaient quitté leur corps à Grenoble pour rentrer dans leurs foyers, que ces déserteurs dont quelques-uns étaient armés de sabres et de pistolets, s'étant révoltés contre la garde nationale, elle a été obligée de faire usage de ses armes, que l'un d'eux a été tué, un second blessé, un troisième arrêté, les cinq autres s'étant échappés à la faveur des bois dans lesquels ils se sont enfoncés."

Lorsque l'administration centrale du Jura prend connaissance de ces faits, elle considère "que si d'un côté elle a à gémir sur la mort ignominieuse d'un lâche qui était appelé à triompher au poste d'honneur ou a y mourir avec gloire, elle ne peut de l'autre trop applaudir à l'activité, au zèle et à l'énergie des braves gardes nationales du canton de Saint-Laurent (...)" Cette administration prend ensuite un arrêté pour traduire les deux militaires arrêtés coupables de rébellion contre la garde nationale "par devant le conseil de guerre de la 6^e division militaire pour être jugés et punis." Par ailleurs, elle "approuve le zèle de la garde nationale du canton de Saint-Laurent et l'invite à redoubler d'activité et d'énergie pour arrêter les déserteurs et les livrer au glaive de la loi¹⁴⁴."

L'administration centrale du Jura prend de plus des mesures dans une circulaire lue par l'administration cantonale le 15 août suivant. Elle demande "de redoubler de surveillance pour arrêter les déserteurs qui inondent l'intérieur de la France où ils viennent propager l'exemple contagieux de la lâcheté et semer les germes du brigandage." La garde nationale du canton est donc à nouveau alertée sur cet important point.

Cependant, ainsi que je l'ai rappelé dans le chapitre précédent, les troupes coalisées approchent dangereusement du sol français. L'administration centrale du Jura, suivant l'exemple des départements du Mont-Blanc, de l'Isère et du Léman, décide le 1^{er} juillet 1799 de mettre en réquisition permanente la garde nationale et les colonnes mobiles. Elle requiert 2 000 hommes de ces colonnes mobiles "de se tenir

prêts à être mis en activité de service sur la frontière ou dans l'intérieur de la sixième division militaire seulement." En fonction de sa population de 6 053 habitants, le contingent du canton de Saint-Laurent est fixé à 43 hommes appelés des gardes-frontières. Ces hommes devront être armés immédiatement et se tenir prêts à marcher. L'administration du canton de Saint-Laurent répartit ces 43 hommes au prorata de la population des communes à savoir : La Chaumusse 4, Fort-du-Plasne 6, Grande-Rivière 8, le Lac 5, Prénovel 3, Rivière-Devant 3, Saint-Laurent 8 et Saint-Pierre 6. Les agents municipaux de chaque commune devront désigner pour le 10 juillet les hommes requis à moins que des volontaires ne se présentent.

A l'échéance du 10 juillet, il est constaté "qu'aucune commune n'a fait aucune nomination exceptée celle de Prénouvel qui a procédé à cette nomination par la voye du scrutin." On constate cependant rapidement "qu'ils ont nommé des hommes malades et incapables du service militaire." L'administration du canton désigne donc les 43 hommes requis pour ce service. Dès le lendemain se pose la question de rémunérer en journée de travail, les citoyens de la garde nationale qui feraient le service en remplacement "de ceux qui s'y sont refusé." Heureusement, il ne fut pas nécessaire d'appeler ces gardes-frontières pour s'opposer aux armées étrangères.

Les colonnes mobiles de la garde nationale, prévues pour être mobilisées en cas d'invasion, ne furent donc finalement utilisées, selon les instructions de Lémare, que pour être placées en garnisaires dans l'espoir de contraindre les militaires et déserteurs à rejoindre leur corps. Ce point a été examiné dans les pages précédentes traitant le recrutement des conscrits.

Notes du chapitre VIII

¹ A.D.J. liasse 1L413.

² A.D.J. 7L113.

³ A.D.J. 1L391, fascicules imprimés pour chacune des années an VI et an VII.

⁴ Renseignements tirés de A.D.J. L629, registre des délibérations de l'administration municipale du canton, ainsi que l'essentiel des éléments exposés ci-après.

⁵ A.D.J. 5^E189-8, ibidem, f° 24 r° à 25 r°.

⁶ A.A.J. 1L86, Minutes des délibérations de l'administration du Jura, f° 22 r°.

⁷ Jules Milloux, *Histoire d'une petite ville de Franche-Comté, Bletterans*, Tome 1, page 130.

⁸ A.D.J. 1L343, à la date du 23 brumaire an VIII.

⁹ A.D.J. 1L604.

¹⁰ A.D.J. L627 registre des délibérations de l'administration municipale du canton de La Rixouse, f° 35 r°. La majorité des informations qui suivent concernant le canton

de La Rixouse sont également tirées de ce registre ou du 2^e registre –L628- de ce même canton.

¹¹ A.D.J. 1L85 registre des délibérations de l'administration du Jura, f^o 150 v^o, 151 r^o; 1L86 autre registre des délibérations de cette administration, f^os 3 r^o, v^o, 4 v^o.

¹² A.D.J. Q365.

¹³ A.D.J. 7L12, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^o 77 r^o.

¹⁴ A.D.J. Q388.

¹⁵ A.D.J. 7L35, registre de correspondance, n^o 61.

¹⁶ A.D.J. 7L35, ibidem, 29 octobre 1792 et 7L23, registre des pétitions, à la même date.

¹⁷ A.D.J. 4^E67-49.

¹⁸ A.D.J. Q388.

¹⁹ A.D.J. 7L35, registre de correspondance, à la date du 6 prairial.

²⁰ A.D.J. Q49.

²¹ A.D.J. Q360.

²² A.D.J. 4^E54-345.

²³ A.D.J. Q95, pour la soumission; Q105, pour l'expertise; Q361, pour la vente; 4^E54-94, pour la première revente et 4^E54-334 pour la revente suivante.

²⁴ A.D.J. L629, registre des délibérations de l'administration municipale du canton, f^os 40 v^o, 41 r^o.

²⁵ A.D.J. L629, ibidem, f^o 128 r^o.

²⁶ A.D.J. 7L25, registre des pétitions, n^o 284.

²⁷ A.D.J. Q360, pour la soumission, le rapport et la vente.

²⁸ A.D.J. Q106, pour l'évaluation et Q361, pour la vente.

²⁹ A.D.J. 4^E54-95.

³⁰ A.D.J. 4^E54-81.

³¹ A.D.J. 4^E54-271.

³² On peut consulter sur ce sujet : H. Libois : "Les emprunts forcés de l'an IV et de l'an VII dans le Jura" dans *Mémoires de la société d'émulation du Jura, année 1894*. J'ai puisé dans cet article la majorité des informations à caractère général concernant l'emprunt de l'an IV.

³³ A.D.J. L787-1, registre des lettres écrites aux agents et adjoints des communes du canton de Saint-Laurent, aux dates données; L787-2, registre des lettres écrites au département par le canton, aux dates mentionnées; L629, registre des délibérations de l'administration communale du canton de Saint-Laurent; L777-2, registre des pétitions du canton de Saint-Laurent.

³⁴ A.D.J. registre 1L720 et liasses 1L739, 1L740, 1L741, 1L749.

³⁵ A.D.J. 5^E593-11, en provenance des archives de la commune.

³⁶ A.D.J. 2J243.

³⁷ A.D.J. 4^E54-340, acte du notaire Jean-Félix Roche.

³⁸ A.D.J. 4^E8291, acte du notaire Claude-François Perrenet de Foncine.

³⁹ A.D.J. 5^E448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 35 r^o et v^o.

⁴⁰ A.D.J. 5^E448-11, ibidem, f^os 11 r^o et v^o; 20 r^o, 21 r^o et v^o.

-
- ⁴¹ A.D.J. 5^E448-11, *ibidem*, f^os 25 r^o; 26 r^o à 27 r^o; 7L22, registre des pétitions, à la date; 1L132, registre des requêtes concernant le district de Saint-Claude, n^os 174 et 176.
- ⁴² Pour les deux communes, A.D.J. 7L21, registre des pétitions du district de Saint-Claude, à la date; pour Saint-Laurent, liasse 1L159.
- ⁴³ A.D.J. 7L23, registre des pétitions, à la date; 1L132, *ibidem*, n^o 742.
- ⁴⁴ A.D.J. 5^E216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f^os 9 v^o, 13 r^o et v^o.
- ⁴⁵ A.D.J. 5^E448-1, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 70 r^o et v^o.
- ⁴⁶ A.D.J. 1L133, deuxième registre des requêtes concernant le district de Saint-Claude, au numéro 645.
- ⁴⁷ A.D.J. 1L133, *ibidem*, aux numéros 98, 215.
- ⁴⁸ A.D.J. 4^E54-269, notaire Désiré Groz.
- ⁴⁹ A.D.J. 7L23, registre des pétitions, à la date; 7L24, autre registre des pétitions, au numéro 144.
- ⁵⁰ A.D.J. 4^E54-269, deux actes notariés de Me Groz des 2 et 3 juin 1793; 1L133, *ibidem*, n^o 718.
- ⁵¹ A.D.J. 1Mi347, microfilm du registre des délibérations de Grande-Rivière, pages 254, 274, 275.
- ⁵² A.D.J. 5^E190-1, registre des délibérations de la commune de Saint-Pierre, f^os 43 r^o et v^o.
- ⁵³ A.D.J. 7L23, registre des pétitions, aux dates des 3 avril et 20 septembre 1793; 1L133, registre des requêtes concernant le district de Saint-Claude, au numéro 326.
- ⁵⁴ A.D.J. 5^E448-11, registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 71 v^o à 73 r^o.
- ⁵⁵ A.D.J. 5^E216-4, registre des délibérations de Saint-Laurent, f^os 75 r^o, 77 v^o, 78 r^o.
- ⁵⁶ A.D.J. 5^E189-6, registre des délibérations de La Chaumusse, f^o 87, r^o.
- ⁵⁷ A.D.J. 1Mi347, microfilm du registre des délibérations de Grande-Rivière, pages 294, 302.
- ⁵⁸ A.D.J. 5^E190-1, *ibidem*, f^os 57 r^o, 58 v^o.
- ⁵⁹ A.D.J. 5^E216-4, *ibidem*, f^o 119 v^o.
- ⁶⁰ A.D.J. 1Mi347, *ibidem*, pages 331, 332.
- ⁶¹ A.D.J. 5^E189-6, *ibidem*, f^o 100 v^o.
- ⁶² A.D.J. liasse 7L89.
- ⁶³ A.D.J. liasse 7L90.
- ⁶⁴ A.D.J. 5^E216-4, *ibidem*, f^o 161 v^o.; 5^E448-12, second registre de délibérations de la commune du Lac-des-Rouges-Truites, f^o 8 r^o.
- ⁶⁵ Cette partie est traitée principalement à partir de documents des A.D.J. : 5^E448-12, second registre des délibérations du Lac-des-Rouges-Truites, f^os 29 r^o à 52 v^o; 5^E198-8, registre divers utilisé pour des délibérations de La Chaumusse, f^os 14 v^o à 17 r^o; 1Mi349, microfilm de l'acte de partage des communaux entre les communes du Grandvaux du 3 messidor an III, acte en provenance de Grande-Rivière.
- ⁶⁶ A.D.J. 1L133, *ibidem*, n^o 944.
- ⁶⁷ A.D.J. combinaison de 7L33, registre de correspondance avec le département, à la date du 29 thermidor an III; 7L24, registre des pétitions, aux n^os 203, 204; 1L133, *ibidem*, n^os 1000, 1015.

⁶⁸ A.D.J. combinaison et rapprochement de plusieurs textes : L629, registre des délibérations de l'administration communale du canton de Saint-Laurent, f^os 173 v^o, 174 r^o. L777-2, registre des pétitions présentées à l'administration du canton de Saint-Laurent, f^os 21 v^o.

⁶⁹ A.D.J. 1L646.

⁷⁰ A.D.J. 7L25, registre des pétitions, n^o 268; 1L133, ibidem, n^o 1102.

⁷¹ A.D.J. 1L133, ibidem, n^os 1107, 1189.

⁷² Les données concernant les communaux sont traitées essentiellement à compter de cette date à l'aide des documents déposés aux A.D.J. : L629, premier registre des délibérations de l'administration communale du canton de Saint-Laurent de novembre 1795 à octobre 1799; L777-2, registre des pétitions présentées à l'administration cantonale du canton de décembre 1795 à mai 1800; 1L787-1, registre des lettres écrites aux agents du canton de Saint-Laurent de novembre 1795 à avril 1800; L787-2, registre des lettres écrites au département par l'administration du canton.

⁷³ A.D.J. 1Mi349, microfilm, deuxième et troisième documents, issus des archives de Grande-Rivière.

⁷⁴ A.D.J. 4^E54-256, pour l'acte notarié de 1806; 4^E54-252 pour l'acte de 1807; 4^E54-257, pour l'acte de 1811; 4^E54-258, pour l'acte de 1812 et 4^E54-259 pour l'acte de 1813.

⁷⁵ A.D.J. 5^E198-8, ibidem, f^os 21 r^o à 23 r^o.

⁷⁶ A.D.J. 1Mi1194, microfilm du registre des délibérations de Prénovel, f^o illisible.

⁷⁷ A.D.J. liasse 7L90 pour les correspondances de Prénovel avec l'agent national du district et liasse 7L98, pour celles des Piards.

⁷⁸ A.D.J. 1Mi1194, ibidem, f^os 45 r^o, v^o.

⁷⁹ A.D.J. 5^E190-1, ibidem, f^o 64 r^o.

⁸⁰ A.D.J. L627, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de La Rixouse, f^os 33 r^o à 34 v^o.

⁸¹ A.D.J. 5^E593-44, document en provenance des archives des Piards.

⁸² A.D.J. L628, deuxième registre des délibérations de l'administration municipale du canton de La Rixouse, f^o 77 v^o.

⁸³ A.D.J. acte notarié 4^E54-347.

⁸⁴ A.D.J. 7L34, registre de correspondance avec l'administration départementale, aux dates des 7 prairial, 7 messidor et 23 messidor an II.

⁸⁵ A.D.J. 7L220, ainsi que les informations suivantes.

⁸⁶ A.D.J. 7L25, registre des pétitions concernant le district de Saint-Claude, n^o 266.

⁸⁷ A.D.J. 7L217, ainsi que la lettre suivante.

⁸⁸ A.D.J. 7L15, registre des délibérations du district de Saint-Claude, f^os 77 v^o, 78 r^o.

⁸⁹ A.D.J. 7L212.

⁹⁰ A.D.J. 7L35, registre de correspondance, à la date du 9 germinal.

⁹¹ A.D.J. 7L90.

⁹² A.D.J. 7L211.

⁹³ A.D.J. 7L35, ibidem, à la date du 8 floréal an III.

⁹⁴ A.D.J. 7L124.

⁹⁵ A.D.J. 7L211, ainsi que la plupart des soumissions qui suivent.

-
- ⁹⁶ A.D.J. 1V6, Série de lettres de 1803 et 1804 du préfet du Jura et de l'archevêque de Besançon.
- ⁹⁷ A.D.J. 5^E189-8, deuxième registre La Chaumusse, f° 17 v°.
- ⁹⁸ A.D.J. L629, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, f°s 4 r°, 38 r°.
- ⁹⁹ A.D.J. 5^E593-3, registre des délibérations des Piards, f° 61 v°.
- ¹⁰⁰ Maurice Perrod : "François-Xavier Moïse" dans *Société d'Emulation du Jura, mémoires 1905*, pages 177 et s.
- ¹⁰¹ A.D.J. L629, ibidem, f°s 130 v°, 132 r°, 133 v°, 148 v°, 190 r°.
- ¹⁰² A.D.J. liasse 1L999.
- ¹⁰³ A.D.J. 10Qp12, pour les quatre procès-verbaux qui suivent.
- ¹⁰⁴ A.D.J. dossier Q626.
- ¹⁰⁵ A.D.J. dossier Q100.
- ¹⁰⁶ A.D.J. Q359.
- ¹⁰⁷ A.D.J. dossier 10Qp10.
- ¹⁰⁸ A.D.J. dossier Q100.
- ¹⁰⁹ A.D.J. 4^E54-346.
- ¹¹⁰ A.D.J. 4^E54-346.
- ¹¹¹ A.D.J. dossier 10Qp7.
- ¹¹² A.D.J. Q333, registre d'amnistie des émigrés, n°s 246-248.
- ¹¹³ Dom Benoit, ouvrage cité, tome II, page 877.
- ¹¹⁴ A.D.J. dossier 10Qp7.
- ¹¹⁵ A.D.J. L627, registre des délibérations de l'administration communale du canton de La Rixouse, f°s 107 r° et v°; L629, Registre des délibérations de l'administration communale du canton de Saint-Laurent, f°s 97 r° et v°.
- ¹¹⁶ Georges Andrey, : "Liste des émigrés et déportés comtois dans le canton de Fribourg (Suisse) sous la Révolution" dans *Société d'émulation du Doubs, mémoires de 2006*, page 66, sous le nom de Gros Joseph.
- ¹¹⁷ A.D.J. 5^E189-6, registre des délibérations de La Chaumusse, f° 94 v°.
- ¹¹⁸ A.D.J. L629, ibidem, f° 100 v°.
- ¹¹⁹ A.D.J. dossier 10Qp7, également.
- ¹²⁰ A.D.J. Q333, registre d'amnistie des émigrés, n° 163.
- ¹²¹ A.D.J. 1L380.
- ¹²² A.D.J. 1L459, registre des pétitions des prêtres, au n° 117.
- ¹²³ A.D.J. 3J23, fonds Perrod, réclamation des républicains du Jura réfugiés à Paris, page 17. Cette brochure est signée de Génisset, Buchot, Gallon, Lémare, ex-administrateur du département, actuellement agent municipal, Lauchet, Rutu, etc.
- ¹²⁴ A.D.J. L629, ibidem, f°s 238 v° et s.; 1L459, registre de pétitions des prêtres, au n° 146.
- ¹²⁵ A.D.J. 1L1002, cahier administratif sur les prêtres émigrés, au n° 17.
- ¹²⁶ A.D.J. L777-2, registre des pétitions de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, f° 49 v°; Q333, Registre des radiations définitives de la liste des émigrés, n° 203.
- ¹²⁷ L'essentiel du texte de ce chapitre à pour source les registres de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent déposés aux A.D.J.: L629, premier registre des délibérations; L777-1, deuxième registre des délibérations; L787-1, registre des

lettres écrites; L787-2, registre des lettres écrites au département; L777-2, registre des pétitions. D'autres références seront ponctuellement précisées.

¹²⁸ A.D.J. 1L811, premier document.

¹²⁹ A.D.J. 1L811, deuxième et troisième documents. Sur la création de la brigade de gendarmerie de Saint-Laurent, le lecteur peut se reporter au chapitre consacré aux affaires politiques en l'an II.

¹³⁰ A.D.J. 1L811, quatrième document.

¹³¹ A.D.J. L627, registre des délibérations du canton de La Rixouse, f° 114 v°.

¹³² A.D.J. 1L791.

¹³³ A.D.J. 1L788.

¹³⁴ A.D.J. 4^E4696, pour l'acte de Me Petetin et 4^E24/272, pour Me Groz et références identiques, pour les mêmes notaires, pour les actes de remplacement qui suivent.

¹³⁵ A.D.J. 1L817.

¹³⁶ A.D.J. L628, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de La Rixouse, f°s 49 v° à 57 v°.

¹³⁷ A.D.J. 1L788 et 1L791.

¹³⁸ A.D.J. L628, ibidem, f°s 82 r°, 84 r°.

¹³⁹ A.D.J. 1L85, registre des délibérations de l'administration du Jura, f° 114 r°.

¹⁴⁰ A.D.J. L777-2, ibidem, aux numéros 218 et 232.

¹⁴¹ A.D.J. L611, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Morez, f°s 175 r° et s.

¹⁴² Luc Mailliet-Guy, ouvrage cité, page 440.

¹⁴³ Les renseignements concernant la garde nationale et les colonnes mobiles proviennent principalement des A.D.J. : L 629, registre des délibérations de l'administration municipale du canton de Saint-Laurent, L787-1, registre des lettres aux adjoints et L787-2, registre des lettres écrites au département.

¹⁴⁴ A.D.J. 1L85, registre des délibérations de l'administration centrale du Jura, f°s 85 r°, 86 v°.